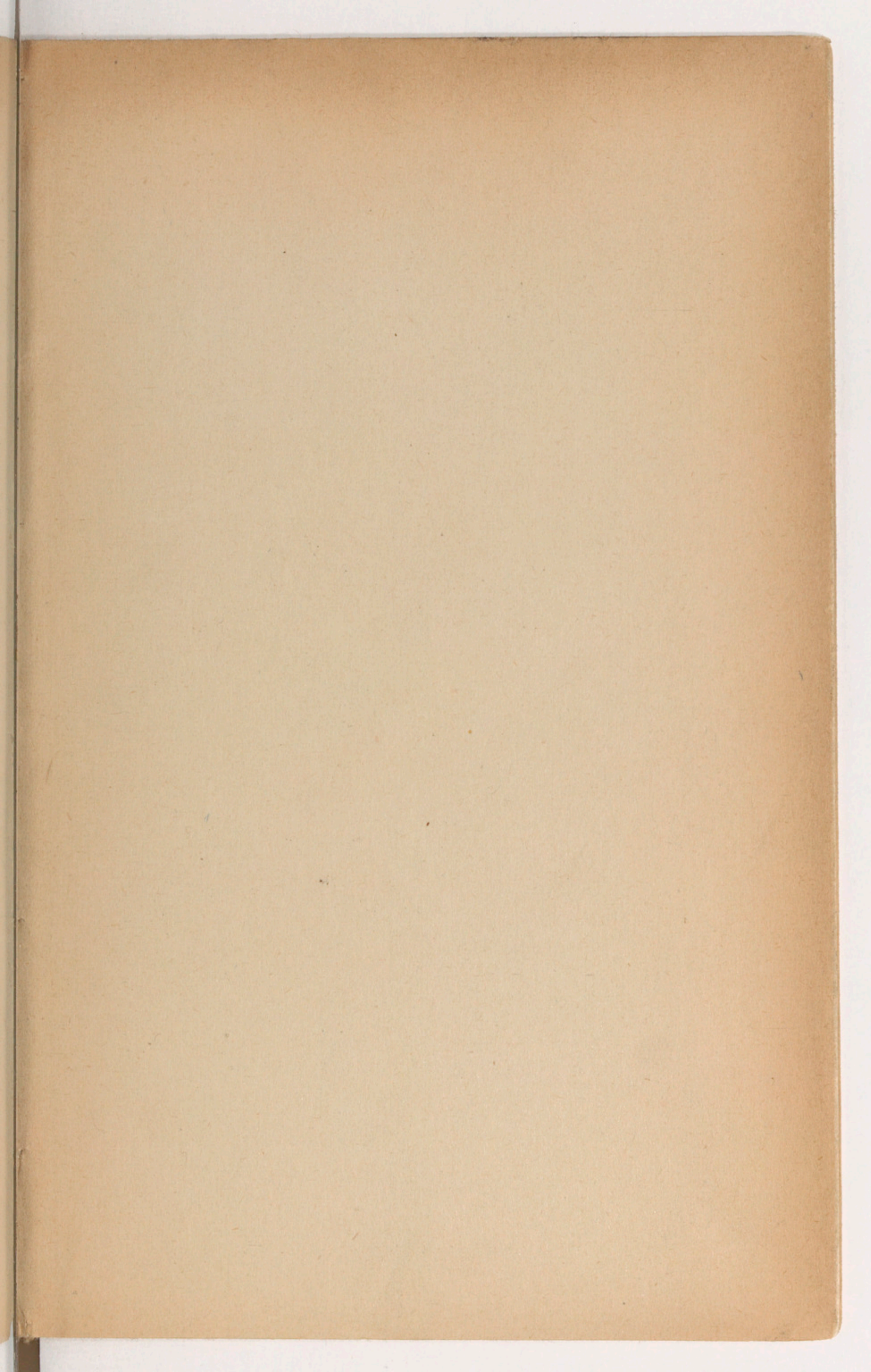


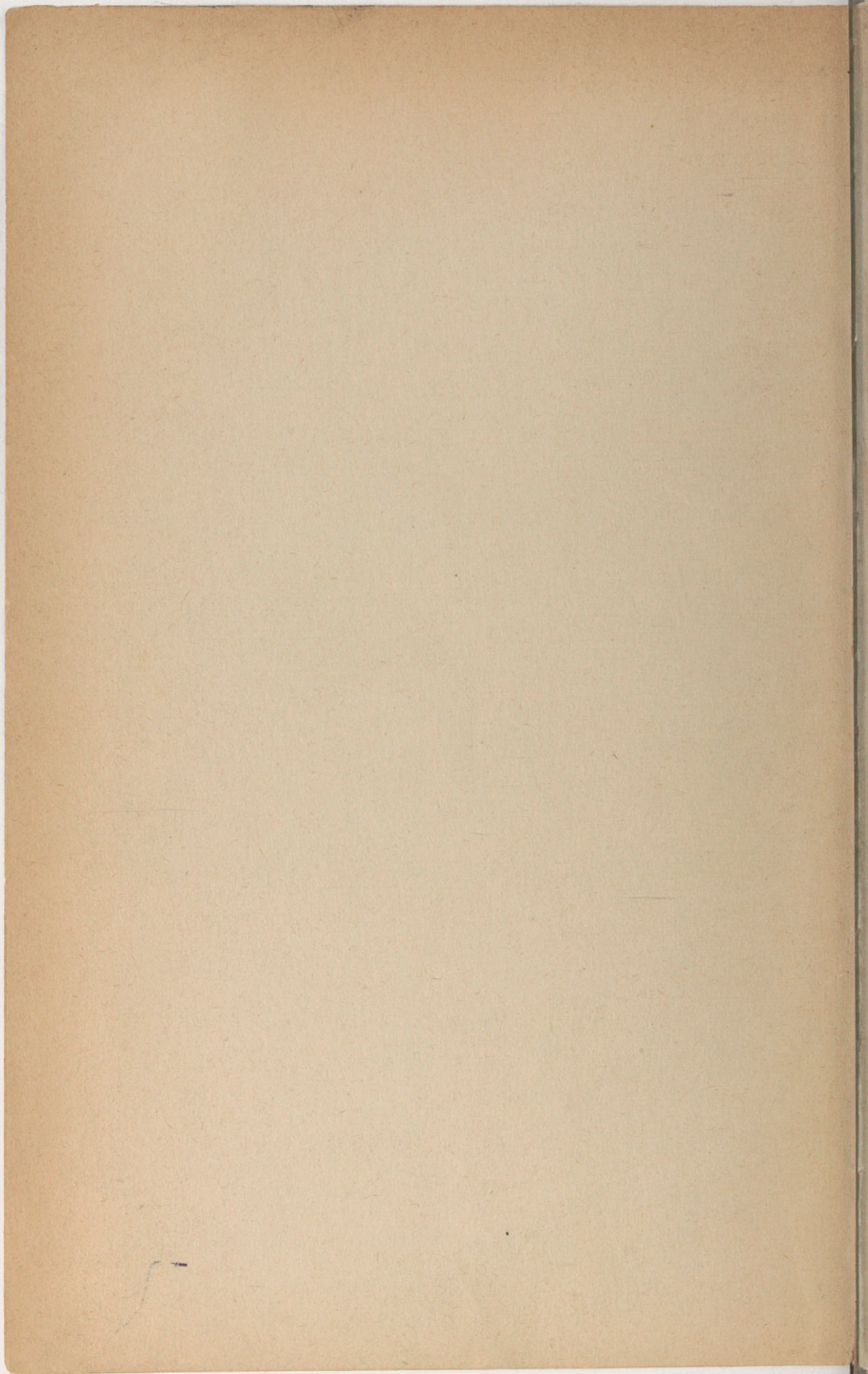


AMONTENS REL











520

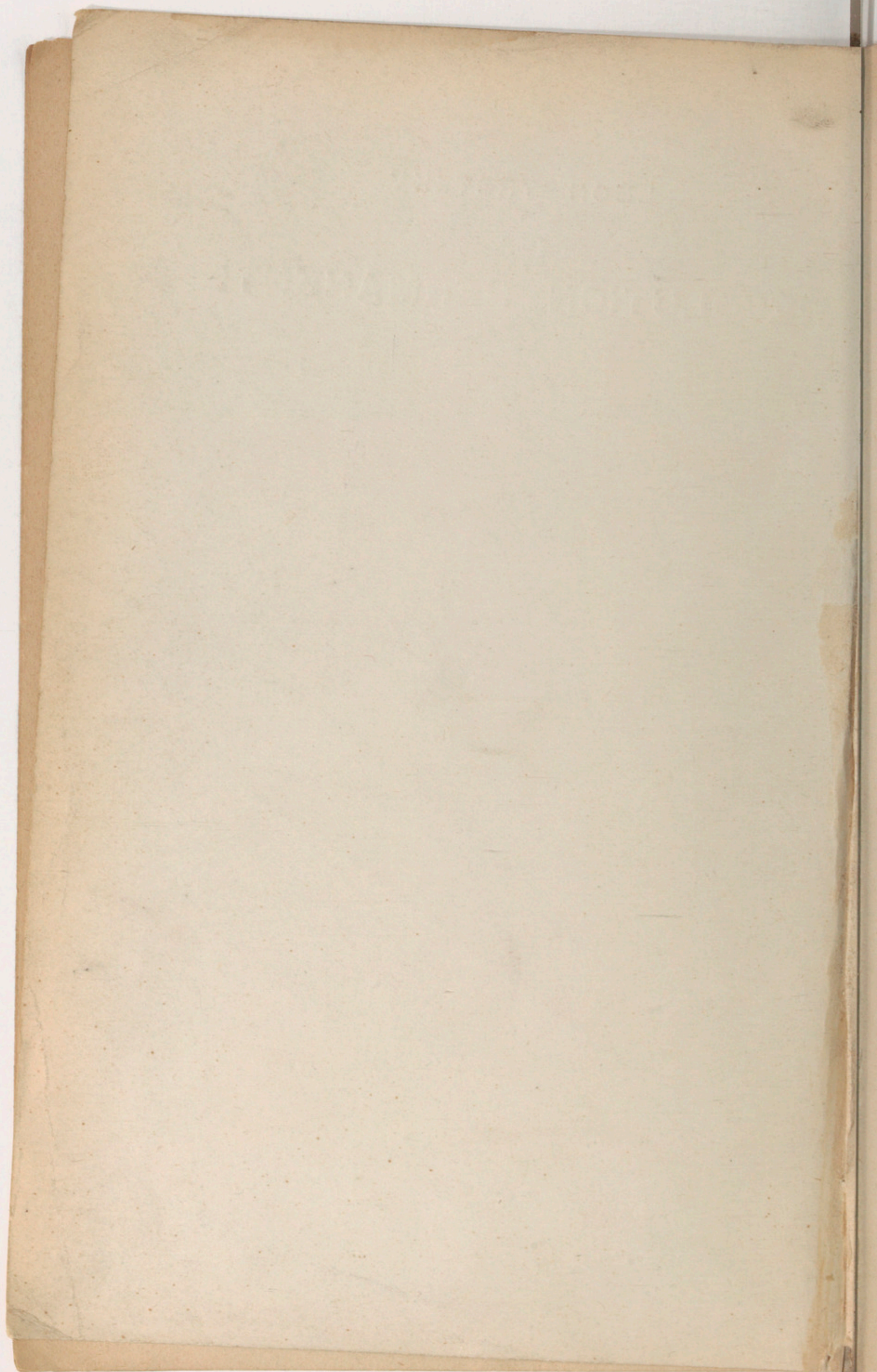
LÉON TROTSKY

LA

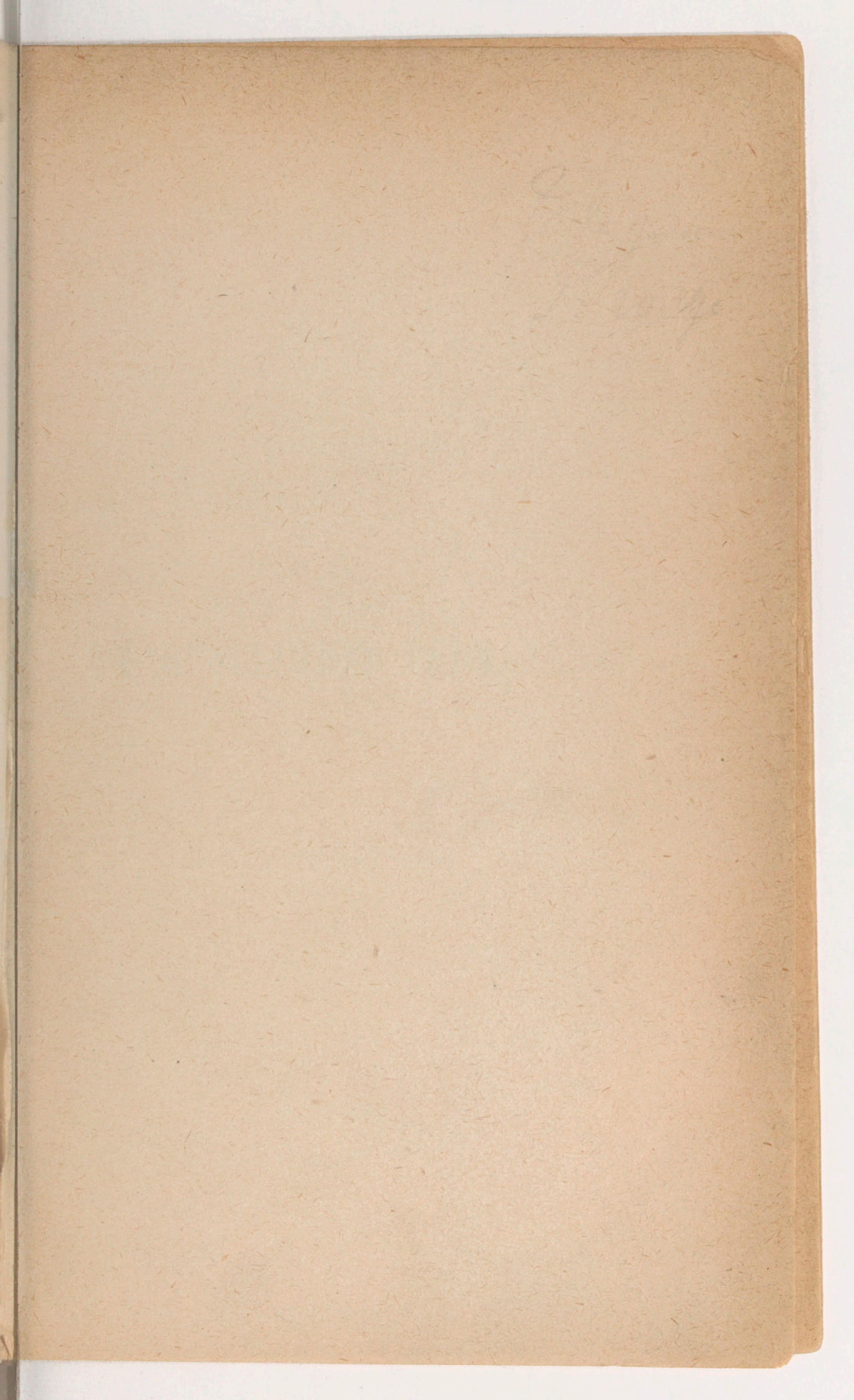
RÉVOLUTION PERMANENTE



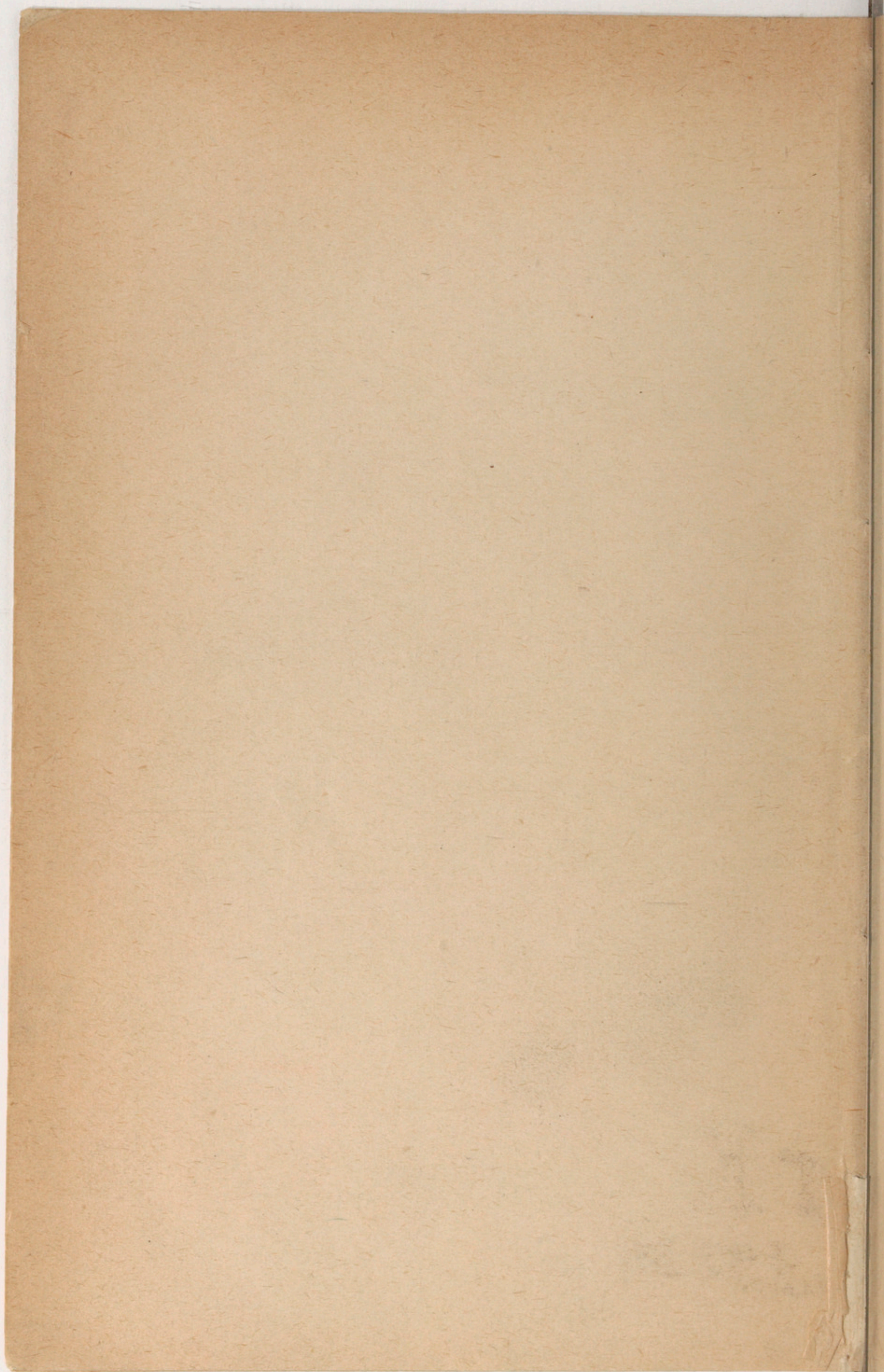








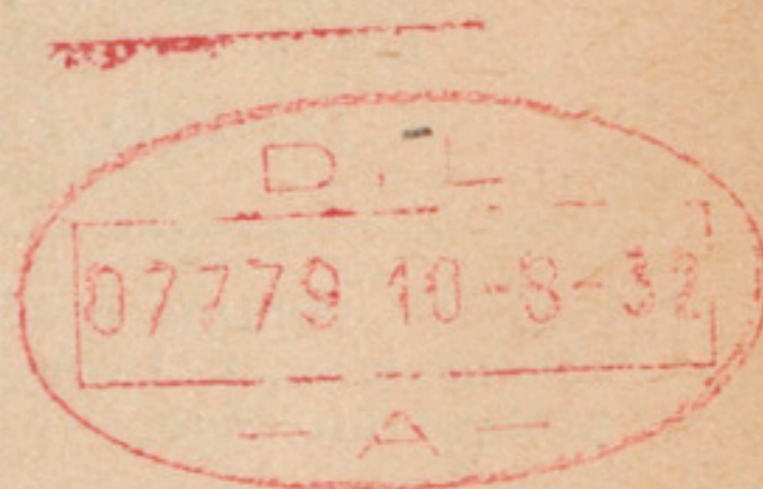






LA RÉVOLUTION PERMANENTE

8 R  
39230





DU MÊME AUTEUR

---

AUX ÉDITIONS RIEDER

*La Révolution défigurée.*

*Ma Vie* (essai autobiographique). 3 vol.

*L'Internationale Communiste après Lénine* (1).

*Histoire de la Révolution russe* (à paraître).

AU BUREAU D'ÉDITIONS

*Terrorisme et Communisme.*

*Nouvelle Etape.*

*Entre l'Impérialisme et la Révolution.*  
1905.

*Europe et Amérique.*

*Où va l'Angleterre?*

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

*Cours Nouveau.*

*Lénine.*

*Les problèmes de la guerre civile.*

*Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?*

*La défense de l'U. R. S. S. et l'opposition.*

*La « Troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste.*

---

(1) Ce volume contient la *Critique du programme de l'Internationale Communiste*, à laquelle Léon Trotsky se réfère plusieurs fois dans le présent ouvrage.



LÉON TROTSKY

LA RÉVOLUTION  
PERMANENTE



LES ÉDITIONS RIEDER  
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7  
PARIS

MCMXXXII-1932-



IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET  
OUVRAGE UNE ÉDITION  
ORIGINALE QUI COMPREND :

20 EXEMPLAIRES SUR ALFA  
DES PAPETERIES LAFUMA,  
NON MIS DANS LE COMMERCE,  
NUMÉROTÉS DE A A T;

30 EXEMPLAIRES SUR ALFA,  
DES PAPETERIES LAFUMA,  
NUMÉROTÉS DE 1 A 30.

TOUS DROITS RÉSERVÉS



## PRÉFACE A L'ÉDITION FRANÇAISE

*La composition de ce livre, complexe et imparfait en son architecture, est l'image même des circonstances dans lesquelles il est né : l'auteur s'efforçait d'imposer une conception déterminée de la dialectique intrinsèque du processus révolutionnaire; au cours de cette tentative, il complétait son ouvrage. Quiconque ne s'intéresse qu'aux aspects dramatiques d'une révolution fera mieux de laisser ce livre de côté. Mais celui qui, dans la révolution, voit autre chose et plus qu'un spectacle grandiose, celui qui la considère comme une crise sociale objectivement conditionnée, régie par ses lois internes, trouvera peut-être quelque profit à lire les pages que nous lui soumettons.*

*Au moment où je publie cet ouvrage en français, je me résigne d'avance à être accusé de dogmatisme, de casuistique, d'une prédilection pour l'exégèse des vieux textes, et surtout, d'un certain manque de « clarté ». Hélas! dans l'aversion que l'on éprouve pour la dialectique matérialiste, aversion si coutumière dans les milieux de « gauche » français, y compris, bien entendu, les rangs socialistes, se décèle uniquement une certaine mentalité officielle, un esprit conservateur qui a de profondes racines dans l'histoire de la bourgeoisie française. Mais, nous n'en doutons point, la dialectique du processus historique aura raison des habitudes idéologiques de cette bourgeoisie, comme elle l'emportera sur la bourgeoisie même. Et la langue française, si belle, si achevée en ses formes, dont le polissage dut bien quelque chose à un instrument aussi acéré que la guillo-*



## 8 LA RÉVOLUTION PERMANENTE

*tine, sera précipitée à nouveau, par l'effet de la dialectique historique, dans un profond creuset pour une refonte à haute température. Sans rien perdre de sa logique parfaite, elle acquerra une plus grande malléabilité. La révolution dialectique du langage exprimera seulement une nouvelle révolution dans le domaine des idées, laquelle n'est pas dissociable d'une révolution dans le domaine des choses.*

*Une considérable partie de ce livre est consacrée à la Russie, aux luttes idéologiques qui se sont livrées et se livrent parmi ses révolutionnaires. Les événements ont donné à ces discussions une importance internationale. C'est ainsi, et seulement ainsi, que se trouve justifiée la publication en français de cet ouvrage de théorie et de polémique.*

*Nous donnons en appendice trois essais, dont un concerne un roman écrit par un Français sur la révolution chinoise, les deux autres étant des analyses de la révolution espagnole qui se développe sous nos yeux. Quelles que soient les dissimilitudes des pays et des époques envisagés, un seul et même thème, — la révolution permanente — donne de l'unité à ce livre dont les défauts criants sont plus visibles à l'auteur qu'à toute autre personne.*

*Le lecteur qui resterait indécis devant tel ou tel chapitre de polémique ou bien devant une digression, surchargée de rappels aux textes, dans le passé historique du marxisme russe, et qui se demanderait, fort légitimement, à quoi cela peut servir, fera bien de couper sa lecture et d'aller tout droit aux pages de conclusion qui traitent de la Chine et de l'Espagne. Peut-être, ensuite, certains chapitres qui, de prime abord, lui auraient semblé d'un « doctrinaire » et d'un « casuiste », lui paraîtront-ils moins détestables. C'est du moins ce que l'auteur voudrait espérer.*

\*  
\* \*

*Au moment où ce livre paraît en français, la partie la plus consciente de la classe ouvrière internationale et l'humanité,*



dite « civilisée », ont les yeux tournés vers le bouleversement économique qui est en train de s'accomplir sur le territoire de l'ancien empire des tzars. Le problème de la collectivisation des exploitations paysannes paraît attirer particulièrement l'attention et susciter le plus vif intérêt. Cela n'est pas étonnant, si l'on considère que, dans ce domaine, la rupture avec le passé est plus sensible qu'ailleurs. Mais pour apprécier la véritable valeur de la collectivisation, il faut se faire, au préalable, une conception générale de la révolution socialiste. Cela nous prouve une fois de plus, et à un degré très élevé, que tout dans la partie théorique du marxisme joue un rôle important pour l'activité pratique. Si l'on va jusqu'au bout des discordes théoriques qui semblent « abstraites » à première vue, on arrive toujours à leurs manifestations pratiques : la réalité ne pardonne pas une seule erreur de doctrine.

La collectivisation des exploitations paysannes constitue, certainement, une partie nécessaire et fondamentale de la réorganisation socialiste de la société. Cependant, ses proportions et son rythme ne dépendent pas uniquement de la bonne volonté du gouvernement : ils sont déterminés par les facteurs économiques, par le niveau de l'économie nationale, par les rapports entre l'industrie et l'agriculture et, en conséquence, par les ressources techniques de cette dernière.

L'industrialisation, force motrice de toute la civilisation moderne, devient, de ce fait, le seul fondement possible du socialisme. Dans les conditions actuelles de l'Union Soviétique, l'industrialisation signifie avant tout le renforcement du prolétariat, comme classe dominante. En même temps elle crée les conditions matérielles et techniques favorables à la collectivisation de l'économie rurale. Industrialisation et collectivisation de la terre doivent progresser à des vitesses correspondantes. Leur développement sur le rythme le plus rapide intéresse le prolétariat, car de cette façon la nouvelle société en construction s'assure contre les menaces



## 10 LA RÉVOLUTION PERMANENTE

du dehors, tout en relevant systématiquement le niveau de vie des masses travailleuses.

Mais ce rythme est limité par les ressources matérielles et culturelles du pays, par les rapports entre la ville et la campagne et par les besoins pressants des masses : les masses ne peuvent que dans *une certaine limite* sacrifier le jour présent à l'avenir. Les rythmes les meilleurs et les plus avantageux sont ceux qui, tout en favorisant le développement rapide de l'industrie et de la collectivisation à l'heure actuelle, assurent la stabilité de la dictature comme ordre social, c'est-à-dire, renforcent l'union des ouvriers et des paysans et préparent ainsi le terrain pour les succès futurs. Selon ce point de vue, tout dépend du principe général et historique dont se sert la direction du parti et de l'Etat pour établir le plan de l'évolution économique. Ce système ne peut être orienté que dans deux directions : a) celle qui mène vers le renforcement économique de la dictature du prolétariat dans un seul pays en attendant les victoires prochaines de la révolution prolétarienne internationale (c'est le point de vue de l'opposition de gauche que nous avons formulé ci-dessus); b) celle qui mène à la construction d'une société socialiste nationale et isolée « dans le délai historique le plus court » (c'est le point de vue officiel d'aujourd'hui).

Ce sont là deux conceptions différentes et contradictoires du socialisme, qui déterminent aussi des stratégies et des tactiques opposées.

Les limites de cette préface ne nous permettent pas de poser encore une fois la question de la construction du socialisme dans un seul pays. Ce thème est traité dans nos autres ouvrages, et dans la *Critique du programme de l'Internationale communiste* en particulier. Nous nous bornerons ici à l'exposé des points essentiels du problème. Rappelons tout d'abord que la doctrine du socialisme dans un seul pays a été pour la première fois formulée par Staline à l'automne de 1924. Elle était en contradiction flagrante non seulement avec toute la tradition du marxisme et avec l'école de Lénine, mais



aussi avec tout ce que Staline lui-même avait écrit au printemps de la même année. La séparation de « l'école » de Staline et du marxisme dans la question de la construction socialiste a une aussi grande importance de principe que, par exemple, la rupture de la social-démocratie allemande avec le marxisme dans le problème de la guerre et du patriotisme en août 1914, exactement dix ans avant le volte-face de Staline. Cette comparaison n'est point fortuite : « l'erreur » de Staline, de même que celle de la social-démocratie allemande, n'est autre chose que le « socialisme national. »

Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine de haut les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme : si on se propose de construire la société socialiste *à l'intérieur de limites nationales*, cela signifie que, en dépit de succès temporaires, l'on fait reculer les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques, sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. Si, en dépit de cela, les créateurs et les partisans de cette doctrine participent à la lutte révolutionnaire internationale (avec ou sans succès, c'est une autre question), c'est parce qu'en leur qualité d'éclectiques incorrigibles, ils joignent, d'une façon purement mécanique, un internationalisme abstrait à un socialisme national utopique et réactionnaire. Le programme de l'Internationale communiste adopté par



le VI<sup>e</sup> Congrès est l'expression la plus parfaite de cet éclectisme.

Pour démontrer d'une manière évidente une des plus grosses erreurs théoriques qui sont à la base de la conception socialiste nationale, nous ne pouvons trouver mieux qu'une citation d'un discours de Staline, publié récemment et consacré aux problèmes intérieurs du communisme américain <sup>1</sup>. « Il serait erroné — dit Staline, se prononçant contre une des fractions américaines — de ne pas tenir compte des traits spécifiques du capitalisme américain. Le parti communiste dans son activité ne doit pas les ignorer. Mais il serait encore plus erroné de baser l'activité du parti sur ces traits spécifiques, car l'activité de tout parti communiste, y compris l'américain, doit se fonder non sur les traits du capitalisme spécifiques à un pays particulier, mais bien sur les *traits généraux* du capitalisme qui, dans le fond, sont *toujours les mêmes dans tous les pays*. *C'est ce qui constitue l'internationalisme des partis communistes*. Les traits spécifiques ne forment qu'un *supplément* aux traits généraux » (*Le Bolchévik* N<sup>o</sup> 1, 1930, p. 8. Les passages en italiques ont été soulignés par nous).

Ces lignes sont d'une clarté absolue.

Voulant trouver les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales uniformes. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un « *supplément* aux traits généraux », une sorte de verrue sur la figure. En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. Il suffirait de rappeler que le pro-

---

(1) Ce discours, prononcé le 6 mai 1929 ne fut publié qu'au commencement de 1930 et dans des conditions telles qu'il prend la valeur d'un vrai « programme ».



létariat d'un pays arriéré a conquis le pouvoir bien avant ceux des pays avancés. Cette simple leçon historique démontre que, contrairement aux affirmations de Staline, il serait tout à fait erroné de baser l'activité des partis communistes sur quelques *traits généraux*, c'est-à-dire sur un type-modèle abstrait de capitalisme national. Il n'est pas du tout vrai que « l'internationalisme des partis communistes » se fonde sur cela. En réalité il est basé sur la faillite de l'Etat national qui est une survivance et qui enrayer le développement des forces productives. On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme partie de l'économie mondiale.

Les particularités économiques des différents pays n'ont point une importance secondaire. Il suffit de comparer l'Angleterre et les Indes, les Etats-Unis et le Brésil. Les traits spécifiques de l'économie nationale, si importants qu'ils soient, constituent, à un degré croissant, les éléments d'une plus haute unité qui s'appelle l'économie mondiale et qui sert, en fin de compte, de base à l'internationalisme des partis communistes.

La définition staliniste de l'originalité nationale comme simple « supplément » au type général, se trouve en contradiction éclatante, mais non fortuite, avec la façon de comprendre (ou plutôt de ne pas comprendre) la loi du développement inégal du capitalisme. Comme on sait, Staline l'avait proclamée loi fondamentale, primordiale, universelle. A l'aide de cette loi, transformée en une abstraction, il essaye de résoudre tous les mystères de l'être. Mais chose étonnante : il n'aperçoit même pas que *l'originalité nationale représente le produit sommaire et le plus général de l'inégalité du développement historique*. Il faut avoir une juste idée de cette inégalité, en comprendre l'importance et l'étendre sur le passé pré-capitaliste. Le développement plus ou moins rapide des forces productives, le caractère d'épanouissement ou, au contraire, d'amointrissement de certaines époques, comme, par exemple, le moyen âge, le régime des corporations,



l'absolutisme éclairé, le parlementarisme, l'inégalité dans le développement des différents domaines de l'économie, des différentes classes, des différentes institutions sociales, des divers éléments de la culture, tout cela constitue les fondements des « particularités » nationales. L'originalité du type national et social n'est que la cristallisation des inégalités de sa formation.

La Révolution d'Octobre fut la plus grandiose de toutes les manifestations de l'inégalité de l'évolution historique. La théorie de la révolution permanente qui avait donné le *pronostic* du cataclysme d'octobre, était par ce fait même fondée sur cette loi. Mais au lieu de la concevoir sous une forme abstraite, elle la considérait dans sa cristallisation matérielle, sous les espèces de l'originalité sociale et politique de la Russie.

Staline eut recours à cette loi non pour prédire en temps opportun la prise du pouvoir par le prolétariat d'un pays arriéré, mais bien pour imposer beaucoup plus tard, en 1924, au prolétariat victorieux, la tâche de construire la société socialiste nationale. Cependant elle n'a rien à faire ici, car, au lieu de remplacer ou de révoquer les lois de l'économie mondiale, elle s'incline devant elles et s'y soumet.

Faisant un fétiche de la loi du développement inégal, Staline la déclare suffisante pour servir de fondement au socialisme national qui, sans devenir un modèle, c'est-à-dire commun à tous les pays, reste exclusif, messianique, purement russe. Selon Staline la société socialiste autonome ne peut être créée qu'en Russie. Par cette assertion il place les particularités nationales de la Russie au-dessus des « traits généraux » de la nation capitaliste, et même au-dessus de toute l'économie mondiale. Là commence l'inévitable contradiction de toute sa conception. L'originalité de l'U. R. S. S. dit-il, est tellement puissante qu'elle lui permet de construire son socialisme, indépendamment de tout ce qui pourrait arriver dans le reste de l'humanité. Quant à « l'originalité » des autres nations, dépourvues de l'empreinte messianique,



elle n'est que le « supplément » aux traits généraux, la verrue sur la figure. « Il serait erroné, enseigne Staline, de baser l'activité du parti communiste sur les traits spécifiques. »

Cette leçon morale vaut pour les partis américain, anglais, sud-africain et serbe, mais non pour le parti russe dont l'activité est basée non pas sur « les traits généraux », mais au contraire sur les « particularités ». De là découle la stratégie essentiellement double de l'Internationale communiste : tandis que l'U. R. S. S. procède à la « liquidation des classes » et à la construction du socialisme, le prolétariat de tous les autres pays est appelé à une action simultanée que l'on règle d'après le calendrier (le 1<sup>er</sup> août, le 6 mars, etc), sans tenir compte des conditions nationales réelles. Au nationalisme messianique s'ajoute encore un internationalisme abstrait et bureaucratique. Ce dualisme pénètre tout le programme de l'Internationale communiste et lui enlève toute valeur de principe.

Si l'on examine l'Angleterre et les Indes, comme deux variétés extrêmes du type capitaliste, on arrive à la conclusion que l'internationalisme des prolétariats anglais et hindou a pour fondement l'inséparable *interdépendance* des conditions, des buts et des méthodes, et non pas leur *identité*. Les succès du mouvement de libération aux Indes déclenchent le mouvement révolutionnaire en Angleterre, et *vice versa*. Une société socialiste autonome ne peut être construite ni aux Indes, ni en Angleterre. Les deux pays devront faire partie d'une unité plus haute. Cela seul constitue la base ferme de l'internationalisme marxiste.

Tout récemment, le 8 mars 1930, la *Pravda* fit encore une fois l'exposé de la théorie malencontreuse de Staline. « Le socialisme en tant que formation sociale et économique », c'est-à-dire en tant que système déterminé des rapports de production, peut être parfaitement réalisé dans les limites nationales de l'U. R. S. S. « La victoire *définitive* du socialisme, assurée contre l'intervention de l'entourage capitaliste », est une chose bien différente . elle exige « effective-



ment le triomphe de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays avancés ». A quelle profondeur fallait-il que tombe la pensée théorique, pour qu'on puisse, d'un air savant, dissenter avec une si misérable scolastique dans l'organe central du parti de Lénine! Si l'on admettait pour un instant la possibilité de la réalisation du socialisme, en tant qu'ordre social achevé dans le cadre isolé de l'U. R. S. S. on devrait conclure que c'est là « la victoire définitive », parce qu'après cela on ne pourrait plus parler d'intervention. Le socialisme implique une haute technique, une haute culture et une haute solidarité de la population. Au moment de l'achèvement de la construction du socialisme, l'U. R. S. S. comptera probablement 200 ou même 250 millions d'habitants : dans ces conditions comment pourrait-on parler d'une intervention? Quel pays capitaliste, ou quelle coalition de pays songerait à risquer une intervention dans cette situation? La seule intervention concevable serait celle qui viendrait de la part de l'U. R. S. S.. Serait-elle nécessaire dans ce cas? C'est peu probable.

L'exemple d'un pays arriéré qui, par ses propres moyens, aurait réussi à établir une puissante société socialiste dans l'espace de plusieurs « plans quinquennaux », porterait le coup de grâce au capitalisme mondial et réduirait au minimum, presque à zéro, les frais de la révolution prolétarienne mondiale. Voilà pourquoi toute la conception de Staline mène, au fond, à la liquidation de l'Internationale communiste. Quel pourrait, en effet, être son rôle historique, si les destins du socialisme dépendent en dernière instance du « plan d'Etat » de l'U. R. S. S.? Dans ce cas l'Internationale communiste, tout comme les fameuses « Sociétés des amis de l'U. R. S. S. » n'a d'autre but que de protéger la construction du socialisme contre l'intervention, en d'autres termes elle est réduite au rôle de garde-frontière.

Pour démontrer la justesse de la conception de Staline, l'article mentionné se sert d'arguments économiques tout fraîchement inventés :



« Juste en ce moment — écrit la *Pravda* — grâce aux « sovkhoses »<sup>1</sup> croissants, grâce au mouvement gigantesque des kolkhoses<sup>2</sup> dont la quantité croît aussi bien que la qualité, et grâce à la liquidation de la classe des « koulaks »<sup>3</sup> qu'assure la collectivisation complète, les rapports de production du type socialiste passent de plus en plus de l'industrie dans l'agriculture, et cela rend plus évidente la misérable faillite du défaitisme de Trotsky et de Zinoviev qui dans le fond, n'était autre chose que « la négation menchéviste des droits naturels de la Révolution d'Octobre. » (Staline, *-Pravda*, le 8 mars 1930).

Ces lignes sont vraiment extraordinaires en dehors même de ce ton doucereux qui veut cacher la confusion de la pensée.

En plein accord avec Staline, l'article accuse la « conception de Trotsky » de nier « l'inévitabilité de la Révolution d'Octobre ». Mais en réalité, l'auteur de cet ouvrage, partant de sa conception, c'est-à-dire de sa doctrine de la révolution permanente, *prédisait l'inévitabilité* de la Révolution d'Octobre treize ans avant son avènement. Et Staline? Après la révolution de février, sept ou huit mois avant le coup d'Etat d'Octobre, il parlait en vulgaire démocrate. Seule l'arrivée de Lénine à Pétrograd (le 3 avril 1917) et sa lutte impitoyable contre « les vieux bolchéviks présomptueux », dont il se moquait tellement à cette époque, forcèrent Staline à abandonner ses positions démocratiques et à passer sans bruit et prudemment sur des positions socialistes. En tout cas, cette « renaissance » intérieure de Staline, qui, d'ailleurs, ne s'est jamais achevée, a eu lieu douze ans après que fut formulée la théorie, selon laquelle le prolétariat russe avait le droit et le devoir de s'emparer du pouvoir sans attendre le commencement de la révolution prolétarienne en Europe.

---

1. Sovkhoses. Grande exploitation agricole, appartenant à l'Etat soviétique.

2. Kolkhoses. Exploitation paysanne collective sous forme d'associations, de coopératives ou de communes.

3. Koulak. Paysan aisé. (*N. d. T.*).



Mais tout en formulant le pronostic théorique de la Révolution d'Octobre, nous étions bien loin de prétendre que le prolétariat russe, après avoir conquis le pouvoir d'Etat, ferait sortir l'ancien empire des tsars du cercle économique mondial. Nous autres, marxistes, connaissons parfaitement le rôle et l'importance du pouvoir d'Etat. Il n'est pas du tout un reflet passif des phénomènes économiques, comme le décrivent les social-démocrates fatalistes, serviteurs de l'Etat bourgeois. Le pouvoir peut acquérir une importance énorme, réactionnaire ou progressive et cela dépend de la classe qui l'exerce. Mais le pouvoir d'Etat reste cependant une résultante de caractère indirect. Le passage du pouvoir des mains du tsarisme et de la bourgeoisie entre celles du prolétariat n'abolit ni les lois ni l'évolution de l'économie mondiale. Il est vrai qu'après le coup d'Etat d'Octobre les relations économiques de l'U. R. S. S. avec le marché mondial s'affaiblirent pendant un certain laps de temps. Mais on commettrait une grave erreur, si l'on voulait généraliser d'après ce fait qui ne fut qu'une courte étape de l'évolution dialectique. La division mondiale du travail, et le caractère super-national des forces productrices modernes conservent toujours leur importance pour l'U. R. S. S. et cette importance deviendra sans cesse plus grande au fur et à mesure que s'accroîtra le relèvement économique de l'Union.

Chaque pays arriéré, en s'associant au capitalisme, passait par différentes phases de dépendance envers les autres pays capitalistes; cette dépendance pouvait augmenter ou diminuer, mais la tendance générale de l'évolution capitaliste allait toujours vers un énorme développement des relations mondiales qui se manifestait dans l'accroissement du commerce extérieur, y compris, bien entendu, le commerce des capitaux. La dépendance de l'Angleterre par rapport aux Indes a, assurément, un autre caractère qualitatif que la dépendance des Indes envers l'Angleterre. Mais cette différence est déterminée, en dernier lieu, par la diversité de leurs forces productives et non par leur degré d'autonomie



économique. L'Inde est une colonie et l'Angleterre est une métropole. Mais si l'Angleterre était soumise aujourd'hui à un blocus économique, elle périrait plus rapidement que l'Inde. Voilà, en passant, une illustration probante de la réalité de l'économie mondiale.

L'évolution du capitalisme, si on la considère dans sa réalité historique et non dans les formules abstraites du second tome du *Capital*, qui conservent, cependant, leur importance comme *phase de l'analyse*, se faisait de toute nécessité par une extension systématique de sa base. Au cours de son développement et, par conséquent, au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du « marché extérieur », c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'irrésistible expansion, qui engendre les crises permanentes et internes du capitalisme, constitue sa force progressive, mais devient ensuite mortelle pour lui.

En plus des contradictions internes du capitalisme, la Révolution d'Octobre avait pris la succession de l'ancien régime marqué par des contradictions non moins profondes entre le capitalisme en général et les formes de production pré-capitalistes. Ces contradictions avaient et ont aujourd'hui encore un caractère tout à fait matériel, car elles sont comprises dans les rapports concrets entre la ville et la campagne et dans la corrélation qui existe entre les différentes branches de l'industrie et l'ensemble de l'économie nationale. Les racines de ces contradictions se trouvent dans les conditions géographiques ou démographiques du pays, elles dépendent donc de l'abondance ou de la pénurie de certaines ressources naturelles, de la répartition historique des masses populaires sur le territoire, etc. La force de l'économie soviétique réside dans la nationalisation des moyens de production et dans le fait qu'ils sont administrés d'après un plan. Le point faible de l'économie soviétique sans compter le retard, hérité du passé, réside dans son isolement présent, conséquence d'Octobre; cela veut dire qu'elle ne peut profiter des ressources



de l'économie mondiale ni d'après des principes socialistes, ni même d'après des principes capitalistes sous la forme du crédit international normal, du « financement » qui a une importance décisive pour les pays arriérés. Et pourtant les contradictions du passé capitaliste et pré-capitaliste sont bien loin de disparaître : au contraire, elles surgissent après les années de déclin et de destruction, elles deviennent plus vivantes et plus aiguës au fur et à mesure que l'économie soviétique se développe; pour les surmonter ou même les atténuer il serait nécessaire à chaque instant de recourir aux ressources du marché mondial.

Pour bien comprendre tout ce qui se passe en ce moment sur le territoire gigantesque que le bouleversement d'Octobre a appelé à une vie nouvelle, il ne faut jamais oublier qu'une nouvelle contradiction, la plus puissante, est venue s'ajouter aux anciennes, ressuscitées par les succès économiques. C'est la contradiction entre le caractère de concentration de l'industrie soviétique qui ouvre devant elle la possibilité de rythmes de développement inouïs, et l'isolement de l'économie soviétique qui l'empêche d'utiliser normalement les ressources de l'économie mondiale. Cette nouvelle contradiction venant s'ajouter aux anciennes, d'énormes difficultés apparaissent à côté de succès extraordinaires. Ces difficultés trouvent leur expression la plus directe et la plus pénible dans ce fait que chaque ouvrier ou chaque paysan ressent quotidiennement : les conditions de vie des masses travailleuses ne s'améliorent point au cours du relèvement économique général; en ce moment elles baissent à cause de la croissance des difficultés de ravitaillement. Les crises aiguës de l'économie soviétique nous rappellent que les forces productives, créées par le capitalisme, ne peuvent pas s'adapter au cadre national et ne peuvent être coordonnées et harmonisées d'une façon socialiste que sur un plan international. En d'autres termes, les crises de l'économie soviétique représentent quelque chose d'infiniment plus grave que les maladies infantiles ou de croissance : ce sont de sévères rappels que nous fait le



marché international, auquel « nous sommes subordonnés et liés, comme disait Lénine, et duquel nous ne pouvons nous détacher » (Discours au XI<sup>e</sup> Congrès du parti, le 27 mars 1922).

De là, cependant, on ne doit pas conclure misérablement comme ces philistins qui parlent de « l'irrégularité historique » de la Révolution d'Octobre. La prise du pouvoir par le prolétariat international ne peut être un acte unique et simultané. Chaque résultante politique — et la révolution en est une — a sa propre dialectique qui fait irruption violente dans le cours économique mondial, sans en abolir les lois plus profondes. La Révolution d'Octobre est « légitime » *en tant que première étape de la révolution mondiale* qui par nécessité s'étend sur des dizaines d'années. L'intervalle entre la première et la seconde étape est beaucoup plus long que nous ne l'avions supposé. Mais ce n'est qu'un intervalle, et il ne faut pas le transformer en une époque de construction autonome d'une société socialiste nationale.

Les deux conceptions de la révolution ont déterminé deux lignes directrices dans la solution des problèmes économiques. Les premiers succès économiques, rapides et inattendus, avaient inspiré à Staline en automne 1924 sa doctrine du socialisme dans un seul pays, qui ne fut que le couronnement des perspectives pratiques de l'économie nationale isolée. C'est alors que Boukharine énonça sa fameuse formule sur la possibilité de construire le socialisme, « même au pas de tortue », en se protégeant contre l'économie mondiale par la barrière du monopole du commerce extérieur. C'était la formule du bloc des centristes et de la droite. En ce temps-là, Staline ne se lassait pas de démontrer que le rythme de notre industrialisation est « notre affaire intérieure » sans aucun rapport avec l'économie mondiale. Une pareille fatuité nationale ne pouvait, d'ailleurs, durer très longtemps: elle n'était en somme que le reflet de la première et courte étape de notre renaissance économique qui devait entraîner inévitablement notre dépendance du marché mondial. Les



## 22 LA RÉVOLUTION PERMANENTE

premiers avertissements de cette dépendance internationale, auxquels nos socialistes nationaux ne s'attendaient point provoquèrent une angoisse qui a dégénéré en panique dans la période suivante. Conquérir le plus rapidement possible « l'autonomie » économique au moyen des rythmes les plus rapides d'industrialisation et de collectivisation — voilà l'aboutissement de la politique économique du socialisme national dans ces deux dernières années.

La lésinerie fut remplacée sur toute la ligne par l'aventurisme. Mais la base doctrinale reste toujours la même : c'est la conception nationale-socialiste.

Comme il a été démontré plus haut, les difficultés essentielles dérivent de la situation réelle et avant tout de l'isolement de l'U. R. S. S. Nous n'allons pas examiner ici dans quelle mesure cet état de choses dépend des erreurs personnelles du groupe dirigeant (une politique erronée en Allemagne en 1923, en Bulgarie et en Esthonie en 1924, en Angleterre et en Pologne en 1926, en Chine en 1925-1927, la fausse stratégie actuelle de la « troisième période », etc.). Mais les convulsions économiques les plus aiguës en U. R. S. S. viennent de ce fait que le groupe dirigeant actuel veut faire de la nécessité une vertu et essaye de déduire de l'isolement politique de l'Etat ouvrier tout un programme de société socialiste économiquement isolée. De là la tentative de la collectivisation socialiste et intégrale d'exploitations paysannes, pourvues de moyens de culture pré-capitalistes. C'est une aventure extrêmement dangereuse qui menace de détruire les possibilités même de collaboration entre les masses paysannes et le prolétariat.

Chose extraordinaire! Juste au moment où cette menace commençait à se dessiner nettement, Boukharine, le théoricien du « pas de tortue », composa une ode pathétique en l'honneur du « galop échevelé » de l'industrialisation et de la collectivisation. Il faut s'attendre, cependant, à ce que cette ode soit bientôt proclamée une horrible hérésie, car d'autres chansons commencent déjà à se faire entendre. Sous le coup



de la résistance opposée par la réalité économique, Staline se voit obligé de battre en retraite. L'offensive aventuriste d'hier, dictée par la panique, peut aisément se transformer aujourd'hui en un recul aussi panique. Cette alternance est inévitable, car elle est dans la nature même du socialisme-national.

Le programme réaliste d'un Etat ouvrier isolé ne devrait se proposer ni d'atteindre à « l'indépendance » de l'économie mondiale, ni, encore moins, de construire une société socialiste nationale « dans le plus bref délai. » Son but serait de chercher non les rythmes abstraits et maxima, mais les rythmes les meilleurs, qui dérivent des conditions économiques intérieures et mondiales, qui affermissent les positions du prolétariat, en préparant les *éléments nationaux* de la société socialiste internationale de l'avenir, et qui, en même temps, et avant tout, améliorent systématiquement le niveau d'existence du prolétariat et consolident son union avec les masses non-exploiteuses des campagnes. Cette perspective conserve entièrement sa valeur pour toute la période préparatoire, jusqu'au moment où la révolution triomphante dans les pays avancés tirera l'Union Soviétique de sa situation isolée.



Les pensées ébauchées ci-dessus sont plus largement développées dans les autres œuvres de l'auteur, en particulier dans la *Critique du programme de l'Internationale communiste*. Nous espérons publier prochainement une brochure consacrée à l'analyse de l'étape actuelle de l'évolution économique de l'U. R. S. S. Nous sommes obligés de renvoyer à ces ouvrages le lecteur qui chercherait à savoir d'une manière plus précise comment le problème de la révolution permanente se pose aujourd'hui. Mais nous espérons que ce que nous avons dit plus haut suffira pour montrer toute l'importance de la lutte de principes, qui prend à présent, aussi



bien que durant ces dernières années, la forme d'une opposition entre deux théories : celle du *socialisme dans un seul pays* et celle de *la révolution permanente*. Le caractère d'actualité de ce problème explique pourquoi nous offrons au lecteur étranger un livre qui, dans sa plus grande partie, est consacré à l'exposition critique des pronostics et des discussions doctrinales qui ont eu lieu parmi les marxistes russes d'avant la révolution. On pourrait bien entendu exposer d'une autre manière les problèmes qui nous intéressent en ce moment. Mais ce n'est pas l'auteur qui a de son propre gré choisi et adopté cette forme de discussion. Elle lui a été imposée tant par ses adversaires que par le cours de l'évolution politique. Même les principes des mathématiques, qui sont les sciences les plus abstraites, s'apprennent dans les meilleures conditions en connexion avec l'histoire de leur découverte. Cette vérité est encore plus exacte par rapport aux principes plus concrets, voire déterminés par l'histoire, de la politique marxiste. Il nous semble que l'histoire de l'origine et de l'évolution des pronostics de la révolution formulés en Russie sous l'ancien régime permettra au lecteur de comprendre les grandes tâches révolutionnaires du prolétariat mondial d'une manière beaucoup plus directe et plus concrète que l'exposition scolastique et pédante de ces mêmes idées politiques, détachées de l'atmosphère de lutte où elles ont pris naissance.

Le 29 mars 1930.

L. TROTSKY.



## INTRODUCTION

**L**E présent ouvrage est consacré à une question, qui est étroitement liée à l'histoire des trois révolutions russes et qui va même au delà. Pendant ces dernières années, cette question a joué un rôle immense dans les luttes intestines du parti communiste de l'Union Soviétique; elle a été ensuite posée devant l'Internationale communiste; elle a joué un rôle décisif sur le développement de la révolution chinoise et elle a déterminé toute une série de décisions extrêmement graves, ayant trait à la lutte révolutionnaire dans les pays d'Orient. Il s'agit de la théorie dite de « la révolution permanente » qui, d'après les épigones du léninisme (Zinoviev, Staline, Boukharine et autres) constitue le péché originel du « trotskysme ».

La question de la révolution permanente fut, après une longue trêve, soulevée à nouveau, en 1924, d'une façon qui pouvait sembler d'abord tout à fait inopinée. Rien en politique ne motivait la reprise d'une discussion : il s'agissait de controverses oubliées depuis fort longtemps. Mais il y avait par contre de graves raisons psychologiques. Le groupe dit « vieux bolchevik » qui entreprit une offensive contre moi, m'opposa tout d'abord son titre de « vieux ». Un grand obstacle se dressait pourtant



sur son chemin : c'était 1917. Si importante qu'ait été l'histoire des luttes idéologiques précédentes et de la préparation révolutionnaire, toute cette phase première, pour l'ensemble du parti comme pour les individus, trouva sa plus haute justification, irrévocable, dans la Révolution d'Octobre. *Aucun des épigones ne réussit à passer cet examen.*

Au moment de la révolution de février 1917 ils occupèrent tous, sans exception, les positions vulgaires de la gauche démocratique. Pas un d'entre eux ne formula le mot d'ordre de la lutte du prolétariat pour le pouvoir. Ils considéraient tous l'orientation vers la révolution socialiste comme absurde ou, pis encore, comme « trotskyste ». C'est dans cet esprit qu'ils dirigèrent le parti jusqu'au retour de Lénine de l'étranger et jusqu'à la publication de ses célèbres thèses du 4 avril 1917. Après cela Kamenev, déjà en lutte directe contre Lénine, essaya d'organiser ouvertement l'aile démocratique dans le bolchevisme. Zinoviev, arrivé avec Lénine, le rejoignit ensuite. Staline, très compromis par sa position social-patriotique, se tint à l'écart. Staline, laissant au parti le temps d'oublier les lamentables articles et discours dont il fut l'auteur durant les semaines décisives de mars, se rapprocha petit à petit du point de vue de Lénine. Tout cela fit naturellement naître la question : qu'est-ce que chacun des dirigeants « vieux bolcheviks » avait appris du léninisme, puisqu'au moment historique le plus grave et le plus lourd de responsabilités, aucun d'eux ne fut capable d'utiliser lui-même toute l'expérience théorique et pratique du parti? Il fallut à tout prix écarter cette question et lui en substituer une autre. C'est pour-



quoi on décida de concentrer le feu sur la théorie de la révolution permanente. Mes contradicteurs, bien entendu, ne pouvaient alors prévoir qu'après avoir créé un axe artificiel de lutte, ils seraient ensuite forcés, à leur insu, de tourner autour de cet axe et de se former, de cette manière, une conception nouvelle par méthode inverse.

J'ai formulé les points essentiels de la théorie de la révolution permanente avant les événements décisifs de l'an 1905. La Russie allait au-devant d'une révolution bourgeoise. Parmi les social-démocrates russes de l'époque (nous portions tous le nom de social-démocrates, en ce temps-là) personne ne doutait que nous nous acheminions précisément vers une révolution *bourgeoise*, c'est-à-dire vers une révolution provoquée par la contradiction entre le développement des forces productives de la société capitaliste et les rapports surannés de classe et d'état légués par l'époque du servage et le moyen âge. A cette époque, luttant contre les « narodniki » (populistes) et les anarchistes, j'ai consacré nombre d'articles et de discours à l'interprétation marxiste du caractère bourgeois de la révolution imminente.

Mais ce caractère bourgeois de la révolution ne laissait pas prévoir quelles classes auraient à réaliser les tâches de la révolution démocratique et quelle forme prendraient alors les rapports entre les classes. Et, cependant, c'était là le point de départ de tous les problèmes stratégiques fondamentaux.

Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, suivis par tous les mencheviks russes, partageaient de ce point de vue que le rôle dirigeant dans une révolution bourgeoise ne pouvait appartenir qu'à la bourgeoisie



libérale, en qualité de prétendant naturel au pouvoir. D'après ce schéma, incombait au parti du prolétariat le rôle d'aile gauche du front démocratique : la social-démocratie devait soutenir la bourgeoisie libérale dans la lutte contre la réaction, mais en même temps elle devait défendre les intérêts du prolétariat contre la bourgeoisie libérale. En d'autres termes, les mencheviks considéraient surtout la révolution bourgeoise comme une réforme libérale et constitutionnelle.

Lénine posait le problème tout autrement. La libération des forces productives de la société bourgeoise du joug du servage signifiait avant tout pour lui, la solution radicale du problème agraire dans le sens d'une liquidation définitive de la classe des grands propriétaires fonciers et d'une transformation révolutionnaire dans le domaine de la propriété foncière. Tout cela était indissolublement lié à l'abolition de la monarchie. Avec une audace véritablement révolutionnaire, Lénine avait posé le problème agraire qui touchait aux intérêts vitaux de l'énorme majorité de la population et qui était en même temps la base du problème du marché capitaliste. Puisque la bourgeoisie libérale, qui s'opposait aux ouvriers, était liée à la grande propriété foncière par de nombreux liens, la libération vraiment démocratique de la classe paysanne ne pouvait s'accomplir que par la coopération révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

En cas de victoire, cette révolte commune contre l'ancien régime devait, selon Lénine, amener l'instauration « de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ».



Dans l'Internationale communiste on répète à présent cette formule comme un dogme général, sans essayer de faire l'analyse de l'expérience historique vivante du dernier quart de siècle. Comme si nous n'avions pas été acteurs et témoins de la révolution de 1905, de la révolution de mars 1917 et enfin du bouleversement d'Octobre! Cependant, une pareille analyse historique est d'autant plus nécessaire que le régime de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » n'a jamais existé en réalité. En 1905, Lénine ne parlait que d'une hypothèse stratégique qui demandait encore à être vérifiée par le cours réel de la lutte de classes. La formule de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans avait surtout, et à dessein, un caractère algébrique. Lénine ne résolvait pas par avance la question des rapports politiques entre les deux parties de la dictature démocratique éventuelle : le prolétariat et les paysans. Il n'excluait pas la possibilité pour les paysans d'être représentés dans la révolution par un parti spécial, qui serait indépendant, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi du prolétariat et serait capable de faire la révolution démocratique en s'unissant au parti du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie libérale. Comme nous le verrons par la suite, Lénine admettait même que le parti révolutionnaire paysan formerait la majorité du gouvernement de la dictature démocratique. Depuis l'automne 1902 pour le moins, c'est-à-dire depuis l'époque de ma première fuite à l'étranger, j'ai été le disciple de Lénine en ce qui concernait le rôle décisif du bouleversement agraire dans le sort de notre révolution bourgeoise. Contrairement à



tous les racontars absurdes des dernières années, j'étais alors parfaitement convaincu que la révolution agraire et, par conséquent, la révolution démocratique ne pouvaient s'accomplir qu'au cours de la lutte contre la bourgeoisie libérale, par les efforts conjugués des ouvriers et des paysans. Mais je m'opposais à la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : A laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle ? J'essayais de démontrer qu'en dépit de leur énorme importance sociale et révolutionnaire, les paysans ne sont capables ni de former un parti véritablement indépendant ni, encore moins, de concentrer le pouvoir révolutionnaire entre les mains d'un tel parti. Dans toutes les révolutions passées, à partir de la Réforme allemande du xvi<sup>e</sup> siècle et plus tôt encore, les paysans en révolte ont toujours donné leur appui à l'une des fractions de la bourgeoisie des villes et lui ont ainsi permis, souvent, de remporter la victoire. De même, estimais-je que dans notre révolution bourgeoise retardée, les paysans, au moment suprême de leur lutte, peuvent prêter une aide analogue au prolétariat et l'aider à prendre le pouvoir. J'en arrivais à la conclusion que notre révolution bourgeoise ne pouvait accomplir réellement ses tâches que dans le cas où le prolétariat, appuyé par les millions de paysans, aurait concentré entre ses mains la dictature révolutionnaire.

Quel serait le contenu social de cette dictature ? Tout d'abord, elle devrait mener jusqu'au bout la révolution agraire et la reconstruction démocratique de l'État. Autrement dit, la dictature du proléta-



riat deviendrait l'arme avec laquelle seraient atteints les objectifs historiques de la révolution bourgeoise retardée. Mais on ne pourrait s'arrêter là. Arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de faire des incursions de plus en plus profondes dans le domaine de la propriété privée en général, c'est-à-dire serait forcé de prendre le chemin des mesures socialistes.

— Mais est-ce que vous croyez vraiment que la Russie est déjà mûre pour une révolution socialiste? m'objectèrent bien des fois les Staline, les Rykov et autres Molotov des années 1905-1917. Je répondais toujours : non, je ne le crois pas. Mais l'économie mondiale, et l'économie européenne en particulier, sont parfaitement mûres pour cette révolution. La dictature du prolétariat en Russie nous conduira-t-elle ou non au socialisme? Avec quels rythmes et par quelles étapes? Tout cela dépend de l'avenir du capitalisme européen et mondial.

Voilà les traits essentiels de la théorie de la révolution permanente telle qu'elle s'était formée dans les premiers mois de l'année 1905. Trois révolutions ont eu lieu depuis. Le prolétariat russe monta au pouvoir, porté par la vague puissante d'une insurrection paysanne. La dictature du prolétariat était devenue un fait accompli en Russie avant de surgir dans les autres pays du monde, incomparablement plus développés qu'elle. En 1924, sept ans après que le pronostic historique de la théorie de la révolution permanente eût été confirmé avec une puissance tout à fait extraordinaire, les épigones ont déchaîné une campagne enragée contre elle, détachant de mes vieux écrits des phrases tronquées et des répliques



polémiques que j'avais moi-même bien oubliées depuis ce temps-là.

Ici, il faut rappeler que la première révolution russe éclata un peu plus d'un demi-siècle après l'époque des révolutions bourgeoises en Europe, et trente-cinq ans après l'insurrection de la Commune de Paris. L'Europe a eu le temps de perdre l'habitude des révolutions. La Russie ne les avait pas connues du tout. Tous les problèmes de la révolution se posaient en termes nouveaux. Il est facile de comprendre que la révolution à venir représentait alors pour nous une masse d'éléments inconnus ou douteux. Les formules de tous les groupements n'étaient pas autre chose, en somme, que des hypothèses de travail. Il faut être complètement incapable de faire un pronostic historique et d'en comprendre les méthodes pour considérer, aujourd'hui, les évaluations et les analyses de 1905, comme si elles dataient d'hier. Je me suis souvent dit et j'ai souvent répété à mes amis : je ne doute pas qu'il y ait eu, dans mes pronostics de 1905, de grandes lacunes qu'il est très facile de découvrir aujourd'hui après coup. Mais tous mes critiques ont-ils prévu mieux que moi et plus loin ? N'ayant pas eu l'occasion de relire mes anciens ouvrages, j'admettais par avance qu'ils contenaient des fautes beaucoup plus graves et plus importantes qu'ils n'en comportent en réalité. Je m'en suis convaincu, en 1928, pendant mon exil à Alma-Ata où le repos politique forcé me donna le temps nécessaire pour relire et pour annoter mes vieux écrits consacrés au problème de la révolution permanente. J'espère que le lecteur arrivera à la même conviction après avoir lu l'exposé qui suit.



Il est cependant nécessaire, tout en restant dans les cadres de cette introduction, de donner une caractéristique, aussi exacte que possible, des éléments composant la théorie de la révolution permanente, et des principales objections qu'on lui fit. La discussion s'est tellement élargie et approfondie qu'elle embrasse, en somme, toutes les questions les plus importantes du mouvement révolutionnaire mondial.

La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe.

Pour dissiper la confusion créée autour de la théorie de la révolution permanente, il faut distinguer trois catégories d'idées qui s'unissent et se fondent dans cette théorie.

Elle comprend, d'abord, le problème du passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste. Et c'est là au fond son origine historique.

L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un état « rationnel » ou démocratique, toutes les questions pourraient être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes. Marx ne considérait la révolution bour-



geoise de 1848 que comme le prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était « trompé ». Mais son erreur était une erreur de fait et non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. Mais c'est la raison pour laquelle elle n'aboutit pas au triomphe de la démocratie. Quant à la révolution allemande de 1918, elle n'est pas du tout l'achèvement démocratique d'une révolution bourgeoise : c'est une révolution prolétarienne décapitée par la social-démocratie; pour être plus exact : c'est une *contre-révolution* bourgeoise qui, après sa victoire sur le prolétariat, fut obligée de conserver de fallacieuses apparences de démocratie.

D'après le schéma de l'évolution historique élaboré par le « marxisme » vulgaire, chaque société arrive, tôt ou tard, à se donner un régime démocratique; alors le prolétariat s'organise et fait son éducation socialiste dans cette ambiance favorable. Cependant, on ne se représentait pas de cette façon le passage au socialisme : les réformistes avoués l'envisageaient sous l'aspect de réformes qui donneraient à la démocratie un contenu socialiste (Jaurès); les révolutionnaires formels reconnaissaient l'ineluctabilité de la violence révolutionnaire au moment du passage au socialisme (Guesde). Mais les uns et les autres considéraient la démocratie et le socialisme, chez tous les peuples et dans tous les pays, comme deux étapes non seulement distinctes, mais même assez écartées dans l'évolution sociale. Cette idée était aussi prédominante chez les marxistes russes qui, en 1905, appartenaient plutôt à l'aile gauche de la Seconde Internationale. Plekhanov, ce fonda-



teur brillant du marxisme russe, considérait comme folle l'idée de la possibilité d'une dictature prolétarienne dans la Russie contemporaine. Ce point de vue était partagé non seulement par les mencheviks, mais aussi par l'écrasante majorité des dirigeants bolcheviks, et en particulier par les dirigeants actuels du parti: Ils étaient alors des révolutionnaires démocrates résolus, mais les problèmes de la révolution socialiste leur semblaient, aussi bien en 1905 qu'à la veille de 1917, le prélude confus d'un avenir encore lointain.

La théorie de la révolution permanente, renaissant en 1905, déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques, que se proposent les pays bourgeois arriérés, les mène directement à la dictature du prolétariat, et que cette dernière met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un indissoluble lien. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.



24 Sous son deuxième aspect, la « théorie de la Révolution permanente » caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continuelle. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes soi-disant « pacifiques ». Les bouleversements dans l'économie, dans la technique, dans la science, dans la famille, dans les mœurs et les coutumes forment, en s'accomplissant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.

27 Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste qui dérive de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classes. La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux



que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union Soviétique. Toutefois, dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, et au même rythme que les succès. Si l'Etat prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ces contradictions. Son salut est uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi; elle ne représente qu'un anneau de la chaîne internationale. La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent.

La campagne des épigones est menée (sans arriver cependant à avoir toujours le même degré de netteté) contre les trois aspects de la théorie de la révolution permanente. C'est tout naturel, car il s'agit de trois parties indissolublement liées et formant une seule unité. Les épigones, par un procédé mécanique séparent la dictature *démocratique* de la dictature *socialiste*, comme ils séparent la révolution socialiste *nationale* de la révolution *internationale*. Pour eux, la conquête du pouvoir dans les cadres nationaux représente, au fond, non pas l'acte initial, mais bien l'acte final de la révolution : ensuite s'ouvre la période des réformes qui aboutissent à la société socialiste nationale.

En 1905, ils n'admettaient même pas la possibilité pour le prolétariat russe de conquérir le pouvoir avant le prolétariat de l'Europe Occidentale. En 1917 ils prêchèrent la révolution démocratique en



Russie, comme fin en soi, et repoussèrent l'idée de la dictature du prolétariat. En 1925-1927, en Chine, ils s'orientèrent vers une révolution nationale sous la direction de la bourgeoisie nationale. Ils lancèrent ensuite, pour la Chine, le mot d'ordre de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, qu'ils opposèrent à la dictature du prolétariat. Ils proclamèrent qu'il était tout à fait possible de construire dans l'Union Soviétique une société socialiste se suffisant à elle-même. La révolution mondiale, cessant d'être une condition indispensable pour le triomphe du socialisme, ne devint plus pour eux qu'une circonstance favorable. Les épigones en arrivèrent à cette rupture profonde avec le marxisme au cours de leur lutte permanente contre la théorie de la révolution permanente.

Au début de cette lutte, on tenta, artificiellement, de raviver certains souvenirs historiques et l'on falsifia le lointain passé, puis on en vint à une révision complète des idées du groupe dirigeant de la révolution. Nous avons déjà expliqué maintes fois que cette révision des valeurs fut provoquée par les nécessités sociales de la bureaucratie soviétique : devenant de plus en plus conservatrice, elle aspirait à un ordre national stable; elle estimait que la révolution accomplie, lui ayant assuré une situation privilégiée, était suffisante pour la construction pacifique du socialisme, et elle réclamait la consécration de cette thèse. Nous ne reviendrons plus ici sur cette question, mais nous nous bornerons à souligner que la bureaucratie est parfaitement consciente de la liaison qui existe entre ses positions matérielles et idéologiques et la théorie du



socialisme national. C'est précisément aujourd'hui que cela devient très clair malgré ou, peut-être, grâce au fait que l'appareil stalinien, assailli par des contradictions qu'il n'avait pas prévues, tourne de plus en plus à gauche et porte des coups sensibles à ses inspirateurs d'hier, appartenant à la droite. Comme on le sait, l'inimitié des bureaucrates envers l'opposition marxiste, à laquelle ils ont pourtant emprunté en hâte ses mots d'ordre et ses arguments ne faiblit point. Lorsque les oppositionnels qui veulent prêter leur appui à la politique de l'industrialisation, soulèvent la question de leur réadmission dans le parti, on leur réclame, avant tout, de renier la théorie de la révolution permanente et de reconnaître, même indirectement, la théorie du socialisme dans un seul pays. Par cela, la bureaucratie stalinienne trahit le caractère purement *tactique* de son tournant à gauche tout en laissant intactes les bases *stratégiques* de son national-réformisme. L'importance de ce fait est évidente : en politique, comme dans la guerre, la tactique est en fin de compte subordonnée à la stratégie.

La question qui nous occupe a, depuis longtemps, dépassé les cadres de la lutte contre le « trotskysme ». S'étendant de plus en plus, elle embrasse maintenant littéralement tous les problèmes de l'idéologie révolutionnaire. Révolution permanente *ou* Socialisme dans un seul pays, cette alternative embrasse les problèmes intérieurs de l'Union Soviétique, les perspectives des révolutions en Orient et, finalement, le sort de toute l'Internationale Communiste.

L'ouvrage que voici ne traite pas la question sous tous ses différents aspects car il n'est pas nécessaire



de répéter ce qui a été dit dans les autres travaux de l'auteur. J'ai essayé de démontrer, au point de vue théorique, la faillite économique et politique du national-socialisme dans ma *Critique du programme de l'Internationale Communiste*. Les théoriciens de l'Internationale Communiste n'ont pas soufflé mot à ce propos. C'était d'ailleurs la seule chose qui leur restait à faire. Dans le présent livre, je reconstitue tout d'abord la théorie de la révolution permanente, telle qu'elle fut formulée en 1905, conformément aux problèmes intérieurs de la révolution russe. Ensuite, je montre en quoi ma façon de poser la question différa de celle de Lénine et comment et pourquoi aux moments décisifs, elle coïncida avec la sienne. Je tâche, enfin, de démontrer l'importance décisive qu'a le problème qui nous occupe pour le prolétariat des pays arriérés, et, par conséquent, pour toute l'Internationale Communiste.



Quelles accusations ont été formulées par les épigones contre la théorie de la révolution permanente? Si on laisse de côté les innombrables contradictions de mes critiques, on arrive à tirer, de leur énorme production littéraire, ces quelques points essentiels :

1° Trotsky ignorait la différence entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste. En 1905 encore, il croyait que le prolétariat russe avait, devant lui, comme tâche immédiate la révolution socialiste;

2° Trotsky oubliait complètement le problème agraire. Le paysan n'existait pas pour lui. Il se repré-



sentait la révolution comme un duel entre le prolétariat et le tzarisme;

3<sup>o</sup> Trotsky ne croyait pas que la bourgeoisie mondiale tolérerait l'existence quelque peu prolongée de la dictature du prolétariat russe; et il considérait la chute de celle-ci comme inévitable dans le cas où le prolétariat d'Occident ne réussirait pas à conquérir le pouvoir dans le plus bref délai et à nous prêter son appui. Ainsi, Trotsky sous-estimait la pression que le prolétariat d'Occident pouvait exercer sur sa bourgeoisie;

4<sup>o</sup> Trotsky, en général, n'a pas confiance dans les forces du prolétariat russe et ne l'estime pas capable de construire le socialisme par ses propres moyens; par conséquent il mettait et il continue encore à mettre tous ses espoirs dans la révolution internationale.

Ces accusations se répètent à travers les innombrables écrits et discours de Zinoviev, Staline, Boukharine et autres; elles sont même formulées dans les résolutions les plus importantes du parti communiste russe et de l'Internationale Communiste. Mais, malgré cela, on est obligé de constater qu'elles n'ont pour fondement que l'ignorance alliée à la mauvaise foi.

Comme je vais le démontrer plus loin, les deux premières affirmations de ceux qui critiquent sont fausses dans leur fondement. Non! je parlais du caractère bourgeois et démocratique de la révolution russe et j'en arrivais à la conclusion que l'acuité même de la crise agraire pourrait porter au pouvoir le prolétariat de la Russie arriérée. Mais oui, c'était précisément cette idée-là que je défendais à la veille de la révolution de 1905. C'était cette idée-là qui



était renfermée dans l'appellation de *révolution permanente*, c'est-à-dire ininterrompue, cette idée d'une révolution qui passe immédiatement de la phase bourgeoise à la phase socialiste. Pour exprimer la même idée, Lénine adopta plus tard l'excellente expression de *transcroissance* de la révolution bourgeoise en révolution socialiste. Staline, considérant la révolution permanente comme un seul bond du règne de l'autocratie dans le règne du socialisme, lui opposa en 1924, en l'antidatant, cette idée de *transcroissance*. L'infortuné « théoricien » ne se donna même pas la peine de se demander ce que signifierait la *permanence*, c'est-à-dire la *continuité* ininterrompue de la révolution, s'il s'agissait d'un seul bond?

Quant à la troisième accusation, elle fut dictée par l'espoir, de courte durée, que les épigones mettaient dans la possibilité de *neutraliser* la bourgeoisie impérialiste pour un temps illimité au moyen de la pression « savamment » organisée du prolétariat. Ce fut l'idée centrale de Staline de 1924 à 1927. Le Comité anglo-russe en fut le fruit. Déçus dans leur espoir de pouvoir ligoter la bourgeoisie mondiale à l'aide d'alliés comme Purcell, Raditch, Lafollette et Tchan-Kaï-Chek, les épigones furent saisis de peur devant le danger d'une guerre imminente. L'Internationale Communiste traverse encore maintenant cette période.

Le quatrième argument contre la théorie de la révolution permanente se réduit tout simplement à la constatation qu'en 1905 je n'étais pas partisan de la théorie du socialisme dans un seul pays que Staline ne fabriqua, à l'usage de la bureaucratie soviétique,



qu'en 1924. Cette accusation est une vraie farce historique. A les entendre, on pourrait croire que mes adversaires — pour autant qu'ils étaient capables de réflexions politiques en 1905 — crurent vraiment, à cette époque, que la Russie était mûre pour une révolution socialiste indépendante. En réalité, au cours des années 1905-1917 ils ne cessèrent de m'accuser d'utopisme, parce que j'admettais la possibilité de la prise du pouvoir par le prolétariat russe avant le prolétariat de l'Europe Occidentale. En avril 1917, Kaménev et Rykov accusèrent Lénine d'utopisme et lui apprirent, sous une forme populaire, que la révolution socialiste devait s'accomplir tout d'abord en Angleterre et en d'autres pays avancés et que le tour de la Russie ne viendrait que plus tard. Jusqu'au 4 avril 1917, Staline partagea ce point de vue. Il ne s'assimila que difficilement et graduellement la formule de Lénine qui opposait la dictature du prolétariat à la dictature démocratique. Au printemps de 1924 encore, Staline répéta avec les autres que la Russie, prise isolément, n'était pas mûre pour l'édification d'une société socialiste. Mais déjà dans l'automne de la même année, au cours de sa lutte contre la théorie de la révolution permanente, Staline découvrit pour la première fois qu'il était possible de construire le socialisme isolé en Russie. Après cela, les professeurs rouges firent à son usage, tout un recueil de citations prouvant qu'en 1905 Trotsky affirmait — ô horreur! — que la Russie ne pouvait arriver au socialisme sans l'aide du prolétariat occidental.

Si l'on prend l'histoire de toutes les luttes idéologiques sur une période d'un quart de siècle, si on la



dépèce à coups de ciseaux, si l'on en pile les morceaux coupés dans un mortier, et si ensuite l'on charge un aveugle de les coller ensemble, même dans ce cas-là on n'aboutirait probablement pas à un galimatias théorique et politique aussi monstrueux que celui dont les épigones régalaient leurs lecteurs et leurs auditeurs.



Pour démontrer plus clairement la liaison qui existe entre les problèmes d'hier et ceux d'aujourd'hui, on est obligé de rappeler ici, même sous une forme résumée, ce que les dirigeants de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire Staline et Boukharine, ont fait en Chine.

En 1924, on reconnut le rôle dirigeant de la bourgeoisie chinoise sous prétexte que la Chine était à la veille d'une révolution libératrice nationale. Le parti de la bourgeoisie nationale, le Kuomintang, fut donc officiellement reconnu comme parti dirigeant. Les mencheviks russes eux-mêmes, en 1905, n'osèrent pas faire pareilles avances au parti constitutionnel démocrate (les « cadets ») qui était le parti de la bourgeoisie nationale.

Toutefois, les dirigeants de l'Internationale Communiste ne s'arrêtèrent pas là. Ils forcèrent le parti communiste chinois à faire partie du Kuomintang et à se soumettre à sa discipline. Des dépêches spéciales de Staline recommandèrent aux communistes chinois de freiner le mouvement agraire. Il fut défendu aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires de créer des Soviets de crainte de porter om-



brage à Tchang-Kaï-Chek, que Staline défendit, contre l'opposition, encore au commencement d'avril 1927, peu de jours avant le coup d'Etat de Shanghai, et qu'il proclama « allié fidèle » dans une réunion du parti à Moscou.

La subordination officielle du parti communiste à la direction bourgeoise et l'interdiction officielle de créer des Soviets (Staline et Boukharine enseignèrent que le Kuomintang « remplaçait » les Soviets) constituent une trahison du marxisme beaucoup plus criante et grossière que toute l'activité des mencheviks de 1905 à 1917.

En avril 1927, après le coup d'Etat de Tchang-Kaï-Chek, une aile gauche ayant à sa tête Wang-Tin-Wei, se détacha provisoirement du Kuomintang. La *Pravda* ne manqua pas de proclamer sur-le-champ que Wang-Tin-Wei était un « allié fidèle ». En réalité, Wang-Tin-Wei représentait, par rapport à Tchang-Kaï-Chek, la même chose que Kerensky par rapport à Milioukov, avec cette différence qu'en Chine, Milioukov et Kornilov se trouvèrent réunis dans la seule personne de Tchang-Kaï-Chek.

Au lieu de préparer la guerre ouverte contre ce Kerensky chinois, on donna l'ordre au parti communiste chinois, après avril 1927, d'entrer dans le Kuomintang de « gauche » et de se soumettre à la discipline de Wang-Tin-Wei. Cet ami « sûr » saccagea le parti communiste et, du même coup, le mouvement ouvrier et paysan, ne le cédant en rien aux procédés de bandit de Tchang-Kaï-Chek, proclamé allié fidèle par Staline.

Si, en 1905, et plus tard, les menchéviks soutinrent Milioukov, ils n'entrèrent pourtant pas dans



le parti libéral. Bien qu'en 1917 les menchéviks furent alliés à Kerensky, ils conservèrent néanmoins leur propre organisation. La politique de Staline en Chine ne fut donc qu'une mauvaise caricature même du menchévisme. Telle fut la première et la plus importante période de la révolution chinoise.

Lorsqu'ensuite les conséquences inévitables de cette politique — le dépérissement complet du mouvement ouvrier et paysan, la démoralisation et la ruine du parti communiste — devinrent trop évidentes, les dirigeants de l'Internationale Communiste lancèrent un nouvel ordre : « Demi-tour à gauche ! » et exigèrent la révolte armée immédiate des ouvriers et des paysans. C'est ainsi que le jeune parti communiste, à demi-écrasé et estropié, qui hier encore n'était que la cinquième roue du carrosse de Tchang-Kai-Chek et de Wang-Tin-Wei et qui, par conséquent, manquait d'expérience politique, — reçut tout à coup l'ordre de mener les ouvriers et les paysans, retenus jusqu'alors par l'Internationale Communiste sous les drapeaux du Kuomintang, à l'assaut de ce même Kuomintang qui avait eu tout le temps nécessaire pour concentrer dans ses mains le pouvoir et l'armée. En l'espace de vingt-quatre heures, un soviet fictif fut improvisé à Canton. Cette insurrection armée fut préparée d'avance de manière à coïncider avec l'ouverture du XV<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique : elle donna à la fois la preuve de l'héroïsme de l'avant-garde des ouvriers chinois et le témoignage des erreurs criminelles des dirigeants de l'Internationale Communiste. Le soulèvement de Canton fut précédé et suivi d'autres aventures moins importantes. Tel fut le second chapitre de la stratégie



chinoise de l'Internationale Communiste, stratégie qu'on pourrait définir comme une mauvaise caricature du bolchevisme.

A ces deux titres, le libéral-opportunisme et l'esprit d'aventure, un coup fut porté au parti communiste chinois dont il ne pourra se relever avant plusieurs années, et cela, à condition qu'il poursuive une juste politique.

Le VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste devait dresser le bilan de toute cette activité. Il lui accorda son approbation entière, ce qui est très compréhensible : il n'était convoqué que pour cela. Il lança pour l'avenir la formule de « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. » Mais on n'expliqua jamais aux communistes chinois en quoi cette dictature-là différencierait de celle du Kuomintang de droite ou du Kuomintang de gauche, d'une part, et de la dictature du prolétariat d'autre part. Il est vrai que cela reste inexplicable.

En même temps qu'il lança le mot d'ordre de dictature démocratique, le VI<sup>e</sup> Congrès déclara inadmissibles les mots d'ordre démocratiques tel que : Assemblée Constituante, suffrage universel, liberté de presse et de réunion, etc., laissant de cette façon le parti communiste chinois complètement désarmé devant la dictature de l'oligarchie militaire. Pendant de longues années cependant, les bolcheviks russes mobilisèrent les ouvriers et les paysans autour de ces mots d'ordre démocratiques. En 1917, ces mots d'ordre jouèrent un rôle énorme. Ce n'est que plus tard, lorsque le pouvoir soviétique, devenu un fait accompli, entra en collision politique violente avec l'Assemblée Constituante, sous les yeux de tout le



peuple, que notre parti supprima les institutions et les mots d'ordre de la démocratie formelle ou bourgeoise, au profit de la démocratie réelle, soviétique ou prolétarienne.

Le VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste mit tout cela sens dessus dessous. Tout en imposant au parti chinois le mot d'ordre de la dictature « démocratique » et non de la dictature « prolétarienne », il lui interdit en même temps l'usage des mots d'ordre démocratiques qui servent à la préparation de cette dictature. Le parti chinois se trouva de la sorte non seulement désarmé, mais complètement mis à nu.

Toutefois, en guise de consolation, on lui permit finalement de lancer au moment de la domination absolue de la contre-révolution ce même mot d'ordre des « soviets » qui lui fut défendu alors que se développait le mouvement révolutionnaire. Le héros d'un conte populaire russe chante de gaies chansons de noce aux enterrements et entonne des chants funèbres aux festins nuptiaux : ici et là, il ne recueille que des coups. Si l'affaire se bornait à des coups distribués aux stratèges qui dirigent actuellement l'Internationale Communiste, cela ne serait pas très grave. Mais l'enjeu est beaucoup plus grand : il ne s'agit rien moins que du sort du prolétariat. La tactique de l'Internationale Communiste ne fut qu'un sabotage inconscient, mais bien organisé, de la révolution chinoise. On a pu l'accomplir d'une manière d'autant plus sûre que l'Internationale Communiste protégea de 1924 à 1927 toute sa politique mencheviste de droite par l'autorité du bolchevisme, tandis que le pouvoir soviétique la défendit, au moyen de son



puissant mécanisme de représailles, contre les critiques de l'opposition de gauche.

En fin de compte, nous avons devant nous une parfaite expérience de la stratégie de Staline, menée d'un bout à l'autre sous le signe de la lutte contre la théorie de la révolution permanente. Par conséquent, il est tout à fait naturel que le principal théoricien de Staline, défendant la soumission du parti communiste chinois au Kuomintang national-bourgeois ait été Martynov, le principal critique menchévik de la théorie de la révolution permanente pendant la période 1905-1923 : à partir de cette dernière année, il continua à remplir sa mission historique mais dans les rangs bolchéviks!



L'essentiel au sujet de l'origine de cet ouvrage, on le trouvera dans le premier chapitre.

A Alma-Ata, j'avais commencé à préparer un livre théorique et polémique contre les épigones. Une grande partie de ce livre devait être consacrée à la théorie de la révolution permanente. Au cours de mon travail, je reçus le manuscrit de Radek sur le même sujet où il opposait la « révolution permanente » à la ligne stratégique de Lénine. Radek avait besoin de cette sortie, bien surprenante à première vue, car il se trouvait lui-même complètement embourbé dans la politique chinoise de Staline : non seulement avant, mais aussi après le coup d'Etat de Tchang-Kaï-Chek, Radek, de même que Zinoviev, invoquait la nécessité de la soumission du parti communiste chinois au Kuomintang. Pour



justifier cet asservissement du prolétariat à la bourgeoisie, Radek en appelait — cela va sans dire — au besoin de s'unir avec les paysans et me reprochait d'avoir « sous-estimé » cette nécessité. Suivant l'exemple de Staline, il se servait de la phraséologie bolchevique pour défendre une politique mencheviste, et il essayait de cacher, sous la formule de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, le fait qu'on détournait le prolétariat chinois de la lutte pour le pouvoir, lutte qu'il devait mener à la tête des masses paysannes. Lorsque j'eus démasqué tout ce camouflage d'idées, Radek éprouva le violent besoin de démontrer que ma lutte contre l'opportunisme maquillé à l'aide de citations de Lénine résultait seulement de la contradiction qui existe entre la théorie de la révolution permanente et le léninisme. Il transforma sa plaidoirie d'avocat défendant ses propres péchés en un réquisitoire de procureur contre la révolution permanente. Cette intervention lui servit à préparer la voie de sa capitulation. Je m'en doutai d'autant plus que, pendant les années précédentes, il s'était proposé d'écrire une brochure pour défendre la théorie de la révolution permanente. Cependant, je m'abstins encore de considérer Radek comme un homme fini. Je tentai donc de répondre à son article d'une façon nette et catégorique, mais en lui laissant, toutefois, la voie libre pour la retraite. Plus loin, je publie ma réponse à Radek, telle qu'elle fut alors rédigée et en n'y ajoutant que quelques notes explicatives et quelques corrections de style.

L'article de Radek n'a pas été publié et je doute fort qu'il le soit jamais car, sous sa forme de 1928, il ne pourrait passer par le tamis de la censure de Sta-



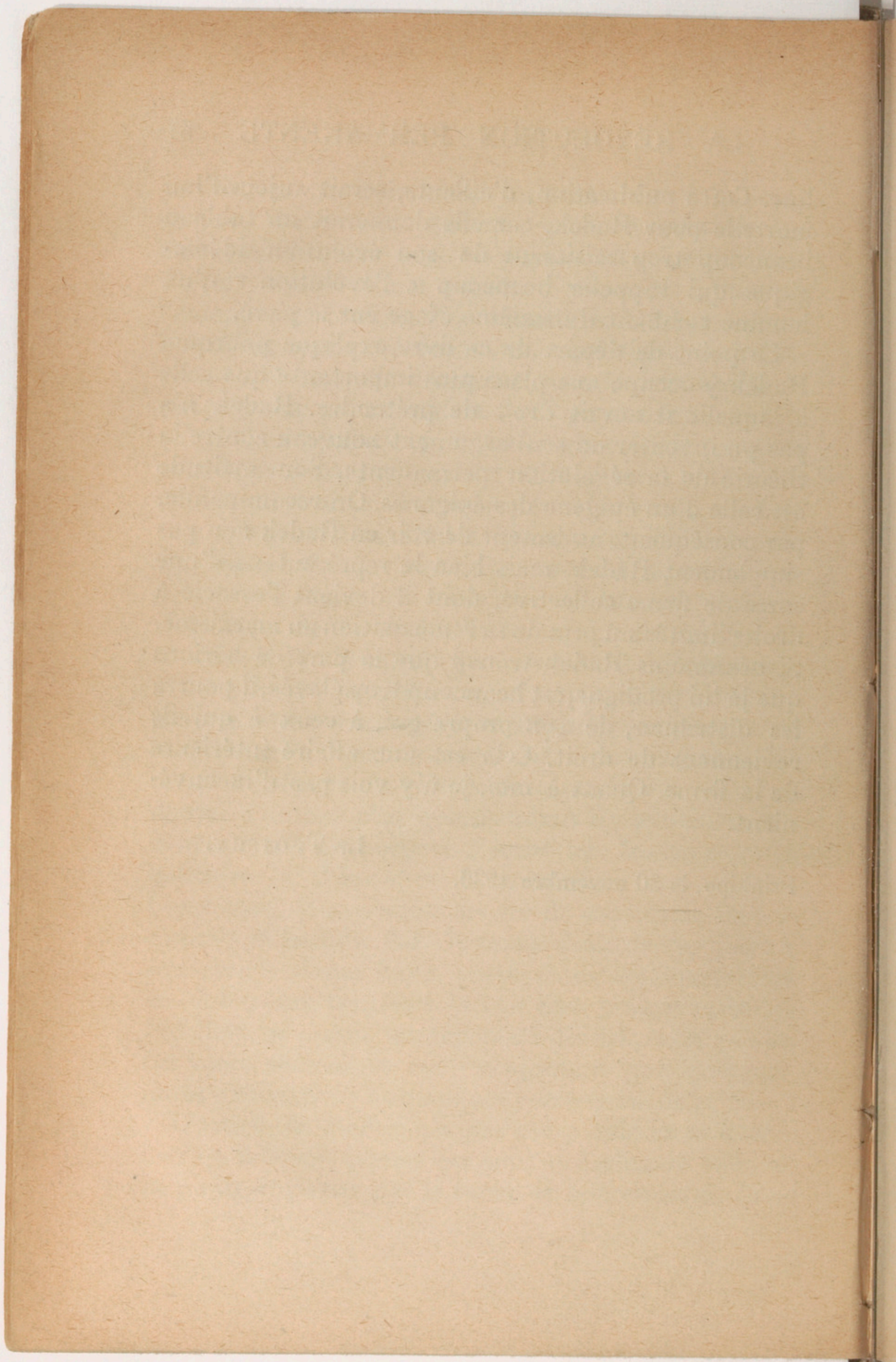
line. Cette publication, d'ailleurs, serait aujourd'hui mortelle pour Radek, car elle donnerait un tableau beaucoup trop saisissant de son évolution idéologique qui rappelle beaucoup « l'évolution » d'un homme tombant du sixième étage sur le pavé.

Le point de départ de ce livre explique pourquoi Radek y occupe une place plus importante que celle à laquelle il aurait droit de prétendre. Radek n'a pas pu inventer un seul argument nouveau contre la théorie de la révolution permanente. Son attitude est celle d'un épigone des épigones. On recommande, par conséquent, au lecteur de voir en Radek non pas simplement Radek, mais bien le représentant d'une sorte de firme collective, dont il devient l'associé à droits limités au prix de sa renonciation au marxisme. Si néanmoins Radek trouve que la part de horions que je lui prodigue, est beaucoup trop élevée, il pourra les distribuer, de son propre gré, à ceux à qui ils reviennent de droit. Cela est une affaire intérieure de la firme. Quant à moi, je n'y vois pas d'inconvénient.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 30 novembre 1929.







LE CARACTÈRE FORCÉ  
ET LE BUT DE CET OUVRAGE

PENDANT six ans, on n'offrit aux besoins théoriques du parti, dirigé par le bloc des centristes et des droitiers, que de l'anti-trotskyisme : ce fut le seul produit qui exista en quantité illimitée et qu'on put distribuer gratuitement. Staline s'initia à la théorie, pour la première fois en 1924, par ses articles immortels sur la révolution permanente. Jusqu'à Molotov qui reçut son baptême de chef sur les mêmes fonts baptismaux. La falsification bat son plein. J'ai eu récemment sous les yeux l'annonce de la prochaine publication en allemand des travaux de Lénine en 1917. C'est un cadeau précieux pour les ouvriers avancés d'Allemagne. Mais on peut s'imaginer par avance combien il y aura de falsifications dans le texte et, surtout, dans les notes explicatives. Il suffit de dire que, dans le sommaire de cette édition, les lettres envoyées par Lénine à Kollontaï, à New-York, tiennent la première place. Et pourquoi cela? Pour la simple raison que ces lettres contiennent à mon adresse des expressions violentes provoquées par les informations *complètement fausses* données à Lénine par Kollontaï qui, à cette époque, greffait



sur son menchevisme organique un ultra-gauchisme hystérique. Dans l'édition russe, les épigones furent contraints, quoique sous une forme ambiguë, de signaler que Lénine avait été mal informé. Mais il est tout à fait certain que, dans l'édition allemande, même cette explication évasive manquera. J'ajouterai que ces lettres contiennent des attaques furieuses contre Boukharine dont Kollontaï était solidaire. Mais ces passages restent encore cachés. Ils ne seront publiés qu'au moment où une campagne ouverte sera déclanchée contre Boukharine. Et cela ne tardera pas (1). D'autre part, toute une série de documents de très haute valeur, des articles et des discours de Lénine, des procès-verbaux, des lettres, etc., sont cachés, parce qu'ils sont accablants pour Staline et C<sup>ie</sup> ou parce qu'ils détruisent la légende du trotskysme. L'histoire entière des trois révolutions russes ainsi que l'histoire du parti ont été complètement falsifiées : la théorie, les faits, les traditions, l'héritage de Lénine, tout a été sacrifié à la lutte contre le « trotskysme », lutte qui, dès la maladie de Lénine, a été conçue et organisée comme une campagne personnelle contre Trotsky, mais qui a acquis depuis le caractère d'une lutte contre le marxisme.

Une fois de plus s'est confirmée cette vérité que la reprise des discussions depuis longtemps oubliées n'est pas aussi vaine que cela pourrait sembler à première vue : elle satisfait en quelque sorte à un besoin social inconscient actuel, bien que ce besoin ne corresponde pas à la ligne de ces anciennes discussions. La campagne contre « l'ancien trotskysme » ne fut,

---

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, cette prédiction s'est réalisée.



en réalité, qu'une campagne contre les traditions d'Octobre qui devenaient de plus en plus gênantes et insupportables pour la nouvelle bureaucratie. On donna le nom de trotskysme à tout ce qu'on voulait jeter par dessus bord. Ainsi, la lutte contre le trotskysme peu à peu devint l'expression de la *réaction* théorique et politique de larges couches non-prolétariennes et parfois même prolétariennes, et refléta cette réaction dans les rangs du parti. En particulier, la prétendue opposition burlesque, et historiquement défigurée de la « révolution permanente » à l'orientation léniniste vers « l'union avec le paysan », prit naissance en 1923, à l'époque où commença cette réaction politique et sociale dans le parti. Expression vivante de la réaction, cette « opposition » témoignait de la répulsion organique que le bureaucrate et le propriétaire éprouvaient à l'égard de la révolution internationale avec ses bouleversements « permanents », et du désir d'ordre et de tranquillité propre aux fonctionnaires et aux petits bourgeois. La campagne de haine contre la révolution permanente ne fit, à son tour, que déblayer le terrain pour la théorie du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire pour le national-socialisme récemment formé. Bien entendu, ces nouvelles origines sociales de la lutte contre le « trotskysme », n'apportent aucun argument pour ou contre la théorie de la révolution permanente. Mais il faut en tenir compte, sans quoi la discussion prendrait inévitablement un caractère académique et stérile.

Pendant toutes ces dernières années, je n'ai pas pu me contraindre à me détacher des problèmes nouveaux pour revenir aux anciennes questions de



l'époque de la révolution de 1905, qui avaient, pour la plupart, trait à mon passé et n'étaient soulevées que pour m'attaquer de manière artificielle. Il aurait fallu un livre entier pour analyser les anciennes discordes et, en particulier, mes anciennes erreurs, en les plaçant dans le cadre de l'époque qui les a engendrées. Il aurait fallu les analyser très largement pour que la nouvelle génération (sans compter les vieux, retombés en enfance politique) puisse bien les comprendre. Cependant, il me semblait absurde d'occuper mon temps, et celui des autres, avec toutes ces questions, au moment où de nouveaux problèmes, d'une importance gigantesque, continuaient à rester à l'ordre du jour : les tâches de la révolution allemande, le sort futur de l'Angleterre, les rapports entre l'Amérique et l'Europe, les questions posées par les grèves du prolétariat britannique, les objectifs de la révolution chinoise et, en premier lieu enfin, nos contradictions et nos obligations intérieures économiques, politiques et sociales. Tout cela justifiait, à mes yeux, le fait de remettre continuellement, d'un jour à l'autre, l'ouvrage historique et polémique sur la révolution permanente. Mais la conscience sociale a horreur du vide. Comme nous l'avons dit, pendant les dernières années le vide théorique fut rempli par les décombres et les rebuts de l'anti-trotskyisme. Les épigones, les philosophes et les spéculateurs de la réaction du parti, en pleine décadence, apprirent à l'école de Martynov, ce menchevik obtus, piétinèrent Lénine, pataugèrent dans le marais et appelèrent tout cela « la lutte contre le trotskysme ». Pendant tout ce temps aucun ouvrage sérieux ou important, qu'on puisse mentionner sans en éprouver



de la honte, n'est sorti de leur plume; ils n'ont formulé aucun jugement qui puisse rester, aucun pronostic qui se soit réalisé, aucun mot d'ordre qui ait contribué au développement des idées. Tout cela n'est que poussière et camelote.

« *Les questions du léninisme* » de Staline sont la codification de toute cette poussière idéologique; c'est le manuel officiel de la stupidité, c'est une collection de banalités numérotées (je m'efforce de donner les définitions les plus modérées). « *Le Léninisme* » de Zinoviev n'est ni plus ni moins que du léninisme zinovieviste. Son point de vue fondamental est presque pareil au principe de Luther : « je soutiens ceci... mais je pourrais soutenir aussi autre chose. » Ces deux produits théoriques des épigones sont aussi insupportables l'un que l'autre; il n'y a entre eux qu'une seule différence : en lisant le « *Léninisme* » de Zinoviev on a l'impression d'étouffer à cause du coton non comprimé qu'on avale, tandis que les *Questions* de Staline donnent la sensation de soies de cochon hachées. Ces deux ouvrages, chacun d'une certaine manière, reflètent l'époque de la réaction idéologique dont ils sont le couronnement.

Occupés à grouper de droite, de gauche, d'en haut, d'en bas, de devant et de derrière tous les problèmes autour du « trotskysme », les épigones s'ingénierent à faire dépendre directement ou indirectement tous les événements mondiaux de la théorie de la révolution permanente, telle que Trotsky l'avait formulée en 1905. La légende du « trotskysme », farcie de falsifications, devint un facteur de l'histoire contemporaine. Bien que la politique du centre et de la



droite eût fait faillite pendant ces dernières années dans tous les coins du monde, il est très difficile, sinon impossible, de lutter contre l'idéologie centriste de l'Internationale Communiste, sans une étude des anciens pronostics et des anciennes discussions, dont l'origine remonte à 1905. On ne peut pas ressusciter la pensée marxiste, donc léniniste, dans le parti, sans faire au préalable un autodafé polémique des paperasses des épigones, et sans exécuter théoriquement et impitoyablement les exécuteurs de l'appareil. Il n'est pas difficile de composer un livre sur ce sujet, car tous ses éléments existent. Mais ce travail est bien désagréable, car on est obligé de descendre, selon le mot du grand satiriste russe, Saltykoff, dans le domaine des « vapeurs de l'a b c » et de rester longtemps dans cette atmosphère peu réconfortante. Mais pourtant un ouvrage pareil est devenu absolument indispensable, car on essaye de fonder, sur la lutte contre la révolution permanente, tout un système de défense de la politique qui intéresse les problèmes de l'Orient et ainsi, la majorité du genre humain.

Je m'apprêtais donc à commencer ce travail de polémique peu engageant contre Zinoviev et Staline, et, pour me reposer aux heures libres, j'avais déjà mis de côté quelques volumes de nos écrivains classiques (le scaphandrier lui-même est obligé de remonter de temps en temps à la surface pour respirer un peu d'air frais), lorsqu'on mit en circulation l'article de Radek, qui établissait une opposition « approfondie » entre la théorie de la révolution permanente et les opinions de Lénine sur le même problème. Je voulus d'abord ne pas prêter attention à cet ouvrage



et ne pas me détourner du mélange de coton non comprimé et de soies de cochon hachées que le sort m'avait réservé. Mais toute une série de lettres d'amis me fit relire attentivement le travail de Radek. J'en arrivai à la conclusion qu'il était pire que la littérature officielle, surtout pour les gens qui pensent d'une manière sérieuse et indépendante, sans suivre les ordres d'autrui, et qui veulent apprendre le marxisme. Radek était plus nocif, dans ce sens que plus l'opportunisme est masqué et pourvu d'une bonne réputation personnelle en politique, plus il est dangereux. Radek était un de mes meilleurs amis politiques. Les événements de la période précédente l'avaient prouvé assez clairement. Toutefois, pendant ces derniers mois, beaucoup de camarades avaient suivi avec inquiétude l'évolution de Radek qui, de l'aile extrême-gauche de l'opposition, passa à son aile droite. Nous tous, amis intimes de Radek, nous savons bien qu'il joint à ses brillantes qualités politiques et littéraires une sensibilité et une impulsivité exagérées : dans des conditions de travail collectif, elles constituent une source précieuse d'initiative et de critique; mais, dans l'isolement, elles peuvent aussi donner de tous autres fruits. Le dernier ouvrage de Radek, comparé à ses travaux et discours précédents, nous oblige à reconnaître que Radek a perdu la boussole, ou que sa boussole a subi l'influence persistante d'anomalies magnétiques. L'ouvrage de Radek ne représente point une excursion épisodique, dans le passé : non, c'est un appui qu'il offre à la politique officielle, avec toute sa mythologie théorique, un appui qui n'a pas été mûrement préparé, mais qui n'en est pas moins dangereux.



Quand j'ai donné plus haut la caractéristique de la fonction politique remplie par la lutte actuelle contre le trotskysme, je ne voulais évidemment pas dire que la critique intérieure et, en particulier, la critique de mes anciennes dissensions avec Lénine, est inadmissible au sein de l'opposition qui s'était formée comme un rempart marxiste contre la réaction politique et idéologique. Au contraire, un pareil travail de critique et d'analyse serait très utile, à condition, toutefois, de tenir compte de la perspective historique, de faire une étude approfondie des sources et des documents, et d'éclairer les discordes du passé à la lumière des luttes d'aujourd'hui. Tout cela fait complètement défaut chez Radek. Tout en ayant l'air de ne pas le remarquer, il est tout simplement pris dans le cercle de la lutte contre le trotskysme, il fait des citations unilatérales et se sert de leur interprétation officielle qui est foncièrement fausse. Là où il semble se séparer de la campagne officielle, c'est d'une manière tellement équivoque qu'il lui rend en réalité le service d'apparaître comme un témoin « impartial ». Le dernier ouvrage de Radek offre l'exemple habituel de la dégringolade idéologique : on n'y retrouve plus la perspicacité politique ni la perfection littéraire de l'auteur. C'est un travail sans perspective, en dehors des trois dimensions, construit sur le seul plan des citations, c'est un travail réellement *plat*.

Quelles nécessités politiques l'ont engendré? Ce sont les dissensions entre Radek et la majorité écrasante de l'opposition au sujet de la révolution chinoise. Il est vrai qu'il se trouve des gens pour dire que les dissensions chinoises ne sont pas aujourd'hui



« d'actualité » (Preobrajensky). Mais de telles affirmations ne méritent même pas une réplique sérieuse. Tout le bolchevisme s'est formé et s'est développé par la critique et l'étude immédiate de l'expérience de 1905 qui fut *fraîchement vécue* par la première génération bolchevique. Et aujourd'hui, quels autres événements pourraient servir de leçon aux nouvelles générations de révolutionnaires prolétariens, sinon l'expérience, encore palpitante, encore fumante de sang, de la récente révolution chinoise? Seuls des pédants inanimés peuvent « ajourner » les problèmes de la révolution chinoise sous prétexte de les étudier en toute « tranquillité ». Cette façon d'agir est d'autant plus répugnante pour les bolcheviks-léninistes que les révolutions dans les pays d'Orient ne sont pas du tout rayées de l'ordre du jour, et que personne ne peut fixer les dates de leur développement.

Pour justifier sa fausse position au sujet de la révolution chinoise, Radek essaye de recourir, en les antidatant, à mes anciennes dissensions avec Lénine, dont il fait un tableau partial et défiguré. C'est ici qu'il est obligé d'emprunter des armes à un arsenal étranger et de naviguer sans boussole dans une passe étrangère. Radek m'est cher, mais la vérité m'est plus chère (1). J'ai été obligé de différer à nouveau la rédaction de mon grand ouvrage sur les problèmes de la révolution pour pouvoir répondre à Radek. Les questions touchées sont trop importantes et elles sont posées d'une façon trop directe pour qu'on puisse les passer sous silence. Je me trouve, cependant, en face de trois sortes de difficultés: le grand nombre

---

(1) Amicus Radek, sed magis amica veritas.



et la variété des erreurs de Radek, la quantité considérable d'événements historiques et littéraires qui, depuis vingt-trois ans (1905-1928), démentent Radek, l'insuffisance du temps que je puis consacrer à ce travail, vu que les problèmes économiques qui occupent l'avant-scène de l'U. R. S. S., attirent mon attention.

Le caractère de mon livre est déterminé par toutes ces conditions. Il n'épuise pas le sujet. Il n'est pas complet, étant donné qu'il fait partie de toute la série de mes ouvrages précédents, et qu'il se rattache avant tout à la *Critique du projet de programme de l'Internationale Communiste*. Je n'ai pu utiliser de nombreux faits et matériaux que j'ai rassemblé sur cette question. Je les laisse de côté jusqu'au moment où j'écrirai un livre contre les épigones, c'est-à-dire contre l'idéologie officielle de la période de réaction.



L'ouvrage de Radek sur la révolution permanente aboutit à cette conclusion :

*« La nouvelle fraction du parti (l'opposition) est menacée par l'apparition de tendances qui sépareront la révolution prolétarienne, au cours de son développement, de son alliée, la paysannerie. »*

On est tout de suite frappé que cette conclusion, tirée dans la seconde moitié de 1928 concernant la « nouvelle » fraction du parti, soit présentée comme *neuve*. Or, on l'a entendu répéter sans cesse depuis l'automne 1923. Comment Radek justifie-t-il donc son adhésion à la thèse officielle? Il ne suit pas des chemins nouveaux : il ne fait que retourner à la



théorie de la révolution permanente. En 1924-1925, Radek s'apprêta souvent à écrire une brochure pour démontrer que la théorie de la révolution permanente et la formule de Lénine sur la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, considérées au point de vue historique, à la lumière de l'expérience de trois révolutions, ne pouvaient en aucune manière être opposées l'une à l'autre : au contraire, elles coïncidaient dans leurs points essentiels. Maintenant, après avoir « étudié à nouveau la question », comme il l'écrivit à un de nos camarades, Radek en arrive à la conclusion que l'ancienne théorie permanente représente un grand danger pour la « nouvelle » fraction du parti, car elle contient ni plus ni moins que la menace d'une rupture avec la paysannerie.

Mais de quelle façon Radek a-t-il « étudié à nouveau la question »? Voici quelques données communiquées par lui-même :

« Je n'ai pas sous la main les définitions que Trotsky avait formulées en 1905 dans la préface à la *Guerre civile en France* de Marx et dans *Notre révolution* à la même époque. »

Les dates ne sont pas tout à fait exactes, mais cela ne vaut pas la peine de s'y arrêter. L'essentiel réside dans le fait que le seul travail, où j'ai exposé plus ou moins systématiquement mes opinions sur le développement de la révolution, est le grand article *Bilans et perspectives* (p. 224-286 du livre *Notre Révolution*, Pétersbourg, 1906). Mon article paru dans le journal polonais de Rosa Luxembourg et de Tychko (1909) le seul que Radek mentionne mais dont il explique le contenu d'après Kaménev, hélas!



n'a jamais prétendu être complet et achevé. Au point de vue théorique, cet article s'appuyait sur le livre *Notre Révolution*. Personne n'est obligé de relire ce livre aujourd'hui. Depuis sa publication, nous avons vu de tels événements et nous en avons tiré de tels leçons et enseignements, que je trouve tout simplement répugnante la manière actuelle des épigones qui envisagent les nouveaux problèmes historiques non à la lumière de l'expérience vivante des révolutions déjà accomplies, mais à la lueur de citations qui ont trait à la façon dont nous prévoyions alors les révolutions à venir. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que Radek n'avait pas le droit d'examiner le problème du point de vue de l'histoire littéraire. Mais il fallait alors bien le faire. Radek essaie d'exposer l'histoire de la théorie de la révolution permanente au cours d'un quart de siècle, mais cela ne l'empêche pas de dire en passant qu'il n'a pas « sous la main » précisément les travaux où j'ai développé cette théorie.

J'ajouterai que Lénine n'a jamais pris connaissance de l'ouvrage fondamental mentionné ci-dessus : je m'en suis convaincu à la lecture de ses anciens articles. Cela s'explique probablement non pas tant parce que *Notre révolution*, paru en 1906, fut aussitôt confisqué tandis que nous étions tous obligés d'émigrer, mais par le fait que ce livre était pour les trois quarts, composé de vieux articles republiés : plus tard beaucoup de camarades m'avouèrent ne pas l'avoir lu car, ils croyaient qu'il s'agissait d'un recueil de mes anciens travaux. En tout cas, les objections polémiques de Lénine, rares et isolées, contre la révolution permanente sont fondées presque exclusivement sur la préface de Parvus à ma bro-



chure « *Avant le 9 janvier 1905* », sur sa proclamation « *Sans le tzar* » que j'ignore complètement et sur les discussions intestines de Lénine avec Boukharine et les autres. Jamais nulle part Lénine n'analyse ni ne cite, même en passant, mon *Bilans et perspectives*. Certaines de ses objections contre la théorie de la révolution permanente qui n'ont absolument rien à faire avec moi, prouvent tout à fait clairement que Lénine n'a pas lu ce travail (1).

---

(1) Il est vrai qu'en 1909 Lénine cite mon *Bilans et perspectives*, dans son article polémique contre Martov. On pourrait cependant démontrer sans difficulté que Lénine prend ses citations de seconde main, c'est-à-dire chez le même Martov. C'est la seule explication qu'on puisse donner à certaines de ses objections qui, de toute évidence, sont dues à un malentendu.

En 1919, mon *Bilans et perspectives*, parut en brochure, publiée par les éditions soviétiques. A peu près à la même époque se rapporte une note aux œuvres complètes de Lénine disant que la théorie de la révolution permanente était devenue particulièrement significative, « maintenant » surtout après la Révolution d'Octobre. Lénine avait-il lu ou même feuilleté mon *Bilans et perspectives* en 1919? Je n'en sais rien. En ce temps-là je circulais toujours, je ne revenais à Moscou qu'accidentellement et, pendant nos entrevues avec Lénine, ce n'était certainement pas le moment favorable aux souvenirs d'ordre théorique ou fractionnel : la guerre civile battait son plein. Mais juste à cette époque, A. Joffe eut un entretien avec Lénine sur la théorie de la révolution permanente. Il l'a rapporté dans la lettre qu'il m'a écrite avant sa mort (cf. le second volume de *Ma vie*). Peut-on interpréter le témoignage de Joffe dans le sens qu'en 1919 Lénine eut pour la première fois connaissance de *Bilans et perspectives* et reconnut la justesse du pronostic historique que cet article contenait? Ici, je ne peux avancer que des conjectures psychologiques. Leur force probante dépend de la manière dont on estime le fond même de la question discutée. Les paroles de Joffe disant que Lénine avait reconnu la justesse de mon pronostic paraîtront incompréhensibles aux gens alimentés par la margarine théorique de l'époque post-léninienne. Et, au contraire, celui qui suit l'évolution réelle de la pensée de Lénine, liée au développement de la révolution, comprendra facilement qu'en 1919 Lénine devait formuler, ne pouvait pas ne pas formuler une nouvelle appréciation sur la théorie de la révolution permanente, différente de



Il serait néanmoins bien erroné de penser que le « léninisme » de Lénine se réduisait à cela. Radek cependant semble bien être de cet avis. En tout cas, son article démontre non seulement qu'il n'avait pas « sous la main » mes travaux fondamentaux, mais aussi qu'il ne les a pas, paraît-il, lus ou qu'il les a lus bien avant la Révolution d'Octobre et qu'il en a retenu très peu.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Si en 1905 ou en 1909, il était admissible et même inévitable, étant donné l'atmosphère de scission, de polémiquer au sujet d'articles d'actualité et même à propos de phrases détachées d'articles isolés, — aujourd'hui, le révolutionnaire-marxiste qui fait un aperçu rétrospectif d'une gigantesque période historique, est obligé de se poser la question : comment les formules

---

celle donnée à plusieurs reprises, avant la révolution d'Octobre, en passant d'une manière détachée et parfois même contradictoire, en se basant sur des citations isolées, sans jamais avoir examiné l'ensemble de ma position.

Lénine n'avait pas besoin d'opposer ma position à la sienne pour arriver à reconnaître, en 1919, que mon pronostic était juste. Il lui avait suffi d'examiner les deux points de vue sous l'aspect de leur évolution historique. Il est inutile de souligner ici que le contenu concret dont Lénine remplissait chaque fois sa formule de la « dictature démocratique » et qui découlait plutôt de l'analyse des changements réels dans les rapports entre les classes que de cette hypothétique formule elle-même, — ce contenu tactique et d'organisation est entré pour toujours dans l'histoire, comme un exemple classique du réalisme révolutionnaire. Dans presque tous les cas (du moins dans les plus importants), où je me suis opposé à Lénine au point de vue tactique ou d'organisation, c'est lui qui avait toujours raison. C'est pour cela que je ne trouvais pas nécessaire d'intervenir pour la défense de mon vieux pronostic historique tant que l'affaire semblait n'avoir que le caractère de souvenirs historiques. Mais je me suis vu forcé de revenir sur ce problème au moment où la critique des épigones de la théorie de la révolution permanente devint non seulement la source de la réaction théorique dans toute l'Internationale, mais aussi une arme pour le sabotage direct de la révolution chinoise.



discutées furent-elles adaptées à la réalité, comment ont-elles été reflétées et interprétées dans l'action? Et quelle en fut la pensée tactique? Si Radek s'était donné la peine de feuilleter au moins les deux premières parties de mon ouvrage *Notre première révolution* (le second volume de mes *Œuvres*) il n'aurait pas osé écrire son ouvrage ou, en tout cas, il en aurait supprimé toute une série d'affirmations précipitées. Du moins je l'espère.

Ainsi Radek aurait appris avant tout que la révolution permanente n'a jamais signifié pour moi la volonté de sauter par dessus l'étape démocratique de la révolution, ou par dessus l'une quelconque de ses phases particulières. Il aurait vu que j'avais formulé les objectifs des prochaines étapes de la révolution de 1905 tout à fait de la même manière que Lénine, et cela en dépit du fait que je vécus toute l'année 1905 illégalement en Russie sans relations avec les émigrés. Il aurait su que les principales proclamations aux paysans, publiées en 1905 par l'Imprimerie bolchevique centrale, furent écrites par moi; que la note de la rédaction du journal *Vie nouvelle*, dirigé par Lénine, la défense énergique de mon article sur la révolution permanente publié dans *Natchalo*; que la *Vie nouvelle* léniniste, ainsi que Lénine lui-même soutinrent et défendirent toujours les résolutions du soviet des députés ouvriers, dont j'étais l'auteur et même, neuf fois sur dix, le rapporteur; qu'après la débâcle de décembre 1905, j'écrivis en prison une brochure sur la tactique où je voyais le problème stratégique principal dans l'union de l'offensive prolétarienne avec la révolution agraire des paysans, que Lénine publia cette brochure aux



éditions bolcheviques *La vague nouvelle* et m'envoya par Knouniantz son approbation très énergique; et enfin qu'au Congrès de Londres en 1907, Lénine parla de ma « solidarité » avec le bolchevisme dont je partageais les opinions sur la paysannerie et sur la bourgeoisie libérale. Tout cela est inexistant pour Radek : il ne l'avait probablement pas non plus « sous la main ».

Et quelle est l'attitude de Radek envers les travaux de Lénine? Elle n'est pas meilleure. Il se borne à citer des passages que Lénine écrivit contre moi, mais à l'adresse des autres (p. ex., Boukharine et Radek; Radek lui-même fait une remarque franche à ce sujet). Radek n'a pas réussi à trouver un seul texte nouveau contre moi; il n'a fait qu'utiliser cette collection de citations, préparée d'avance, et que presque tous les citoyens de l'U. R. S. S. ont actuellement « sous la main ». Radek n'a fait qu'y ajouter quelques citations où Lénine enseigne aux anarchistes et aux socialistes-révolutionnaires des vérités universellement connues sur la différence entre la république bourgeoise et le socialisme; selon Radek, ces citations se retournent contre moi. C'est inimaginable, mais c'est ainsi.

Radek passe sous silence les anciennes déclarations de Lénine où, avec une réserve et une parcimonie qui ne donnent que plus de poids à ses paroles, il constate ma solidarité avec le bolchevisme dans les questions fondamentales. Il ne faut jamais oublier les conditions dans lesquelles Lénine fit ces déclarations : c'était à l'époque où je n'appartenais pas à la fraction bolchevique et où Lénine m'attaquait impitoyablement (et tout à fait justement) à cause



de mon attitude conciliatrice et de l'espoir, que j'étais disposé à nourrir, d'une évolution des mencheviks vers la gauche (et non à cause de la révolution permanente, au sujet de laquelle Lénine se borna à quelques objections épisodiques). Lénine se soucia beaucoup plus de la lutte contre la tendance à la conciliation, que de la « justesse » des coups polémiques portés au « conciliateur » Trotsky.

En 1924, défendant contre moi l'attitude de Zinoviev en Octobre, Staline écrivit :

« Le camarade Trotsky n'a compris ni la valeur, ni le but des lettres de Lénine [concernant Zinoviev. L. T.] Dans ses lettres, Lénine met parfois au premier plan des erreurs *éventuelles*, celles qu'on aurait pu commettre, et il les critique par avance pour prévenir le parti et le garantir d'elles; ou bien il exagère les petites choses, « fait d'une mouche un éléphant » dans le même but pédagogique... Mais tirer de lettres pareilles (et Lénine en a beaucoup écrit) des conclusions sur des dissensions « tragiques » et jouer de la trompette à cette occasion, cela signifie ne pas comprendre Lénine, ne pas connaître Lénine (J. Staline, *Trotskyisme ou léninisme*, 1924). »

La pensée y est exprimée d'une façon grossière — « le style, c'est l'homme », — mais son essence est juste, bien qu'elle ne puisse pas être appliquée aux dissensions d'Octobre qui furent d'autre importance qu'une « mouche ». Mais si Lénine recourait aux exagérations « pédagogiques » et à la polémique préventive à l'égard des camarades les plus proches de sa propre fraction, il est tout naturel qu'il ait usé des mêmes procédés à l'égard d'une personne qui prêchait la conciliation et qui se trouvait en ce temps là en dehors de la fraction bolchévique. Radek n'a même



pas songé à joindre à ces anciennes citations ce correctif nécessaire.

Dans la préface écrite en 1922 à mon livre « 1905 », je signalais que la prévision de l'éventualité de la dictature du prolétariat en Russie avant les pays avancés, s'était vérifiée douze ans après que ce pronostic avait été formulé. Radek, suivant un modèle peu séduisant présente l'affaire comme si j'avais opposé ce pronostic à la ligne stratégique de Lénine. Cette préface cependant ne laisse aucun doute sur le fait que, dans le pronostic de la révolution permanente, je ne souligne que les traits essentiels qui *coïncident* avec la ligne stratégique du bolchevisme. Si, dans une de mes notes explicatives, je parle du « réarmement » du parti au début de 1917, ce n'est pas pour prétendre que Lénine aurait reconnu « erroné » le chemin antérieurement suivi par le parti; j'entendais par là que, par bonheur pour la révolution, Lénine, bien qu'en retard, arriva toutefois en temps opportun en Russie pour forcer le parti à *renoncer au mot d'ordre suranné* de la « dictature démocratique », auquel continuaient à s'accrocher les Staline, les Kamenev, les Rykov, les Molotov et autres. Il n'y a rien d'étonnant que les Kamenev s'indignent lorsqu'on mentionne le « réarmement » : il fut dirigé contre eux. Mais Radek? Son indignation ne date que de 1928, c'est-à-dire du moment où il commença à s'opposer lui-même au « réarmement » nécessaire du parti communiste chinois.

Il faut que je rappelle à Radek que « 1905 » (avec la *Préface* qu'on incrimine) et *La Révolution d'Octobre* jouèrent le rôle de deux livres d'étude fondamentaux pour l'histoire de deux révolutions, et cela



du vivant de Lénine. Ils furent publiés dans un grand nombre d'éditions russes et étrangères. Et personne ne m'a jamais reproché d'avoir opposé deux lignes antagonistes, car, avant le tournant revisionniste des épigones, aucun militant sensé n'essaya de subordonner l'expérience d'Octobre aux anciennes citations : au contraire, on examinait, alors, les anciennes citations à la lumière de la Révolution d'Octobre.

Il y a encore une chose qui est liée à tout cela, et dont Radek abuse d'une façon impardonnable. « Mais Trotsky reconnaît — ne se lasse-t-il pas de répéter — que Lénine avait raison contre lui ». Oui, je l'ai reconnu. Mais je l'ai fait sans ombre de diplomatie. J'entendais par là tout le chemin historique de Lénine, son point de vue théorique, sa stratégie, son œuvre d'organisation du parti. Mais cela ne se rapportait pas, bien entendu, à toute phrase polémique qui, par surcroît, est aujourd'hui interprétée dans des buts contraires au léninisme. En 1926, pendant la période du bloc avec Zinoviev, Radek m'avait prévenu que Zinoviev avait besoin de ma déclaration sur Lénine pour couvrir quelque peu son attitude injuste envers moi. Je le compris parfaitement bien. C'est pourquoi à la 7<sup>e</sup> session plénière du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste je déclarai que Lénine et son parti eurent raison au point de vue historique, mais cela n'impliquait nullement que mes critiques actuels, qui essayent de se protéger au moyen de citations arrachées par ci par là chez Lénine, aient eu aussi raison. Aujourd'hui, à mon grand regret, je dois en dire autant de Radek.

En ce qui concernait la révolution permanente, je



ne parlais que des *lacunes* de la théorie, inévitables d'ailleurs quand il s'agit d'un pronostic. A la même séance plénière, Boukharine souligna, avec raison et fort justement, que Trotsky ne renonçait pas à l'ensemble de sa conception. Je parlerai des « lacunes » dans un autre ouvrage plus étendu où je m'efforcerai de donner un tableau d'ensemble des expériences des trois révolutions, en les appliquant aux méthodes ultérieures de l'Internationale Communiste, et en particulier en Orient. Ici, pour ne laisser place à aucun malentendu, je dirai cela : en dépit de toutes ses lacunes, la théorie de la révolution permanente, telle qu'elle fut exposée même dans mes premiers travaux, notamment dans *Bilans et perspectives* (1906) est, mille fois plus pénétré de l'esprit du marxisme et, par conséquent, mille fois plus proche de la ligne historique de Lénine et du parti bolchevique que le dernier ouvrage de Radek, sans compter les élucubrations actuelles et antidatées de Staline et de Boukharine.

Je ne veux pas dire par là que, dans tous mes ouvrages, ma conception de la révolution est représentée par une ligne unique et inaltérable. Mon activité ne s'est pas ramenée à la classification d'anciennes coupures, ce n'est que pendant l'époque des épigones et de la réaction du parti qu'on est obligé de s'en occuper : j'ai toujours tâché d'analyser et d'évaluer, bien ou mal, les processus réels de la vie. Au cours de douze ans (1905-1917) de ma vie de publiciste révolutionnaire, j'ai écrit aussi des articles où les problèmes du moment et les exagérations polémiques, inévitables dans les luttes quotidiennes, occupèrent le premier plan et rompirent l'unité de



la ligne stratégique. On trouvera, par exemple, des articles où j'exprimais des doutes sur le futur rôle révolutionnaire de *toute* la paysannerie, comme *classe*, et où, par conséquent, je refusais (surtout pendant la guerre impérialiste) d'appeler « nationale » la révolution russe à venir, qualifiant d'équivoque cette dénomination. Il faut tenir compte du fait que les événements historiques qui nous intéressent, y compris ceux qui se passent dans la paysannerie, sont devenus beaucoup plus clairs aujourd'hui, alors qu'ils sont accomplis, qu'au moment où ils ne faisaient que se développer. Il est à noter que Lénine qui n'oublia pas un instant le problème agraire dans ses proportions gigantesques et qui dans ce domaine fut notre maître à tous, ne fut pas sûr, même après la révolution de février, que nous réussirions à détacher la paysannerie de la bourgeoisie et à la faire marcher avec nous. Quant à mes sévères critiques, je leur dirai qu'il est infiniment plus facile de trouver en une heure des contradictions formelles dans des articles de journaux, écrits par autrui au cours d'un quart de siècle, que de donner soi-même l'exemple de l'unité dans sa ligne fondamentale, même pendant une année.

Il ne me reste plus à noter dans ces lignes introductives, qu'un argument sacramentel : si la théorie de la révolution permanente était juste — énonce Radek — Trotsky aurait pu former sur ce terrain une fraction imposante. Tel n'est pas le cas, donc... la théorie est erronée.

La conclusion de Radek, prise sous sa forme générale, n'est en rien dialectique. Avec ce raisonnement, on arriverait facilement à affirmer que le point de



vue de l'opposition sur la révolution chinoise, ou l'attitude de Marx dans les affaires britanniques étaient erronés, ou que la position de l'Internationale Communiste à l'égard des réformistes d'Amérique, d'Autriche et, si l'on veut, de tous les autres pays, l'est également.

Si on considère l'affirmation de Radek, non plus sous son aspect général « historique et philosophique » mais par rapport à la question qui nous occupe, on voit tout de suite que son argument se retourne contre lui-même : il pourrait avoir une ombre de sens, si je croyais ou si les événements avaient démontré — et cela serait plus important encore — que la ligne de la révolution permanente est *en contradiction* avec la ligne stratégique du bolchevisme, qu'elle s'*oppose* à celle-ci et s'*en écarte* de plus en plus ; dans ce cas seulement, il y aurait eu une base pour former deux fractions. Mais c'est précisément cela que Radek voudrait prouver. Quant à moi, je démontre exactement le contraire, c'est-à-dire que la ligne stratégique est toujours restée la même, en dépit de toutes les exagérations polémiques de fraction et de toutes les exacerbations momentanées dans la discussion. D'où pouvait donc venir la seconde fraction ? En réalité, pendant la première révolution, j'ai travaillé la main dans la main avec les bolcheviks et j'ai ensuite défendu cette activité commune dans la presse internationale contre la critique des rênégats mencheviks. Au cours de la révolution de 1917, avec Lénine, j'ai lutté contre l'opportunisme démocratique de ces mêmes « vieux bolcheviks », que la vague de réaction élève aujourd'hui, mais qui ne possèdent d'autre argument que leur



campagne contre la révolution permanente.

Du reste, je n'ai jamais tenté de former un groupement sur la base de l'idée de la révolution permanente. Ma position à l'intérieur du parti fut *conciliatrice*, et c'est sur cette base que j'eus, à certains moments, tendance à former un groupement. Mon attitude fut déterminée par une sorte de fatalisme révolutionnaire social. J'estimais que la logique de la lutte des classes obligerait les deux fractions à suivre une seule ligne révolutionnaire. A cette époque je ne comprenais pas encore le grand sens historique de la politique de Lénine qui exigeait une impitoyable ligne de démarcation idéologique ou même, à l'occasion, la scission pour affermir et fortifier le squelette d'un parti véritablement prolétarien. En 1911 Lénine écrivit à ce sujet :

« La tendance à la conciliation est la somme d'états d'âme, de désirs, et d'opinions, indissolublement liés à la tâche historique que l'époque de la contre-révolution de 1908 à 1911 a posée devant le parti ouvrier social-démocrate russe. C'est pourquoi pendant cette période beaucoup de social-démocrates, *partant de prémisses tout à fait différentes*, aboutirent à cette attitude conciliatrice. Trotsky l'exprima d'une manière plus conséquente que les autres, il fut presque le seul à vouloir donner des fondements théoriques à cette tendance ».

(Vol. XI, seconde partie, p. 371).

Cherchant l'unité à tout prix, j'idéalisai, inévitablement et à mon insu, les tendances centristes du menchévisme. Malgré trois tentatives épisodiques, je ne réussis pas à travailler avec les menchéviks. D'ailleurs, cela ne m'était pas possible. D'autre part, ma ligne conciliatrice m'opposa au bolchévisme



d'autant plus que Lénine, pour faire pièce aux menchéviks, livra à la tendance conciliatrice une bataille impitoyable, et il ne pouvait faire autrement. Il est évident qu'aucune fraction ne pouvait être formée sur la simple base de la conciliation.

Et voilà la leçon qu'on peut tirer de tout cela : il est inadmissible et désastreux de rompre ou d'atténuer la ligne politique dans le but d'un vulgaire conciliationnisme; il est inadmissible d'embellir le centrisme qui fait des zig-zags à gauche; il est inadmissible d'exagérer et de gonfler les dissensions avec les camarades qui sont de vrais révolutionnaires, pour courir après les feux-follets du centrisme. Telles sont les véritables leçons qu'on peut tirer des véritables erreurs de Trotsky. Ces leçons sont très importantes. Elles conservent toute leur valeur, même aux jours présents. Et c'est précisément Radek qui devrait bien y réfléchir.



Staline, avec son cynisme habituel, a dit une fois :

« Trotsky ne peut pas ignorer que Lénine combattit jusqu'à la fin de ses jours la théorie de la révolution permanente. Mais cela lui est bien égal. (*Pravda* n° 262, 12 novembre 1926.) »

Ceci est une caricature grossière et déloyale de la réalité, c'est-à-dire proprement stalinienne. Dans un de ses appels aux communistes étrangers, Lénine expliqua que les dissensions intestines chez les communistes ne ressemblent en aucune façon à nos différends avec les social-démocrates.



Dans le passé — écrivit Lénine — le bolchévisme connut des dissensions, mais

« au moment de la conquête du pouvoir et de la création de la république soviétique, le bolchevisme se trouva uni et il *attira vers lui tout ce qu'il y avait de meilleur dans les courants de pensée socialiste qui lui étaient proches* » (vol. XVI, p. 333).

Quels courants Lénine avait-il en vue en écrivant ces lignes? Étaient-ce peut-être, Martynov et Kuusinen? Ou Cachin, Thaelman et Smeral? Étaient-ils ceux qui représentaient pour lui tout ce qu'il y avait de meilleur dans les courants voisins?

Quel autre courant était plus proche du bolchevisme que celui représenté par moi dans tous les problèmes fondamentaux, y compris le problème agraire? Même Rosa Luxembourg se détourna, au début, de la politique agraire du gouvernement bolchévik. Quant à moi, la question ne se posa même pas : nous étions tous deux à la même table quand Lénine écrivit au crayon son projet de loi agraire. Et l'échange d'opinions, la discussion se réduisirent alors à une dizaine de courtes répliques, dont le sens était le suivant : c'est un pas contradictoire, mais absolument inévitable historiquement parlant. Sous le régime de la dictature prolétarienne et dans les cadres de la révolution internationale, ces contradictions seront aplanies : ce n'est qu'une question de temps.

Si entre la théorie de la révolution permanente et la dialectique de Lénine sur le problème agraire, il existait une contradiction fondamentale, comment Radek expliquerait-il le fait que, sans renoncer à mes idées essentielles sur le développement de la révolution, je ne bronchai point en 1917 devant le



problème agraire, contrairement à la majorité des bolcheviks influents de l'époque? Comment expliquerait-il le fait que les théoriciens actuels de l'antitrotskyisme — Zinoviev, Kaménev, Staline, Rykov, Molotov et autres, — occupèrent tous, après la révolution de février, des positions non-prolétariennes et vulgairement démocratiques? Répétons-le encore une fois : qui et quoi Lénine eut-il en vue lorsqu'il parla de l'adhésion au bolchevisme des meilleurs éléments des courants les plus proches du marxisme? Et ce bilan définitif, dressé par Lénine sur les dissensions passées, ne montre-t-il pas suffisamment qu'en tout cas, lui n'était pas d'avis que deux lignes stratégiques irréductiblement opposées aient existé?

A ce sujet, le discours de Lénine à la séance du Comité du parti de Pétrograd (le 1-14 novembre 1917 (1)) est encore plus significatif. On discutait la question de l'accord avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Les partisans de cette coalition tentèrent, quoique très timidement, de faire allusion au trotskysme. Que répondit Lénine?

« ...Un accord? Mais je ne peux même pas en parler sérieusement. Trotsky a déclaré depuis longtemps qu'aucun accord n'était possible. Trotsky l'a compris et depuis il n'y a pas eu de meilleur bolchévik que lui. »

La tendance à la conciliation, et non pas la révolution permanente, m'éloignait, selon l'avis de Lénine, du bolchévisme. Pour devenir « le meilleur bolchévik », il m'avait fallu, comme on vient de le lire,

---

(1) Comme on sait, le compte rendu détaillé de cette séance est supprimé du livre consacré à l'anniversaire de la révolution par ordre spécial de Staline, et l'on continue de le cacher au parti.



comprendre l'impossibilité d'un accord avec le menchévisme.

Comment toutefois, expliquer le caractère brusque du revirement de Radek précisément dans le problème de la révolution permanente? Je crois posséder un élément pour cette explication. Nous apprenons, par son article, qu'en 1916 Radek acceptait l'interprétation de la révolution permanente alors donnée par Boukharine, qui déclarait que la révolution bourgeoise en Russie était achevée (il entendait bien la révolution bourgeoise, et non le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie ou le rôle historique du mot d'ordre de la dictature démocratique). Boukharine estimait en conséquence que le prolétariat devrait marcher à la conquête du pouvoir sous les drapeaux purement socialistes. Radek probablement interprétait alors mon point de vue à la manière de Boukharine : autrement, il n'aurait jamais pu, en même temps, être d'accord avec moi et avec Boukharine. Ceci d'autre part, explique pourquoi Lénine, polémiquant contre Boukharine et Radek, qui étaient ses camarades de travail, les représentait sous le pseudonyme de Trotsky (Radek le reconnaît dans son article). Je me souviens, que M.-N. Pokrovsky, partisan de Boukharine et constructeur inépuisable de schémas historiques, joliment décorés et peints à la manière marxiste, m'effrayait, pendant nos entretiens à Paris à cette époque, par sa « solidarité » problématique avec moi. En politique, Pokrovsky reste toujours un anti-cadet (1) : il croit sincèrement que c'est du bolchevisme.

---

(1) Cadet, parti constitutionnel-démocrate.



En 1924-1925, Radek vivait probablement encore sur ses souvenirs des idées de Boukharine en 1916, et continuait encore à les identifier avec les miennes. Déçu à juste titre de cette position désespérée, Radek décrivit après une étude sommaire de Lénine, une courbe de 180° au-dessus de ma tête. C'est fort possible, car ces choses-là arrivent bien souvent. Ainsi Boukharine, après avoir retourné sa peau en 1923-1925 et être devenu opportuniste, après avoir été ultra-gauchiste, essaie tout le temps de me jeter sur le dos son propre passé idéologique qu'il qualifie maintenant de « trotskysme ». Au début de la campagne contre moi, lorsque je m'obligeais parfois à parcourir les articles de Boukharine, je me demandais souvent : mais où prend-il tout cela ? Puis j'ai deviné : il doit relire son journal intime d'hier. Et je commence à croire que les mêmes raisons psychologiques ont entraîné la transformation de Radek, qui d'apôtre Paul de la révolution permanente, s'est mué fort vite en Saül. Je n'ose pas insister sur cette supposition. Mais je ne trouve pas d'autre explication.



De toute façon, suivant l'expression française, le vin est tiré, il faut le boire. Nous serons obligés d'entreprendre une longue excursion dans le domaine des anciens textes. J'ai limité le nombre des citations autant que j'ai pu. Mais il en reste néanmoins beaucoup. Que d'avoir toujours essayé de rattacher tout ce brassage d'anciennes citations aux problèmes brûlants de l'actualité me serve d'excuse.



## II

LA RÉVOLUTION PERMANENTE N'EST PAS  
UN « BOND » DU PROLÉTARIAT, MAIS  
LA TRANSFORMATION DE LA NATION  
SOUS LA DIRECTION DU PROLÉTARIAT.

**R**ADEK écrit :

« Le trait essentiel qui sépare le cycle d'idées appelées théorie et tactique (notez : et *tactique!* — L. T.) de la « révolution permanente », de la théorie *léniniste*, consiste dans la *confusion de l'étape de la révolution bourgeoise avec celle de la révolution socialiste.* »

De cette accusation fondamentale découlent d'autres charges non moins lourdes : Trotsky ne comprenait pas qu'une « révolution socialiste qui ne serait pas sortie de la révolution démocratique, ne serait guère possible dans les conditions de la vie russe », et c'est à cause de cela qu'il « sautait par dessus la marche de la dictature démocratique ». Trotsky « niait » le rôle de la paysannerie, et en ceci ses opinions étaient « communes avec celles des menchéviks ». Comme je l'ai déjà dit, tout cela devrait



servir à démontrer, d'une façon indirecte, mon attitude erronée dans les questions fondamentales de la révolution chinoise.

Au point de vue formel des écrits, Radek peut, bien entendu, de temps à autre trouver des références dans Lénine. C'est ce qu'il fait : quand il s'agit de « citer », on a toujours quelque chose sous la main. Mais je vais démontrer plus loin que de telles affirmations de Lénine à mon sujet, tout à fait épisodiques, étaient inexactes, car elles ne correspondaient pas du tout à mes positions réelles, même à celles de 1905. Mais Lénine lui-même, d'ailleurs, a exprimé des opinions diamétralement opposées et beaucoup plus fondées au sujet de mon attitude dans les questions fondamentales de la révolution. Radek n'a même pas essayé d'unifier les opinions différentes et même contradictoires de Lénine et d'expliquer ces contradictions polémiques, en les comparant avec mes véritables points de vue (1).

En 1906, Lénine publia l'article de Kautsky sur les forces motrices de la révolution russe, en le préfaçant. Ne le sachant pas, je fis aussi en prison la traduction de cet article que j'insérai, avec une introduction, dans mon livre : *Pour la défense du parti*. Lénine et moi nous nous déclarâmes parfaitement d'accord avec l'analyse de Kautsky. Plékhanov :

---

(1) Je me souviens d'avoir crié à Boukharine qui citait à la VIII<sup>e</sup> réunion plénière du C. E. de l'I. C. les mêmes passages que ceux rapportés aujourd'hui par Radek : « Mais on peut trouver chez Lénine des citations exactement contraires. » Après une courte confusion, Boukharine répondit : « Je le sais, je le sais, mais je prends ce qui me convient et non ce qui vous convient. » Telle est la présence d'esprit de ce théoricien.



demandait si notre révolution était bourgeoise ou socialiste. Kautsky répondit qu'elle n'était plus bourgeoise, mais qu'elle n'était pas encore socialiste, qu'elle représentait, par conséquent, une sorte de transition de l'une à l'autre. A ce propos, Lénine écrivit dans sa préface :

« ...notre révolution, dans ses traits généraux, est-elle une révolution bourgeoise ou socialiste? C'est un vieux cliché, dit Kautsky, on ne peut pas poser ainsi la question, ce n'est pas marxiste. La révolution russe n'est pas bourgeoise, car la bourgeoisie ne fait pas partie des forces motrices du mouvement révolutionnaire actuel en Russie. Et la révolution en Russie n'est pas non plus socialiste » (T. VIII, p. 82).

On pourrait trouver beaucoup de passages chez Lénine, où, avant et après cette préface, il définit d'une manière catégorique la révolution russe comme une révolution bourgeoise. Est-ce une contradiction? Si l'on aborde Lénine avec les méthodes des critiques actuels du « trotskysme », on trouverait facilement dans ses écrits des dizaines et des centaines de ces contradictions, qu'un lecteur sérieux et honnête expliquera par les différents aspects que le problème présenta aux différents moments de l'histoire, et cela ne compromet nullement l'unité fondamentale de la conception de Lénine.

D'autre part, je n'ai jamais nié le caractère *bourgeois* de la révolution dans le sens de ses tâches historiques immédiates; je l'ai nié seulement quant à ses forces motrices et à ses perspectives. Voici comment débute mon ouvrage capital de l'époque (1905-1906) sur la révolution permanente :



« La révolution en Russie fut une surprise pour tous, exception faite pour la social-démocratie. Le marxisme avait depuis longtemps prédit l'inévitabilité de la révolution russe, qui devait éclater à la suite d'un choc entre les forces du développement capitaliste, d'une part, et les forces d'inertie de l'absolutisme, d'autre part. En la déclarant « bourgeoise », le marxisme indiquait par là que *les tâches immédiates et objectives* de la révolution consistent dans la création de conditions « normales » pour l'évolution de ~~la~~ toute la société bourgeoise. Le marxisme *eut raison*, cela ne demande plus ni discussions, ni preuves. Une toute autre tâche se pose aujourd'hui devant les marxistes : ils doivent définir les « possibilités » de la révolution qui grandit, par l'analyse de son mécanisme interne. La révolution russe a un caractère tout à fait spécifique, qui représente la somme de toutes les particularités de notre évolution historique et sociale et qui, à son tour, découvre devant nous des perspectives historiques complètement neuves (*Notre Révolution*, 1906, article *Bilans et perspectives*, p. 224). »

« La définition sociologique générale — *révolution bourgeoise* — ne résoud pas du tout les tâches politiques et tactiques, les contradictions et les difficultés posées par *cette* révolution bourgeoise (*ibid.* p. 249). »

Ainsi, je ne niais point le caractère bourgeois de la révolution à venir et je ne confondais pas la démocratie avec le socialisme. Mais je démontrerais que la dialectique de classe de la révolution bourgeoise allait amener au pouvoir notre prolétariat, et que même les tâches démocratiques ne pourraient être accomplies sans sa dictature.

Dans le même article (1905-1906), on lit :

« Le prolétariat croît et se fortifie au fur et à mesure que se développe le capitalisme. *Considéré dans ce sens, le développement du capitalisme* devient l'évolution du prolétariat vers la dictature. Mais le jour et l'heure où le pouvoir passera entre les mains de la classe ouvrière ne dépendent pas directe-



ment du niveau des forces productives : ils dépendent des rapports de la lutte de classe, de la situation internationale et, en fin de compte, de toute une série d'éléments subjectifs, notamment la tradition, l'initiative, la préparation à la bataille.

Le prolétariat peut arriver au pouvoir dans un pays économiquement arriéré avant le prolétariat d'un pays avancé du point de vue capitaliste. Croire que la dictature du prolétariat dépend automatiquement des forces techniques et des ressources d'un pays, cela signifie répéter un préjugé né d'un matérialisme économique extrêmement simplifié. Cette opinion n'a rien de commun avec le marxisme.

A notre avis, la révolution russe crée des conditions telles que le pouvoir pourrait (et, en cas de victoire de la révolution, *devrait*) passer aux mains du prolétariat avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient eu l'occasion de déployer toute la beauté de leur génie politique (*ibid.* p. 245). »

Ces lignes contiennent une polémique contre ce « marxisme » vulgaire qui domina non seulement en 1905-1906, mais qui régla aussi toute la musique à la conférence bolchevique de mars 1917, avant l'arrivée de Lénine, et qui trouva à la conférence d'avril son rapporteur en la personne de Rykov. Ce faux marxisme, qui n'était autre chose que le bon sens du philistin gâté par la scolastique, forma au VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste le « fondement scientifique » du discours de Kuussinen et de beaucoup d'autres. Et cela eut lieu dix ans après la Révolution d'Octobre!

Ne pouvant pas exposer ici toute la suite des idées de *Bilans et perspectives*, je citerai un passage d'un de mes articles du journal *Natchalo* (1905), où je résumai ma pensée :

« Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire même avant qu'on en soit au point culmi-



nant de la révolution. Aux moments critiques, notre démocratie intellectuelle ne fait que révéler son impuissance. La paysannerie est formée d'éléments révoltés que seule la force qui prendra le pouvoir d'Etat pourra mettre au service de la révolution.

« ...La position d'avant-garde que la classe ouvrière occupe dans la lutte révolutionnaire, le lien direct qui l'unit à la campagne révolutionnaire, l'influence qu'elle exerce sur l'armée, tout cela la pousse irrésistiblement au pouvoir. La victoire complète de la révolution signifie la victoire du prolétariat. Celle-ci signifie, à son tour, la permanence ultérieure de la révolution (*Notre Révolution* p. 172). »

Ainsi, la prévision de la dictature du prolétariat vient précisément ici de la révolution bourgeoise et démocratique, contrairement à tout ce qu'écrit Radek. C'est à cause de cela que la révolution s'appelle permanente (ininterrompue). Mais la dictature du prolétariat n'arrive pas, comme le dit Radek, après l'accomplissement de la révolution démocratique : dans ce cas, elle serait tout simplement impossible en Russie car, dans un pays arriéré, le prolétariat peu nombreux n'aurait aucune chance d'arriver au pouvoir, si les revendications de la paysannerie avaient été satisfaites à l'étape précédente. Non, il semblait possible et même inévitable que la dictature du prolétariat se dressât sur le terrain de la révolution bourgeoise, parce qu'il n'existait pas d'autre force capable d'atteindre les objectifs de la révolution agraire. Mais cela même ouvrait la perspective de la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste.

« Entrant au gouvernement non pas en qualité d'otages impuissants mais bien comme force directrice, les représen-



tants du prolétariat suppriment, par le fait même, toute limite entre le programme minimum et le programme maximum, autrement dit, *ils mettent le collectivisme à l'ordre du jour*. Et l'on avancera dans cette direction selon le rapport des forces, et non pas selon les intentions du parti du prolétariat.

C'est à cause de cela qu'il ne peut pas être question d'une forme *spéciale* de la dictature prolétarienne dans la révolution bourgeoise, et notamment de la dictature *démocratique* du prolétariat (ou de celle du prolétariat et de la paysannerie). La classe ouvrière ne pourrait pas assurer un caractère démocratique à sa dictature, si elle ne dépassait pas les cadres du programme démocratique de la Révolution.

Si le parti du prolétariat conquiert le pouvoir, il combattra pour ce pouvoir jusqu'au bout. La propagande et l'organisation, à la campagne, en particulier seront une arme pour le maintien et l'affermissement du pouvoir, tandis que le programme collectiviste en constituera une autre. Le collectivisme ne sera pas simplement le corollaire inévitable de la situation du parti au pouvoir : il deviendra le moyen de la maintenir avec l'appui du prolétariat. (*Bilans et perspectives*, p. 258). »

Allons plus loin :

« Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution — écrivais-je en 1908 contre le menchévik Tchérévanine, — où les conditions entraînant la domination de la bourgeoisie capitaliste avaient été préparées par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. C'était à l'époque où la grande masse de la population des villes était formée par la petite bourgeoisie artisanale et commerçante qui suivait les jacobins. La grande masse de la population des villes russes d'aujourd'hui, c'est le prolétariat industriel. Cette analogie nous dicte l'idée de la possibilité d'une situation historique, telle que la victoire de la révolution « bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. Est-ce que la révolution cessera pour cela d'être bourgeoise? Oui et non. Cela ne dépend pas des définitions formelles : cela dépend du développement



ultérieur des événements. Si le prolétariat était renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans les cadres limités d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action tous les moyens de domination politique pour rompre les cadres nationaux de la révolution russe, cette dernière pourrait devenir le prologue de la révolution socialiste mondiale. Le tout est de savoir jusqu'à quelle étape pourrait aller la révolution russe, mais cette question n'admet bien entendu qu'une solution conditionnelle. Toutefois, une chose est certaine et sans condition : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution *bourgeoise* n'indique point le caractère de son développement interne et ne signifie nullement que le prolétariat devra adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat (L. Trotsky, 1905, p. 263 de l'édition russe). »

Dans le même article j'écrivais :

« Notre révolution est bourgeoise quant aux tâches immédiates qui lui ont donné naissance; cependant, grâce à l'extrême différenciation de classe de la population industrielle, nous n'avons pas une classe bourgeoise capable de se mettre à la tête des masses populaires et d'unir sa puissance sociale à leur énergie révolutionnaire. Les masses ouvrières et paysannes, opprimées et abandonnées à elles-mêmes, sont obligées de se forger les éléments préalables, politiques et d'organisation, nécessaires à leur victoire, à la dure école des conflits impitoyables et des défaites cruelles. Il ne leur reste pas d'autre chemin à suivre (L. Trotsky, « 1905 », p. 267-268). »

Il faut que je cite encore *Bilans et perspectives*, au sujet de la question de la paysannerie qui constitue aujourd'hui le principal point de mire. Voici ce que j'en disais dans le chapitre : « Le prolétariat au pouvoir et la paysannerie ».



« Le prolétariat ne pourra consolider son pouvoir s'il n'élargit pas la base de la révolution.

« De nombreuses couches des masses travailleuses, surtout à la campagne, ne seront entraînées dans la révolution et ne seront organisées politiquement seulement après que le prolétariat des villes, avant-garde de la révolution, aura pris en main le timon de l'Etat. La propagande et l'organisation révolutionnaires se feront alors aux frais de l'Etat. Finalement, le pouvoir législatif lui-même deviendra une arme puissante pour révolutionner les masses populaires...

« Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie, (on pourrait même dire le sort de *toute* la paysannerie), comme ordre social est ainsi liée au sort de toute la révolution, c'est-à-dire à celui du prolétariat.

« Le prolétariat au pouvoir apparaîtra aux paysans comme une classe libératrice. La domination du prolétariat n'apportera pas seulement l'égalité démocratique, la libre autonomie, le transport du fardeau fiscal sur les classes aisées, la fusion de l'armée régulière avec le peuple armé, la suppression des dîmes obligatoires de l'église; elle apportera aussi la légalisation de toutes les transformations révolutionnaires agraires (confiscation des terres par les paysans). Le prolétariat fera de ces transformations un point de départ pour des mesures d'Etat successives dans l'économie rurale. Dans ces conditions, ce sera l'intérêt des paysans russes de prêter leur appui au régime prolétarien surtout dans ses débuts difficiles, comme le fit la paysannerie française pour le régime militaire de Napoléon Bonaparte, dont les baïonnettes assuraient aux nouveaux propriétaires l'inviolabilité de leurs terres.

« Mais n'est-il pas possible que la paysannerie écarte le prolétariat pour prendre sa place?

« C'est impossible. Toute l'expérience historique est là pour démentir cette supposition, car elle prouve l'incapacité absolue de la paysannerie à jouer un rôle politique *indépendant* » (p. 251).

Ceci ne fut écrit ni en 1929, ni en 1924 : cela date de 1905. Est-ce que cela ressemble à la « méconnais-



sance de la paysannerie? C'est ce que je voudrais savoir. Où peut-on trouver ici le « saut » par dessus le problème agraire? Mes amis, il faut tout de même conserver un peu d'honnêteté.

Mais voyons plutôt « l'honnêteté » de Staline. Ce théoricien de la réaction dans le parti dit au sujet de mes articles sur la révolution de février de 1917, écrits à New-York, et qui coïncident dans leurs traits essentiels avec ceux rédigés alors par Lénine à Genève :

« Les lettres du camarade Trotsky ne ressemblent en rien aux lettres de Lénine : ni par leur esprit, ni par leurs conclusions. Elle reflètent intégralement le mot d'ordre antibolchévik du camarade Trotsky : « A bas le tsar! Vive le gouvernement ouvrier! » Mot d'ordre qui signifie : la révolution *sans* la paysannerie » (Discours du 19 novembre 1924 à la séance du Comité Central des Syndicats).

Cette définition « d'antibolchévisme » donnée au mot d'ordre attribué à Trotsky : « A bas le tsar! Vive le gouvernement ouvrier! », est vraiment merveilleuse. Quel serait alors, d'après Staline, le vrai mot d'ordre bolchévique? Il devrait être : « A bas le gouvernement ouvrier! Mais vive le tsar ». Mais nous reviendrons plus loin sur ce prétendu mot d'ordre de Trotsky. En attendant, laissons parler un autre maître de l'époque, qui est peut-être moins ignorant, mais qui a définitivement renié toute conscience théorique; je parle de Lounatcharsky :

« En 1905, Lev Davydovitch Trotsky inclinait vers l'opinion que le prolétariat *devait être isolé* et ne devait pas soutenir la bourgeoisie, car ce ne serait que de l'opportunisme. Mais le prolétariat tout seul ne suffisant pas pour accomplir la



révolution, parce qu'il ne formait que 7 à 8 % de la population, il était bien difficile de batailler avec une si petite armée. Lev Davydovitch décida alors que le prolétariat devait soutenir en Russie la révolution permanente, c'est-à-dire lutter pour obtenir le maximum de résultats, jusqu'au moment où les tisons de cet incendie feraient sauter tout le dépôt de poudre mondial (*Le Pouvoir des Soviets* n° 7 de 1927. A. Lounatcharsky. « *A propos des caractéristiques de la Révolution d'Octobre* » p. 10). »

Le prolétariat « doit être isolé » jusqu'au moment où les tisons feront sauter le dépôt... Voilà dans quel excellent style écrivent certains commissaires du peuple qui ne sont pas encore « isolés » malgré l'état inquiétant de leur propre matière grise. Mais ne soyons pas trop sévères à l'égard de Lounatcharsky : chacun fait ce qu'il peut, et ses absurdités mal arrangées ne sont pas, en somme, plus absurdes que les bêtises des autres.

Cependant voyons un peu comment, d'après Trotsky, « le prolétariat devait être isolé ». Citons à ce sujet mon pamphlet contre Strouvé (1906). A propos : autrefois Lounatcharsky me combla de louanges immodérées au sujet de ce même pamphlet.

Dans le chapitre consacré au Soviet des députés ouvriers, je disais que tandis que les partis bourgeois restaient totalement à l'écart des masses en éveil,

« la vie politique s'était concentrée autour du Soviet ouvrier. La masse des citoyens moyens sympathisait avec lui, bien que cette sympathie ne fût pas très consciente. Tous les opprimés venaient chercher justice au Soviet. Sa popularité grandissait même en dehors de la ville. Il recevait des « suppliques » des paysans maltraités. Des résolutions d'assemblées paysannes lui étaient envoyées et les délégués des communes rurales passaient toujours au Soviet. C'est



sur lui que s'étaient concentrées l'attention et la sympathie de la nation véritable, non celle de la nation de la fausse démocratie (*Notre révolution*, p. 199). »

Ainsi, dans toutes ces citations dont le nombre pourrait aisément être doublé, triplé ou décuplé, la révolution permanente est représentée comme une révolution qui rassemble les masses opprimées des villes et des campagnes autour du prolétariat organisé en Soviets,<sup>1</sup> comme une révolution nationale qui fait monter au pouvoir le prolétariat et par le fait même ouvre la possibilité d'une transcroissance de la révolution démocratique en révolution socialiste. La révolution permanente n'est point un saut du prolétariat isolé : c'est la transformation de toute la nation sous la direction du prolétariat. C'est de cette manière que je me représentai et que j'interprétai les perspectives de la révolution permanente depuis 1905.



Radek n'a pas non plus raison au sujet de Parvus, en répétant le cliché usé du « saut accompli par Parvus du gouvernement tsariste au gouvernement social-démocrate (1) ». En 1905, mes idées sur la révolution russe se rapprochaient beaucoup de celles de Parvus, sans leur être toutefois complètement identiques. Radek ne fait, en somme, que se démentir quand, dans un autre passage de son article, il relève en passant, mais très exactement, *en quoi mon*

---

(1) Il faut tenir compte qu'à cette époque là, Parvus se trouvait à l'extrémité de l'aile gauche du marxisme international.



idée de la révolution différait, au fond, de celle de Parvus. Parvus ne croyait pas que le gouvernement ouvrier en Russie pût trouver une issue dans la révolution socialiste, autrement dit qu'il pût se transformer en dictature socialiste pendant qu'il accomplirait sa besogne démocratique. Comme le démontre une citation de 1905, à laquelle Radek lui-même se réfère, Parvus estimait que les tâches du gouvernement ouvrier se borneraient à celles de la *démocratie*. Mais où se trouvait alors le saut vers *le socialisme*? Parvus croyait qu'à la suite du coup d'Etat révolutionnaire il s'établirait un régime ouvrier du « type australien ». Il continua encore après la Révolution d'Octobre à comparer la Russie à l'Australie, alors qu'il se trouvait depuis déjà longtemps à l'aile droite du social-réformisme. Boukharine prétendit même que Parvus avait « inventé » l'Australie, en l'antidatant, pour couvrir ses anciens péchés commis au nom de la révolution permanente. Mais ce n'est pas exact. En 1905, Parvus considérait la prise du pouvoir par le prolétariat comme le chemin vers la démocratie et non comme la voie du socialisme; en d'autres termes, il assignait au prolétariat le rôle qu'il a effectivement joué chez nous pendant les huit ou dix premiers mois de la Révolution d'Octobre. En même temps, Parvus invoquait l'exemple de la démocratie australienne, c'est-à-dire du régime où le parti ouvrier gouverne sans dominer, en satisfaisant ses exigences réformistes comme un supplément au programme de la bourgeoisie : c'étaient les perspectives qui, selon lui, s'ouvraient devant notre révolution. Par une ironie du destin, la tendance principale du bloc du centre et de la droite



en 1923-1928 était précisément de rapprocher la dictature du prolétariat d'une démocratie ouvrière du type australien, c'est-à-dire du pronostic de Parvus. Cela nous deviendra tout à fait compréhensible si l'on se rappelle qu'il y a vingt ou trente ans les « socialistes » russes petits-bourgeois dépeignaient toujours l'Australie comme un pays ouvrier et paysan qui, séparé du monde extérieur par de hauts tarifs douaniers, développait sa législation socialiste et de cette façon, construisait le socialisme dans un seul pays. Radek ferait mieux de souligner *ce côté* de la question au lieu de répéter des fables sur mon saut fantastique par dessus la démocratie.



### III

#### TROIS ÉLÉMENTS DE LA « DICTATURE DÉMOCRATIQUE » : LES CLASSES, LES TACHES ET LE MÉCANISME POLITIQUE.

LA différence entre mon point de vue « permanent » et celui de Lénine consista dans l'opposition entre le mot d'ordre de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie, et celui de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». On ne discuta pas sur la possibilité de sauter par dessus le stade bourgeois démocratique ou sur la nécessité de l'union des ouvriers et des paysans : la discussion roula sur *le mécanisme politique* de la collaboration du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution démocratique.

Radek dit avec beaucoup de présomption, sinon de légèreté, que « seules des personnes qui n'ont pas réfléchi à la complexité de la méthode marxiste et léniniste » pouvaient poser la question *de la dictature démocratique, simple expression politique, et formule de parti*, tandis que Lénine aurait ramené tout le problème à la collaboration des deux classes, dans le but de réaliser des tâches historiques objectives. Non, ce n'est pas cela.



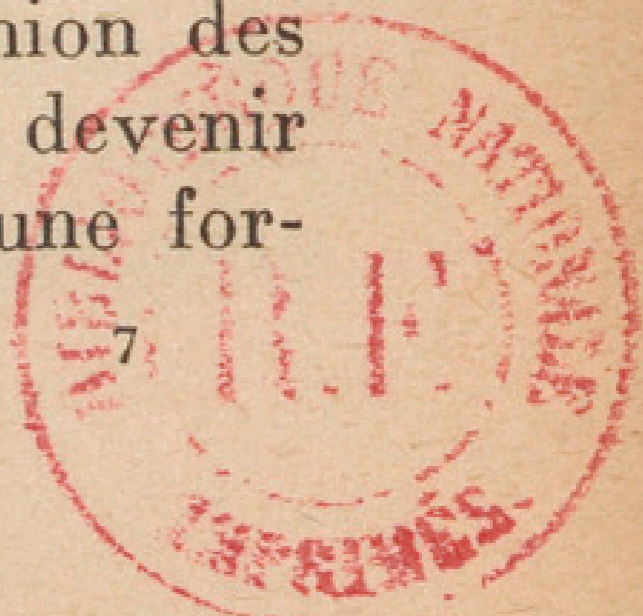
Si l'on fait abstraction du facteur subjectif — la révolution, les partis et leurs programmes, la forme politique et l'organisation de la collaboration du prolétariat et de la paysannerie — tous les différends entre Lénine et moi, qui représentent deux nuances de la tendance révolutionnaire, disparaîtront, mais disparaîtront aussi — et c'est beaucoup plus grave — les divergences entre le bolchévisme et le menchévisme et, finalement, toute différence entre la révolution russe de 1905 et les révolutions de 1848 ou même celle de 1789, dans la mesure où l'on peut parler du prolétariat à cette occasion. Toutes les révolutions bourgeoises furent fondées sur la collaboration des masses opprimées des villes et des campagnes. C'est cela qui leur donna un caractère plus ou moins national ou populaire.

Théoriquement et politiquement, nous ne discutons pas le fait de la collaboration des ouvriers et des paysans, mais bien le programme de cette collaboration, les formes des partis et leurs méthodes politiques. Dans les révolutions passées, les ouvriers et les paysans « collaborèrent » sous la direction et l'égide de la bourgeoisie libérale ou de sa fraction démocratique et petite-bourgeoise. L'Internationale communiste répéta l'expérience des révolutions *passées* dans une situation historique foncièrement nouvelle, et elle dépensa toute son énergie pour soumettre les ouvriers et les paysans chinois à la direction du national-libéral Tchan-Kaï-Chek d'abord, et du « démocrate » Wang-Tin-Wei ensuite. Lénine posa la question d'une union des ouvriers et des paysans qui se dresserait irréductiblement contre la bourgeoisie libérale. Une semblable union n'avait



encore jamais existé dans l'histoire. Il s'agissait d'une expérience nouvelle, par ses méthodes, de collaboration des classes opprimées des villes et des campagnes. De cette façon, tout le problème des formes politiques de cette collaboration se posait à nouveau. Radek n'a tout simplement rien remarqué de cela. C'est pourquoi il nous ramène en arrière, à une creuse abstraction historique, non seulement éloignée de la formule de la révolution permanente, mais aussi de la « dictature démocratique » de Lénine.

Oui, pendant de longues années Lénine refusa de *décider par avance* quelle serait l'organisation politique du parti et de l'Etat sous la dictature du prolétariat et de la paysannerie, bien qu'il mît au premier plan la collaboration de ces deux classes qu'il opposait à l'idée de coalition avec la bourgeoisie libérale. Lénine disait : la situation objective détermine nécessairement, à une certaine étape historique, l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie en vue d'accomplir les tâches d'une révolution démocratique. La paysannerie pourra-t-elle et aura-t-elle le temps nécessaire pour constituer un parti indépendant ? Ce parti formera-t-il la majorité ou la minorité dans le gouvernement de la dictature ? Quel sera le poids des représentants du prolétariat dans le gouvernement révolutionnaire ? Toutes ces questions ne se laissaient pas résoudre *à priori*. « L'expérience nous le montrera ! » Dans la mesure où la formule de la dictature démocratique laissait à demi-ouverte la question du mécanisme politique de l'union des ouvriers et des paysans, elle restait, sans devenir toutefois la creuse abstraction de Radek, une for-





mule algébrique qui laissait prévoir dans l'avenir des interprétations politiques très différentes.

Lénine lui-même ne pensa pas du tout que la question était épuisée parce qu'on avait déterminé la base de classe de la dictature et ses objectifs historiques. Lénine comprit parfaitement bien et nous fit comprendre à tous l'importance du facteur subjectif : le but, la méthode réfléchie, le parti. Par conséquent, en commentant son mot d'ordre, il ne renonça pas à une solution hypothétique de cette question. Quelles formes politiques pourrait prendre cette union originale des ouvriers et des paysans, qui serait la première de ce genre dans l'histoire? L'attitude de Lénine vis-à-vis de ce problème ne fut pas toujours la même. Il faut considérer sa pensée du point de vue historique et non du point de vue dogmatique. Lénine ne rapportait pas des tables de la loi recueillies sur le mont Sinaï, il forgea ses idées et ses mots d'ordre au creuset de la lutte de classe, il les adapta à la réalité, il les concrétisa et les précisa, leur donnant des contenus divers aux différentes périodes. Radek, cependant, n'a pas étudié ce côté de la question qui prit ensuite un caractère décisif et qui mit, au début de 1917, le parti bolchevik devant une menace de scission; il a tout simplement passé sans s'en apercevoir. C'est pourtant un fait qu'aux différentes étapes de l'histoire Lénine considéra de manières diverses la forme politique possible de l'union des deux classes dans le parti et au gouvernement; il s'abstint, il est vrai, d'engager le bolchévisme par ces interprétations hypothétiques. Quelle fut la raison de cette prudence? Elle vint de ce que cette formule algébrique contenait un élément, d'une for-



midable importance, mais très vague quant à son contenu politique : *la paysannerie*.

Je ne citerai que quelques exemples de l'interprétation léniniste de la dictature démocratique. Remarquons, en passant, qu'il faudrait tout un ouvrage pour donner un tableau d'ensemble de l'évolution de la pensée de Lénine sur cette question.

Au mois de mars 1905, voulant démontrer que le prolétariat et la paysannerie formeront la base de la dictature, Lénine écrit :

«Ce caractère de la base sociale de la dictature démocratique et révolutionnaire que nous considérons comme possible et souhaitable, exercera, sans doute, son influence sur la composition du gouvernement révolutionnaire et déterminera inévitablement la participation et même la prédominance dans ce *gouvernement des représentants les plus disparates de la démocratie révolutionnaire.*» (Tome VI de l'édition russe, p. 132, les passages en italiques ont été soulignés par moi).

Dans cette phrase, Lénine ne parle pas seulement de la base de classe de la dictature, mais il trace aussi ses contours gouvernementaux, et il prévoit la prédominance éventuelle de la démocratie petite-bourgeoise dans ce futur gouvernement.

En 1907, il écrit :

« La révolution agraire et paysanne, dont vous parlez, messieurs, doit, pour vaincre, devenir le pouvoir central d'Etat (Tome IX, p. 539). »

Cette formule va encore plus loin. On pourrait l'interpréter dans le sens que le pouvoir révolutionnaire devrait se concentrer directement entre les mains de la paysannerie. Mais cette même formule,



interprétée plus largement, dans la série des événements, pourrait s'appliquer aussi à la Révolution d'Octobre qui porta au pouvoir le prolétariat comme « agent » de la révolution paysanne. Telle est l'amplitude des interprétations possibles de la formule « dictature du prolétariat et de la paysannerie ». On peut admettre que, jusqu'à un certain moment, son caractère algébrique fut son point fort; mais, en même temps, il fut son point faible dont les dangers se manifestèrent assez clairement chez nous après février 1917 et nous valurent, plus tard, la catastrophe en Chine.

Au mois de juillet 1905, Lénine écrivit encore :

« Personne ne parle de la prise du pouvoir par le parti ; il s'agit seulement de sa participation à la révolution, de sa participation dirigeante, si possible (V. VI, p. 278). »

En décembre 1906, Lénine jugea opportun de se joindre à Kautsky dans la question de la conquête du pouvoir par le parti :

« Non seulement Kautsky considère comme « très probable » qu'au cours de la révolution, la victoire revienne au parti social-démocrate, mais il déclare qu'il est du devoir des social-démocrates « de suggérer à leurs partisans la certitude de la victoire, car on ne peut pas lutter avec succès, si l'on renonce d'avance à vaincre » (t. VIII, p. 58).

La distance entre ces deux interprétations faites par Lénine lui-même n'est pas moindre qu'entre mes formules et celles de Lénine. Nous le prouverons encore dans la suite. Ici, nous nous bornerons à poser la question : que signifient toutes ces contradictions



de Lénine? Elle reflètent toujours le « grand inconnu » de la formule politique de la révolution : *la paysannerie*. Ce ne fut pas pour rien que les radicaux russes appelaient le paysan le sphinx de l'histoire russe. Le problème de la nature de la dictature révolutionnaire — que Radek le veuille ou non — est indissolublement lié à la possibilité de former un parti révolutionnaire paysan qui serait hostile à la bourgeoisie libérale et indépendant du prolétariat. Il est facile d'apercevoir l'importance capitale de cette question. Si la paysannerie est capable de former son parti *indépendant* à l'époque de la révolution démocratique, la dictature démocratique serait réalisable dans le sens le plus direct et le plus spontané et dans ce cas, la question de la participation de la minorité prolétarienne au gouvernement révolutionnaire prendrait, malgré toute son importance, une valeur subordonnée et secondaire. Mais la chose se présente tout autrement si l'on présume que la paysannerie, à cause de sa situation intermédiaire et de sa composition sociale hétérogène, ne peut ni créer un parti indépendant ni suivre une politique indépendante, obligée qu'elle est en période révolutionnaire de choisir entre la politique de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Seule une telle estimation de la nature politique de la paysannerie pouvait ouvrir devant nous la perspective d'une dictature du prolétariat surgissant directement de la révolution démocratique. Tout cela, bien entendu, ne signifie nullement « la négation », « le reniement », la « sous-estimation » de la paysannerie. On n'aurait même pas pu parler de la dictature prolétarienne en Russie si la question agraire n'y avait eu une importance déci-



sive pour toute la vie sociale et si la révolution paysanne n'y avait pris une telle profondeur et un élan si gigantesque. Mais le fait que la révolution *agraire* créa des conditions favorables à la dictature *du prolétariat*, fut déterminé par l'incapacité de la paysannerie à résoudre son problème historique par ses propres forces et sous sa propre direction. Dans les pays bourgeois modernes qui, même arriérés, sont entrés déjà dans la période de l'industrie capitaliste et sont reliés entre eux par les chemins de fer et le télégraphe (et cela se rapporte aussi bien à la Chine et à l'Inde, qu'à la Russie), la paysannerie est encore moins capable de jouer un rôle politique dirigeant, ou même indépendant, qu'à l'époque des anciennes révolutions bourgeoises. Je soulignai toujours avec insistance cette pensée qui constitue un des points essentiels de la théorie de la révolution permanente et cela fournit un prétexte, d'ailleurs parfaitement insuffisant et, au fond, erroné, pour m'accuser d'avoir sous-estimé la paysannerie.

Quelle fut l'opinion de Lénine au sujet d'un parti paysan? La réponse à cette question exigerait aussi un aperçu de l'évolution des idées de Lénine sur la révolution russe entre 1907 et 1917. Nous nous bornerons ici à deux citations. En 1907 Lénine écrit :

« Il est possible... que les difficultés objectives d'une union politique de la petite bourgeoisie empêchent la formation d'un tel parti, de telle sorte que la démocratie paysanne restera pour longtemps encore dans son état actuel de masse « travailliste » (1) amorphe, difforme et gélatineuse » (t. XI première partie, p. 230).

(1) Les « travaillistes » (troudoviki), les représentants des paysans dans les quatre Doumas, qui balancèrent toujours entre les libéraux (cadets) et les social-démocrates.



En 1909 Lénine s'exprima différemment sur le même sujet :

« Il n'y a aucun doute que la révolution, arrivée à ce très haut degré de développement qu'est la dictature révolutionnaire ne crée un parti paysan mieux constitué et plus fort. Raisonner autrement signifie supposer que certains organes importants de l'homme peuvent rester infantiles quant à leur grandeur, leur forme et leur degré de développement » (t. XI, p. 1<sup>re</sup>, p. 230).

Cette supposition fut-elle confirmée? Non! Ce fut elle, cependant, qui poussa Lénine à donner une réponse algébrique à la question du pouvoir révolutionnaire *avant l'époque de sa complète vérification historique*. Bien entendu, Lénine ne mit jamais sa formule hypothétique au-dessus de la réalité. L'essentiel de sa vie fut la lutte pour une politique indépendante du parti du prolétariat. Mais les épigones piteux, dans leur course après un parti paysan, aboutirent à la soumission des ouvriers chinois au Kuo-min-Tang, à l'étranglement du communisme aux Indes au nom du parti « ouvrier et paysan », à la fiction dangereuse de l'Internationale Paysanne, à la Ligue anti-impérialiste de mascarade, etc.

La pensée officielle d'aujourd'hui ne se donne pas la peine de s'arrêter sur les contradictions de Lénine mentionnées plus haut, contradictions qui sont tantôt extérieures et factices, tantôt réelles, mais qui dérivent toujours du fond même du problème. Depuis qu'on nous a gratifiés d'une nouvelle espèce de « professeurs rouges », qui diffèrent souvent des anciens professeurs réactionnaires, non par leur échine moins souple mais par leur profonde ignorance, on



coiffe chez nous Lénine à la manière d'un professeur, on l'épure des contradictions qui ne sont que la preuve de la dynamique de sa pensée, on enfile sur des bobines séparées des citations standardisées et on met en circulation telle ou telle « série », selon les besoins du moment.

Il ne faut jamais oublier que les problèmes de la révolution furent posés dans un pays politiquement « vierge », après une grande pause historique, après une longue période de réaction en Europe et dans le monde entier; voilà la raison pour laquelle ils comportèrent beaucoup d'éléments inconnus. Dans sa formule de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, Lénine exprima la spécificité des conditions sociales en Russie. Il interpréta cette formule de différentes façons, mais il n'y renonça pas avant d'avoir complètement mesuré le caractère spécifique des conditions de la révolution russe. En quoi donc consista cette spécificité?

Le rôle gigantesque du problème agraire et paysan qui constitua le fondement de tous les autres problèmes, les nombreux intellectuels sortis de la paysannerie ou sympathisant à elle et partageant les opinions « populistes », les traditions anti-capitalistes et la trempe révolutionnaire, tout cela, en se confondant signifie *que, si le parti révolutionnaire et anti-bourgeois paysan était en général possible, il le serait précisément et avant tout en Russie.*

En effet, on fit en Russie toutes sortes de tentatives (parlementaires, illégales ou semi-légales) pour créer un parti paysan ou paysan-ouvrier distinct du parti libéral et du passé prolétarien. Ainsi nous eûmes « La terre et la liberté », « La volonté du peuple », « Le



partage noir », le « populisme légal », les « socialistes révolutionnaires », les « socialistes populaires », les « travaillistes », les « socialistes-révolutionnaires de gauche » etc., etc. Pendant cinquante ans, il exista en Russie une espèce de laboratoire gigantesque pour la production d'un parti « anti-capitaliste paysan » qui devait conserver une attitude indépendante envers le parti du prolétariat. Comme on le sait, l'expérience du parti socialiste révolutionnaire prit de très grandes proportions : en 1917, ce parti devint, pour un certain temps, celui de la majorité écrasante des paysans. Mais quels en furent les résultats ? Ce parti profita de la situation pour livrer la paysannerie, pieds et poings liés, à la bourgeoisie libérale. Les socialistes révolutionnaires s'unirent aux impérialistes de l'Entente et prirent part à la lutte armée contre le prolétariat russe.

Cette expérience vraiment classique prouve que des partis petits bourgeois, à base paysanne, peuvent encore présenter un semblant de politique indépendante dans une période de calme historique quand ne se posent à l'ordre du jour que des questions secondaires. Mais, aussitôt que la crise révolutionnaire de la société met au premier plan les problèmes fondamentaux de la propriété, le parti « paysan » petit bourgeois devient automatiquement une arme de la bourgeoisie dirigée contre le prolétariat.

Si l'on examinait mes anciennes dissensions avec Lénine à la lumière d'une juste perspective historique et non à travers des citations détachées au gré de l'heure et du hasard, on comprendrait assez facilement quel était le point principal de la discussion, pour moi du moins. Il ne s'agissait pas alors de



savoir si la Russie était réellement en face des tâches démocratiques qui exigeaient des méthodes révolutionnaires pour leur accomplissement, ou si l'union des paysans et du prolétariat était indispensable à cette fin. Il s'agissait de définir quelle forme politique de parti et d'Etat pourrait prendre la collaboration révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie et quelles conséquences pourraient en découler pour la révolution. Je ne parle, bien entendu, que de *mes* positions : quant aux positions occupées jadis, dans cette discussion, par Boukharine et Radek, qu'ils règlent leurs comptes eux-mêmes.

Une confrontation montrera combien la formule de la « révolution permanente » fut proche de celle de Lénine. Dans l'été 1905, bien avant la grève générale d'octobre et le soulèvement de décembre à Moscou, j'écrivis dans la préface aux discours de Lassalle :

« Il est tout à fait évident que le prolétariat remplit sa mission en s'appuyant, comme le fit jadis la bourgeoisie, sur la paysannerie et sur la petite bourgeoisie. Le prolétariat dirige la campagne, l'entraîne dans le mouvement, l'intéresse au succès de ses plans, mais c'est toujours lui qui reste le chef. Ce n'est pas « la dictature du prolétariat et de la paysannerie », c'est la *dictature du prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie* (1) » (L. Trotsky 1905, p. 230).

Comparez maintenant ces mots, écrits en 1905 et

---

(1) Cette citation, ainsi que des centaines d'autres, témoignent, soit dit en passant, que j'eus la notion de l'existence de la paysannerie et de l'importance du problème agraire à la veille de la révolution de 1905, c'est-à-dire bien avant le moment où Maslov, Talheimer, Remmele, Cachin, Monmousseau, Bela-Kun, Pepper, Kuvssinen et autres sociologues marxistes commencèrent à m'expliquer l'importance de la paysannerie.



cités dans mon article polonais de 1909, aux paroles suivantes de Lénine, écrites aussi en 1905, immédiatement après la conférence du parti qui, sous l'influence de Rosa Luxembourg, remplaça l'ancienne formule bolchevique par la formule : « La dictature du prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie. » Lénine répondit alors aux mencheviks qui parlaient d'un changement radical de ses positions :

« La formule que les bolcheviks eux-mêmes se sont donnée se présente ainsi : *le prolétariat qui conduit derrière lui la paysannerie* (1).

N'est-il pas très clair que la pensée de toutes ces formules reste toujours la même? qu'elle traduit précisément la dictature du prolétariat et de la paysannerie? que *la formule « le prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie reste complètement dans les cadres de la même dictature du prolétariat et de la paysannerie? »* (t. XI, 1<sup>re</sup> partie, pp. 219, 224, souligné par moi).

Ici Lénine donne de sa formule « algébrique » une interprétation qui exclut l'idée d'un parti paysan *indépendant* et de son rôle prédominant au sein d'un gouvernement révolutionnaire : le prolétariat *conduit* la paysannerie, le prolétariat *s'appuie* sur la paysannerie, par conséquent le pouvoir révolutionnaire est concentré entre les mains du parti prolétarien. Mais, c'est justement cela qui formait le point essentiel de la théorie de la révolution permanente.

Voici tout ce qu'on peut dire aujourd'hui, *après*

---

(1) A la conférence de 1909, Lénine proposa la formule : « le prolétariat qui conduit derrière lui la paysannerie », mais il finit par se rallier à la formule des social-démocrates polonais qui obtint à la conférence la majorité contre les mencheviks.



vérification historique, sur les anciennes dissensions au sujet de la dictature : tandis que Lénine, partant toujours du rôle dirigeant du prolétariat, insistait sur la nécessité de la collaboration révolutionnaire et démocratique des ouvriers et des paysans, nous enseignant à tous cette vérité, — moi, partant toujours de cette collaboration, j'insistais sur la nécessité de la direction prolétarienne aussi bien dans le bloc des deux classes que dans le gouvernement qui serait appelé à se mettre à la tête de ce bloc. C'est tout, et on ne peut trouver d'autre différence.



Prenons deux citations qui ont trait à ce qui a été dit plus haut : l'une est extraite de *Bilans et perspectives*, elle a servi à Staline et à Zinoviev pour prouver que mes opinions s'opposaient à celles de Lénine. L'autre est tirée d'un article polémique de Lénine contre moi et Radek s'en est servi pour les mêmes fins.

Voici la première citation :

« La participation du prolétariat au gouvernement est objectivement plus probable et plus admissible au point de vue principe, à condition seulement que cette participation soit *dominante et directrice*. On peut, évidemment, appeler ce gouvernement la dictature du prolétariat et de la paysannerie, la dictature du prolétariat, de la paysannerie et des intellectuels ou, finalement, le gouvernement de coalition de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Mais cette question subsiste : à qui appartiendra l'hégémonie au sein même du gouvernement et, de cette façon, dans le pays ? Et lorsque nous parlons d'un gouvernement ouvrier, nous formulons, par le fait même, la réponse que l'hégémonie



appartiendra à la classe ouvrière » (*Notre révolution*, 1906, p. 250).

Zinoviev fit beaucoup de bruit (en 1925!) en m'accusant d'avoir mis sur un pied d'égalité (en 1905!) la paysannerie et « l'intelligenza ». Ce fut tout ce qu'il sut lire dans ces lignes. Je mentionnai « l'intelligenza », parce que les conditions de l'époque l'exigèrent : « l'intelligenza » joua alors un rôle politique tout différent de celui qui lui revient aujourd'hui. Au nom de la paysannerie ne parlèrent alors que les organisations d'intellectuels; les socialistes-révolutionnaires fondèrent officiellement leur parti sur cette trinité : le prolétariat, la paysannerie, « l'intelligenza »; les mencheviks, pour employer mes expressions de 1905, attrapèrent par les jambes chaque intellectuel radical pour prouver l'épanouissement de la démocratie bourgeoise. Même en ce temps-là, je formulai des centaines de fois mon avis sur l'impuissance des intellectuels comme groupement social « indépendant » et sur l'importance décisive de la paysannerie révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas ici d'une phrase polémique détachée que je n'ai, d'ailleurs, aucune envie de défendre. Le fond de la citation signifie que j'acceptai entièrement le contenu que Lénine donnait à la dictature démocratique et que je ne demandais qu'une définition plus exacte de son mécanisme politique; autrement dit, je demandais l'exclusion de toute coalition où le prolétariat ne serait qu'un otage de la majorité petite-bourgeoise.

Examinons maintenant l'article de Lénine de 1916, qui, comme le remarque Radek lui-même, était dirigé



« *formellement* contre Trotsky, mais *en réalité* contre Boukharine, Piatakov, l'auteur de ces lignes (c'est-à-dire Radek) et autres camarades. » Cet aveu bien précieux confirme parfaitement mon impression d'autrefois que Lénine adressait sa polémique à un destinataire factice et imaginaire car, ainsi que je vais le démontrer, cette polémique ne me concernait pas en réalité. Cet article contient (en deux lignes) cette même accusation d'avoir « nié la paysannerie » dont les épigones et leurs partisans se sont ensuite servis comme argument principal contre moi. Cependant le vrai « clou » de l'article, comme dit Radek, consiste en ceci :

« Trotsky n'a pas vu — dit Lénine, rapportant mes propres paroles — que si le prolétariat réussissait à entraîner les masses paysannes non prolétariennes à la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et au renversement de la monarchie, — cela serait l'achèvement de la « révolution nationale et bourgeoise » en Russie, et la *dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie* » (Lénine, t. XIII, p. 214).

Il est certain que Lénine envoya son reproche de « nier la paysannerie » à une fausse adresse; il visa, en réalité, Boukharine et Radek qui voulaient effectivement sauter par dessus l'étape démocratique de la révolution. Cela est confirmé par tout ce qui a été dit plus haut ainsi que par les paroles citées par Radek : il les appelle fort justement « le clou » de l'article de Lénine. En effet, Lénine tire directement ces paroles de mon article où je disais que *seule une politique hardie et indépendante du prolétariat pourrait* « entraîner les masses paysannes non prolétariennes à la confisca-



*tion des grandes propriétés foncières et au renversement de la monarchie* », etc. Lénine ajoute : « Trotsky n'a pas vu... que tout cela serait la dictature révolutionnaire et démocratique. » En d'autres termes, Lénine reconnaît ici et, pour ainsi dire, certifie que Trotsky accepte en effet tout le contenu réel de la formule bolchevique (la collaboration des ouvriers et des paysans et les tâches démocratiques de cette collaboration), mais ne veut pas admettre que ce serait la dictature démocratique et l'achèvement de la révolution nationale. Ainsi cet article, qui semble être très « aigu » et polémique, ne discute pas le programme des étapes successives de la révolution et de ses forces motrices de classe : la discussion est engagée sur la *corrélation politique* de ces forces et le *caractère politique de la dictature*. Si des malentendus polémiques étaient compréhensibles et parfois inévitables *jadis*, lorsque les événements eux-mêmes n'étaient pas encore très clairs et lorsque les rapports entre les fractions étaient tendus, on n'arrive pas à comprendre comment Radek peut *aujourd'hui*, embrouiller la question de cette manière.

Ma polémique avec Lénine porta sur la possibilité de l'indépendance (et du degré de cette indépendance) de la paysannerie pendant la révolution et, en particulier, sur la possibilité d'un parti paysan indépendant. Dans cette polémique, j'accusai Lénine d'exagérer le rôle *indépendant* de la paysannerie. A son tour, Lénine m'accusa de sous-estimer le rôle *révolutionnaire* de la paysannerie. Tout cela dérivait du caractère même de cette polémique. Mais peut-on parler sans mépris de celui qui, vingt ans après, profitant d'anciennes citations présentées, hors des



rapports qui existèrent autrefois dans le parti, attache une valeur absolue à chaque exagération polémique, à chaque erreur épisodique au lieu de montrer, à la lumière de la plus grande expérience révolutionnaire du monde, quel fut le fond réel des dissensions et quelle fut non leur importance verbale mais leur importance réelle?

Limité dans mon choix des textes, je ne citerai que les thèses sommaires de Lénine sur les étapes de la révolution écrites à la fin de 1905, mais qui ne furent publiées pour la première fois qu'en 1926, dans le *V<sup>e</sup> Recueil de Lénine* (p. 451). Tous les oppositionnels, Radek y compris, accueillirent cette publication comme un excellent cadeau pour l'opposition car, d'après tous les articles du code stalinien, Lénine fut dans ces thèses essentielles, passible du crime de « trotskysme ». On dirait que les principaux points de la résolution de la VII<sup>e</sup> séance plénière du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui condamna le « trotskysme », sont dirigés consciemment et exprès contre les thèses essentielles de Lénine. Les staliniens grinçèrent des dents lorsque ces textes furent publiés. Le rédacteur en chef du *Recueil*, Kamenev, m'avoua avec sa « bonhomie » habituelle et pas très modeste, qu'il n'aurait jamais laissé paraître ce document s'il n'avait pas estimé imminent un bloc avec l'opposition. Finalement, dans l'article de Kostrjeva paru dans le *Bolchevik* on faussa horriblement ces thèses essentielles pour ne pas laisser accuser Lénine de « trotskysme » envers la paysannerie, en général, et le paysan moyen, en particulier.

Je citerai encore ce que Lénine dit, en 1909, au sujet de nos dissensions :



« Le camarade Trotsky dans son raisonnement admet lui-même « la participation des représentants de la population démocratique » dans le « gouvernement ouvrier, c'est-à-dire *la possibilité d'un gouvernement composé des représentants du prolétariat et de la paysannerie*. Dans quelles conditions pourrait-on admettre la participation du prolétariat au gouvernement révolutionnaire, c'est une toute autre question sur laquelle les bolcheviks seront, peut-être, encore moins d'accord avec les social-démocrates polonais qu'avec Trotsky. Mais le problème de la dictature des classes révolutionnaires ne peut, en aucune manière, être réduit à celui de la « majorité » dans un gouvernement révolutionnaire ou aux conditions qui permettraient aux social-démocrates de faire partie d'un gouvernement quelconque (t. XI, 1<sup>re</sup> partie, p. 229, souligné par moi).

Dans cette citation, Lénine certifie à nouveau que Trotsky accepte un gouvernement composé des représentants du prolétariat et de la paysannerie, ce qui veut dire qu'il ne « saute » point par dessus cette dernière. Lénine souligne que le problème de la dictature ne se réduit pas à la simple question de la majorité dans un gouvernement, et c'est tout à fait indiscutable. Il s'agit, avant tout, de la lutte commune des ouvriers et des paysans, par conséquent de la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour assurer son influence sur les paysans contre la bourgeoisie libérale ou nationale. Mais, même si le problème de la dictature révolutionnaire des ouvriers et des paysans ne se réduit pas à une question de majorité dans un gouvernement, cette question se pose d'une manière décisive en cas de victoire de la révolution. Nous avons vu que Lénine fait une réserve prudente (pour toute éventualité) : s'il s'agissait de la participation du parti du gouvernement révolutionnaire,



il se pourrait que nous soyions en désaccord avec les camarades polonais et avec Trotsky quant aux *conditions* de cette participation. On parlait ainsi d'une dissension *possible*, dans la mesure où Lénine admettait théoriquement la participation des représentants du prolétariat à un gouvernement démocratique dont ils formeraient la minorité. Les faits ont toutefois prouvé que nos chemins n'étaient pas différents. En novembre 1917, dans le groupe dirigeant du parti, il y eut une lutte acharnée autour de la question d'une coalition gouvernementale avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Lénine ne protesta pas en principe contre une telle coalition sur une base soviétique, mais il exigea catégoriquement une majorité bolchevique fermement garantie. Je marchai alors la main dans la main avec Lénine.



Voyons maintenant comment se résume pour Radek tout le problème de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie :

« En quoi — se demande-t-il — l'ancienne théorie bolchevique de 1905 fut-elle, en somme, exacte? En ce que l'intervention commune des ouvriers de Petrograd et des paysans (soldats de la garnison de Pétrograd) renversa le tzarisme (1917 L. T.). Au fond, la formule de 1905 prévoit la corrélation des classes et non point une institution politique concrète. »

Très bien, très bien! Si je qualifie d'algébrique l'ancienne formule de Lénine, cela ne veut pas dire qu'on peut la réduire à zéro comme le fait Radek, sans hésiter. « L'essentiel fut accompli : le prolétariat



et la paysannerie avaient en commun infligé une défaite au tzarisme. » Mais ce fait « essentiel » eut lieu sans exception dans toutes les révolutions victorieuses ou demi-victorieuses. Toujours et partout les prolétaires ou leurs précurseurs, les plébéiens et les paysans renversèrent les empereurs, les féodaux, les prêtres. En Allemagne, ce fut au xvi<sup>e</sup> siècle et même avant. En Chine les ouvriers et les paysans battirent les « militaristes ». Mais que vient faire la dictature démocratique là-dedans ? Elle n'exista pas dans les anciennes révolutions, elle n'exista pas non plus dans la révolution chinoise. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie fut sur le dos des ouvriers et des paysans qui firent le gros ouvrage de la révolution. Radek s'est « détaché » des « institutions politiques » au point d'oublier « l'essentiel » de la révolution : qui la dirige et prend le pouvoir ? La révolution, pourtant, est une lutte pour le pouvoir. C'est une lutte politique que les classes mènent non avec des bras nus mais au moyen d'« institutions politiques » (les partis, etc.).

« Les gens qui n'avaient pas approfondi la complexité des méthodes du marxisme et du léninisme — c'est Radek qui tonne contre nous, pauvres pécheurs — s'étaient imaginé que la révolution devrait inévitablement aboutir à un gouvernement commun des ouvriers et des paysans, et plusieurs d'entre eux étaient même d'avis que ce gouvernement serait certainement une coalition du parti ouvrier avec le parti paysan. »

En voilà des « gens » bien naïfs ! Et Radek lui-même qu'en pense-t-il ? Serait-il d'avis que la révolution victorieuse ne devait pas aboutir à un nouveau gouvernement ou que ce gouvernement ne devait



pas refléter et fixer une certaine corrélation entre les classes révolutionnaires? Radek a tellement approfondi, au point de vue « sociologique », ce problème qu'il n'en reste que l'écorce verbale.

A quel point il est inadmissible de se détacher de la question des formes politiques que prend la collaboration des ouvriers et des paysans, c'est ce que démontrent les mots suivants du rapport du même Radek à l'Académie Communiste en mars 1927 :

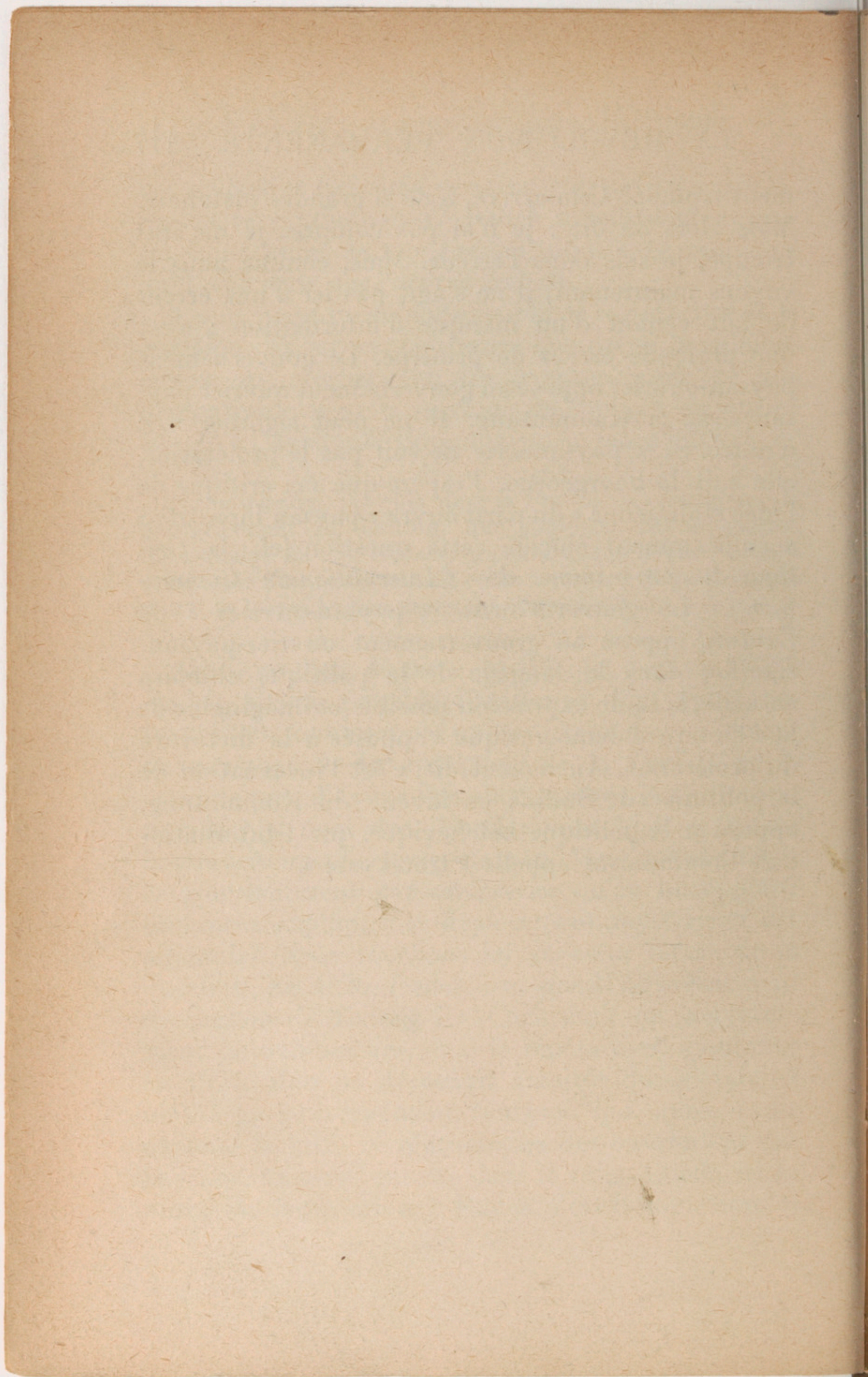
« L'an dernier, j'écrivis dans la *Pravda* un article sur le gouvernement de Canton, que j'appelai *paysan-ouvrier*. Mais quelqu'un à la Rédaction pensa que je m'étais trompé et corrigea : le gouvernement ouvrier-paysan. Je ne protestai pas et je laissai le gouvernement ouvrier-paysan. »

Ainsi, au mois de mars de 1927 (et non en 1905!) Radek estima possible l'existence d'un gouvernement paysan-ouvrier par opposition au gouvernement ouvrier-paysan. Le rédacteur de la *Pravda* ne le comprit pas. J'avoue franchement que je ne le comprends pas non plus. Nous savons bien ce qu'est le gouvernement ouvrier-paysan. Mais qu'est-ce que ce gouvernement paysan-ouvrier qu'on lui oppose? Comment expliquer ce déplacement mystérieux des adjectifs? Nous touchons ici au cœur même de la question. En 1926, Radek crut que le gouvernement de Canton de Tchang-Kaï-Chek était un gouvernement paysan-ouvrier, et il le répéta avec assurance en 1927. Mais on découvrit aussitôt que c'était en réalité un gouvernement *bourgeois* qui, après avoir exploité la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans, les noya ensuite dans le sang. Quelle est la raison de cette erreur? Radek s'est-il tout simple-



ment trompé? Cela arrive, à de si grandes distances. Mais alors on dit : je n'ai pas compris, je me suis trompé, je suis dans l'erreur. Mais, comme nous le voyons maintenant, il ne s'agit pas ici d'une erreur de fait venant d'un manque d'information : c'est une profonde erreur de principe. Le gouvernement paysan-ouvrier opposé au gouvernement ouvrier paysan c'est le Kuomintang. Il ne peut signifier rien d'autre. Si la paysannerie ne suit pas le prolétariat, elle suit la bourgeoisie. J'espère que ma critique de l'idée stalinienne « du parti ouvrier paysan bipartite » a suffisamment élucidé cette question (cf. la *Critique du programme de l'Internationale Communiste*). Le gouvernement « paysan-ouvrier » de Canton, opposé au gouvernement ouvrier-paysan, signifie, dans le langage de la politique chinoise actuelle, la seule expression possible et imaginable de la « dictature démocratique » opposée à la dictature du prolétariat. Autrement dit, c'est l'incarnation de la politique de Staline en faveur du Kuomintang, opposé à la politique bolchevique que l'Internationale Communiste appelle « trotskyste ».







#### IV

### COMMENT LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE S'EST-ELLE PRÉSENTÉE EN PRATIQUE?

**C**RITIQUANT cette théorie, Radek, comme nous l'avons vu, ajoute encore : « *et la tactique qui en dérive.* » C'est là un supplément très important. La critique officielle du « trotskysme », se limita prudemment dans cette question à la théorie. Mais cela ne suffit pas à Radek. Il lutte contre une certaine ligne tactique en Chine (la ligne bolchévique). Il voudrait la compromettre à l'aide de la théorie de la révolution permanente. A cette fin, il lui faut prouver ou faire croire que cela fut déjà prouvé par quelqu'un d'autre, qu'une ligne tactique erronée découla dans le passé de cette théorie. Ici Radek ne fait qu'induire en erreur ses lecteurs. Il est possible qu'il ne connaisse pas lui-même l'histoire de la révolution, à laquelle il ne prit jamais d'ailleurs une part directe. Mais, à ce qu'il paraît, il ne se donna pas non plus la peine d'éclaircir le problème d'après les documents, dont les plus importants sont recueillis dans le second volume de mes *Œuvres* : la vérification est à la portée de qui sait lire.

Que Radek le sache : à presque toutes les étapes



de la première révolution, je fus parfaitement d'accord avec Lénine dans l'évaluation des forces de la révolution et de ses tâches immédiates, et cela en dépit du fait que je vécus illégalement toute l'année 1905 en Russie et toute l'année 1906 en prison. Je suis obligé de ne recourir ici qu'au minimum de preuves et d'illustrations.

Dans un article, rédigé en février et publié en mars 1905, deux ou trois mois avant le premier congrès bolchevik (entré dans l'histoire comme 3<sup>e</sup> Congrès du parti), j'écrivis :

« La lutte acharnée entre le tsar et le peuple, lutte qui écarte tout ce qui ne sert pas à la victoire, le soulèvement populaire comme apogée de cette lutte; un gouvernement provisoire comme couronnement révolutionnaire de la victoire du peuple sur son ennemi séculaire; le désarmement de la réaction tsariste et l'armement du peuple par le gouvernement provisoire; la convocation de l'Assemblée Constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret telles sont les étapes de la révolution qui se dessinent d'une façon objective » (T. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 232).

Il suffira de comparer ces mots avec les résolutions du congrès bolchevik, qui siégea en mai 1905, pour reconnaître ma parfaite solidarité avec les bolcheviks dans la manière de poser les problèmes tactiques fondamentaux.

De plus, je formulai à Pétersbourg des thèses sur le gouvernement provisoire conçues dans l'esprit même de cet article et en accord avec Krassine : elles furent publiées par la presse clandestine. Krassine les défendit au congrès bolchevik. Lénine les y accueillit favorablement, en disant :



« Je partage dans son ensemble l'opinion du camarade Krassine. Il est naturel qu'étant moi-même écrivain mon attention ait été attirée par la manière littéraire de poser la question. Le camarade Krassine a très justement souligné l'importance de la définition de l'objectif de la lutte, et en cela je me rallie pleinement à lui. On ne peut pas lutter si on ne prévoit pas la prise de l'objectif pour lequel on lutte ». (T. VI, p. 180).

L'essentiel de l'important amendement de Krassine fit partie de la résolution du Congrès. Une note de Krassine, que je possède actuellement, témoigne que cet amendement fut rédigé par moi. Kamenev et quelques autres connaissent bien cet épisode.

Le problème de la paysannerie, de son rapprochement des soviets ouvriers et du travail concerté avec l'Union Paysanne occupait de plus en plus chaque jour l'attention du Soviet de Pétersbourg. Je crois que Radek n'ignore pas le fait que j'étais chargé de la direction de ce Soviet. Voici une formule entre cent où je définissais les tâches tactiques de la révolution :

« Le prolétariat forme des « Soviets » de ville qui dirigent les batailles des masses dans les villes, et mettent à l'ordre du jour l'unité de la lutte avec l'armée et la paysannerie. » (*Natchalo* n° 4, le 17-30 novembre 1905).

J'avoue qu'il est ennuyeux et même honteux de faire des citations pour prouver que je n'ai jamais parlé d'un « saut » du tzarisme au socialisme. J'y suis cependant contraint. Voici, par exemple, ce que j'écrivis, en février 1906, sur les tâches de l'Assemblée Constituante, sans lui opposer pourtant les Soviets comme le fait aujourd'hui Radek au sujet de la



Chine, quand il court après Staline et essaie de faire disparaître les traces de l'opportunisme d'hier au moyen d'un balai ultra-gauchiste.

« L'assemblée Constituante sera convoquée par les forces populaires libérées. Ses tâches seront énormes. L'Assemblée Constituante devra reconstruire l'Etat sur la base démocratique, en d'autres termes sur la base du pouvoir complet du peuple. Elle devra organiser la milice populaire, accomplir une grandiose réforme agraire, introduire la journée de travail de 8 heures et l'impôt progressif sur le revenu. » (T. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 349).

Et voici, en particulier ce que je dis dans un tract populaire, en 1905, au sujet de l'introduction « immédiate » du socialisme :

« Est-il possible chez nous, en Russie, d'introduire sur le champ le socialisme ? »

« Non, notre village est beaucoup trop ignorant et inconscient. Il y a encore trop peu de socialistes parmi les paysans. Il faut avant tout renverser le tsarisme qui tient les masses populaires dans l'ignorance. Il faut libérer les paysans pauvres du fardeau fiscal, il faut introduire l'impôt progressif sur le revenu, l'instruction publique obligatoire, il faut, finalement, fondre en une seule armée social-démocrate le prolétariat et le semi-prolétariat des campagnes avec le prolétariat des villes. Seule une telle armée sera capable d'accomplir la grande révolution socialiste. » (t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 228).

On voit que je distinguais alors l'étape démocratique et l'étape socialiste de la révolution, bien avant le jour où Radek, imitant Staline et Thaelman, voulut m'enseigner cette distinction.

Il y a vingt-deux ans, j'écrivis :



« Notre presse, progressiste, poussa un hurlement unanime d'indignation lorsque les journaux socialistes formulèrent l'idée de la révolution *ininterrompue*, qui unirait la suppression de l'absolutisme et du servage à la Révolution socialiste au moyen d'une série de conflits sociaux croissants, du soulèvement de nouvelles couches populaires, et d'attaques incessantes du prolétariat contre les privilèges politiques et économiques des classes dominantes. » (*Notre révolution*, 1906, p. 258).

J'attire avant tout l'attention du lecteur sur la définition de la révolution ininterrompue que ces mots contiennent : elle unit la liquidation du moyen âge à la révolution socialiste au moyen d'une série de conflits sociaux croissants. Où donc voit-on le saut? Où est la négation de l'étape démocratique? Et n'est-ce pas justement ce qui s'est passé en 1917?

Il faut relever en passant que le « hurlement » de la presse « progressiste » de 1905 au sujet de la révolution ininterrompue ne souffre aucune comparaison avec le hurlement, nullement progressif, des écrivassiers actuels qui se sont mêlés à l'affaire avec un petit retard d'un quart de siècle.

Quelle attitude prit donc à l'époque l'organe directeur de la fraction bolchevique *La vie nouvelle*, publiée sous la direction vigilante de Lénine, au sujet du problème de la révolution permanente que je posai dans la presse? Reconnaissons que cela ne manque pas d'intérêt. *La vie nouvelle* fit la réponse suivante à l'article du journal radical bourgeois *Notre vie* qui essaya d'opposer à la « révolution permanente » de Trotsky les opinions « plus raisonnables » de Lénine (27 novembre 1905) :

« Cette note gratuite n'est, bien entendu, que de



l'absurdité. Le camarade Trotsky dit que la révolution prolétarienne pourrait ne pas s'arrêter à la première étape et continuer son chemin, en bousculant les exploités, tandis que Lénine souligna que la révolution politique ne constitue qu'un premier pas. Le publiciste de *Notre vie* voulut y trouver une contradiction... Le malentendu est dû, en premier lieu, à la terreur que l'expression même de révolution sociale inspire à *Notre vie*, en second lieu, à son désir de dénicher des dissensions piquantes et aiguës entre social-démocrates et, en troisième lieu à l'expression imagée du camarade Trotsky : « d'un seul coup ». Dans le n° 10 de *Natchalo*, le camarade Trotsky expliqua sa pensée d'une manière non équivoque :

« La victoire complète de la révolution, signifie la victoire du prolétariat, écrit le camarade Trotsky. Cette dernière signifie, à son tour, la continuité ininterrompue de la révolution. Le prolétariat accomplit les tâches fondamentales de la démocratie, et la logique de sa lutte directe pour l'affermissement de sa domination politique, fait surgir devant lui à un moment donné, des problèmes purement socialistes. Une continuité révolutionnaire s'établit ainsi entre le programme minimum et le programme maximum. Ce n'est pas un seul « coup », ce n'est pas un jour ou un mois : c'est toute une époque historique et il serait absurde d'en définir la durée à l'avance. »

Rien que cette seule citation pourrait en une certaine mesure épuiser le sujet du présent ouvrage. Pouvait-on rejeter à l'avance toute la critique des épigones d'une manière plus claire, plus précise et plus indiscutable que dans mon article reproduit avec une telle approbation par la *Vie nouvelle* de Lénine? Cet article expliquait qu'au cours de l'accom-



plissement des tâches démocratiques le prolétariat victorieux, par la logique même de sa situation, serait amené, à une certaine étape de la révolution, à poser des problèmes purement socialistes. Cela constitue précisément la continuité entre le programme minimum et le programme maximum, continuité qu'engendre nécessairement la dictature du prolétariat. Ce n'est pas un seul coup, ce n'est pas un saut — expliquais-je alors à mes critiques du camp petit bourgeois — c'est tout une époque historique. Et la *Vie nouvelle* de Lénine partageait alors entièrement mes idées sur cette perspective. Mais ce qui me semble beaucoup plus important, c'est le fait que les événements réels ont vérifié ces idées et ont définitivement prouvé leur justesse en 1917. En dehors des démocrates petit-bourgeois de *Notre vie*, les mencheviks eux aussi parlèrent, en 1905 et surtout en 1906, du « saut » fantastique au socialisme par dessus la démocratie. Parmi eux se signalèrent surtout dans ce domaine Martynov et feu Jordansky. Tous les deux devinrent, par la suite, de vaillants partisans de Staline. Dans un article de 1906, que je pourrais aujourd'hui réimprimer presque intégralement pour réfuter la critique des épigones, j'expliquai, d'une manière détaillée et populaire, aux littérateurs mencheviks qui essayaient de m'attribuer « le saut au socialisme », que leur accusation était aussi erronée que stupide. Il suffira peut-être de répéter la conclusion de cet article :

« Je comprends parfaitement — et que mon critique (Jordansky) en soit convaincu — que sauter en qualité de publiciste par dessus un obstacle politique ne signifie pas l'avoir surmonté dans la pratique. » (T. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 454).



N'est-ce pas assez? Car je pourrais continuer, mais que mes critiques ne prétendent plus, comme Radek, ne pas avoir « sous la main » ce dont ils parlent avec autant de désinvolture.

La petite brochure *Notre tactique*, que j'écrivis en prison en 1906 et que Lénine édita immédiatement, contient la conclusion suivante :

« Le prolétariat réussira à s'appuyer sur le soulèvement des campagnes, et il pourra achever dans les villes, qui sont les centres de la vie politique, ce qu'il a su commencer. En s'appuyant sur les éléments paysans et en prenant leur direction, le prolétariat portera le coup de grâce victorieux à la réaction et il saura assurer la victoire de la révolution » (t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 448).

Est-ce que cela ressemble à la méconnaissance de la paysannerie?

La même brochure développe aussi cette idée :

« Notre tactique, escomptant le développement irrésistible de la révolution, ne doit cependant pas ignorer les phases et les étapes inévitables possibles ou même probables du mouvement révolutionnaires. » (t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 436).

Cela évoque-t-il un saut fantastique?

Dans l'article *Les leçons du premier Soviet* (1906), je décrivais ainsi la perspective du développement ultérieur de la révolution ou, comme il advint en réalité, de la nouvelle révolution :

« L'histoire ne se répète pas, et le nouveau Soviet ne devra pas répéter à nouveau les événements des cinquante jours (octobre-décembre 1905); mais il pourra tirer presque tout son programme d'action de l'expérience de cette période. Ce programme est parfaitement clair : la coopération révo-



lutionnaire avec l'armée, la paysannerie et les couches plébiennes de la petite-bourgeoisie des villes. La suppression de l'absolutisme. L'anéantissement de son organisation matérielle; le licenciement d'une partie des troupes, le congédiement définitif de l'autre partie; la suppression de l'appareil bureaucratique et policier. L'introduction de la journée de huit heures. L'armement de la population, et du prolétariat en premier lieu. La transformation des soviets en organes révolutionnaires autonomes des villes. La création des soviets des délégués paysans (des comités paysans), considérés comme organes de la révolution agraire, en province. L'organisation des élections à l'Assemblée Constituante et la lutte électorale sur la base d'un programme défini des travaux de la représentation populaire.» (t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 206).

Cela ressemble-t-il à un saut par dessus la révolution agraire, ou à un mépris du problème paysan dans son ensemble? Cela ressemble-t-il à un manque de compréhension des tâches démocratiques de la révolution? Non! alors à quoi ressemble, dans ce cas, la peinture politique de Radek? Elle ne ressemble à rien du tout!

Généreux mais équivoque, Radek établit une distinction entre mon attitude de 1905, qu'il a défigurée, et celle des mencheviks. Il ne se doute même pas qu'il répète aux trois-quarts la critique menchevique: en dépit du fait que la méthode de Trotsky fut identique à celle des mencheviks — remarque Radek déguisé en jésuite — son but fut différent. Par cette attitude subjective, Radek compromet définitivement sa propre manière de poser les questions. Encore Lassalle savait-il bien que le but dépend en dernière instance de la méthode qui le détermine. Il écrivit même un drame à ce sujet (*Franz von Sickingen*). En quoi donc ma méthode est-elle



identique à celle des mencheviks? En ce qui concerne la paysannerie. Comme preuve, Radek invoque trois lignes polémiques de l'article de Lénine de 1916 que nous avons déjà citées; il reconnaît en passant que Lénine, tout en nommant Trotsky, polémique en réalité contre Boukharine et le même Radek. En dehors de cette citation qui, comme nous l'avons vu, est démentie par tout le contenu de l'article de Lénine, Radek se rapporte... à Trotsky : dans mon article de 1916, démasquant toute la futilité de la conception des mencheviks je leur demandais : « qui aura le rôle dirigeant si ce n'est la bourgeoisie dans la révolution libérale? En tout cas vous, mencheviks, vous ne croyez pas au rôle politique *indépendant* de la paysannerie. » Cela veut dire, découvre Radek, que Trotsky était « d'accord » avec les mencheviks sur le rôle de la paysannerie. Les mencheviks estimaient qu'il était inadmissible de « repousser » la bourgeoisie libérale au nom d'une union douteuse et incertaine avec les paysans. C'est en cela que consistait la « méthode » menchevique. Et ma méthode consistait à rejeter la bourgeoisie libérale et à conquérir la direction de la paysannerie révolutionnaire. Dans cette question fondamentale il n'y avait pas de désaccord entre Lénine et moi. Lorsque je disais aux mencheviks, en luttant contre eux : « de toute façon, vous seriez les derniers à attribuer à la paysannerie le rôle dirigeant » ce n'était pas, comme Radek l'insinue, l'expression de ma solidarité avec leur méthode, c'était une façon de poser une alternative claire : la dictature de la ploutocratie libérale ou la dictature du prolétariat.

Neuf ans plus tôt, au congrès de Londres (1907),



défendant les points essentiels de l'attitude bolchevique envers les partis non-prolétariens, je me servis du même argument contre les mencheviks; maintenant Radek essaye de le retourner secrètement contre moi. Je citerai ici la partie principale de mon discours de Londres : pendant les premières années après la Révolution d'Octobre, on le publia maintes fois dans les différentes anthologies et recueils comme exemple du point de vue bolchevik sur les classes et les partis pendant la révolution. Voici ce que je disais dans ce discours qui donne un résumé de la théorie de la révolution permanente :

« Leurs propres opinions semblent extrêmement compliquées aux camarades mencheviks. Ils m'ont lancé à plusieurs reprises le reproche d'avoir une conception simpliste et trop primitive de la révolution russe. Mais, en réalité, leurs idées, malgré leur forme diffuse qui pourrait paraître complexe ou peut-être précisément à cause de cela, peuvent se ramener à un schéma très simple que M. Milioukov lui-même comprendrait facilement.

Dans le post-scriptum d'un bouquin récemment paru « *Comment se sont passées les élections à la seconde Douma d'Etat,* » le chef idéologique du parti cadet écrit : « Quant aux groupements de gauche proprement dits, c'est-à-dire les partis socialistes et révolutionnaires, il sera encore plus difficile de se mettre d'accord avec eux. Mais s'il n'y a pas de raisons positives, il existe, par contre, des raisons négatives très fortes qui faciliteront, dans une certaine mesure, notre rapprochement. Ils se proposent de nous critiquer et de nous discréditer; cela implique pourtant notre existence et notre activité. Nous savons que, selon les socialistes du monde entier, et pas seulement les socialistes russes, la révolution qui est en train de se réaliser est une révolution bourgeoise et non socialiste; c'est la démocratie bourgeoise qui doit l'accomplir. Aucun groupement socialiste ne s'apprête à prendre la place de cette démocratie et, si le pays a envoyé à la Douma un



si grand nombre de socialistes, ce n'est certes pas pour réaliser le socialisme sur-le-champ ou pour qu'ils introduisent eux-mêmes des réformes « bourgeoises » préalables... Par conséquent, il serait plus avantageux aux socialistes de nous laisser jouer le rôle de parlementaires que de se compromettre en s'en chargeant eux-mêmes... »

Comme on le voit, Milioukov va droit au but. Dans les paroles citées, nous avons tous les éléments fondamentaux de l'opinion menchevique sur la révolution et sur les rapports entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste.

La révolution qui est en train de se réaliser est une révolution bourgeoise et non socialiste, et d'un. La révolution bourgeoise, doit être accomplie par la démocratie bourgeoise, et de deux. La démocratie socialiste ne peut pas effectuer elle-même les réformes bourgeoises, son rôle est un rôle d'opposition, elle ne doit que « critiquer et discréditer. » Et de trois. Et, enfin, le quatrième point est ainsi conçu: pour que les socialistes aient la possibilité de rester dans l'opposition, « il faut que nous (c'est-à-dire la démocratie bourgeoise) soyons là et déployons notre activité ».

Et si « nous » ne sommes pas là? si la démocratie bourgeoise capable de se mettre à la tête de la révolution bourgeoise fait défaut? Alors il ne reste qu'à l'inventer. C'est ce que les mencheviks ont fait. Ils construisent la démocratie bourgeoise, ses qualités et son histoire, aux frais de leur propre imagination.

En tant que matérialistes, nous devons avant tout poser la question des bases sociales de la démocratie bourgeoise: sur quelles couches de la population ou sur quelles classes pourra-t-elle s'appuyer?

On ne peut pas parler de la grosse bourgeoisie comme d'une force révolutionnaire: tout le monde est d'accord là-dessus. Les industriels lyonnais, par exemple, jouèrent un rôle contre-révolutionnaire même pendant la grande révolution française qui fut une révolution nationale dans le sens le plus large du mot. Mais on nous parle de la bourgeoisie moyenne et surtout, de la petite bourgeoisie comme de la force directrice de la révolution. Que représente cette petite bourgeoisie?

Les Jacobins s'appuyèrent sur la démocratie des villes,



sortie des corps de métiers. Les petits artisans, les patrons, les compagnons et les citadins qui étaient intimement liés avec eux, composèrent l'armée des sans-culottes révolutionnaires qui prêta son appui aux Montagnards. C'est précisément cette masse compacte de la population des villes, qui avait passé par la dure et longue école des corporations et des métiers, qui eut à porter tout le poids du coup d'Etat révolutionnaire. La création de conditions « normales » d'exploitation capitaliste fut le résultat objectif de la révolution. Mais le mécanisme social du développement historique fonctionna de telle manière que ce fut la populace, la démocratie de la rue, les sans-culottes, qui créèrent les conditions favorables à la domination de la bourgeoisie. Leur dictature terroriste ayant dégagé la société bourgeoise des décombres, la bourgeoisie parvint ensuite à exercer sa domination, après avoir renversé la dictature de la démocratie petite-bourgeoise. Ce n'est pas la première fois, hélas! que je le demande : quelle serait chez nous cette classe sociale qui devrait faire monter sur son dos la démocratie bourgeoise révolutionnaire, l'appellerait au pouvoir et lui assurerait la possibilité d'accomplir une œuvre grandiose, tout en ayant le prolétariat comme opposition? C'est la question fondamentale, et je la pose de nouveau aux mencheviks.

Il est vrai que nous avons des masses énormes de paysans révolutionnaires. Mais les camarades de la minorité savent aussi bien que moi que la paysannerie, si révolutionnaire soit-elle, n'est pas capable de jouer un rôle politique *indépendant* et encore moins un rôle *directeur*. La paysannerie pourrait, sans doute, devenir une force énorme au service de la révolution; mais il serait indigne d'un marxiste de supposer que le parti paysan pût se mettre à la tête d'une révolution bourgeoise et libérer les forces productrices nationales de chaînes archaïques. La ville possède l'hégémonie dans la société contemporaine, et il n'y a que la ville qui soit capable de l'exercer dans la révolution bourgeoise (1).

(1) Les critiques retardataires de la révolution permanente, sont-ils d'accord avec cela? Sont-ils prêts à étendre cette vérité aux pays d'Orient à la Chine, aux Indes, etc...? Oui ou non?



Mais où existe chez nous une démocratie des villes capable de se mettre à la tête de toute la nation? Le camarade Martynov, la loupe à la main, l'a souvent cherchée sans grand succès. Il a trouvé des instituteurs de Saratov, des avocats de Pétersbourg et des statisticiens de Moscou. Comme tous ses amis, il n'a pas voulu s'apercevoir que dans la révolution russe le prolétariat industriel s'était emparé du terrain même qui servit de base à la démocratie semi-prolétarienne des métiers et des sans-culottes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. J'attire votre attention, camarades, sur ce fait capital.

Notre grosse industrie n'est pas sortie naturellement de l'artisanat et des métiers. L'histoire économique de nos villes ignore la période des corporations. L'industrie capitaliste surgit chez nous sous l'influence directe et immédiate du capital européen. Elle s'empara, en somme, de terres vierges et primitives, sans rencontrer aucune résistance de la part des artisans. Le capital étranger a afflué chez nous par le canal des emprunts d'Etat, et par les voies de l'initiative privée. Il rassembla autour de lui l'armée du prolétariat industriel, sans laisser à l'artisanat le temps de naître et de se développer. Comme résultat de cet état de chose, au moment de la révolution bourgeoise, un prolétariat industriel d'un type social très élevé se trouva être la force principale dans les villes. C'est un fait indiscutable qu'il faut mettre à la base de nos conclusions tactiques révolutionnaires.

Si les camarades de la minorité croient dans la victoire de la révolution ou si, du moins, ils reconnaissent la possibilité d'une belle victoire, ils ne peuvent pas contester le fait qu'en dehors du prolétariat nous n'avons pas de prétendant historique au pouvoir révolutionnaire. De même que la démocratie petite bourgeoise des villes se mit à la tête de la nation révolutionnaire pendant la grande révolution française, le prolétariat, cette seule démocratie révolutionnaire de nos villes, doit trouver un appui dans les masses paysannes et monter au pouvoir, si la révolution est à la veille de la victoire.

*Un gouvernement qui s'appuie directement sur le prolétariat et, par son intermédiaire, sur la paysannerie révolution-*



*naire ne signifie pas encore une dictature socialiste.* Je ne parle pas en ce moment des perspectives ultérieures du gouvernement prolétarien. Peut-être le proléraiât est-il destiné à tomber, comme tomba la démocratie jacobine, pour céder la place à la domination de la bourgeoisie. Je veux établir ceci : si, conformément au pronostic de Plekhanov, le mouvement révolutionnaire a triomphé chez nous comme mouvement ouvrier, la victoire de la révolution est seulement concevable chez nous comme victoire révolutionnaire du prolétariat, ou bien, elle n'est pas possible.

J'insiste énergiquement sur cette conclusion. Si l'on estime que les contradictions sociales entre le prolétariat et les masses paysannes empêcheront celui-ci de se mettre à leur tête et que, seul, il n'est pas assez fort pour arracher la victoire, on arrive nécessairement à la conclusion que notre révolution est condamnée à ne pas être victorieuse. Dans ces conditions, la fin naturelle de la révolution serait un accord entre l'ancien régime et la bourgeoisie libérale. C'est une issue dont on ne peut nier la possibilité. Il est clair, cependant, qu'elle implique la défaite de la révolution, défaite causée par la faiblesse intérieure de celle-ci.

*Toute l'analyse des mencheviks et, avant tout, leur estimation du prolétariat et de ses rapports éventuels avec la paysannerie, les poussent en somme inévitablement sur le chemin du pessimisme révolutionnaire.*

Mais ils se détournent obstinément de ce chemin et font de l'optimisme révolutionnaire... aux frais de la démocratie bourgeoise. De là leur attitude envers les cadets. Pour les mencheviks, les cadets sont le symbole de la démocratie bourgeoise qui, à son tour, est le prétendant naturel au pouvoir révolutionnaire.

.....  
 Qu'est-ce qui nourrit votre foi dans le développement et le relèvement des cadets? Ce ne sont pas, certainement, les faits de l'évolution politique, ce n'est que votre schéma. Pour « mener la révolution jusqu'au bout », vous avez besoin de la démocratie bourgeoise des villes. Vous la cherchez avidement, mais vous ne trouvez rien, sauf les cadets. Vous montrez alors un optimisme étonnant à leur égard, vous les déguisez, vous voulez leur faire jouer un rôle constructif



qu'ils ne veulent ni ne peuvent jouer et qu'ils ne joueront jamais. Je n'ai jamais eu de réponse à ma question capitale que j'ai répétée maintes fois. Vous n'avez fait aucun pronostic de la révolution. Les grandes perspectives manquent à votre politique.

C'est à cause de cela que votre attitude à l'égard des partis bourgeois est formulée par ces paroles que le Congrès devrait retenir : « politique déterminée dans chaque cas concret ». Ainsi, selon votre conception, le prolétariat ne doit pas mener une lutte systématique pour affermir son influence sur les masses populaires, il ne doit pas subordonner toutes ses démarches tactiques à une idée directrice qui, selon moi, serait celle-ci : rassembler autour de lui tous les besogneux et tous les travailleurs pour devenir leur chef et leur porte-parole » (V<sup>e</sup> Congrès du parti. « *Comptes rendus et résolutions du Congrès* », p. 180-185).

Ce discours, résumant mes articles, mes discours et mes actions de 1905 à 1906, fut accueilli très favorablement par les bolcheviks, sans parler de Rosa Luxembourg et de Tychko (c'est sur la base de ce discours que j'ai établi avec eux un lien plus intime qui m'amena à devenir le collaborateur de leur journal polonais). Lénine qui ne me pardonnait pas mon attitude conciliatrice envers le menchevisme (et il avait raison) se prononça sur mon discours en termes dont il souligna à dessein la retenue. Voici ce qu'il dit :

« Je remarquerai seulement que, dans son livre : *Pour la défense du parti*, Trotsky se déclare publiquement solidaire de Kautsky qui a écrit sur la communauté des intérêts économiques du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution contemporaine russe. Trotsky admet la possibilité et l'utilité d'un bloc de gauche contre la bourgeoisie libérale. Je trouve ces faits suffisants pour reconnaître que Trotsky s'est rapproché de nos opinions. *Indépendamment*



*du problème de la « révolution ininterrompue », nous sommes solidaires ici sur les points essentiels de notre attitude envers les partis bourgeois » (Lénine, t. VIII, p. 400).*

Dans son discours, Lénine ne formula pas d'estimation générale de la théorie de la révolution permanente, d'autant plus que moi-même, dans mon discours, je n'avais pas développé mes idées sur les perspectives futures de la dictature du prolétariat. Il est évident que Lénine n'avait pas lu mon ouvrage fondamental consacré à cette question : dans le cas contraire, il n'aurait pas parlé de mon « rapprochement » avec les bolcheviks comme d'un fait nouveau, parce que mon discours de Londres n'était autre chose qu'un court résumé de mes ouvrages de la période de 1905-1906. Lénine s'exprima avec une grande réserve parce que j'étais en dehors de la fraction bolchevique. Malgré cela, ou précisément à cause de cela, les paroles de Lénine ne laissent aucune place à de fausses interprétations. Lénine constate notre « solidarité sur les points essentiels » de notre attitude envers la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Cette solidarité se rapporte à ma *méthode*, et non à mes *buts*, comme l'a mal formulé Radek. Quant à la perspective de la « transcroissance » de la révolution démocratique en révolution socialiste, c'est justement là que Lénine formule sa réserve. « indépendamment de la question de la révolution ininterrompue... » Que signifie cette réserve ? C'est très clair : Lénine était loin d'identifier la révolution permanente avec l'ignorance de la paysannerie ou avec le saut par dessus la révolution agraire, comme les épigones ignorants et malhonnêtes l'ont fait en-



suite. Voici quelle fut la pensée de Lénine : je ne touche pas à la question de savoir si notre révolution ira plus loin, si le prolétariat peut arriver au pouvoir chez nous plus tôt qu'en Europe, je ne parle pas des perspectives qui s'ouvriraient dans ce cas pour le socialisme, mais dans la question capitale de l'attitude du prolétariat envers la paysannerie et la bourgeoisie libérale « la solidarité existe ».

Nous avons déjà vu quelle fut la réponse de la « *Vie nouvelle* » bolchevique à la théorie de la révolution permanente presque au moment de sa naissance, en 1905. Notons encore comment la rédaction des *Œuvres* de Lénine jugea cette théorie après 1917. Dans les notes explicatives du tome XIV, II<sup>e</sup> partie, p. 481, nous lisons :

« Avant la révolution de 1905, Trotsky créa une théorie originale et *particulièrement significative aujourd'hui* de la révolution permanente, affirmant que la *révolution bourgeoise de 1905 se transformerait immédiatement en une révolution socialiste*, qui serait la première dans la série des révolutions nationales. »

J'admets que cela ne signifie pas la reconnaissance de l'exactitude de tout ce que j'ai écrit sur la révolution permanente. En tout cas, c'est la reconnaissance de l'erreur de ce qu'écrit Radek à ce sujet. « La révolution bourgeoise se transformera immédiatement en révolution socialiste », c'est la théorie de la « *transcroissance* » et non celle du saut, c'est une tactique réaliste et non une tactique d'aventure qui en découle. Et que signifient les mots : « *particulièrement significative aujourd'hui* » ? Cela veut dire que la Révolution d'Octobre éclaira d'une lumière nouvelle



ces côtés de la théorie de la révolution permanente qui, jusqu'alors, restèrent dans l'ombre pour beaucoup de personnes ou leur semblèrent « inimaginables ». La seconde partie du XIV<sup>e</sup> tome des *Œuvres* de Lénine parut du vivant de l'auteur. Des milliers et des dizaines de milliers de membres du parti lurent cette note explicative. Et jusqu'en 1924, personne ne songea à la déclarer erronée. Radek ne pensa à le faire qu'en 1928.

Dans la mesure où Radek parle non seulement de la théorie mais aussi de la tactique, le principal argument contre lui consiste, d'ailleurs, dans le caractère de mon activité pratique pendant les révolutions de 1905 et de 1917. Mon travail au Soviet de Pétersbourg en 1905 correspond à l'époque où j'ai donné une forme définitive à mes idées sur la nature de la révolution, que les épigones ne se lassent pas de bombarder. Comment donc se fait-il que ces idées qu'on prétend si erronées n'aient pas exercé d'influence sur mon activité politique qui s'étala aux yeux de tout le monde et que la presse enregistra chaque jour? Et si ma théorie absurde trouva son expression dans ma politique, pourquoi donc mes censeurs actuels se turent-ils jadis? Et pourquoi Lénine — et cela est beaucoup plus important — défendit-il avec une telle énergie la ligne du Soviet de Pétersbourg, aussi bien au moment de l'apogée de la révolution qu'après sa défaite?

Les mêmes questions, formulées peut-être d'une manière plus tranchante, s'appliquent aussi à la révolution de 1917. De New-York, j'ai analysé dans une série d'articles la Révolution de février sous l'angle de la théorie de la révolution permanente. Tous ces



articles sont maintenant réimprimés. Mes conclusions tactiques coïncidèrent entièrement avec les conclusions que Lénine tirait au même moment à Genève : elles se trouvaient, par conséquent, irréconciliablement opposées aux conclusions de Kamenev, de Staline et autres épigones. Lorsque j'arrivai à Petrograd, on ne me demanda pas si je renonçais à « l'erreur » de la révolution permanente. Il est vrai qu'il n'y avait là personne pour le demander. Staline se tenait pudiquement dans un coin, ne désirant qu'une seule chose : que le parti oublie au plus vite sa politique d'avant l'arrivée de Lénine. Yaroslavsky, en ce temps-là, n'était pas encore l'inspirateur de la Commission de Contrôle du Parti : il publiait à Yakoutsk une petite feuille vulgaire et semi-libérale avec Ordjonikidzé et les mencheviks. Kamenev accusait alors Lénine de « trotskysme » ; un jour il me déclara : « On est venu cuire à votre four ». A la veille d'Octobre, je parlais des perspectives de la révolution permanente dans l'organe central bolchevique. Et personne n'a songé à riposter. Ma solidarité avec Lénine s'était révélée absolue et sans conditions. Que veulent donc dire mes critiques, Radek compris ? Que moi-même je ne comprenais rien à la théorie que je défendais et, qu'aux moments historiques les plus lourds de responsabilités, j'agissais bien, mais contre cette théorie ? Ne serait-il pas plus simple de supposer que mes critiques n'ont pas compris la théorie de la révolution permanente, comme ils n'ont d'ailleurs pas compris beaucoup d'autres choses ? Car, si l'on admet que ces critiques retardataires savent se débrouiller aussi bien dans leurs propres pensées que dans celles des autres, comment expliquerait-on



que tous, sans exception, aient occupé de si piteuses positions dans la révolution de 1917 et qu'ils se soient couverts de honte pour toujours dans la révolution chinoise?



Mais comment comprendre — rappellera peut-être quelque lecteur — votre mot d'ordre tactique : « A bas le tzar! Vive le gouvernement ouvrier! »?

Dans certains milieux, ceci constitue le coup décisif. L'horrible mot d'ordre de Trotsky « A bas le tzar! » se trouve dans tous les écrits de tous les critiques de la révolution permanente. Pour les uns, c'est l'argument principal, définitif et décisif; pour les autres, c'est un havre de paix pour la pensée fatiguée.

Cette critique atteint l'extrême profondeur chez le « maître » de l'ignorance et de la déloyauté, quand il dit dans ses incomparables « *Questions du léninisme* » :

« Ne nous étendons pas (vous l'avez dit! L. T. ) sur les positions de Trotsky en 1905, lorsqu'il oublia tout simplement la paysannerie comme force révolutionnaire en proclamant : « A bas le tzar! Vive le gouvernement ouvrier! », c'est-à-dire le mot d'ordre de la révolution sans la paysannerie » (J. Staliner : « *Questions du léninisme* », pp. 174-175).

En dépit de ma situation presque désespérée en face d'une critique aussi puissante et qui ne veut pas « s'étendre », j'essaierai toutefois d'invoquer quelques circonstances atténuantes. Elles existent en effet. Je prie que l'on soit attentif.



Même si j'avais formulé dans quelques articles, en 1905, un mot d'ordre équivoque ou mal venu qui aurait pu donner lieu à des malentendus, il faudrait aujourd'hui, 23 ans plus tard, ne pas le considérer isolément, mais l'examiner par rapport à mes travaux sur le même sujet et surtout par rapport à mon activité politique. Il est inadmissible de ne faire connaître au lecteur que le titre d'un ouvrage qu'il ignore (de même que mes critiques) et de donner ensuite à ce titre un sens qui est en contradiction évidente avec tout ce que j'ai fait et écrit.

Mais il ne serait peut-être pas inutile d'ajouter, — ô critiques! — que jamais je n'ai écrit ni prononcé ni proposé ce mot d'ordre : « A bas le tzar! vive le gouvernement ouvrier! » Les bases mêmes du principal argument de mes juges reposent, après tout, sur une honteuse erreur matérielle. Le tract qui porte le titre « A bas le tzar! Vive le gouvernement ouvrier! » fut écrit et publié à l'étranger, au cours de l'été 1905, par Parvus. A ce moment-là, je me trouvais à Pétersbourg où je menais depuis longtemps une existence clandestine et je ne fus pour rien dans ce tract. Ce n'est que beaucoup plus tard que j'appris son existence, en lisant des articles polémiques. Je n'ai jamais eu l'occasion ou le prétexte de me prononcer à son sujet. Je ne l'ai jamais vu ni lu, comme tous mes critiques d'ailleurs. Voilà à quoi se ramène cette affaire extraordinaire. Je regrette beaucoup de devoir priver tous les Thaelmann et tous les Sémard de leur argument le plus commode et le plus convaincant. Mais les faits sont plus forts que mes sentiments humanitaires.

Ce n'est pas tout. Le hasard voulut qu'au moment



où Parvus lança son tract « *A bas le tzar! Vive le gouvernement ouvrier!* » que j'ignorais, la presse clandestine publia un appel que j'avais écrit sous le titre : « *Ni tzar, ni Zemtzy (1), mais le peuple* ». On dirait que ce titre, qui se répète souvent dans le texte de l'appel comme mot d'ordre pour rassembler les ouvriers et les paysans, a été inventé exprès pour démentir, sous une forme populaire, toutes les affirmations successives au sujet du saut par dessus le stade démocratique de la révolution. Cet appel est réimprimé dans le second volume de mes *Œuvres* (t. II, 1<sup>re</sup> partie p. 256). Dans le même ouvrage se trouvent aussi mes tracts, publiés jadis par le Comité Central bolchevique et qui s'adressent à cette même paysannerie que j'avais « tout simplement oublié », selon l'expression géniale de Staline.

Mais ce n'est pas encore fini. Le glorieux Rafès, un des théoriciens et dirigeants de la révolution chinoise, traita récemment, dans un article de l'organe théorique du Comité Central du parti, de ce même mot d'ordre horrible que Trotsky aurait proclamé *en 1917*. Pas en 1905, mais bien en 1917! Le menchevik Rafès a cependant une excuse : jusqu'en 1920, il fut « ministre » de Petlioura et il fut trop occupé, par ses fonctions d'homme d'Etat et par la lutte contre les bolcheviks, pour suivre attentivement ce qui se passait dans le camp de la Révolution d'Octobre. Mais la rédaction de l'organe du Comité Central? Eh bien, une absurdité de plus ou de moins, cela n'a pas grande importance.

Mais comment donc? s'écriera le lecteur conscien-

---

(1) Membres des institutions provinciales, cadets pour la plupart.



cieux, nourri de la maculature littéraire de ces dernières années : mais on nous enseigna dans des centaines et dans des milliers d'articles et de livres que...

— Oui, on vous enseigna et maintenant, mes amis, il faut apprendre à nouveau. Ce sont là les frais généraux de la période de réaction. Il n'y a rien à faire. L'histoire ne marche pas toujours droit. Elle passe parfois par les culs-de-sac de Staline.



« LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE »  
S'EST-ELLE RÉALISÉE CHEZ NOUS  
ET COMMENT?

**S**E référant à Lénine, Radek affirme que la dictature démocratique se réalisa dans la dualité du pouvoir. Oui, *parfois* et au mode conditionnel, Lénine posa la question de cette façon, j'en conviens. — Comment *parfois*? s'indigne Radek, et il m'accuse d'attenter à une des idées fondamentales de Lénine. Mais Radek se fâche parce qu'il n'a pas raison. Dans mes *Leçons d'Octobre* que Radek soumet à sa critique avec un retard de près de quatre années, j'interprétais ainsi les paroles de Lénine sur « la réalisation » de la dictature démocratique :

« La coalition ouvrière-paysanne démocratique pouvait se manifester comme une forme non arrivée à maturité qui ne s'est pas élevée jusqu'au pouvoir réel, comme une tendance plutôt que comme un fait » (T. III, 1<sup>re</sup> partie, p. 21).

Radek dit, au sujet de cette interprétation : « cet exposé du contenu d'un des chapitres théoriques les plus remarquables de l'ouvrage de Lénine, *n'est bon à rien.* » Après suit un appel pathétique aux traditions



bolcheviques, puis arrivel'accord final : « ces questions sont beaucoup trop importantes pour qu'on puisse s'en débarrasser en citant ce que Lénine disait *parfois*. »

Radek prétend que je n'ai pas prêté assez d'attention à l'une « des plus remarquables pensées » de Lénine. Mais Radek dépense en vain son indignation et son pathos. Un peu plus de compréhension lui serait beaucoup plus utile. Mon exposé dans les *Leçons d'Octobre* est très concentré, mais il est basé sur une étude réelle de Lénine, et non sur une inspiration subite et improvisée avec des citations de seconde main. Il exprime le fond même de la pensée de Lénine, tandis que la prolixité de Radek, en dépit du nombre des citations, ne laisse pas vivante une seule partie de cette pensée.

Pourquoi employai-je ce mot restrictif et limitatif « parfois »? Parce que cela correspond à la réalité. Ce n'est que pendant la période d'avril à octobre 1917, c'est-à-dire *avant la véritable réalisation de la révolution démocratique*, que Lénine fit ses remarques sur la dictature démocratique « réalisée » par la dualité de pouvoir (« sous une certaine forme et jusqu'à un certain degré »). Radek ne l'a pas remarqué, ne l'a pas compris, ne l'a pas apprécié. Dans sa lutte contre les épigones actuels, Lénine ne parla que fort conditionnellement de « la réalisation » de la dictature démocratique, il ne fit pas de la période du double pouvoir une caractéristique historique, — sous cette forme c'eût été absurde — il opposa un argument à ceux qui s'attendaient à une seconde édition améliorée d'une dictature démocratique indépendante. Les paroles de Lénine eurent un seul sens :



elles voulaient dire qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas d'autre dictature démocratique que ce misérable avorton de dualité de pouvoir et qu'il fallait, par conséquent, se « réarmer », c'est-à-dire changer de mot d'ordre. Affirmer, par contre, que la coalition des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks avec la bourgeoisie qui ne donna pas la terre aux paysans et qui voulut anéantir les bolcheviks, fut « la réalisation » du mot d'ordre bolchevik, cela signifie ou faire passer du blanc pour du noir ou perdre définitivement la tête.

On pouvait se servir contre les mencheviks d'un argument, quelque peu analogue à celui que Lénine employa contre Kamenev : vous attendez encore que la bourgeoisie remplisse sa mission « progressive » dans la révolution ? Mais cette mission est déjà remplie : le rôle politique de Rodzianko, de Goutchkov et de Milioukov représente le maximum que la bourgeoisie libérale puisse donner, de même que le régime de Kerensky est le maximum que la révolution démocratique, en tant qu'étape indépendante, puisse réaliser.

Des caractéristiques anatomiques indiscutables, les rudiments, témoignent que nos ancêtres avaient une queue. Ils suffisent à prouver l'unité des origines du monde animal. Mais, si l'on parle franchement, l'homme n'a quand même pas de queue. Lénine montra à Kamenev les rudiments de la dictature démocratique dans le régime du double pouvoir, mais il le prévint qu'on ne pouvait s'attendre à ce qu'un nouvel organe naisse de ces rudiments. Nous n'avons pas eu de dictature démocratique indépendante, bien que nous ayons fait la révolution démo-



cratique d'une façon plus absolue, plus radicale et plus profonde que nulle part ailleurs.

Radek devrait comprendre que si la dictature démocratique avait été *effectivement* réalisée en février-avril 1917, Molotov lui-même l'aurait probablement reconnue sur-le-champ. Le parti et le prolétariat entendaient la dictature démocratique comme un régime qui anéantit impitoyablement le vieil appareil d'état monarchique et supprime définitivement la grande propriété foncière. On fut pourtant bien loin de cela sous le régime de Kerensky. Pour le parti bolchevik, il s'agissait *de la réalisation pratique des tâches révolutionnaires* et non de la découverte de certains « rudiments » sociologiques et historiques. Lénine l'établit magnifiquement pour enseigner un peu de théorie à ses opposants. Mais ce fut tout, il ne se proposa pas autre chose. Et Radek essaye sérieusement de prouver qu'il exista une « dictature » pendant la période de la dualité de pouvoir, c'est-à-dire de l'absence de pouvoir, et que la révolution démocratique se réalisa. Seulement ce fut une « révolution démocratique » telle qu'il fallut tout le génie de Lénine pour la découvrir. Cela veut dire qu'elle ne fut pas réalisée. Une véritable révolution démocratique est une chose que chaque paysan illettré de Russie ou de Chine reconnaîtrait sans difficulté. Avec des éléments morphologiques, cela serait plus difficile. Par exemple, malgré la leçon russe donnée à Kamenev, on ne réussit pas à faire enfin comprendre à Radek que la dictature démocratique se « réalisa » aussi, dans le sens léniniste, en Chine (à travers le Kuomintang), d'une manière plus complète et plus achevée que chez nous au moyen de la dualité du pouvoir et que



seuls des naïfs incurables peuvent s'attendre encore à une nouvelle édition améliorée de la « démocratie » en Chine.

Si la dictature démocratique ne s'était réalisée chez nous que sous la forme du régime de Kerensky, qui était au service de Lloyd George et de Clemenceau, on serait forcé de constater que l'histoire se moqua cruellement du mot d'ordre stratégique du bolchevisme. Par bonheur, il n'en est pas ainsi. Le mot d'ordre bolchevik se réalisa effectivement, non comme une allusion morphologique, mais comme la plus grande réalité historique. Mais il s'accomplit *après le mois d'Octobre*, et pas avant. La guerre paysanne, pour se servir d'une expression de Marx, soutint la dictature du prolétariat. Grâce à Octobre, la collaboration des deux classes fut obtenue dans de gigantesques proportions. Chaque paysan ignorant sentit et comprit alors, même sans les commentaires léninistes, que le mot d'ordre bolchevik s'incarnait dans la vie. Et Lénine lui-même considéra cette révolution, la Révolution d'Octobre, dans sa première étape, comme la véritable révolution démocratique et, par conséquent, comme la véritable incarnation bien que modifiée, du mot d'ordre stratégique du bolchevisme. Il faut considérer Lénine en entier. Et avant tout, Lénine *après* Octobre lorsqu'il examina et évalua les événements d'un niveau beaucoup plus élevé. Enfin, il faut le considérer selon le point de vue léniniste et non selon celui des épigones.

Dans son livre contre Kautsky, Lénine analysa (après Octobre) la question du caractère de classe de la révolution et de sa « transcroissance ». Voici



l'un des passages que Radek ferait bien d'approfondir :

« Oui, notre révolution (d'Octobre, L. T.) est bourgeoise du moment que nous marchons avec toute la paysannerie. Nous le comprenions parfaitement bien depuis 1905, puisque nous avons répété des centaines et des milliers de fois qu'on ne peut pas sauter par dessus cette étape nécessaire de l'évolution historique et qu'on ne peut pas la supprimer par des décrets. »

Et plus loin :

« Tout se passa exactement comme nous l'avions prévu. Le cours de la révolution confirma l'exactitude de notre raisonnement. D'abord, elle se fit avec « toute » la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre le moyen âge (et elle resta ainsi bourgeoise, bourgeoise-démocratique). Ensuite, elle marcha avec le paysan pauvre, avec le semi-prolétaire, avec tous les exploités contre le capitalisme, y compris les paysans riches et les spéculateurs, et de la sorte devint socialiste » (T. XV, p. 508).

Voilà comment parla Lénine, lorsqu'il dit des choses pour *toujours* et non pour *une fois*, quand il donna une caractéristique achevée, générale et accomplie du cours de la révolution, y compris Octobre. « Tout se passa exactement comme nous l'avions dit ». La révolution bourgeoise et démocratique se réalisa sous la forme d'une coalition des ouvriers et des paysans. Fut-ce sous le régime de Kerensky? Non, *ce fut pendant la première période après Octobre*. Est-ce juste? Oui, c'est juste. Mais, comme nous le savons maintenant, ce n'est pas sous la forme de la dictature démocratique mais sous la forme de la dictature du prolétariat que cela s'accomplit. Et,



voilà qui rend définitivement inutile l'ancienne formule algébrique.

Si l'on mettait, côte à côte, sans les analyser, l'argument conditionnel de Lénine contre Kamenev, en 1917, et la caractéristique achevée de la Révolution d'Octobre et des années suivantes, on arriverait à la conclusion que nous avons eu deux révolutions démocratiques « réalisées ». C'est trop, d'autant plus que la seconde est séparée de la première par le soulèvement armé du prolétariat.

Comparez maintenant à la citation précédente du livre de Lénine : « *Le renégat Kautsky* », le passage suivant de mon *Bilans et perspectives* où je signale, dans le chapitre sur le « régime prolétarien » la première étape de la dictature et les perspectives de sa « transcroissance » ultérieure.

« La suppression du régime de l'asservissement trouvera l'appui de toute la paysannerie qui représente un corps subjugué. L'impôt progressif sur le revenu sera soutenu par l'énorme majorité des paysans. Mais les mesures législatives pour la défense du prolétariat agraire, loin de provoquer la sympathie de cette majorité, se heurteront, par contre, à la résistance active d'une minorité.

Le prolétariat sera forcé de porter la lutte de classe dans le village et de rompre ainsi la communauté d'intérêts qui existe certainement chez tous les paysans, bien que dans des limites relativement étroites. Dans la première période de sa domination, le prolétariat sera obligé d'opposer les paysans pauvres aux paysans aisés et le prolétariat agraire à la bourgeoisie agraire » (*Notre révolution*, 1906, p. 255).

Comme cela ressemble à « la méconnaissance » de la paysannerie et à la complète « opposition » de ma ligne à celle de Lénine!



La citation de Lénine, donnée plus haut, n'est pas la seule de ce genre. Comme il advint toujours à Lénine, une nouvelle formule qui éclairait mieux les événements, devint l'axe de ses discours et de ses articles pour toute une période. Voici ce qu'il dit au mois de mars 1919 :

« En octobre 1917, nous avons pris le pouvoir avec toute la paysannerie. Ce fut une révolution bourgeoise dans la mesure où la lutte de classe ne s'était pas encore développée au village » (T. XVI, p. 143).

Et il expliqua au Congrès du Parti à la même époque :

« Dans un pays où le prolétariat fut obligé de prendre le pouvoir avec l'aide de la paysannerie et de jouer le rôle d'agent d'une révolution petite-bourgeoise, notre révolution resta dans une large mesure une révolution bourgeoise jusqu'à l'été ou même jusqu'à l'automne 1918, c'est-à-dire jusqu'au moment de la formation des comités de paysans pauvres » (T. XVI, p. 105).

Ces paroles de Lénine furent répétées maintes fois, en différentes occasions et sous différentes formes. Radek, néanmoins, élude tout simplement cette pensée fondamentale de Lénine qui sert à résoudre la question controversée.

Le prolétariat, dit Lénine, prit le pouvoir en Octobre avec toute la paysannerie. Par conséquent ce fut une révolution bourgeoise. Est-ce juste? Oui, dans un certain sens. Mais cela signifie aussi que la véritable dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, celle qui anéantit effectivement le régime d'absolutisme et de servage et arracha la



terre aux grands propriétaires, eut lieu après Octobre et non avant; elle se présenta sous la *forme de la dictature du prolétariat, soutenue par la guerre paysanne* (expression de Marx) et, quelques mois après, commença à se transformer en dictature socialiste. N'est-ce pas tout à fait clair? Peut-on encore discuter *maintenant* ces choses-là?

Selon Radek, la « théorie permanente » commet le crime de confondre l'étape bourgeoise avec l'étape socialiste. Mais en réalité, la dynamique de classe « confondit » si bien, c'est-à-dire *unit* ces deux étapes, que notre malheureux métaphysicien en perd son latin.

Evidemment, on trouve des lacunes et des affirmations erronées dans mon *Bilans et perspectives*. Mais cet ouvrage ne fut pas composé en 1928 : il fut écrit dans ses lignes essentielles avant le mois d'octobre... d'octobre 1905. La critique de Radek ne vise pas les lacunes de la théorie de la révolution permanente ou, plus exactement, ma manière de la motiver autrefois, car Radek, suivant l'exemple de ses maîtres épigones, n'attaque pas les points faibles de cette théorie mais au contraire ses côtés forts, ceux qui correspondirent au cours des événements historiques, et il le fait au nom de fausses conclusions arbitrairement déduites de la position de Lénine que Radek n'a ni étudiée ni comprise profondément.

En général, toute l'école des épigones jongle avec les anciennes citations sur un plan qui ne correspond jamais au développement historique réel. Mais lorsque les ennemis du « trotskysme » se voient obligés de faire une analyse de l'évolution réelle de la



Révolution d'Octobre, et de la faire de façon sérieuse et consciencieuse (cela arrive parfois à certains d'entre eux), ils aboutissent inévitablement à des formules pénétrées de l'esprit de la théorie qu'ils répudient. Nous en trouvons une preuve éclatante dans les travaux de A. Yakovlev sur l'histoire de la Révolution d'Octobre. Voici comment les rapports de classe de l'ancienne Russie sont formulés par cet auteur qui, tout en étant un des piliers de la fraction dirigeante<sup>1</sup>, est sans doute plus instruit que les autres staliniens, et avant tout que Staline lui-même :

«...Nous voyons que le soulèvement paysan (mars-octobre 1917) était doublement limité. Après avoir grandi jusqu'à la guerre paysanne, il n'a pu aller au delà et briser les cadres de son activité immédiate qui se réduisait à la suppression du grand propriétaire foncier du voisinage; il ne s'est pas transformé en mouvement révolutionnaire organisé et n'a pas su dépasser le caractère de révolte instinctive, propre aux mouvements paysans.

Le soulèvement paysan (soulèvement instinctif qui se borne à la suppression du grand propriétaire voisin) ne pouvait vaincre, ne pouvait pas anéantir le pouvoir d'Etat hostile au paysan et qui soutenait le grand propriétaire foncier. Le mouvement agraire ne pouvait vaincre que si la classe qui lui correspondait dans les villes se mettait à sa tête... Voilà pourquoi, en fin de compte, le sort de la révolution agraire a été décidé par une centaine de villes et non par des dizaines de milliers de villages. Seule, la classe ouvrière, après avoir porté le coup décisif à la bourgeoisie dans les centres du pays, pouvait assurer la victoire au soulèvement paysan; seule, la victoire de la classe ouvrière dans les villes, faisait du mouvement paysan autre chose

---

1. Yakovlev est maintenant commissaire du peuple à l'agriculture de l'Union Soviétique.



qu'un choc instinctif entre des dizaines de millions de paysans et des dizaines de milliers de grands propriétaires; seule, la victoire de la classe ouvrière pouvait finalement créer les bases d'un type nouveau d'organisation paysanne, unissant les paysans pauvres et moyens avec le prolétariat et non avec la bourgeoisie. Le problème de la victoire du soulèvement paysan a été, en somme, le problème de la victoire de la classe ouvrière dans les villes.

Lorsqu'en octobre les ouvriers ont porté le coup décisif au gouvernement de la bourgeoisie, ils ont résolu en même temps le problème de la victoire du soulèvement paysan ».

Et plus loin encore :

« ... c'est justement pourquoi, à la suite des circonstances historiques, la Russie bourgeoise marcha en 1917 avec les grands propriétaires fonciers. Même les fractions les plus gauches de la bourgeoisie, comme les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, n'osèrent pas aller au delà d'une transaction avantageuse aux propriétaires fonciers. En cela, la révolution russe diffère profondément de la révolution française qui eût lieu il y a plus de cent ans... La révolution paysanne ne pouvait triompher en 1917 comme révolution bourgeoise (précisément! L. T.). Il n'y avait devant elle que l'alternative suivante : *ou la défaite sous les coups des forces unies de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, ou la victoire en qualité de mouvement qui accompagne et soutient la révolution prolétarienne. La classe ouvrière de Russie en se chargeant de la mission de la bourgeoisie française de la Grande Révolution et en prenant la direction de la révolution démocratique agraire, assura la victoire de la révolution prolétarienne* ». *Le mouvement paysan en 1917*, Edition d'Etat, 1927, p. X-XI, XI-XII).

Quels sont les éléments essentiels du raisonnement de Yakovlev? L'incapacité de la paysannerie à jouer un rôle politique indépendant; la nécessité du rôle dirigeant de la classe qui lui correspond dans



les villes : l'impossibilité pour la bourgeoisie russe de se mettre à la tête de la révolution agraire; la nécessité qui en découle du rôle dirigeant du prolétariat; l'arrivée au pouvoir de celui-ci en qualité de chef de la révolution agraire et, finalement, la dictature du prolétariat qui s'appuie sur la guerre paysanne et ouvre l'ère de la révolution socialiste. Ainsi la manière métaphysique de poser la question du caractère « bourgeois » ou « socialiste » de la révolution est définitivement anéantie. Le problème agraire qui était à la base de la révolution bourgeoise ne put être résolu sous la domination de la bourgeoisie, et ce fut là le fond de toute l'affaire. La dictature du prolétariat fit son apparition comme condition *préalable* de la révolution agraire-démocratique, et non *après* cette révolution. Nous avons, en somme, dans ce schéma rétrospectif de Yakovlev tous les éléments essentiels de la théorie de la révolution permanente telle que je la formulai en 1905. Moi, j'établissais un pronostic historique. Vingt-deux ans après la première révolution, et dix ans après la Révolution d'Octobre, Yakovlev dressa le bilan des événements de trois révolutions en utilisant les travaux préparatoires de tout un état-major de jeunes écrivains. Et qu'arriva-t-il? Yakovlev répéta presque mot à mot mes formules de 1905.

Mais quelle est l'attitude de Yakovlev envers la théorie de la révolution permanente? Elle est celle d'un fonctionnaire stalinien qui désire conserver son poste et même en occuper un plus élevé. Comment Yakovlev concilie-t-il son opinion sur les forces motrices de la Révolution d'Octobre avec la lutte contre le « trotskysme »? C'est très simple : il se



soucie fort peu de les concilier. A l'instar des fonctionnaires libéraux tzaristes, qui allaient régulièrement à la sainte communion tout en approuvant les théories de Darwin, les Yakovlev achètent le droit d'exprimer parfois des pensées marxistes au prix de leur participation à la campagne de haine contre la révolution permanente. On pourrait citer des dizaines d'exemples de ce genre.

Il nous reste à ajouter que ce n'est pas de sa propre initiative que Yakovlev écrivit l'ouvrage cité sur l'histoire de la Révolution d'Octobre : il le fit sur décision spéciale du Comité Central qui me désigna en même temps comme directeur de son travail<sup>1</sup>. A cette époque on croyait encore à la guérison de Lénine, et personne parmi les épigones n'avait alors la moindre envie de soulever une discussion factice sur la révolution permanente. En tout cas, en ma qualité d'ex-directeur, ou plutôt de directeur présumé de *l'Histoire Officielle de la Révolution d'Octobre*, je peux constater avec satisfaction que son auteur, consciemment ou inconsciemment, se sert dans toutes les questions discutables des formules littérales d'un de mes ouvrages sur la révolution permanente, le plus hérétique et le plus interdit (*Bilans et perspectives*).

L'opinion de Lénine sur le sort historique du mot d'ordre bolchevique témoigne avec évidence que la différence entre les deux lignes, la ligne « permanente » et celle de Lénine, eut peu d'importance tandis qu'elles coïncidèrent toujours sur les points

---

1. Extrait du compte-rendu de la séance du bureau d'organisation du Comité Central du 22 mai 1922-21 : « charge le camarade Yakovlev... sous la direction du camarade Trostky, de composer un manuel d'étude sur l'histoire de la Révolution d'Octobre. »



essentiels. Et ces deux lignes, définitivement soudées en Octobre, s'opposent de manière irréconciliable non seulement à la ligne de Staline en février-mars, à la ligne de Kamenev, Rykov et Zinoviev en avril-octobre, à toute la politique chinoise de Staline, Boukharine, Martynov, mais aussi à la ligne « chinoise » actuelle de Radek.

Si Radek, qui a si radicalement modifié ses opinions entre 1925 et la seconde moitié de 1928, m'accuse de ne pas comprendre « la complexité du marxisme et du léninisme », je lui réponds : « Je considère que la ligne *fondamentale* de mes pensées, tracée il y a vingt-trois ans dans *Bilans et perspectives*, fut entièrement confirmée par les événements et coïncida par conséquent avec la ligne stratégique du bolchevisme. »

Je ne vois, en particulier, aucune raison pour renoncer à ce que j'ai dit au sujet de la révolution permanente, en 1922, dans la « Préface » de mon livre « 1905 » que tout le parti, du vivant de Lénine, lut et étudia; elle ne « troubla » Kamenev pour la première fois qu'à l'automne 1924, et Radek à l'automne 1928. Voici ce qu'on lit dans cette « Préface » :

« C'est précisément pendant la période, qui s'écoula entre le 9 janvier et la grève générale d'octobre 1905, que se sont formées les idées de l'auteur sur la nature du développement révolutionnaire de la Russie, idées qui furent appelées ensuite *théorie de la révolution permanente*. Ce nom compliqué recouvrait cette pensée que la révolution russe, qui a devant elle des tâches bourgeoises immédiates, ne pourrait pourtant pas s'en arrêter là. *La révolution n'atteindrait ses objectifs bourgeois immédiats qu'à condition de porter le prolétariat au pouvoir...*

Malgré une interruption de douze ans, cette prévision se



confirma complètement. La révolution russe ne put aboutir à un régime démocratique bourgeois. Elle dut transmettre le pouvoir à la classe ouvrière. *Si cette dernière fut, en 1905, encore trop faible pour le conquérir, elle se fortifia et se développa non sous une république bourgeoise-démocratique, mais dans les souterrains du tzarisme de l'époque de la loi du 3 juin* » (L. Trotsky, « 1905 », Préface, pp. 4-5).

Je citerai encore une des formules polémiques les plus violentes que j'ai lancées à propos du mot d'ordre de la « dictature démocratique ». En 1909, j'écrivis dans le journal polonais de Rosa Luxembourg :

« Si les mencheviks, partant de cette abstraction : « notre révolution est bourgeoise », aboutissent à l'idée de l'adaptation de toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à sa conquête du pouvoir d'Etat, les bolcheviks, partant aussi d'une pure abstraction : « une dictature démocratique mais non socialiste », en arrivent à l'idée d'une auto-restriction bourgeoise-démocratique du prolétariat qui aurait le pouvoir dans ses mains. Il est vrai que la différence entre eux est très grande : tandis que les côtés anti-révolutionnaires du menchevisme se manifestent maintenant déjà dans toute leur force, les traits anti-révolutionnaires du bolchevisme ne présentent de danger seulement qu'en cas de victoire révolutionnaire. »

En janvier 1922, j'ajoutai la note suivante à ce passage reproduit dans l'édition russe de mon livre « 1905 » :

« Il n'en fut pas ainsi, fort heureusement : sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir. »



Depuis 1924, les critiques ouvrirent contre ces deux citations un feu violent. Avec un retard de quatre ans, Radek participe à leur offensive. Et pourtant, si l'on réfléchit bien, on est obligé de reconnaître que ces lignes renfermaient une prévision et un avertissement importants. Qu'on le veuille ou non, le fait reste qu'au moment de la révolution de février toute la « vieille garde » bolchevique opposa d'une manière absolue la dictature démocratique à la dictature socialiste. Les disciples intimes de Lénine transformèrent sa formule algébrique en une construction purement métaphysique, dont ils se servirent contre le développement naturel de la révolution. Au tournant historique décisif, le groupe bolchevik dirigeant en Russie occupa des positions réactionnaires. Si Lénine n'était pas arrivé à temps, ce groupe aurait été capable d'égorger la Révolution d'Octobre au nom de la lutte contre le trotskysme, comme il égorgea plus tard la révolution chinoise. Avec beaucoup de circonspection, Radek représente cette erreur comme une sorte « d'accident ». Mais il est fort douteux que cela puisse servir d'explication marxiste à la position vulgairement démocratique de Kamenev, Zinoviev, Staline, Molotov, Rykov, Kalinine, Noghine, Milioutine, Krestinsky, Frounze, Yaroslavsky, Ordjonikidze, Préobrajensky, Smilga, et de dizaines d'autres « vieux bolcheviks ». Ne serait-il pas plus juste de reconnaître que le caractère algébrique de l'ancienne formule bolchevique comportait des dangers : comme toujours, le cours de l'évolution politique emplissait les lacunes de la formule révolutionnaire d'un contenu hostile à la révolution prolétarienne. Bien entendu,



si Lénine avait pu vivre en Russie et suivre au jour le jour l'évolution du parti, particulièrement pendant la guerre, il eut apporté, en temps opportun, les corrections et les explications nécessaires. Par bonheur pour la révolution, il arriva, quoiqu'en retard assez tôt tout de même, pour accomplir le réarmement idéologique indispensable. L'instinct de classe du prolétariat et l'élan révolutionnaire de la masse des membres du parti, fortifiés par tout le travail antérieur du bolchevisme, permirent à Lénine, en luttant contre le groupe dirigeant, de changer assez vite la direction politique du parti.

Tout cela prouve-t-il vraiment que nous devons appliquer aujourd'hui à la Chine, à l'Inde et aux autres pays la formule de Lénine de 1905, avec son caractère algébrique, et même incomplet, et permettre aux Staline et Rykov chinois et hindous (Tan-Pin-Sian, Roy et autres) de donner à cette formule un sens petit bourgeois et national démocratique, en attendant l'arrivée providentielle de Lénine pour apporter les corrections du 4 avril? Peut-on être sûr qu'une correction pareille sera apportée en Chine et aux Indes? Ne serait-il pas plus prudent de donner à l'avance à cette formule le caractère concret dont la nécessité est démontrée par l'expérience historique de la Russie, aussi bien que par celle de la Chine?

Faut-il comprendre ce que j'ai dit, dans ce sens que le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie fut tout simplement une « erreur »? Comme on le sait, à l'heure actuelle, toutes les pensées et toutes les actions humaines sont divisées en deux catégories : celles indiscutablement justes, qui sont dans la « ligne générale du parti »,



et celles indiscutablement erronées, qui s'écartent de cette « ligne générale ». Cela n'empêche pas, bien entendu, de déclarer erroné aujourd'hui ce qui était proclamé absolument juste hier. Pourtant, avant l'apparition de la « ligne générale », l'évolution réelle des idées connaissait aussi la méthode du rapprochement progressif vers la vérité. Même dans la simple division arithmétique, on emploie des chiffres plus ou moins approximatifs qu'on rejette, au fur et à mesure de la vérification. Dans le tir d'artillerie, cette méthode d'approximations successives porte le nom spécial de « fourchette ». La méthode d'approximation est inévitable en politique. Toute la question est de reconnaître que le coup n'a pas porté et de faire la correction indispensable sans perdre de temps.

L'énorme importance historique de la formule de Lénine, c'est d'avoir complètement épuisé, lors d'une nouvelle époque historique, la question du degré d'indépendance politique auquel les différents groupements de la petite bourgeoisie, et avant tout la paysannerie, peuvent atteindre. Grâce à son ampleur, l'expérience bolchevique de 1905-1917 ferma définitivement la porte à la « dictature démocratique ». De sa propre main Lénine inscrivit sur cette porte : « Condamnée ». Il exprima cette idée en quelques mots : le paysan ne suit que le bourgeois ou l'ouvrier. Les épigones ignorent complètement la conclusion à laquelle aboutit l'ancienne formule du bolchevisme, et, en dépit de cette conclusion, ils canonisent une hypothèse temporaire et l'incorporent dans leur programme. C'est en cela que réside, en somme, l'essentiel de la pensée des épigones.



## VI

### A PROPOS DU SAUT PAR DESSUS DES ÉTAPES HISTORIQUES

**R**ADEK ne se borne pas à la simple répétition des exercices critiques officiels de ces dernières années : il les simplifie, si c'est possible. Selon Radek, je ne fais généralement aucune distinction entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, entre l'Orient et l'Occident, et en ceci je n'ai pas changé depuis 1905. Après Staline, Radek m'enseigne qu'il est inadmissible de vouloir sauter les étapes historiques.

Avant tout, il faudrait se demander : s'il s'agissait tout simplement pour moi, en 1905, de la révolution « socialiste », pourquoi pensais-je alors qu'elle pourrait commencer dans la Russie arriérée plutôt que dans l'Europe avancée ? Par patriotisme ou par orgueil national peut-être ? De toute façon, c'est exactement comme cela que les choses se sont passées. Est-ce que Radek ne comprend pas que si la révolution démocratique pouvait se réaliser chez nous comme étape *indépendante*, nous n'aurions pas maintenant de dictature du prolétariat ? Et, si nous l'avons avant l'Europe, c'est parce que l'histoire a



uni — non confondu, mais uni organiquement — le contenu fondamental de la révolution bourgeoise à la première étape de la révolution prolétarienne.

La distinction entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, c'est l'alphabet. Mais après avoir appris l'alphabet, on apprend les syllabes qui sont formées de lettres. L'histoire a réuni les lettres les plus importantes de l'alphabet bourgeois avec les premières lettres de l'alphabet socialiste. Radek voudrait que nous retournions de ces syllabes à l'alphabet. C'est triste, mais c'est ainsi.

Il est absurde de dire qu'on ne peut pas sauter par-dessus les étapes. Le cours vivant des événements historiques saute toujours par-dessus les étapes, qui sont le résultat d'une analyse théorique de l'évolution prise dans sa totalité, c'est-à-dire dans son ampleur maxima et, aux moments critiques, il exige le même saut de la politique révolutionnaire. On pourrait dire que la capacité de reconnaître et d'utiliser ces moments-là distingue avant tout le révolutionnaire du vulgaire évolutionniste.

L'analyse du développement de l'industrie (le métier, la manufacture, l'usine), que Marx a fait, se rapporte à l'alphabet de l'économie politique, ou, plus exactement, de la théorie économique-historique. Mais, en Russie l'usine vint, laissant de côté la période de la manufacture et du métier. Ce sont déjà là les syllabes de l'histoire. Une évolution analogue eut lieu chez nous dans le domaine de la politique et des rapports de classe. On ne peut pas comprendre la nouvelle histoire de la Russie sans avoir appris le schéma de Marx : le métier, la manufacture, l'usine. Mais on n'y comprendra rien, si on n'apprend *que*



*cela*. C'est que l'histoire russe — soit dit sans offenser Staline — avait réellement sauté quelques étapes. La distinction théorique des étapes est cependant indispensable aussi pour la Russie, car, sans cela, on n'arriverait à comprendre ni le caractère du saut, ni ses conséquences.

On pourrait aborder le problème d'un autre côté (comme Lénine le faisait *parfois* dans la question du double pouvoir) et dire que les trois étapes de Marx existèrent réellement en Russie. Mais les deux premières n'existent que sous une forme réduite, et embryonnaire. Ces « rudiments », tracés en pointillés, suffisent pour confirmer l'unité génétique de l'évolution économique. Néanmoins, leur réduction quantitative fut si grande qu'elle engendra des particularités tout à fait nouvelles dans la structure sociale de la nation. La Révolution d'Octobre est l'expression la plus frappante de ces « particularités » nouvelles en politique.

Dans toutes ces questions, le « théoricien » Staline apparaît tout simplement insupportable; tout le bagage théorique de ce pauvre d'esprit se réduit à deux sacoches : dans l'une, il a mis « la loi du développement inégal », et dans l'autre, « ne pas sauter par-dessus les étapes ». Staline n'arrive pas à comprendre, même aujourd'hui, que *l'inégalité du développement consiste précisément dans les sauts par-dessus les étapes* (ou dans le stationnement attardé à l'une d'elles). Avec un sérieux inimitable, Staline oppose à la théorie de la révolution permanente... la loi du développement inégal. Cependant, la prévision de ce fait que la Russie, historiquement arriérée, pouvait connaître une révolution prolétarienne plus



tôt que l'Angleterre avancée, était entièrement fondée sur la loi du développement inégal. Mais, pour formuler cette prévision, il fallait d'abord comprendre l'inégalité historique dans tout son dynamisme concret, et non ruminer sans cesse la citation de 1915 de Lénine, citation qui fut mise sans dessus dessous et interprétée avec ignorance. On comprend assez facilement la dialectique des « étapes » historiques pendant les périodes d'essor révolutionnaire. Les périodes réactionnaires sont, par contre, propres au développement d'un évolutionnisme à bon marché. Le stalinisme, ce concentré de vulgarité idéologique, ce digne rejeton de la réaction du parti, a créé une sorte de culte du développement par degré pour excuser le « queuisme » et l'empirisme politique. Radek, lui aussi, est tombé sous l'emprise de cette idéologie réactionnaire.

Il y a des étapes du développement historique qui peuvent devenir inévitables dans certaines conditions, sans qu'elles le soient du point de vue théorique. Et, au contraire, la dynamique de l'évolution peut réduire à zéro des étapes théoriquement « inévitables »; cela arrive le plus souvent pendant les révolutions qu'on appelle, avec justesse, « les locomotives de l'histoire ».

C'est ainsi que notre prolétariat a « sauté » l'étape du parlementarisme démocratique, après n'avoir accordé à l'Assemblée Constituante que quelques heures sans importance. Par contre, on ne peut guère sauter l'étape contre-révolutionnaire en Chine, comme on ne pouvait, dans le temps, sauter chez nous par-dessus la période des quatre Doumas. Cependant, la contre-révolution actuelle en Chine



n'était pas historiquement « inévitable ». Elle n'est que le résultat de la funeste politique de Staline-Boukharine qui entreront dans l'histoire comme organisateurs de défaites. Mais les fruits de l'opportunisme sont devenus un facteur objectif qui peut, maintenant, retarder de beaucoup le développement révolutionnaire.

Chaque tentative pour sauter par-dessus les étapes concrètes, c'est-à-dire objectivement déterminées dans l'évolution des masses, n'est qu'aventurisme politique. Tant que la majorité de la masse ouvrière aura confiance dans la social-démocratie, par exemple, ou dans les gens du Kuomintang ou des trade-unions, nous ne pourrons pas lui imposer la tâche immédiate du renversement du pouvoir bourgeois. Il faut que les masses soient préparées à cela. Cette préparation peut constituer une très grande étape. Mais, seul, un suiveur peut affirmer que nous devrions rester « avec les masses » dans le Kuomintang, ou maintenir notre union avec le jaune Purcell, jusqu'au moment « où ces masses seront désillusionnées de leurs chefs », de ces chefs que nous aurons soutenus par notre politique de coalition.

Radek n'a pourtant pas oublié que, lorsque nous demandions que le Parti communiste sorte du Kuomintang et qu'on rompe le Comité anglo-russe, certains « dialecticiens » n'appelaient pas cela autrement que « saut » par-dessus les étapes, rupture avec la paysannerie (en Chine) et les masses ouvrières (en Angleterre). Radek doit se le rappeler d'autant mieux qu'il était lui-même du nombre de ces « dialecticiens » de triste figure. Maintenant, il ne fait



qu'approfondir et généraliser ses erreurs opportunistes.

En avril 1919, Lénine écrivit dans son article-programme « La troisième Internationale et sa place dans l'histoire » :

« Nous ne nous tromperions probablement pas si nous disions que précisément... la contradiction entre l'état arriéré de la Russie et son « *saut* » par dessus la démocratie bourgeoise vers la plus haute forme de démocratie, vers la démocratie soviétique ou prolétarienne, fut une des causes des difficultés ou du retard de compréhension du rôle des Soviets par l'Occident » (Lénine, T. XVI, p. 183).

Lénine dit ici, carrément, que la Russie a accompli « un saut par dessus la démocratie bourgeoise ». Evidemment, Lénine accompagne cette affirmation de toutes les restrictions mentales nécessaires : la dialectique ne consiste tout de même pas à énumérer à nouveau, chaque fois, toutes les conditions concrètes ; l'écrivain suppose que les lecteurs ont quelque chose dans la tête. Mais, quand même, le saut par dessus la démocratie bourgeoise reste et, selon la juste remarque de Lénine, il gêne beaucoup les esprits dogmatiques et les esprits schématiques pour comprendre le rôle des Soviets, en Orient comme en Occident.

Voici ce que je disais, à ce propos, dans cette même « Préface » de « 1905 », qui a subitement éveillé une telle inquiétude chez Radek :

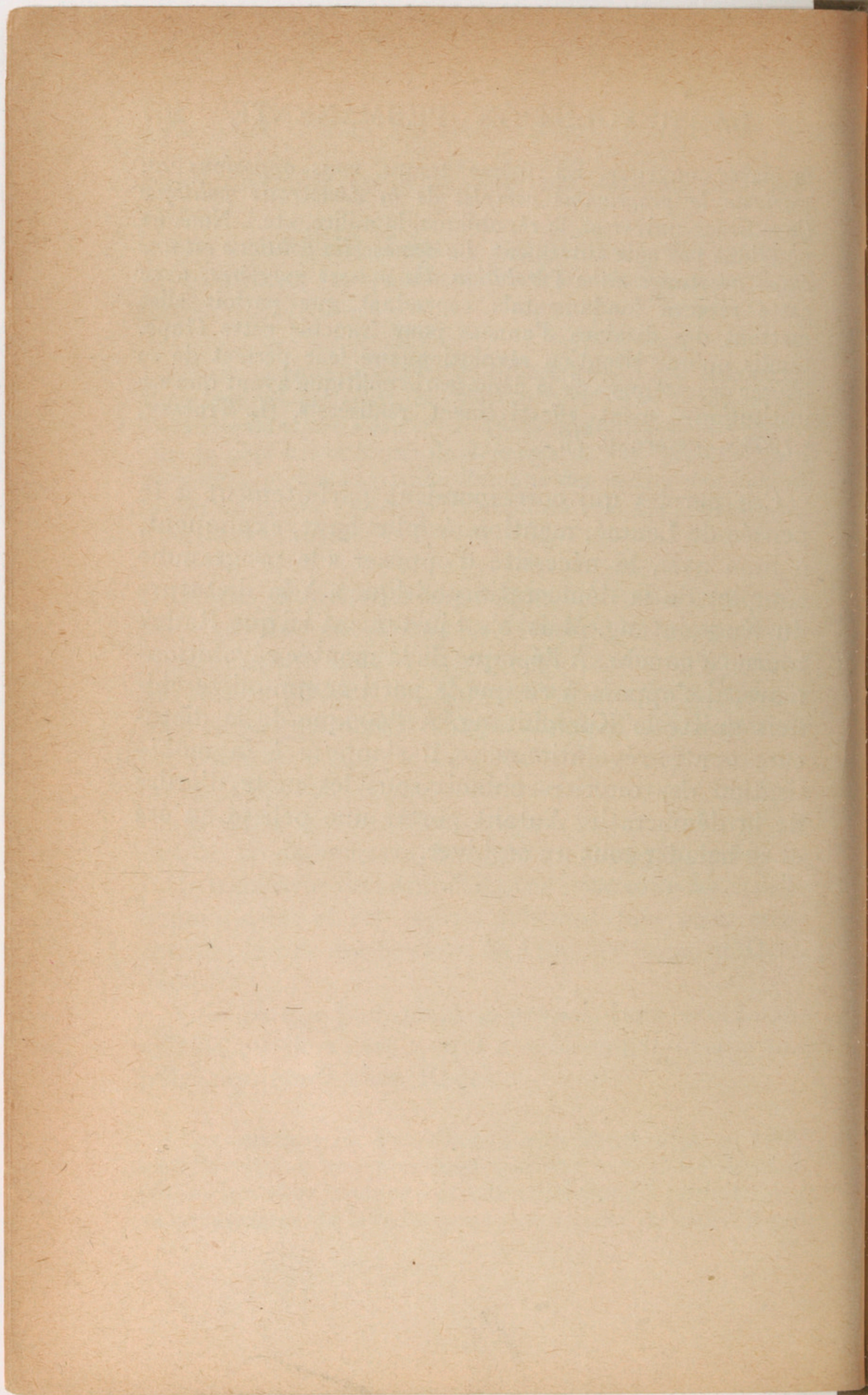
« Les ouvriers de Pétersbourg appelèrent déjà, en 1905, leur Soviet « le gouvernement prolétarien ». Cette dénomination fut alors courante et elle correspondit parfaitement au programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par



la classe ouvrière. En même temps, nous opposions au *tzarisme* le programme complet de la démocratie politique (le suffrage universel, la république, la milice, etc.). Nous ne pouvions pas agir autrement. *La démocratie politique est une étape nécessaire dans l'évolution des masses ouvrières*, avec cette réserve fondamentale, cependant, que parfois elles mettent des dizaines d'années pour franchir cette étape, tandis qu'une situation révolutionnaire leur permet de se libérer des préjugés de la démocratie politique avant que ses institutions soient effectivement réalisées ». (L. Trotsky, « 1905 », préface, p. 7).

Ces paroles qui correspondent parfaitement à la pensée de Lénine, mentionnée plus haut, expliquent, à mon avis, la nécessité d'opposer « le programme complet de la démocratie politique » à la dictature du Kuomintang. Mais, c'est justement ici que Radek tourne à gauche. A l'époque de la montée révolutionnaire, il s'opposa à ce que le parti communiste chinois quitte le Kuomintang. A l'époque de la dictature contre-révolutionnaire, il s'opposa à la mobilisation des ouvriers chinois sous les mots d'ordre de la démocratie. Autant porter une pelisse en été et se balader tout nu en hiver.







## VII

### LE MOT D'ORDRE DE LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE. QUE SIGNIFIE-T-IL AUJOURD'HUI, POUR L'ORIENT?

**A**PRÈS s'être par erreur rapproché de la manière stalinienne d'interpréter les « étapes » historiques (manière digne d'un philistin évolutionniste et non d'un révolutionnaire), Radek essaie de canoniser le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie pour tout l'Orient. « L'hypothèse de travail » du bolchevisme que Lénine adopta au cours du développement d'un certain pays, qu'il changea et concrétisa, et qu'il rejeta à un moment donné, devient chez Radek un schéma sur-historique. Voici ce qu'il répète inlassablement à ce sujet dans son article :

« Cette théorie, et la tactique qui en découle, est applicable à tous les pays de capitalisme jeune, où la bourgeoisie n'a pas encore résolu les questions que lui ont léguées des formations sociales et politiques précédentes, »

Approfondissez bien cette formule; n'est-ce pas la justification solennelle des positions occupées par Kamenev en 1917? La bourgeoisie russe avait-elle « résolu » les questions de la révolution démocratique par la Révolution de février? Non, toutes ces



questions, y compris la prédominante, la question agraire, restèrent sans solution. Comment alors Lénine n'a-t-il pas compris que l'ancienne formule était toujours « applicable »? Pourquoi l'a-t-il rejetée?

Radek nous a, plus haut, répondu : parce qu'elle avait été déjà « réalisée ». Nous avons analysé cette réponse. Elle ne tient pas debout, surtout chez Radek qui affirme que l'ancien mot d'ordre de Lénine vise non les formes du pouvoir, mais bien la suppression réelle des vestiges du servage par la collaboration du prolétariat et de la paysannerie. Ce que justement le régime de Kerensky n'a pas donné. Par conséquent, ce rappel de notre passé par Radek ne sert à rien pour la solution du problème chinois, qui est actuellement le problème le plus aigu. Il est parfaitement inutile de disserter sur ce que Trotsky avait compris ou n'avait pas compris en 1905; il vaudrait mieux parler de ce que Staline, Molotov, et surtout Rykov et Kamenev n'ont pas compris en février-mars 1917 (j'ignore quelle fut l'attitude de Radek pendant ces journées). Si l'on estime que la dictature démocratique fut réalisée, au temps du double pouvoir, au point de rendre très urgent le changement du principal mot d'ordre, il faudrait reconnaître qu'en Chine, la dictature démocratique fonctionna d'une manière beaucoup plus complète et définitive sous le régime du Kuomintang, autrement dit sous la domination de Tchang-Kaï-Chek et de Wan-Tin-Wei appuyés par Tan-Pin-San <sup>1</sup>. Dans ce cas, le chan-

1. Tchang-Kaï-Chek est le chef du Kuomintang de droite, Wan-Tin-Wei est le chef du Kuomintang de gauche. Tan-Pin-San, était le ministre communiste qui défendit en Chine la politique de Staline et de Boukharine.



gement de mot d'ordre s'imposa encore davantage en Chine.

Mais l'héritage des « formations sociales et politiques précédentes » est-il déjà liquidé en Chine? Non. Et est-ce qu'il l'était chez nous, vers le 4 avril 1917, lorsque Lénine déclara la guerre à tout le groupe influent des « vieux bolcheviks »? Radek se contredit horriblement, il s'égare et s'agite dans toutes les directions. Remarquons que ce n'est pas par hasard qu'il use de cette expression compliquée : « l'héritage des formations », en évitant ostensiblement d'employer une formule plus concise : les survivances du féodalisme ou du servage. Pourquoi cela? Parce qu'hier encore Radek niait ces survivances et privait ainsi de fondements le mot d'ordre de la dictature démocratique. Dans son rapport à l'Académie Communiste, Radek dit :

« Les sources de la révolution chinoise ne sont pas moins profondes que les sources de notre révolution de 1905. On peut affirmer avec certitude que l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie y sera plus forte que chez nous en 1905, pour la simple raison qu'en Chine on ne doit pas frapper deux classes, mais une seule : la bourgeoisie. »

Oui, « pour la simple raison! » Mais si le prolétariat et la paysannerie frappent une seule classe, la bourgeoisie (et non les survivances du féodalisme), permettez-moi de vous demander comment s'appelle, en ce cas, une pareille révolution? Serait-ce toujours une révolution démocratique? Notons que Radek disait tout cela non en 1905, ni même en 1909, mais bien au mois de mars 1927. Comment joindre alors les deux bouts? C'est bien simple. En



mars 1927, Radek se détourna aussi du bon chemin, mais il prit une autre direction. Les thèses essentielles de l'opposition sur le problème chinois apportèrent une correction radicale à son point de vue unilatéral. Dans ses paroles que j'ai citées, il y avait, cependant, un grain de vérité: la classe des grands propriétaires fonciers n'existe presque pas en Chine, les propriétaires fonciers y sont liés aux capitalistes d'une manière beaucoup plus étroite qu'ils l'étaient dans la Russie tzariste; par conséquent, le poids spécifique du problème agraire y est beaucoup moins lourd qu'il l'était dans la Russie tzariste; par contre, la tâche nationale-libératrice y occupe une place énorme. Conformément à cela, la paysannerie chinoise ne peut pas, en tout cas, être plus apte à la lutte révolutionnaire et politique *indépendante* pour la rénovation démocratique de son pays que ne l'était la paysannerie russe. C'est ce que prouve, en particulier, le fait que, ni avant 1925 ni pendant les trois années de la révolution chinoise, aucun parti « populiste », marchant sous les drapeaux de la révolution agraire, n'est apparu en Chine. Tout cela démontre que la formule de la dictature démocratique représente pour la Chine, qui a déjà traversé l'expérience de 1925-1927, un guet-apens encore plus dangereux que pour nous après la révolution de février.

L'autre excursion de Radek, dans un passé plus lointain, se retourne aussi contre lui, impitoyablement. Cette fois, il s'agit du mot d'ordre de la révolution permanente, formulé par Marx en 1850 :

« Chez Marx — écrit Radek — on ne trouve pas le mot d'ordre de la dictature démocratique, qui forma l'axe poli-



tique des opinions de Lénine de 1905 à 1917, et qui fit partie de sa conception de la révolution *dans tous les pays* (?!) de développement capitaliste naissant(?). »

Se basant sur quelques lignes de Lénine, Radek explique ainsi cette différence de points de vue : la tâche centrale de la révolution allemande, c'était l'*unité nationale*, tandis que, chez nous, il s'agissait de *la révolution agraire*. Si l'on ne donne pas un caractère mécanique à cette opposition, elle est, toutes proportions gardées, assez juste. Mais comment se comporter envers la Chine? Le poids spécifique du problème national par rapport au problème agraire est infiniment plus grand en Chine, qui est un pays semi-colonial, que dans l'Allemagne de 1848-1850, parce qu'en Chine il s'agit à la fois d'union et de libération. Marx formula sa conception des perspectives de la révolution permanente au moment où les trônes existaient encore en Allemagne, alors que la classe des « junkers » détenait la terre et que la haute bourgeoisie n'était admise que dans l'antichambre du pouvoir. La monarchie n'existe plus en Chine depuis 1911; la classe des grands propriétaires fonciers n'y existe pas non plus en tant que classe indépendante; le Kuomintang national et bourgeois est au pouvoir dans ce pays où les conditions du régime de servage sont, pour ainsi dire, chimiquement fondues avec l'exploitation bourgeoise. La confrontation des positions de Marx et de Lénine, faite par Radek, se retourne ainsi entièrement contre le mot d'ordre de la dictature démocratique en Chine.

Cependant, Radek analyse l'attitude de Marx d'une manière accidentelle, épisodique et non sérieuse : il se borne au tract de 1850 où Marx consi-



dère encore la *paysannerie* comme *l'allié naturel de la démocratie petite bourgeoise des villes*. Marx s'attendait alors à une étape indépendante de la révolution démocratique en Allemagne, c'est-à-dire à l'arrivée temporaire au pouvoir des radicaux petits-bourgeois des villes s'appuyant sur la paysannerie. C'était là le point essentiel! Mais, c'est justement ce qui n'arriva point, et pour cause. Au milieu du siècle passé, déjà, la démocratie petite bourgeoise se montra incapable d'accomplir sa révolution indépendante. Marx enregistra cette leçon. Le 16 août 1856, six ans après le tract mentionné, il écrivit à Engels :

« En Allemagne, tout dépendra de la possibilité de soutenir la révolution prolétarienne par une espèce de seconde édition de la guerre paysanne. Alors l'affaire marchera très bien. »

Ces paroles remarquables, que Radek a complètement oubliées, sont extrêmement précieuses pour la compréhension de la Révolution d'Octobre et de l'ensemble du problème qui nous occupe. Est-ce que Marx sautait par dessus la révolution agraire? Non, comme nous le voyons. Est-ce qu'il considérait comme nécessaire la collaboration du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution? Oui, tel était son avis. Est-ce qu'il admettait la possibilité du rôle dirigeant ou même indépendant de la paysannerie dans la révolution? Non, il ne l'admettait pas. Il estimait que la paysannerie, qui n'a pas réussi à soutenir la démocratie bourgeoise dans une révolution bourgeoise indépendante (cela, par la faute de la démocratie bourgeoise, et non de la paysannerie), pourra soutenir le prolétariat dans une révolution proléta-



rienne, et « alors l'affaire marchera très bien. » On dirait que Radek ne veut pas s'apercevoir que c'est précisément ce qui arriva en Octobre, et assez bien.

Les conclusions qu'on peut tirer de tout cela, au sujet de la Chine, sont parfaitement claires. La discussion roule, non pas sur le rôle dirigeant de la paysannerie en qualité d'allié et sur l'énorme importance de la révolution agraire, mais sur la question de savoir si une révolution indépendante agraire-démocratique est possible en Chine ou si « une nouvelle édition de la guerre paysanne » soutiendra la dictature prolétarienne. Le problème ne se pose pas autrement. Celui qui essaie, néanmoins, de le poser autrement n'a rien compris, n'a rien appris et ne fait qu'égarer et embrouiller le parti communiste chinois.

Pour que les prolétaires des pays d'Orient puissent se frayer un chemin vers la victoire, il faut, avant tout, écarter, rejeter, écraser, balayer la théorie réactionnaire et pédante des « stades » et des « étapes » de Staline et de Martynov. Le bolchevisme se forma au cours de la lutte contre cet évolutionnisme vulgaire. Il faut tenir compte, non pas des itinéraires établis *a priori*, mais du cours réel de la lutte de classe. Il faut rejeter l'idée de Staline et de Kuusinen qui veulent établir un tour pour les pays selon leurs divers degrés de développement, et leur distribuer à l'avance des payoks (rations) révolutionnaires. Il faut tenir compte du cours réel de la lutte de classe! En cela, Lénine reste un guide incomparable, mais il faut le prendre en *entier*.

Lorsqu'en 1919, surtout à cause de l'organisation de l'Internationale Communiste, Lénine unifia les conclusions de la période écoulée, en les exprimant



dans des formules théoriques de plus en plus achevées, il interpréta ainsi l'expérience du régime de Kerensky et d'Octobre : dans une société bourgeoise où les contradictions de classe sont déjà développées, il ne peut exister que la dictature de la bourgeoisie, ouverte ou masquée, ou la dictature du prolétariat. Aucun régime intermédiaire n'est possible. Toute démocratie, toute « dictature démocratique » (les guillemets ironiques sont de Lénine) ne sera que la domination masquée de la bourgeoisie; ceci est démontré par l'expérience du pays européen le plus arriéré, la Russie, pendant sa révolution bourgeoise, c'est-à-dire à l'époque la plus favorable pour « la dictature démocratique. » Cette conclusion constitua la base des thèses de Lénine sur la démocratie, qui furent le résultat de l'expérience combinée de la révolution de février et de celle d'Octobre.

Comme beaucoup d'autres, Radek sépare mécaniquement le problème de la démocratie du problème de la dictature démocratique. « La dictature démocratique » ne peut être qu'un déguisement de la domination de la bourgeoisie pendant la révolution. L'expérience de notre double pouvoir (1917) nous l'apprend aussi bien que l'expérience du Kuomintang chinois.

Les épigones sont désespérants : même maintenant, ils essaient d'opposer la dictature démocratique aussi bien à la dictature de la bourgeoisie qu'à la dictature du prolétariat. Mais, cela signifie que la dictature démocratique devrait avoir un contenu intermédiaire c'est-à-dire petit bourgeois. Le fait que le prolétariat y participe n'y change rien, car il n'existe pas de moyenne arithmétique des différentes lignes de



classe. Si ce n'est ni la dictature de la bourgeoisie ni celle du prolétariat, cela signifie que la petite bourgeoisie doit y jouer le rôle *déterminant et décisif*. Mais, cela nous renvoie à cette même question à laquelle trois révolutions russes et deux révolutions chinoises ont déjà donné réponse, à savoir, la petite bourgeoisie est-elle capable de jouer aujourd'hui, dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme, un rôle révolutionnaire dirigeant dans les pays capitalistes, même si ces pays sont arriérés et ont encore à accomplir leurs tâches démocratiques?

Nous connaissons bien les époques où les couches inférieures de la petite bourgeoisie ont établi leur dictature révolutionnaire. Mais, c'était quand le prolétariat, ou le semi-prolétariat, ne s'était pas encore détaché de la petite bourgeoisie : au contraire, dans son état embryonnaire, il en formait la phalange militante. Aujourd'hui, la situation est toute différente. Il est évident que la petite bourgeoisie est incapable de diriger la vie de la société bourgeoise moderne, même si cette société est arriérée, parce que le prolétariat s'est déjà détaché d'elle et s'est dressé contre la grande bourgeoisie qui, dans les cadres du développement capitaliste, réduit à néant la petite bourgeoisie et met la paysannerie devant la nécessité de choisir entre elle et le prolétariat. Chaque fois que la paysannerie, séduite par les apparences, choisit le parti de la petite bourgeoisie, elle prête, en réalité, son appui au capital financier. Si, pendant la première révolution russe ou dans l'intervalle qui sépara les deux révolutions, on pouvait encore discuter *du degré d'indépendance* (du degré seulement!) de la



paysannerie et de la petite bourgeoisie dans la révolution démocratique, cette question est maintenant résolue définitivement et irrévocablement par le cours des événements des douze dernières années.

Après Octobre, elle se posa à nouveau, d'une manière pratique, dans beaucoup de pays, et sous différents aspects et combinaisons, mais partout elle fut résolue de la même façon. Après l'expérience du régime de Kerensky, la plus importante fut, comme nous l'avons déjà dit, l'expérience du Kuomintang. Non moins significative est celle du fascisme, en Italie où la petite bourgeoisie, les armes à la main, arracha le pouvoir aux vieux partis bourgeois pour le remettre à l'oligarchie financière. Nous rencontrons le même problème en Pologne où le coup d'Etat de Pilsudski, dirigé contre le gouvernement réactionnaire des bourgeois et des grands propriétaires fonciers, exprima les espoirs des masses petites-bourgeoises et même de larges couches du prolétariat. Ce n'est pas par hasard que le vieux social démocrate polonais Varsky, craignant de « sous-estimer » la paysannerie, identifia le coup d'Etat de Pilsudski avec « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Nous ne pouvons pas faire ici une analyse détaillée de l'expérience bulgare et de la politique honteusement embrouillée des Kolarov et des Kabaktchieff à l'égard du parti paysan de Stamboulyski, ou de la collusion infâme avec le parti fermier-ouvrier aux États-Unis, ou du roman de Zinoviev avec Raditch, ou de l'expérience du parti communiste roumain, etc., etc. Dans leurs traits essentiels, certains de ces faits ont été analysés dans ma *Critique du programme de l'Internationale communiste*. Les



leçons d'Octobre sont entièrement confirmées par cette conclusion fondamentale : la petite-bourgeoisie, y compris la paysannerie, n'est capable de diriger la société bourgeoise moderne (même si elle est arriérée) ni à l'époque de la révolution ni à l'époque de la réaction. La paysannerie peut seulement soutenir ou la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat. Les formes intermédiaires ne servent qu'à masquer, qu'à déguiser la dictature de la bourgeoisie qui est déjà ébranlée ou qui ne s'est pas encore remise de quelque bouleversement (le régime de Kerensky ou de Pilsudski, le fascisme).

La paysannerie ne peut suivre que la bourgeoisie ou le prolétariat. Si le prolétariat veut, à tout prix, marcher avec la paysannerie qui ne le suit pas encore, il marche, en réalité, à la remorque du capital financier : ainsi firent les ouvriers qui, en 1917, étaient pour la défense nationale en Russie ; les ouvriers du Kuomintang, y compris les communistes, en Chine ; les ouvriers du P. P. S. <sup>1</sup>, en 1926, en Pologne, etc. Celui qui n'a pas compris cela profondément n'a rien appris des événements : il ferait mieux de ne pas se mêler de politique révolutionnaire.

La conclusion fondamentale que Lénine tira des leçons de Février et d'Octobre, sous son aspect le plus achevé et le plus général, répudie définitivement l'idée de la « dictature démocratique. » Voici ce qu'il écrivit à ce sujet et répéta plusieurs fois, depuis 1918.

« Toute l'économie politique, toute l'histoire de la révolution, toute l'histoire du développement politique au XIX<sup>e</sup> siè-

---

1. P. P. S., Parti polonais socialiste (Daszynski et C<sup>1e</sup>).



cle, nous apprennent que le paysan n'a jamais fait que suivre le bourgeois ou l'ouvrier. Si vous ne connaissez pas la raison de ce fait, — c'est un conseil que je donne à ceux qui ne le comprennent pas — examinez le développement d'une des grandes révolutions du XVIII<sup>e</sup> ou du XIX<sup>e</sup> siècle, ou l'histoire politique de quelques pays au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils vous donneront la réponse. L'économie de la société capitaliste est telle que, seuls, le capital ou le prolétariat, qui le renverse, peuvent être une force dominante. Il n'y a pas d'autres forces dans l'économie de cette société » (T. XVI, p. 217).

Il ne s'agit pas ici de l'Angleterre ou de l'Allemagne contemporaines. Se basant sur les leçons de chaque grande révolution du XVIII<sup>e</sup> ou du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire de *révolutions bourgeoises* dans des pays *arriérés*, Lénine en arrive à la conclusion que, seules, la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat sont possibles. Aucune dictature intermédiaire ou « démocratique » n'est possible.



Comme nous l'avons déjà vu, Radek résume son excursion théorique et historique en un aphorisme assez maigre : il faut distinguer la révolution bourgeoise de la révolution socialiste. Arrivé à cette « étape », Radek tend directement un doigt à Kuussinen : ce dernier, partant de sa seule ressource, c'est-à-dire du « bon sens », estime incroyable qu'on puisse proclamer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays arriérés. Avec la franchise d'un homme qui ne comprend rien, Kuussinen dénonce Trotsky « qui n'a rien appris depuis 1905. » Echo de Kuussinen,



Radek exerce son ironie sur Trotsky qui (prétend-il) trouve que :

« l'originalité de la révolution chinoise ou hindoue consiste précisément dans ce qu'elle ne diffère guère des révolutions occidentales et devrait, en conséquence, aboutir, dès ses premiers pas (?!), à la dictature du prolétariat. »

Radek oublie une bagatelle : la dictature du prolétariat s'est justement réalisée dans un pays arriéré de l'Europe orientale, et non pas dans les pays de l'Europe occidentale. Est-ce la faute de Trotsky si le développement historique n'a pas tenu compte de « l'originalité » de la Russie? Radek oublie, en outre, que la bourgeoisie ou, plus exactement, le capital financier domine dans *tous* les pays capitalistes, malgré leurs différents degrés de développement, malgré leurs traditions, leur structure sociale, etc., autrement dit malgré toute leur « originalité ». Encore une fois, la faute n'en est pas à Trotsky, mais bien au développement historique, si cette originalité n'est pas assez respectée.

Mais alors, quelle différence y a-t-il entre les pays avancés et les pays arriérés? Une très grande différence, mais qui reste toujours subordonnée aux rapports de la domination capitaliste. Les formes et les méthodes de la domination de la bourgeoisie sont extrêmement diverses selon les pays. Aux deux pôles extrêmes, nous avons, d'un côté, la domination directe et absolue : *les Etats-Unis*, de l'autre, le capital financier, adapté aux institutions surannées du moyen âge asiatique, qui se les subordonne, les utilise et leur impose ses méthodes : *l'Inde*. Mais la bourgeoisie règne aussi bien ici que là. Cela nous



laisse supposer que la dictature du prolétariat, elle aussi, prendra, dans les différents pays, un caractère extrêmement varié quant à sa base sociale, ses formes politiques, ses tâches immédiates et son rythme. Mais il n'y a que l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat, se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir, qui pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et des bourgeois nationaux.

Radek croit tenir compte de « l'originalité » des différents pays (par opposition à moi!) parce qu'il a tout simplement divisé le genre humain en deux catégories : dans la première, entrent les pays qui sont « mûrs » pour la dictature socialiste, et dans la seconde, les pays qui ne sont « mûrs » que pour la dictature démocratique. En réalité, il se sert là d'un cliché vide qui est vraiment capable de détourner les communistes d'une véritable étude de l'originalité de chaque pays. Cependant, un bon système de revendications et d'actions et un programme sûr de lutte pour l'influence sur les masses ouvrières et paysannes ne peuvent être basés que sur l'étude détaillée de l'originalité réelle de chaque pays, c'est-à-dire de l'enchaînement vivant des différentes étapes du développement historique. Un pays qui n'a pas fait ou n'a pas achevé sa révolution démocratique présente des particularités extrêmement importantes qu'on doit mettre à la base du programme de l'avant-garde prolétarienne. C'est seulement avec de pareils programmes *nationaux* que le parti communiste peut engager, avec succès, une lutte effective contre la bourgeoisie et son agence démocratique, et gagner à



lui la majorité de la classe ouvrière et des travailleurs.

Bien entendu, les chances de succès de cette lutte dépendent principalement du rôle du prolétariat dans l'économie du pays, par conséquent du degré de développement capitaliste. Cela ne constitue pourtant pas l'unique critérium. Il est non moins important de savoir s'il existe dans ce pays un problème « populaire » de grande envergure et d'actualité passionnante qui touche aux intérêts de la majorité de la nation et dont la solution ne pourra être donnée que par des mesures révolutionnaires extrêmement hardies. Tels sont le problème agraire et le problème national, dans leurs différentes combinaisons. Etant donnés l'acuité du problème agraire et le caractère odieux de l'oppression nationale, le prolétariat des pays coloniaux, en dépit de sa jeunesse et de son développement relativement faible, peut, en se plaçant sur le terrain de la *révolution nationale-démocratique*, arriver au pouvoir plus tôt que le prolétariat d'un pays avancé qui se placerait sur un terrain purement *socialiste*. Il semblait qu'on n'avait plus besoin de démontrer cela après Octobre. Mais, pendant les années de la réaction et de la débauche théorique des épigones, les notions les plus élémentaires sur la révolution ont été tellement décomposées qu'on est obligé chaque fois de recommencer par l'alphabet.

Est-ce que tout ce qu'on a dit plus haut signifie que tous les pays du monde sont actuellement plus ou moins mûrs pour la révolution socialiste? Non, c'est là une manière fausse, mécanique et scolastique de poser la question, c'est la manière stalino-



boukharinienne. Indiscutablement, l'économie mondiale est, dans son ensemble, mûre pour le socialisme. Mais cela ne signifie nullement que chaque pays, pris isolément, se trouve dans cette situation. Comment instituer alors la dictature du prolétariat dans différents pays arriérés, comme la Chine, l'Inde, etc? Nous répondons : l'histoire ne se fait pas sur commande. Tel pays peut être « mûr » pour la dictature du prolétariat, sans l'être cependant ni pour la construction indépendante du socialisme, ni même pour de larges mesures de socialisation. Il ne faut jamais prendre, comme point de départ, l'harmonie pré-établie de l'évolution sociale. En dépit de la douce étreinte théorique de Staline, la loi de l'inégalité du développement existe encore. Elle manifeste sa puissance aussi bien dans les rapports entre pays que dans la corrélation de différentes séries de phénomènes à l'intérieur d'un seul pays. Ce n'est qu'à l'échelle mondiale qu'on pourra réconcilier le développement inégal de l'économie et de la politique. Cela signifie, en particulier, qu'on ne peut pas considérer exclusivement le problème de la dictature du prolétariat en Chine dans les seules limites de l'économie et de la politique chinoises. Nous en sommes ici à deux points de vue qui s'excluent réciproquement : l'un est celui de la théorie internationaliste et révolutionnaire de la révolution permanente et l'autre est celui de la théorie nationale-réformiste du socialisme dans un seul pays. Non seulement la Chine arriérée, mais aucun pays du monde ne pourra construire le socialisme dans ses cadres nationaux : les forces productives hautement développées qui débordent les limites nationales s'y opposent au même titre



que les forces productives insuffisamment développées pour la nationalisation. La dictature du prolétariat en Angleterre, par exemple, se heurtera à des obstacles et à des difficultés différentes, mais peut-être aussi grandes, que celles qui se dresseront devant la dictature du prolétariat en Chine. Dans les deux cas, les contradictions ne pourront être supprimées qu'au moyen de la révolution internationale. Cette manière de poser la question exclut la possibilité même de se demander si la Chine est ou n'est pas « mûre » pour la rénovation socialiste. Il reste, néanmoins, indiscutable que l'état arriéré de la Chine rendra extrêmement difficile les tâches de la dictature prolétarienne. Mais répétons encore une fois : l'histoire ne travaille pas sur commande et le prolétariat chinois n'a pas le choix.

Est-ce que cela signifie du moins que tout pays, même un pays colonial arriéré, est mûr pour la dictature du prolétariat, s'il ne l'est pas pour le socialisme? Non, cela ne le signifie guère. Et alors comment faire la révolution démocratique en général et dans les colonies en particulier? Et où avez-vous appris — répondrai-je à cette question par cette autre — que chaque pays colonial est mûr pour l'accomplissement immédiat et intégral de ses tâches nationales-démocratiques? Il faut renverser le problème. Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution nationale-démocratique ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des



résultats incomplets et néfastes aux masses travailleuses. En 1905, le prolétariat de Russie n'a pas eu assez de forces pour rassembler autour de lui les masses paysannes et conquérir le pouvoir. Ce fut là la cause de l'arrêt à mi-chemin de la révolution et de la dégringolade qui suivit. En Chine où le prolétariat, en dépit d'une situation extrêmement favorable, fut empêché de lutter pour le pouvoir par la direction de l'Internationale communiste, les tâches nationales furent accomplies d'une manière misérable, instable et mauvaise sous le régime du Kuomintang.

On ne peut pas prévoir quand et dans quelles conditions tel ou tel pays sera mûr pour la solution véritablement révolutionnaire des questions agraire et nationale. Mais, en tout cas, nous pouvons d'ores et déjà affirmer avec certitude que la Chine aussi bien que l'Inde ne pourront arriver à une véritable démocratie populaire, c'est-à-dire ouvrière et paysanne, qu'au moyen de la dictature du prolétariat. Un grand nombre d'étapes différentes peuvent les attendre sur ce chemin. Sous la pression des masses populaires, la bourgeoisie fera encore des pas à gauche, pour frapper ensuite le peuple d'une manière plus impitoyable. Des périodes de « double pouvoir » sont possibles et probables. Mais une hypothèse est complètement exclue : il n'y aura pas de véritable dictature démocratique si elle n'est pas la dictature du prolétariat. Une dictature démocratique indépendante ne peut prendre que le caractère du Kuomintang, ce qui signifie qu'elle sera entièrement dirigée contre les ouvriers et les paysans. Il faut le comprendre à l'avance et l'apprendre aux masses, sans



acher la réalité des classes sous une formule abstraite.

Staline et Boukharine enseignèrent que, grâce à l'oppression impérialiste, la révolution nationale en Chine pouvait être accomplie par la bourgeoisie. On essaya. Quel fut le résultat? Le prolétariat fut égorgé. Ensuite on dit : c'est le tour de la dictature démocratique. Mais la dictature petite-bourgeoise ne fut qu'un déguisement de la dictature du capital. Fut-ce par hasard? Aucunement : « Le paysan ne suit que l'ouvrier ou le bourgeois. » Dans le premier cas on aboutit à la dictature du prolétariat; dans le second, à la dictature de la bourgeoisie. Il paraît que la leçon chinoise est assez significative. Mais les épigones ne se découragent pas : « Ce n'est qu'une expérience mal réussie, nous répondent-ils; nous allons la refaire, la recommencer à nouveau, et cette fois-ci nous créerons une « véritable dictature démocratique. » Par quels moyens? — Sur la base de la collaboration du prolétariat et de la paysannerie : telle est la dernière découverte que Radek nous offre. — Mais, permettez : le Kuomintang s'est développé sur la même base, les ouvriers et les paysans ont déjà « collaboré » en tirant les marrons du feu pour la bourgeoisie. Dites-nous quelle sera la mécanique politique de cette collaboration? Que mettrez-vous à la place du Kuomintang? Quels partis seront au pouvoir? Nommez-les ou décrivez-les à peu près! A tout cela, Radek réplique (en 1928!) que, seuls, des gens finis, incapables de concevoir toute la complexité du marxisme, peuvent s'intéresser à une question technique d'importance secondaire et demander quelle classe fera le cheval et quelle autre le cavalier.



Un vrai bolchevik, prétend Radek, doit se « détacher » de la « superstructure » politique et ne penser qu'aux bases de classe. — Ah, non, ça, ce sont des plaisanteries! Nous en avons assez, de ce « détachement ». On fit abstraction en Chine de la collaboration des classes exprimée sous forme de parti entraînant le prolétariat dans le Kuomintang, on s'emballa pour le Kuomintang jusqu'à perdre la tête, on s'opposa furieusement à la sortie du Kuomintang, on se débarrassa des questions politiques actuelles par la répétition d'une formule abstraite et, lorsque la bourgeoisie eut, d'une manière très concrète, cassé la tête au prolétariat, on nous proposa : « Essayons encore une fois, et « détachons »-nous, pour commencer, de la question des partis et du pouvoir révolutionnaire ». Non, vraiment, c'est une mauvaise plaisanterie! Nous ne nous laisserons pas tirer en arrière!

Tout ce jeu d'équilibre se fait, comme on nous l'a dit, dans l'intérêt de l'union des ouvriers et des paysans. Radek met en garde l'opposition contre la sous-estimation de la paysannerie et lui rappelle la lutte de Lénine contre les mencheviks. Quand on voit ce qu'on fait avec les citations de Lénine, on éprouve parfois un sentiment de révolte amère contre cette insulte portée au respect de la pensée humaine. Oui, Lénine a dit maintes fois que la négation du rôle révolutionnaire de la paysannerie constituait un trait typique des mencheviks. Et c'était juste. Mais, outre ces citations, 1917 se déroula, et, pendant les huit mois qui séparèrent la révolution de février de la Révolution d'Octobre, les mencheviks formèrent un bloc indissoluble avec les socialistes-révolutionnaires. Et, à ce moment-là, les socialistes



révolutionnaires représentèrent l'énorme majorité de la paysannerie, réveillée par la révolution. Les mencheviks avec les socialistes-révolutionnaires se considérèrent comme la démocratie révolutionnaire et nous firent observer que c'étaient eux, précisément, qui s'appuyaient sur l'union des ouvriers et des paysans (des soldats). Ainsi, après la révolution de février, les mencheviks s'emparèrent de la formule bolchevique de l'union des ouvriers et des paysans. Ils accusèrent même les bolcheviks de vouloir détacher l'avant-garde prolétarienne de la paysannerie et, par ce fait même, de ruiner la révolution. En d'autres termes, les mencheviks accusèrent Lénine d'ignorer ou, en tout cas, de sous-estimer la paysannerie. La critique que Kamenev, Zinoviev et autres dirigèrent contre Lénine, ne fut que l'écho de la critique menchevique. Et la critique actuelle de Radek n'est qu'un écho attardé de la critique de Kamenev.

La politique des épigones en Chine, y compris celle de Radek, est la continuation et le développement du truquage menchevik de 1917. Radek, tout comme Staline, justifia la présence du parti communiste dans le Kuomintang en alléguant la nécessité de l'union des ouvriers et des paysans. Lorsqu'on découvrit « par hasard » que le Kuomintang était un parti bourgeois, on recommença l'expérience avec le Kuomintang de gauche. On aboutit aux mêmes résultats. Alors, au dessus de cette triste réalité qui a trahi de grands espoirs, on éleva l'abstraction de la dictature démocratique, opposée à la dictature du prolétariat. Ce fut, de nouveau, une répétition. En 1917, nous avons cent fois entendu de Tseretelli, de Dan et des



autres : « Nous avons déjà la dictature de la démocratie révolutionnaire, et vous voulez la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la ruine ». Vraiment, les hommes ont la mémoire courte. La « dictature révolutionnaire-démocratique » de Staline-Radek ne diffère absolument en rien de la « dictature de la démocratie révolutionnaire » de Tseretelli-Dan. Et, pourtant, cette formule se répète dans toutes les résolutions de l'Internationale Communiste et fait partie de son programme. On pourrait difficilement s'imaginer un déguisement plus habile et, en même temps, une plus cruelle vengeance du menchevisme de toutes les offenses que le bolchevisme lui fit en 1917.

Les révolutionnaires d'Orient, cependant, peuvent exiger qu'on leur donne une réponse au sujet du caractère de la « dictature démocratique », et que cette réponse soit concrète, fondée sur les faits et l'expérience politique et non pas sur d'anciennes citations. A la question : « Qu'est-ce que la dictature démocratique? », Staline donna maintes fois la réponse vraiment classique : pour l'Orient, c'est à peu près la même chose que ce que « Lénine se représentait au sujet de la révolution de 1905. » Cette formule est devenue, en quelque sorte, officielle. On la retrouve dans les livres et les résolutions consacrées à la Chine, à l'Inde ou à la Polynésie. On renvoie les révolutionnaires aux « images » de Lénine concernant des événements futurs qui, depuis longtemps, sont passés et l'on interprète ces prévisions hypothétiques à tort et à travers, mais jamais de la façon dont Lénine lui-même les interpréta *après* les événements.

— Bien, dit le communiste d'Orient, baissant la tête : nous essayerons de nous les représenter exacte-



ment comme Lénine, selon vous, se les représentait avant la révolution. Mais dites-nous s'il vous plaît, sous quel aspect ce mot d'ordre se présenta-t-il en réalité? Comment se réalisa-t-il chez vous?

— Chez nous, il se réalisa sous la forme du régime de Kerensky à l'époque du double pouvoir.

— Pouvons-nous dire à nos ouvriers que le mot d'ordre de la dictature démocratique se présentera chez nous sous la forme du régime de Kerensky?

— Que dites-vous là? Jamais de la vie! Aucun ouvrier n'obéira à ce mot d'ordre : le régime de Kerensky, c'est l'avilissement devant la bourgeoisie et c'est la trahison des travailleurs.

— Mais que devons-nous dire alors? demande avec tristesse le communiste d'Orient.

— Vous devez dire, — lui répond impatiemment quelque Kuusinen de service — que la dictature démocratique est exactement ce que Lénine se représentait au sujet de la république démocratique à venir.

Si le communiste d'Orient n'est pas privé de raison, il tentera d'ajouter :

— Mais Lénine a expliqué en 1918 que la dictature démocratique ne trouva sa véritable réalisation que dans la Révolution d'Octobre qui établit la dictature du prolétariat. Ne serait-il pas préférable que, nous aussi, nous conduisions dans ce sens le parti et la classe ouvrière?

— En aucun cas! N'y pensez même pas! C'est de la r-r-révolution per-r-r-manente! C'est du tr-r-rotskysme!

Après une pareille remontrance, le communiste d'Orient, devenu plus blanc que la neige des plus



hautes cimes de l'Himalaya, renonce à tout esprit d'investigation. Advienne que pourra!

Et le résultat? Nous le connaissons bien : c'est l'avilissement infâme devant Tchang-Kai-Chek ou les aventures héroïques.



## VIII

### DU MARXISME AU PACIFISME

**I**L y a un passage de l'article de Radek qui nous semble très inquiétant; bien qu'il soit en dehors du thème central qui nous intéresse, il y touche, néanmoins, car il démontre l'unité de Radek dans son orientation vers les théoriciens actuels du centrisme. Il s'agit des avances légèrement voilées que Radek fait à l'adresse de la théorie du socialisme dans un seul pays. Il faut s'y arrêter parce que ce côté accessoire de son erreur peut, en se développant de plus en plus, absorber toutes les autres dissensions et démontrer que leur quantité s'est définitivement transformée en qualité.

Il s'agit des dangers qui menacent la révolution de l'extérieur : Radek écrit que « Lénine se rendait parfaitement compte qu'étant donné *le niveau du développement économique de la Russie en 1905*, la dictature prolétarienne ne pourrait s'y maintenir que si le prolétariat occidental venait à son secours ». (*souligné par moi L. T.*)

Tout cela n'est qu'un amas d'erreurs et, avant tout, une grossière violation de la perspective historique. En réalité, Lénine a dit à plusieurs reprises que la



dictature démocratique (et non la dictature prolétarienne) ne pourrait se maintenir en Russie sans la révolution socialiste en Europe. Cette pensée est présente dans tous les articles et discours de Lénine de l'époque du Congrès de Stockholm en 1906 (la polémique contre Plekhanov, le problème de la nationalisation, les dangers de la restauration, etc.). Pendant cette période, Lénine ne souleva pas du tout la question de la dictature prolétarienne en Russie avant la révolution socialiste en Europe Occidentale. Mais, pour le moment, ce n'est pas essentiel.

Que veut dire : « étant donné le niveau du développement économique de la Russie en 1905? » Et où en sommes-nous en ce qui concerne le niveau de 1917? La théorie du socialisme dans un seul pays est fondée sur cette différence de niveaux. Le programme de l'Internationale Communiste a divisé le monde entier en carreaux « suffisants » ou « insuffisants », pour la construction indépendante du socialisme, créant de cette manière toute une série de culs-de-sac désespérants pour la stratégie révolutionnaire.

La différence des niveaux économiques peut certainement avoir une influence décisive dans la force politique de la classe ouvrière. En 1905, nous ne nous sommes pas élevés jusqu'à la dictature du prolétariat, ni même jusqu'à la dictature démocratique. En 1917, nous avons instauré la dictature du prolétariat qui a enseveli la dictature démocratique. Mais, que ce soit au niveau économique de 1917 ou à celui de 1905, la dictature ne peut se maintenir et aboutir au socialisme que si le prolétariat occidental vient à son aide en temps opportun. Evidemment, on ne



peut pas définir *a priori* ce « temps opportun » : il dépend du cours du développement et de la lutte. Par rapport à cette question *fondamentale*, qui est déterminée par la corrélation des forces *mondiales* et qui décide tout en dernière instance, la différence des niveaux de 1905 et de 1917, en Russie, quelle que soit son importance, apparaît comme un facteur secondaire.

Mais Radek ne se borne pas à cette référence ambiguë sur la différence des niveaux. Après avoir relevé que Lénine avait saisi le lien qui unissait les problèmes intérieurs de la révolution aux problèmes mondiaux (je pense bien!) Radek ajoute :

« Lénine n'accentuait pas l'idée de cette connexion entre le maintien de la dictature socialiste en Russie et l'aide du prolétariat de l'Europe occidentale, par la formule accentuée à l'excès de Trotsky qui prétendait que cette aide *devrait être une aide d'Etat* c'est-à-dire l'aide d'un prolétariat qui aurait déjà triomphé » (*souligné par moi L. T.*).

J'avoue que je n'en croyais pas mes yeux en lisant ces lignes. Pourquoi donc Radek a-t-il eu recours à une aussi mauvaise arme empruntée à l'arsenal des épigones? Ce n'est là qu'une timide répétition des banalités de Staline dont nous nous sommes toujours moqués. Entre autres choses, cette citation prouve que Radek se représente assez mal tous les jalons du chemin de Lénine. Lénine n'opposa jamais, comme le fait Staline, la pression du prolétariat européen sur les gouvernements bourgeois à la conquête du pouvoir par le prolétariat; au contraire, il posa la question de l'aide révolutionnaire extérieure d'une façon beaucoup plus accentuée que moi. A



l'époque de la première révolution, il répéta sans cesse que nous ne saurions maintenir la démocratie (même la démocratie!) sans la révolution socialiste en Europe. En 1917-1918 et pendant les années qui suivirent, Lénine évalua et envisagea toujours le sort de notre révolution en liaison avec la révolution socialiste qui était déjà commencée en Europe. Il disait carrément, par exemple, que « notre perte est inévitable si la révolution n'est pas victorieuse en Allemagne ». Et il l'affirma en 1918, et non à l'époque du « niveau économique » de 1905, ayant en vue non les décades à venir mais une échéance plus proche, qu'on pouvait estimer à quelques années, sinon à quelques mois.

Lénine expliqua des dizaines de fois : si nous avons tenu ferme, « c'est exclusivement à cause des conditions *spéciales* qui nous ont défendus pour un court moment (un court moment! *L. T.*) contre l'impérialisme mondial ». Et plus loin : « L'impérialisme mondial... ne pourrait, en aucun cas, à aucune condition vivre côte à côte avec la République Soviétique... Le conflit apparaît ici inévitable ». Et sa conclusion? Est-ce l'espoir pacifiste de la « pression » du prolétariat et de la « neutralisation » de la bourgeoisie? Non, sa conclusion est la suivante : « C'est la plus grande difficulté pour la révolution russe... que la nécessité de provoquer la révolution mondiale » (*T. XV*, p. 126). Quand dit-on et écrit-on cela? Pas en 1905, lorsque Nicolas II s'entendit avec Guillaume II pour anéantir la révolution et lorsque je donnai ma « formule trop accentuée », mais bien en 1918 et en 1919 et pendant les années qui suivirent.

Voici ce que Lénine, jetant un regard en arrière



exposa au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste :

« Nous comprenions parfaitement que, sans le soutien de la révolution internationale et mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible (chez nous *L. T.*). Avant et même après la révolution, nous pensions : Ou bien la révolution éclatera immédiatement ou, au moins, très prochainement dans les autres pays plus développés au point de vue capitaliste, ou bien nous sommes condamnés à périr. En dépit de cette conviction, nous faisons tout pour conserver, à tout prix et à toutes conditions, le système soviétique car nous étions certains de travailler non seulement pour nous, mais aussi pour la révolution mondiale. Nous en étions certains et nous avons souvent exprimé cette conviction, aussi bien avant la Révolution d'Octobre qu'immédiatement après elle et pendant la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, *Et, en somme, c'était juste.* Mais en réalité, le mouvement n'allait pas aussi droit que nous l'avons supposé » (compte rendu du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, p. 354 de l'édition russe).

A partir de 1921, le mouvement n'alla pas aussi droit que nous l'avions prévu avec Lénine en 1917-1919 (et non seulement en 1905). Mais il suivit, quand même, le chemin des contradictions irréconciliables entre l'Etat ouvrier et le monde bourgeois. L'un d'eux doit périr. Seul, le développement victorieux de la révolution prolétarienne en Occident pourra mettre l'Etat ouvrier à l'abri des dangers militaires et économiques. Essayer de découvrir deux points de vue dans cette question — l'un de moi et l'autre



de Lénine — c'est le comble de la malpropreté théorique. Relisez au moins Lénine, ne le calomniez pas, ne nous nourrissez pas de la bouillie refroidie de Staline!

Mais la dégringolade ne s'arrête pas là. Après avoir inventé que Lénine aurait jugé suffisante une aide simple (au fond réformiste, à la Purcell) du prolétariat mondial tandis que Trotsky exigeait d'une « façon accentuée » une aide d'Etat, c'est-à-dire une aide révolutionnaire, Radek continue :

« L'expérience a prouvé que, sur ce point aussi, ce fut Lénine qui eut raison. Le prolétariat européen n'a pas encore réussi à conquérir le pouvoir mais il eut assez de force pour empêcher la bourgeoisie mondiale de jeter contre nous des effectifs considérables pendant l'intervention. Il nous aida, de cette manière, à défendre le pouvoir soviétique. A côté des contradictions du monde capitaliste, la peur du mouvement ouvrier fut la force principale qui nous assura la paix, pendant huit ans, après la fin de l'intervention. »

Ce passage, bien qu'il ne brille pas par son originalité, même par rapport aux exercices des écrivains fonctionnaires modernes, est quand même remarquable par son assemblage d'anachronismes historiques, de confusion politique et de grossières erreurs de principe.

Les mots de Radek peuvent faire croire que, dans sa brochure : *Deux tactiques* (et c'est le seul ouvrage que Radek cite), Lénine prévoyait à l'avance, en 1905, que les relations de force entre les Etats et entre les classes après 1917 seraient telles qu'elles rendraient impossible pour longtemps une grande



intervention militaire contre nous. Par contre, Trotsky, en 1905, ne prévoyait pas la situation qui devait se former après la guerre impérialiste et il ne tenait compte que des réalités contemporaines, comme l'armée puissante du Hohenzollern, la forte armée du Habsbourg, la formidable bourse française, etc. Mais c'est là un anachronisme monstrueux doublé, par dessus le marché, d'une ridicule contradiction interne. Selon Radek, mon erreur principale fut d'avoir formulé la perspective de la dictature du prolétariat à l'époque « où le niveau était celui de 1905 ». Maintenant, il a découvert ma seconde erreur : pourquoi n'avais-je pas lié la perspective de la dictature du prolétariat, que je formulais à la veille de la révolution de 1905, à la situation internationale qui se créa seulement après 1917? Nous ne nous étonnons pas quand ces arguments viennent de Staline; ils lui sont habituels : nous connaissons trop bien son « niveau de développement » qui était le même en 1917 qu'en 1928. Mais comment Radek a-t-il pu se mêler à cette compagnie?

Mais ce n'est pas le pire. Le pire, c'est que Radek a franchi la limite qui sépare le marxisme de l'opportunisme, et la position révolutionnaire de la position pacifiste. Au fond, il ne s'agit pas d'autre chose que de la lutte contre la guerre; autrement dit, il s'agit de savoir *par quels chemins et par quelles méthodes on pourra éviter ou arrêter la guerre : par la pression exercée par le prolétariat sur la bourgeoisie ou par la guerre civile qui a pour but de renverser la bourgeoisie?* Radek a introduit, par hasard, cette question fondamentale de la politique prolétarienne dans la sphère de nos discussions.



Radek voudrait-il prétendre que « j'ignore », en général, non seulement la paysannerie mais aussi la pression du prolétariat sur la bourgeoisie, et que je ne tiens compte que de la révolution prolétarienne? Je doute qu'il ait le courage de soutenir une pareille bêtise, digne de Thaelman, de Sémard ou de Monmousseau. Au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Zinoviev, Thalheimer, Thaelman, Bela Kun et autres, qui furent alors ultra-gauchistes, défendirent la tactique des « putschs » en Occident comme la voie du salut pour l'U. R. S. S. Avec Lénine, je leur expliquai, de la manière la plus populaire, que la meilleure aide qu'ils pourraient nous prêter serait d'affermir systématiquement et régulièrement leurs positions en se préparant à la conquête du pouvoir et non pas d'improviser des aventures révolutionnaires. Malheureusement, Radek ne fut pas alors du côté de Lénine et de Trotsky : il fut du côté de Zinoviev et de Boukharine. Mais Radek se rappelle certainement — en tout cas les comptes rendus du III<sup>e</sup> Congrès le rappellent bien — que le fond de l'argumentation de Lénine et de la mienne fut dirigé contre la « formule accentuée » des ultra-gauchistes. Cependant, tout en leur démontrant que le renforcement du parti et la pression accrue du prolétariat constituaient de sérieux facteurs dans les rapports intérieurs et internationaux, nous ajoutions toujours que la « pression » n'était qu'une fonction de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et dépendait entièrement de cette dernière. Voilà pourquoi, au moment de la clôture du Congrès, Lénine prononça, dans une grande séance privée des délégations, un discours dirigé contre les tendances à la passivité et



à l'expectative. On peut à peu près résumer ce discours de la manière suivante : Ne vous lancez pas dans des aventures mais, tout de même, hâtez-vous, chers amis, car on ne peut pas tenir longtemps avec la seule « pression ».

Radek signale qu'après la guerre le prolétariat européen, s'il n'a pas su prendre le pouvoir, a tout de même pu empêcher la bourgeoisie de nous écraser. Nous l'avons signalé nous-mêmes à plusieurs reprises. Le prolétariat européen, cependant, ne réussit à le faire que grâce aux lourdes conséquences objectives de la guerre impérialiste et aux antagonismes mondiaux qu'elle avait accentués et qui s'ajoutaient à la « pression ». Il n'est pas possible de dire quel fut celui de ces éléments — la lutte des impérialistes, le désarroi économique ou la pression du prolétariat — qui joua le rôle décisif. On ne peut même pas poser la question de cette manière. Mais que la seule pression pacifique ne suffise pas, c'est parfaitement prouvé par la guerre impérialiste qui éclata en dépit de toutes les « pressions ». Et, finalement, notons la chose la plus importante : si, pendant les premières années critiques, les plus difficiles, de l'existence de la République Soviétique, la pression du prolétariat fut efficace, c'est uniquement parce qu'il s'agissait alors pour les ouvriers d'Europe, non de pression, mais bien d'une lutte pour le pouvoir qui prit plusieurs fois la forme d'une guerre civile.

En 1905, il n'y avait pas de guerre en Europe, il n'y avait pas non plus de désarroi économique, et le capitalisme et le militarisme étaient en pleine vigueur. La « pression » de la social-démocratie n'aurait pas pu alors empêcher Guillaume ou François-



Joseph d'envoyer leurs troupes en Pologne et, en général, de venir à l'aide du tzar. Et, même en 1918, la pression du prolétariat allemand n'empêcha pas le Hohenzollern d'occuper les provinces baltiques et l'Ukraine. Il n'arriva pas jusqu'à Moscou uniquement par manque de forces militaires. Si les choses s'étaient présentées autrement, pourquoi aurions-nous signé la paix de Brest-Litovsk? Avec quelle facilité on oublie les événements d'hier! Ne se bornant pas à l'espoir de la « pression du prolétariat », Lénine disait souvent que nous serions certainement perdus sans la révolution allemande. Et c'était juste, au fond, bien que les échéances se soient modifiées. Pas d'illusions : nous n'avons obtenu qu'un moratorium sans date fixe. Nous continuons toujours à vivre sous le régime du « répit ».

La situation dans laquelle le prolétariat, sans être encore capable de s'emparer du pouvoir peut tout de même empêcher la bourgeoisie de l'utiliser pour faire la guerre est un état d'équilibre instable de classe à sa plus haute expression. On l'appelle équilibre instable parce qu'il ne peut pas durer longtemps. Il doit pencher d'un côté ou de l'autre. Ou bien le prolétariat arrivera au pouvoir ou bien la bourgeoisie, par une série de coups successifs, affaiblira la pression révolutionnaire au point de regagner sa liberté d'action et, avant tout, dans la question de la guerre et de la paix.

Seul, un réformiste peut s'imaginer que la pression du prolétariat sur l'État bourgeois est un facteur qui s'accroît d'une façon permanente et offre une garantie contre l'intervention. C'est cette conception qui donna naissance à la théorie de la construction



du socialisme dans un seul pays et à celle de la *neutralisation* de la bourgeoisie mondiale (Staline). La chouette n'apparaît qu'au crépuscule : de même, la théorie de Staline sur la neutralisation de la bourgeoisie au moyen de la pression du prolétariat ne fit son apparition qu'au moment où les conditions, qui l'avait engendrée, commencèrent à disparaître.

Pendant que l'expérience faussement interprétée de la période d'après guerre faisait naître un espoir factice dans la possibilité de se passer de la révolution prolétarienne en Europe, en la remplaçant par le « soutien » général, la situation mondiale changea radicalement. Les défaites subies par le prolétariat ouvrirent le chemin à la stabilisation capitaliste. Le désarroi économique du capitalisme d'après guerre fut surmonté. De nouvelles générations qui n'ont pas subi les horreurs du carnage impérialistes ont surgi. Le résultat, c'est qu'en ce moment la bourgeoisie peut disposer de sa machine militaire beaucoup plus facilement qu'il y a cinq ou huit ans. Les masses ouvrières s'orientant de plus en plus à gauche, le développement ultérieur de ce phénomène fera certainement grandir de nouveau leur pression sur l'Etat bourgeois. Mais c'est une arme à double tranchant. La menace croissante des masses ouvrières pourrait, lors d'une étape ultérieure, pousser la bourgeoisie à prendre des mesures énergiques pour prouver qu'elle reste toujours le maître et à tenter d'écraser la République Soviétique, ce foyer principal de contagion. *La lutte contre la guerre ne se mène pas au moyen de la pression exercée sur le gouvernement : elle se mène seulement au moyen de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.* L'action



« pacifiste » de la lutte de classe du prolétariat ainsi que son action « réformiste » ne représentent qu'un produit secondaire de la lutte pour le pouvoir; elles n'ont qu'une force relative et peuvent facilement provoquer l'effet opposé, c'est-à-dire pousser la bourgeoisie sur le chemin de la guerre. La peur de la bourgeoisie devant le mouvement ouvrier, que Radek évoque d'une manière si unilatérale, constitue la principale espérance des social-pacifistes. Mais la peur seule ne décide rien. C'est la révolution qui décide. Voilà pourquoi Lénine disait que la seule garantie contre la restauration monarchique en 1905 et contre la restauration capitaliste en 1918 résidait, non pas dans la pression du prolétariat, mais bien dans sa victoire révolutionnaire en Europe. C'est la seule manière juste de poser la question. En dépit de la longue durée du « répit », elle conserve aujourd'hui toute sa force. Je n'ai jamais posé autrement la question. En 1906, j'écrivis dans *Bilans et perspectives* :

C'est justement la peur du soulèvement du prolétariat qui force les partis bourgeois, tout en votant de monstrueux budgets militaires, à manifester solennellement en faveur de la paix et à rêver de chambres internationales d'arbitrage ou même d'organisation des Etats-Unis d'Europe. Tout cela n'est qu'une misérable déclamation qui ne pourra certainement éviter ni l'antagonisme entre les Etats ni les conflits armés (« *Notre révolution* » : *Bilans et perspectives*, p. 283).

L'erreur fondamentale du VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste fut de prétendre élaborer des



ordonnances techniques et révolutionnaires contre les menaces de guerre, après avoir séparé la lutte contre la guerre de la lutte pour le pouvoir. Il le fit pour sauver les conceptions pacifistes et national-réformistes de Staline et de Boukharine.

Les animateurs du VI<sup>e</sup> Congrès, ces pacifistes apeurés, ces constructeurs angoissés du socialisme dans un seul pays, tentèrent d'éterniser la « neutralisation » de la bourgeoisie à l'aide de méthodes renforcées de « pression ». Obligés de comprendre que leur direction précédente avait abouti à la défaite de la révolution dans toute une série de pays et rejeté bien en arrière l'avant-garde internationale du prolétariat, ils se hâtèrent, tout d'abord, de se débarrasser de la « formule accentuée » du marxisme, qui lie indissolublement le problème de la guerre et le problème de la révolution. Ils firent de la lutte contre la guerre une tâche autonome et spéciale. Et, pour que les partis nationaux ne manquent pas l'heure décisive, ils proclamèrent le danger de guerre, danger permanent, imminent, immédiat. Tout ce qui se passe dans le monde ne se fait que pour la guerre. La guerre n'est plus maintenant une arme du régime bourgeois : c'est le régime bourgeois qui est une arme de la guerre. La lutte de l'Internationale Communiste contre la guerre finit par devenir un code de formules rituelles répétés automatiquement et à tout propos qui perdent, peu à peu, leur force effective.

Le national-socialisme de Staline a tendance à transformer l'Internationale Communiste en une arme auxiliaire de la « pression » sur la bourgeoisie. C'est cette tendance, et non le marxisme, que Radek sou-



tient de sa critique hâtive, mal soignée et mal réflé-  
chie. Après avoir perdu la boussole, il se trouve dans  
un courant étranger qui peut l'entraîner vers des  
rives bien lointaines.

Alma-Ata, octobre 1928.



## QU'EST-CE DONC QUE LA RÉVOLUTION PERMANENTE ?

(THÈSES)

J'ESPÈRE que le lecteur ne m'en voudra pas si, avant de terminer cet ouvrage, j'essaie de formuler mes conclusions essentielles d'une façon concise et sans crainte des répétitions.

1. La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le développement de la lutte idéologique et de la lutte de classe a fait définitivement sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles dissensions entre marxistes russes et l'a posée comme problème du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général.

2. Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et nationales-libératrices* n'est concevable que par la dictature du prolétariat qui prend la tête de la nation opprimée et, avant tout, de ses masses paysannes.

3. Non seulement la question agraire mais aussi



la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues; elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie nationale-libérale.

4. Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique.

5. Envisagé du point de vue historique, l'ancien mot d'ordre bolchevik : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » exprimait exactement les rapports entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale qui ont été caractérisés plus haut. Cela fut démontré par l'expérience d'Octobre. Mais l'ancienne formule de Lénine ne préjugait pas quels seraient les rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes : la formule admettait consciemment un certain nombre d'éléments algébriques qui, au cours



de l'expérience historique, devaient céder la place à des éléments arithmétiques plus précis. Et cette expérience a prouvé, dans des circonstances telles qu'aucune autre interprétation n'est plus permise, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant. Le paysan suit ou l'ouvrier ou le bourgeois. Cela signifie que la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » n'est concevable que comme *dictature du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes*.

6. Une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, en tant que régime se distinguant, par son contenu de classe, de la dictature du prolétariat, ne serait réalisable que dans le cas où pourrait être mis sur pied un parti révolutionnaire indépendant, qui exprimerait les intérêts de la démocratie paysanne et petite-bourgeoise en général, un parti capable, avec l'aide du prolétariat, de conquérir le pouvoir et d'en déterminer le programme révolutionnaire. L'expérience de toute l'histoire de notre époque, et surtout de l'histoire de la Russie au cours des vingt-cinq dernières années, nous montre quel est l'obstacle infranchissable qui s'oppose à la formation d'un parti paysan. C'est le manque d'indépendance économique et politique de la petite bourgeoisie (paysannerie) et sa profonde différenciation interne, qui permet à ses couches supérieures de s'allier à la grande bourgeoisie lors des événements décisifs, surtout lors des guerres et des révolutions, tandis que ses couches inférieures s'allient au prolétariat, ce qui oblige ses couches moyennes à choisir



entre ces deux forces. Entre le régime de Kerensky et le pouvoir bolchevik, entre le Kuomintang et la dictature du prolétariat, il n'y a et il ne peut y avoir aucun régime intermédiaire, c'est-à-dire aucune dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

7. La tendance de l'Internationale Communiste à imposer aujourd'hui aux pays d'Orient le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'un sens réactionnaire. Dans la mesure où l'on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à la dissolution et à la décomposition du prolétariat dans les masses petite-bourgeoises et crée ainsi des conditions favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale, donc à la faillite et à l'effondrement de la révolution démocratique. Introduire ce mot d'ordre dans le programme de l'Internationale Communiste signifie véritablement trahir le marxisme et les traditions d'Octobre du bolchevisme.

8. La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique sera inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit bourgeois de la propriété. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution *permanente*.

9. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle



nationale et internationale. Cette lutte, étant donnée la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes à l'intérieur en guerre civile, et à l'extérieur en guerre révolutionnaire. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, en dehors du fait qu'il s'agit d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique ou d'un vieux pays capitaliste qui est déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme.

10. La révolution socialiste ne peut s'accomplir dans les cadres nationaux. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées, tendent à dépasser le cadre de l'Etat national. De là les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète.

11. Le schéma tracé plus haut du développement de la révolution mondiale élimine la question des pays « mûrs » ou « pas mûrs » pour le socialisme, selon cette classification pédante et figée que le programme actuel de l'Internationale Communiste a établie. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste.



Les différents pays y arriveront avec des rythmes différents. Dans certaines circonstances, des pays arriérés peuvent arriver à la dictature du prolétariat plus rapidement que des pays avancés, mais ils parviendront au socialisme plus tard que ces derniers.

Un pays colonial arriéré ou semi-colonial dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est par ce fait même incapable de mener à bien sa révolution démocratique. Par contre, dans un pays où le prolétariat arrivera au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort futur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces de production nationales que du développement de la révolution socialiste internationale.

12. La théorie du socialisme dans un seul pays, qui a germé sur le fumier de la réaction contre Octobre, est la seule théorie qui s'oppose, d'une manière profonde et conséquente à la théorie de la révolution permanente.

La tentative des épigones de limiter, sous les coups de la critique, l'application de la théorie du socialisme dans un seul pays à la seule Russie, à cause de ses propriétés particulières (l'espace et les richesses naturelles), n'améliore rien, mais au contraire aggrave tout. La renonciation à l'attitude internationale mène inévitablement au *messianisme* national, c'est-à-dire à la reconnaissance d'avantages et de particularités spéciales à un pays, qui lui permettent de jouer un rôle auquel les autres ne sauraient s'élever.

La division mondiale du travail, la dépendance



de l'industrie soviétique à l'égard de la technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques, etc., etc. rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome et isolée dans n'importe quelle contrée du monde.

13. La théorie de Staline-Boukharine oppose non seulement d'une façon mécanique la révolution démocratique à la révolution socialiste, en dépit des expériences des révolutions russes, mais elle détache aussi la révolution nationale de la révolution internationale.

Elle pose devant les révolutions des pays arriérés la tâche d'instaurer le régime irréalisable de la dictature démocratique, qu'elle oppose à la dictature du prolétariat. Ainsi, elle introduit dans la politique des illusions et des fictions, elle paralyse la lutte du prolétariat de l'Orient pour le pouvoir et elle freine la victoire des révolutions coloniales.

Du point de vue de la théorie des épigones, la conquête du pouvoir par le prolétariat constitue, à elle seule, l'accomplissement de la révolution (pour les « neuf dixièmes », selon la formule de Staline); elle inaugure l'époque des réformes nationales. La théorie de l'intégration du « koulak » dans le socialisme et la théorie de la « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale sont, par conséquent, inséparables de la théorie du socialisme dans un seul pays. Elles tiennent et s'effondrent ensemble.

La théorie du national-socialisme dégrade l'Internationale Communiste qu'elle emploie comme une arme auxiliaire utilisable dans la lutte contre une intervention armée. La politique actuelle de l'Inter-



nationale Communiste, son régime et le choix de ses dirigeants correspondent parfaitement à sa déchéance et à sa transformation en une armée de secours qui n'est pas destinée à résoudre d'une manière autonome les tâches qu'on lui propose.

14. Le programme de l'Internationale Communiste, œuvre de Boukharine, est éclectique d'un bout à l'autre. C'est une tentative désespérée d'unir la théorie du socialisme dans un seul pays à l'internationalisme marxiste qui n'est cependant pas séparable du caractère permanent de la révolution mondiale. La lutte de l'Opposition communiste de gauche pour une politique juste et un régime sain dans l'Internationale Communiste est indissolublement liée à la lutte pour un programme marxiste. La question du programme est à son tour inséparable de celle des deux théories opposées : la théorie de la révolution permanente et la théorie du socialisme dans un seul pays. Le problème de la révolution permanente a depuis longtemps dépassé le cadre des dissensions épisodiques entre Lénine et Trotsky, dissensions qui, au surplus, furent entièrement épuisées par l'histoire. Il s'agit de la lutte entre les idées fondamentales de Marx et de Lénine, d'une part, et l'éclectisme des centristes, d'autre part.

FIN



## ÉPILOGUE

COMME on le sait, la crainte, ou la prévision, exprimée dans la conclusion du chapitre précédent s'est réalisée en quelques mois. La critique de la révolution permanente ne servit à Radek que de moyen pour rompre avec l'opposition. Tout notre ouvrage témoigne, nous l'espérons, que le passage de Radek dans le camp stalinien n'est pas une surprise pour nous. Mais chaque reniement a ses degrés d'avilissement. Dans son amende honorable, Radek réhabilite entièrement la politique de Staline en Chine. Cela signifie qu'il a dégringolé jusqu'au fond même de la trahison. Il ne me reste ici qu'à citer un passage de ma réponse à l'acte de pénitence de Radek, Preobrajensky et Smilga, qui constitue un véritable certificat de cynisme politique.

« Comme il sied à tous les faillis qui se respectent, le trio ne put, bien entendu, se réhabiliter qu'au moyen de la « révolution permanente ». Le trio des capitulards se débarrasse de la défaite la plus tragique de l'opportunisme dans l'histoire nouvelle — la révolution chinoise — en prêtant le serment facile de n'avoir rien de commun avec la théorie de la révolution permanente.

« Radek et Smilga défendirent obstinément, aussi bien avant qu'après le coup d'Etat de Tchang-Kaï-



Chek, la soumission du parti communiste chinois au Kuomintang bourgeois. Preobrajensky, comme toujours, bafouilla quelque chose d'incompréhensible. Chose curieuse : tous ceux qui défendirent dans les rangs de l'opposition la mise en servage du parti communiste chinois sont ensuite devenus des capitulards. Aucun des oppositionnels qui sont restés fidèles à leur drapeau ne s'est sali de cette tache. Et cette tache est assurément honteuse. Trois quarts de siècle après la publication du manifeste du parti communiste, un quart de siècle après la fondation du parti bolchevik, ces malheureux « marxistes » ont encore pu défendre la présence des communistes dans la cage du Kuomintang ! En réponse à mes accusations, tout comme aujourd'hui dans sa lettre de pénitence, Radek parla alors de « l'isolement » du prolétariat par rapport à la paysannerie, qui découlerait de la sortie du parti communiste du Kuomintang bourgeois. Peu avant, Radek appela le gouvernement de Canton « paysan-ouvrier » et aida Staline à cacher que le prolétariat chinois était devenu l'esclave de sa bourgeoisie. Et avec quoi couvrir tous ces agissements honteux et toutes les conséquences de cet aveuglement, de cette stupidité, de cette trahison du marxisme ? Mais, bien entendu, avec la révolution permanente !

« Radek qui, depuis le mois de février 1928, chercha des prétextes pour capituler, se rallia immédiatement à la résolution de la séance plénière de février 1928 du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur le problème chinois. Cette résolution déclarait que les trotskystes étaient des « liquidateurs » parce qu'ils donnaient aux défaites le nom



de défaites et parce qu'ils se refusaient à appeler la contre-révolution victorieuse en Chine le plus haut stade de la révolution chinoise. Cette résolution de février déclarait qu'il fallait s'orienter vers le soulèvement armé et les Soviets. Pour quiconque possède la moindre intuition et le moindre flair politique fondés sur l'expérience révolutionnaire, cette résolution apparut comme le modèle de l'aventurisme irresponsable et répugnant. Radek s'y rallia. Preobrajensky ne fut pas plus sage que Radek, mais il aborda la question d'un autre côté. La révolution chinoise est déjà écrasée, écrivit-il, et pour longtemps. Une nouvelle révolution ne viendra pas de sitôt. Dans ce cas, la Chine vaut-elle vraiment la peine de rompre avec les centristes? Preobrajensky envoya de longues missives sur ce thème. Les lisant à Alma-Ata, j'éprouvai un sentiment de honte. Qu'ont-ils appris à l'école de Lénine, tous ces gens-là? me demandai-je des dizaines de fois. Les prémisses de Preobrajensky étaient diamétralement opposées à celles de Radek, mais les corollaires étaient les mêmes : tous les deux désiraient ardemment que Iaroslavsky les accueille dans une étreinte fraternelle par l'intermédiaire de Menjinsky, pour le bien de la révolution, bien entendu. Ce ne sont pas des carriéristes : ce sont, tout simplement, des gens impuissants et ruinés idéologiquement.

« Déjà j'opposai alors à la résolution aventuriste de la séance plénière de février la nécessité de mobiliser les ouvriers chinois sur les mots d'ordre démocratiques, y compris celui de l'Assemblée Constituante Chinoise. Mais le malheureux trio se déclara ici ultra-gauchiste : cela ne coûtait rien et n'obli-



geait à rien. Les mots d'ordre démocratiques? En aucun cas! « C'est l'erreur grossière de Trotsky. » Rien de moins que des Soviets chinois, et pas un pour cent de rabais.

« On pourrait difficilement s'imaginer quelque chose de plus absurde que cette prétendue position. Le mot d'ordre des Soviets au cours d'une époque de réaction bourgeoise n'est qu'un son creux, qu'un persiflage des Soviets. Mais, même à l'époque de la révolution, c'est-à-dire à l'époque de l'organisation directe des Soviets, nous ne rejetons pas les mots d'ordre démocratiques. Nous ne l'avons fait que lorsque les Soviets réels, après s'être emparé du pouvoir, entrèrent aux yeux des masses, en lutte avec les institutions réelles de la démocratie. C'est cela que signifiait dans le langage de Lénine (et non dans celui du petit-bourgeois Staline et de ses perroquets) : il ne faut pas sauter par-dessus l'étape démocratique dans le développement d'un pays.

« Sans le programme démocratique — Assemblée Constituante, journée de huit heures, confiscation des terres, indépendance nationale de la Chine, droit du peuple à disposer de son sort, etc., — le parti communiste chinois est pieds et poings liés; il est obligé de céder passivement le terrain à la social-démocratie chinoise, qui peut, Staline, Radek et C<sup>ie</sup> aidant, supplanter le parti communiste.

« Résumons-nous :

« Tout en étant remorqué par l'opposition, Radek ne se rendit cependant pas compte du fait primordial de la révolution chinoise, puisqu'il prêcha toujours la soumission du parti communiste au Kuomintang bourgeois. Il ne remarqua pas la contre-révolution



chinoise et il soutint, après l'aventure de Canton, la nécessité d'un soulèvement armé. Maintenant, il saute par-dessus les étapes de la contre-révolution et de la lutte pour la démocratie et se débarrasse des tâches de l'époque transitoire par l'idée extrêmement abstraite de Soviets en dehors du temps et de l'espace. Mais, en revanche, Radek jure qu'il n'a rien de commun avec la révolution permanente. C'est réconfortant. C'est encourageant.

« La théorie anti-marxiste de Staline-Radek apporte la répétition modifiée, mais non améliorée, de l'aventure du Kuomintang pour la Chine, pour l'Inde et pour tous les pays d'Orient.

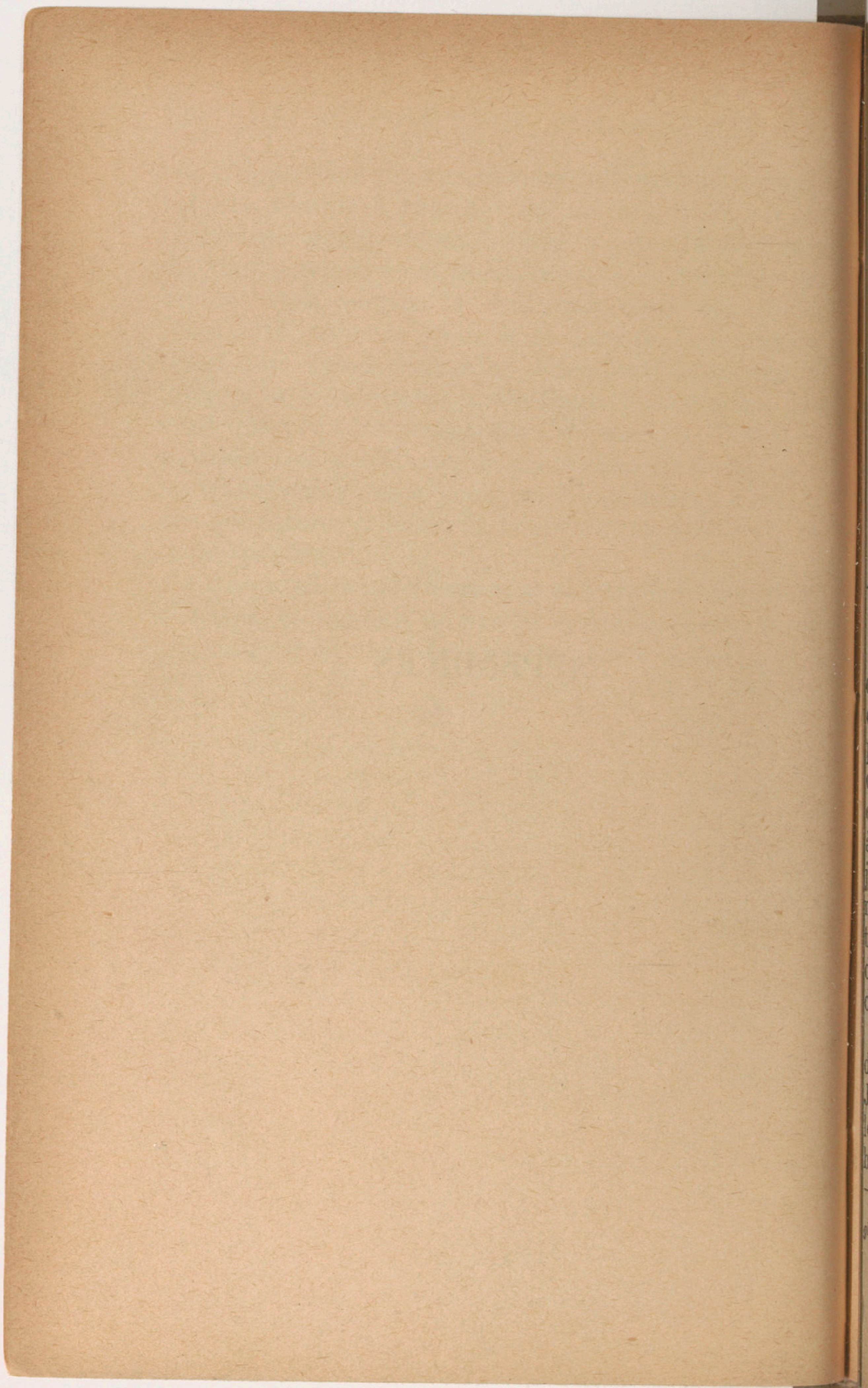
« Se basant sur toute l'expérience des révolutions russes et chinoise, se basant sur la doctrine de Marx et d'Engels repensée à la lumière de ces révolutions, l'opposition affirme :

« Une nouvelle révolution chinoise ne peut renverser le régime existant actuel et remettre le pouvoir aux masses populaires que sous la forme de la dictature du prolétariat;

« La dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », opposée à la dictature du prolétariat qui conduit la paysannerie et réalise le programme de la démocratie, est une fiction, un mensonge ou pire que cela, c'est le régime de Kerensky ou du Kuomintang;

« Aucun régime révolutionnaire moyen, intermédiaire entre le régime de Kerensky ou de Tchang-Kaï-Chek et la dictature du prolétariat, n'est possible, et celui qui défend cette formule abstraite trompe honteusement les ouvriers d'Orient et prépare de nouvelles catastrophes.







# I

## DE LA RÉVOLUTION ÉTRANGLÉE ET DE SES ÉTRANGLEURS

RÉPONSE A M. ANDRÉ MALRAUX (1)

UN travail urgent m'a empêché de lire en temps opportun l'article de M. Malraux qui plaide, contre ma critique, en faveur de l'Internationale communiste, de Borodine, de Garine et de lui-même. En qualité d'écrivain politique, M. Malraux est encore plus éloigné du prolétariat et de la révolution qu'il ne l'est en qualité d'artiste. Ce fait, en soi, ne suffirait pas à justifier les lignes que l'on va lire, car il n'a jamais été dit qu'un écrivain de talent doive nécessairement être un révolutionnaire prolétarien. Si, néanmoins, je reviens à l'examen d'une question déjà effleurée, c'est pour l'intérêt du sujet et non point pour parler de M. Malraux.

Les meilleures figures de son roman, ai-je dit, s'élèvent jusqu'à être des symboles sociaux. Je dois ajouter que Borodine, Garine et tous leurs « collaborateurs » sont les symboles d'une bureaucratie quasi-révolutionnaire, de ce nou-

---

(1) Voir, à la fin du présent ouvrage, l'annexe I : *la Révolution Etranglée* (page 313.).



veau « type social » qui est né, d'une part, grâce à l'existence de l'Etat soviétique, et, d'autre part, grâce à un certain régime de l'Internationale Communiste.

J'ai refusé d'assimiler Borodine au type des « révolutionnaires professionnels », bien qu'il soit ainsi caractérisé dans le roman de M. Malraux. L'auteur essaie de me prouver que Garine possède autant de ces boutons de mandarin qui lui donneraient droit au titre en question. M. Malraux ne juge pas mal à propos d'ajouter que Trotsky possède quelques boutons de plus. N'est-ce pas drôle? Le type du révolutionnaire professionnel n'a rien d'un personnage idéal. Mais, en tout cas, c'est un type bien défini, qui a sa biographie politique et des traits nettement marqués. La Russie seule a été capable, depuis quelques dizaines de lustres, de créer ce type et, en Russie, plus complètement que tout autre parti, celui des bolcheviks.

Les révolutionnaires professionnels de la génération à laquelle appartient, d'après son âge, Borodine, commencèrent à se former à la veille de la première révolution, subirent l'épreuve de 1905, prirent de la trempe et s'instruisirent (ou se corrompirent) pendant les années de la contre-révolution (1). C'est en 1917 qu'ils eurent la plus belle occasion de vérifier ce qu'ils étaient. De 1903 à 1918, c'est-à-dire dans la période où se formait, en Russie, le type du révolutionnaire professionnel, un Borodine, des centaines et

---

(1) De 1906 à 1917. — N. d. T.



les milliers de ses semblables restèrent en dehors de la lutte. En 1918, après la victoire, Borodine vint au service des Soviets : ce qui lui fait honneur ; il est plus honorable de servir un Etat prolétarien qu'un Etat bourgeois. Borodine se chargeait de missions dangereuses. Mais les agents des puissances bourgeoises, eux aussi, à l'étranger, surtout dans les colonies, courent souvent de gros risques pour accomplir leur tâche. Et ce n'est pas ce qui fait d'eux des révolutionnaires. Le type du fonctionnaire aventurier et celui du révolutionnaire professionnel, en certaines circonstances, peuvent avoir des points de similitude. Mais, par leur constitution psychique, de même que par leur fonction historique, ce sont deux types opposés.

Le révolutionnaire se fraye sa route avec sa classe. Si le prolétariat est faible, attardé, le révolutionnaire se borne à faire un travail discret, patient, prolongé et peu reluisant, créant des cercles, faisant de la propagande, préparant des cadres ; avec l'appui des premiers cadres qu'il aura créés, il parviendra à agiter les masses, également ou clandestinement, selon les circonstances. Il fera toujours une distinction entre sa classe et la classe ennemie et n'aura qu'une seule politique, celle qui correspond aux forces de sa classe et les raffermir. Le révolutionnaire prolétarien, qu'il soit français, russe ou chinois, considérera les ouvriers chinois comme une armée à lui, pour aujourd'hui ou demain. Le fonctionnaire aventurier se place au-dessus de toutes les classes de la nation



chinoise. Il se croit appelé à dominer, à décider, à commander, indépendamment des rapports internes des forces qui existent en Chine. Constatant que le prolétariat chinois est actuellement faible et ne peut occuper avec assurance les postes de commandement, le fonctionnaire cherche à réconcilier et à combiner des classes différentes. Il agit en inspecteur d'une nation, en vice-roi préposé aux affaires d'une révolution coloniale. Il cherche une entente entre le bourgeois conservateur et l'anarchiste, il improvise un programme *ad hoc*, édifie une politique basée sur des équivoques, crée un bloc de quatre classes opposées, se fait avaleur de sabres et piétine les principes. Quel est donc le résultat? La bourgeoisie est plus riche, plus influente, plus expérimentée. Le fonctionnaire aventurier ne réussit pas à l'induire en erreur. En revanche ce fonctionnaire parvient à duper les ouvriers pleins d'abnégation mais inexpérimentés, les livrant à la bourgeoisie.

Tel est le rôle joué par la bureaucratie de l'Internationale Communiste dans la révolution chinoise.

Estimant que le droit de la bureaucratie « révolutionnaire » est de commander, indépendamment, bien entendu, de la force du prolétariat, M. Malraux nous enseigne qu'il était impossible de participer à la révolution chinoise sans participer à la guerre, que l'on ne pouvait participer à la guerre sans être affilié au Kuomintang, etc. A quoi il ajoute que la rupture avec le Kuomintang entraînerait pour



le parti communiste la nécessité de rentrer dans l'action clandestine. Lorsqu'on songe que de tels arguments résument la philosophie des représentants de l'Internationale Communiste en Chine, on ne peut s'empêcher de dire : oui, la dialectique du processus historique traite parfois avec de bien mauvaises plaisanteries les organisations, les hommes et les idées!.. Combien simple est la solution que l'on donne au problème! Pour réussir en se mêlant aux événements dont la classe ennemie a la direction, il faudrait se subordonner en politique à cette classe; pour échapper à la répression du Kuo-mintang, il faudrait se parer de ses couleurs... Voilà tout le secret que Borodine et Garine avaient à nous révéler!

L'appréciation politique donnée par M. Malraux sur la situation, les possibilités et les problèmes de la Chine en 1925 est complètement fausse; c'est à peine si cet auteur atteint le point où les véritables problèmes de la révolution commencent à se dessiner. J'ai dit à ce sujet tout ce qu'il était indispensable de dire. En tout cas, l'article de M. Malraux, paru en un autre endroit, ne me donne pas motif de reviser ce que j'ai dit. Mais, même si l'on se place sur le terrain du jugement erroné que donne M. Malraux de la situation, il est absolument impossible de reconnaître comme juste la politique de Staline-Borodine-Garine. Pour protester contre cette politique en 1925, il fallait prévoir. La défendre en 1931 est d'un aveugle incurable.

La stratégie des fonctionnaires de l'Internationale



tionale Communiste a-t-elle procuré au prolétariat chinois autre chose que des humiliations, l'extermination des cadres militants et, ce qui est plus grave, un épouvantable confusionnisme? Une honteuse capitulation devant le Kuomintang a-t-elle protégé le parti contre les répressions? Bien au contraire, il en est résulté un accroissement et une concentration des mesures répressives. Le parti communiste n'a-t-il pas dû rentrer dans le souterrain de l'illégalité? Et quand? Dans la période de débâcle de la révolution! Si les communistes avaient commencé par agir souterrainement au moment de la montée révolutionnaire, ils auraient pu se manifester ensuite ouvertement à la tête des masses. Tchang-Kai-Chek, ayant jeté la confusion dans le parti, l'ayant défiguré et démoralisé, avec l'aide des Borodine-Garine, n'agissait que plus sûrement en contraignant le parti à une existence clandestine en ces années de contre-révolution. La politique de Borodine-Garine fut tout entière et absolument au service de la bourgeoisie chinoise. Le parti communiste chinois doit recommencer son œuvre de bout en bout et sur un terrain couvert d'épaves, encombré de préjugés, d'erreurs non reconnues et exposé à la méfiance des ouvriers avancés. Tel est le résultat.

Le caractère criminel de toute cette politique est particulièrement flagrant en certaines questions de détail. M. Malraux fait un mérite à Borodine et C<sup>ie</sup> d'avoir, en livrant les terroristes à la bourgeoisie, consciemment amené sous le couteau de la terreur le leader bourgeois Tcheng-



Daï. Pareille machination est digne d'un Borgia bureaucrate ou de cette noblesse polonaise révolutionnaire qui a toujours préféré pratiquer l'assassinat par des intermédiaires, en se dissimulant derrière le peuple. Non, le problème n'était pas d'exécuter Tcheng-Daï dans un guet-apens; la véritable tâche était de préparer le renversement de la bourgeoisie. Quand un parti de révolution se voit forcé de tuer, il agit en prenant ouvertement ses responsabilités, invoquant des tâches et des buts accessibles et compréhensibles à la masse.

La morale révolutionnaire ne repose pas sur les normes abstraites de Kant. Elle est formée des règles de conduite qui placent le révolutionnaire sous le contrôle de sa classe, dans ses tâches et ses desseins. Borodine et Garine n'étaient pas liés avec la masse, ne s'étaient pas imprégnés d'un sentiment de responsabilité devant leur classe. Ce sont des surhommes de la bureaucratie qui croient que « tout est permis »... dans les limites d'un mandat reçu des autorités supérieures. L'action de ces hommes-là, si marquante qu'elle puisse être à certains moments, se tourne nécessairement, en fin de compte, contre les intérêts de la révolution.

Après avoir fait assassiner Tcheng-Daï par Hong, Borodine et Garine livrent aux bourreaux Hong et son groupe. Ainsi, toute leur politique est-elle stigmatisée du signe de Caïn. M. Malraux se fait encore ici leur avocat. Quelle est son argumentation? Il dit que Lénine et Trotsky ont, eux aussi, implacablement traité les anarchistes.



Il est difficile de croire que cela soit affirmé par un homme qui a eu, du moins pendant un certain temps, quelque chose de commun avec la révolution. M. Malraux oublie ou ne comprend pas qu'une révolution se fait contre une classe pour assurer la domination d'une autre et que, devant cette tâche, uniquement, les révolutionnaires acquièrent le droit d'exercer la violence. La bourgeoisie extermine les révolutionnaires, parfois aussi les anarchistes (mais ceux-ci de plus en plus rarement, car ils deviennent de plus en plus soumis) pour maintenir un régime d'exploitation et d'infamie. En présence d'une bourgeoisie dirigeante, les bolcheviks prennent toujours fait et cause pour les anarchistes contre les Chiappe. Lorsque les bolcheviks eurent conquis le pouvoir, ils ont tout fait pour gagner les anarchistes à la dictature du prolétariat. Et la majorité des anarchistes fut effectivement entraînée par les bolcheviks. Mais, en effet aussi, les bolcheviks ont traité très durement ceux des anarchistes qui cherchaient à ruiner la dictature du prolétariat. Avions-nous raison? Avions-nous tort? On appréciera d'après l'opinion que l'on peut avoir sur la révolution que nous avons accomplie et sur le régime que cette révolution a établi. Mais peut-on imaginer une seconde que les bolcheviks, sous le gouvernement du prince Lvov, sous celui de Kerensky, en régime bourgeois, eussent été les agents d'un pareil gouvernement pour l'extermination des anarchistes? Il suffit de poser nettement la question pour la rejeter avec dégoût.



De même que le juge Brid'oison négligeait toujours le fond d'une affaire, ne s'intéressant qu'à la « fo-orme », la bureaucratie pseudo-révolutionnaire et son avocat en littérature ne s'intéressent qu'au mécanisme d'une révolution et ne se demandent pas à quelle classe et à quel régime cette révolution doit servir. En ce point, un abîme sépare le révolutionnaire du fonctionnaire de la révolution.

Ce que dit M. Malraux du marxisme est vraiment curieux. A l'entendre, la politique marxiste n'était pas applicable en Chine, le prolétariat chinois n'ayant pas encore, selon lui, sa conscience de classe. Il semblerait qu'en ce cas le problème soit d'éveiller cette conscience de classe. Or, M. Malraux conclut en justifiant une politique dirigée contre les intérêts du prolétariat.

M. Malraux use d'un autre argument qui n'est pas plus convaincant, mais qui est plus amusant : Trotsky, dit-il, affirme l'utilité du marxisme pour la politique révolutionnaire; mais Borodine, lui aussi, est un marxiste, de même que Staline; il faut donc penser que le marxisme n'est pour rien dans l'affaire...

Quant à moi, j'ai défendu contre Garine la doctrine révolutionnaire, de même que je défendrais la science médicale contre un rebouteux prétentieux. Le rebouteux me réplique que les médecins patentés tuent fréquemment leurs malades. L'argument est indigne non seulement d'un révolutionnaire, mais d'un vulgaire citoyen possédant une instruction moyenne. La méde-



cine n'est pas toute-puissante; les médecins ne réussissent pas toujours à guérir; il y a, parmi eux, des ignorants, des imbéciles et même des empoisonneurs; ce n'est évidemment pas une raison pour autoriser des rebouteux qui n'ont jamais étudié la médecine et qui en nient l'importance.

Après avoir lu l'article de M. Malraux, je dois apporter une correction à mon précédent article : j'avais écrit que l'inoculation du marxisme à Garine lui serait utile. Je ne le pense plus pour l'instant.

L. TROTSKY.

Kadiköy, 12 juin 1931.



## II

# LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE ET LES TACHES COMMUNISTES

## I

### L'ESPAGNE D'AUTREFOIS

**L**A chaîne du capitalisme menace de se rompre encore en son chaînon le plus faible : cette fois-ci, c'est le tour de l'Espagne. Le mouvement révolutionnaire se développe dans ce pays avec une violence qui, de prime abord, ôte à la réaction du monde entier la possibilité de croire à un rapide rétablissement de l'ordre dans la péninsule ibérique.

L'Espagne est, incontestablement, un des pays les plus arriérés de l'Europe. Mais son retard est d'un caractère singulier : ce pays est handicapé par un grand passé historique. Alors que la Russie des tsars est toujours restée fort loin en arrière de ses voisins occidentaux et n'a progressé que lentement sous leur pression, l'Espagne a connu des périodes de haute floraison, de suprématie sur le reste de l'Europe et de souveraineté dans l'Amérique du Sud. Le puis-



sant développement de son commerce intérieur et mondial prenait de plus en plus l'avantage sur la désunion des provinces en régime féodal et sur le particularisme des nationalités dont se composait le pays. La puissance et l'importance de la monarchie s'accrurent, aux siècles passés, en fonction directe du rôle centralisateur joué par le capital commercial et à mesure que se formait *la nation espagnole*.

La découverte de l'Amérique, qui d'abord enrichit et rehaussa l'Espagne, lui devint ensuite néfaste. Les grandes voies commerciales s'écartèrent de la péninsule. Les Pays-Bas, s'étant enrichis, se détachèrent de l'Espagne. Après eux, l'Angleterre érigea sa primauté sur l'Europe, et c'était pour longtemps. A dater du milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, la décadence de l'Espagne commence. Après la destruction de l'*Invincible Armada* (1588), ce déclin devient, en quelque sorte, officiel. Le pays en arrive à une condition bourgeoise et féodale que Marx appelait « une ignominieuse et lente décomposition ».

Les anciennes et nouvelles classes dirigeantes, — la noblesse agrarienne, le clergé catholique, avec leur monarchie, — les classes bourgeoises avec leurs intellectuels, — tentent obstinément de maintenir leurs anciens privilèges, mais, hélas! elles n'ont plus les ressources de jadis. En 1820, les colonies de l'Amérique du Sud se détachent définitivement de la métropole. En 1898, perdant Cuba, l'Espagne se trouve presque totalement dépourvue de possessions coloniales. Les aventures du Maroc ne sont que ruineuses et



entretiennent dans le peuple espagnol un mécontentement qui était déjà profond.

Le développement économique de l'Espagne étant retardé, les tendances centralisatrices que comporte le capitalisme furent inévitablement affaiblies. La décadence de l'activité commerciale et industrielle des villes, la réduction des rapports économiques qui existaient entre elles, conduisirent fatalement à une atténuation de l'interdépendance des provinces. C'est principalement pour cela que la bourgeoisie espagnole n'a pas réussi jusqu'à ce jour à maîtriser les tendances centrifuges des provinces que l'histoire lui a livrées. L'indigence des ressources économiques communes à toute la nation et le malaise qui régnait dans toutes les parties du pays ne pouvaient qu'alimenter le séparatisme. Le particularisme se manifeste en Espagne avec une exceptionnelle vigueur, surtout en comparaison avec la France voisine où la grande Révolution a définitivement établi la nation bourgeoise, une et indivisible, sur les ruines des provinces féodales.

Le marasme économique, tout en empêchant la formation d'une nouvelle société bourgeoise, provoquait la décomposition des vieilles classes dirigeantes. L'orgueilleuse noblesse habillait souvent son arrogance d'une cape trouée. L'Eglise spoliait les paysans, mais, de temps à autre, elle était réduite à subir les rapines de la monarchie. Quant à celle-ci, comme l'a fait observer Marx, elle avait plus de traits communs avec le despotisme asiatique qu'avec l'absolu-



tisme européen. Comment interpréter cette réflexion? Plus d'une fois l'on a comparé le régime des tsars à celui des despotes orientaux, et ce rapprochement semble beaucoup plus naturel, au double point de vue géographique et historique. Mais, en ce qui concerne l'Espagne, cette comparaison garde aussi toute sa valeur. Il n'y a qu'une différence, que voici : le régime tsariste s'est peu à peu constitué en fonction du *développement extrêmement lent* de la classe noble, comme aussi des centres urbains primitifs; tandis que la monarchie espagnole s'est instaurée à la faveur d'une *décadence* du pays et du *dépérissement* des classes dirigeantes. Si l'absolutisme européen n'a pu, en général, faire son ascension qu'en profitant des luttes livrées par les communes fortifiées contre les anciennes castes privilégiées, la monarchie espagnole, de même que le tsarisme, a trouvé sa force relative dans l'impuissance des vieilles castes et des centres urbains. En cela, elle ressemble assurément au despotisme asiatique.

La prépondérance des tendances centrifuges sur les tendances centripètes, tant dans l'économie du pays que dans sa politique, ruinait les bases du parlementarisme espagnol. La pression exercée par le gouvernement sur les électeurs était décisive; au cours du dernier siècle, les élections donnèrent invariablement une majorité au gouvernement. Comme les Cortès se trouvaient dépendantes du ministère en fonctions, il était naturel que le ministère lui-même dépendît de la monarchie. Madrid faisait les élections,



mais le pouvoir était entre les mains du roi. La monarchie était doublement indispensable aux classes dirigeantes, désunies et décentralisées, incapables de gouverner le pays en leur propre nom. Et cette monarchie, qui donnait une image de la faiblesse de l'Etat tout entier, fut, — entre deux coups d'Etat, — suffisamment forte pour imposer sa volonté au pays. En somme, on peut dire du régime espagnol que ce fut *un absolutisme dégénéré, limité par des pronunciamientos périodiques*. La personne d'Alphonse XIII représente fort bien ce système : du point de vue de la dégénérescence, et des tendances absolutistes, et de la peur qu'il avait d'un pronunciamiento. Le roi louvoyait, trahissait, manquait de parole et prenait son avantage sur les intrigues que, parfois, il avait à redouter. Ces manœuvres ne tiennent nullement au caractère même d'Alphonse XIII, elles sont dues à l'ensemble du système gouvernemental : ce roi a reproduit, en de nouvelles conditions, l'histoire ignominieuse de son bisaïeul Ferdinand VII.

Il y avait encore, auprès de la monarchie dont il était l'allié, le clergé qui constituait une force centralisée. Le catholicisme est resté jusqu'à ce jour la religion d'Etat; le clergé joue un grand rôle dans la vie du pays, car il est le point d'appui le plus stable de la réaction. L'Etat dépense annuellement des dizaines de millions de pesetas pour subventionner l'Eglise. Les ordres religieux, extrêmement nombreux, possèdent des biens immenses et une influence encore plus grande. Le chiffre des moines et des nonnes



s'élève à 70.000, il est égal à celui des élèves de l'enseignement secondaire et dépasse dans la proportion de 250 % le nombre des étudiants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 45 % des habitants du pays ne sachent ni lire, ni écrire. Le plus fort contingent d'illettrés se trouve, bien entendu, dans les campagnes.

Si la classe paysanne à l'époque de Charles-Quint (Carlos I<sup>er</sup>) a trouvé peu d'avantages dans la puissance de l'empire espagnol, elle a, par la suite, subi les conséquences les plus dures du déclin de cet empire. Durant des siècles elle a traîné une misérable existence, et, en bien des provinces, une vie de famine. La classe paysanne qui constitue encore actuellement plus de 70 % de la population, porte sur ses épaules le faix le plus lourd de l'édifice de l'Etat. Manque de terres, manque d'eau, fermages élevés, outillage primitif, procédés de culture non moins primitifs, lourds impôts, dîmes prélevées par l'Eglise, cherté des produits industriels, surpopulation des campagnes, multiplication des vagabonds, des mendiants et des moines, tels sont les éléments du tableau que l'on peut faire de la vie rurale en Espagne.

La situation de la classe paysanne l'a poussée bien des fois, depuis très longtemps, à se joindre à des soulèvements. Mais ces sanglantes explosions s'étendaient sur un rayon plus restreint que celui de la nation, elles étaient locales et prirent les couleurs les plus variées, le plus souvent celles de la réaction. De même que les révolutions espagnoles ont été en somme de petites



révolutions, les soulèvements des paysans n'ont été que des guérillas. L'Espagne est le pays classique de ces petites guerres.

## II

### L'ARMÉE ESPAGNOLE DANS LA POLITIQUE

Depuis la guerre menée contre Napoléon en Espagne, une nouvelle force s'est constituée : celle du corps des officiers qui se mêlent de politique; c'est la dernière génération des classes dirigeantes, qui n'a reçu pour tout héritage de ses pères que les ruines d'un empire, immense au temps jadis, et qui est, dans une forte mesure, déclassée. En ce pays de particularisme et de séparatisme, l'armée a nécessairement pris une très grosse importance, en tant que force centralisée. Elle n'a pas seulement servi d'appui à la monarchie; elle a traduit le mécontentement de tous les éléments des classes dirigeantes et, surtout, le sien propre. Les officiers, comme les fonctionnaires, sont recrutés parmi ceux, extrêmement nombreux, qui, en Espagne, réclament en premier lieu de l'Etat des moyens d'existence. Mais comme les appétits des divers groupes de la société « éduquée » surpassent de beaucoup les disponibilités d'emploi dans les services de l'Etat, au parlement et ailleurs, le mécontentement de ceux qui restent hors cadres alimente le parti républicain, aussi instable que tous les



autres groupements en Espagne. Et, cette instabilité dissimulant fréquemment une véritable et grave révolte, le mouvement républicain détache de temps en temps des groupes révolutionnaires résolus et audacieux, pour lesquels le mot d'ordre de la république est une formule mystique de salut.

L'armée espagnole se compose au total d'environ 170.000 hommes, dont plus de 13.000 officiers. A quoi il faut ajouter quelque 15.000 hommes de la marine de guerre. Le corps des officiers, qui est l'instrument des classes dirigeantes, entraîne dans ses conjurations les subalternes. Il en résulte des possibilités d'action indépendante parmi les soldats. Il est arrivé jadis que des sous-officiers se mêlassent de politique sans l'assentiment de leurs officiers et même contre ces derniers. En 1836, les sous-officiers de la garnison de Madrid, provoquant un soulèvement, forcèrent la reine à promulguer une constitution. En 1866, des sergents d'artillerie, exaspérés par le régime aristocratique de la vie militaire, soulevèrent une mutinerie. Ce furent pourtant les officiers qui gardèrent, en ces temps-là, la haute direction. Les soldats emboîtaient le pas derrière leurs chefs mécontents, quoique les ressentiments des soldats, dépourvus d'efficacité politique, eussent des sources différentes et plus profondes dans la vie sociale.

D'ordinaire, les antagonismes qui se manifestent dans l'armée correspondent à des catégories déterminées : plus un corps a besoin de



militaires qualifiés, de soldats et d'officiers instruits, plus il est ouvert, généralement parlant, aux idées révolutionnaires. Si la cavalerie se sent habituellement portée vers la monarchie, l'artillerie est, dans de fortes proportions, républicaine. Il n'est pas étonnant que les aviateurs, qui détiennent l'arme la plus moderne, se soient rangés du côté de la révolution et y aient apporté ce goût individualiste de l'aventure qui caractérise leur profession. C'est à l'infanterie qu'appartiendra le dernier mot.

L'histoire de l'Espagne est faite d'incessantes convulsions révolutionnaires. Les pronunciamientos et les révolutions de palais s'y succèdent sans interruption. Pendant tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier tiers du XX<sup>e</sup>, les régimes politiques ont constamment changé, et chaque régime nous a montré des transformations de ministères, semblables à des jeux de kaléidoscope. La monarchie, ne trouvant d'appui suffisamment stable dans aucune des classes possédantes, — bien que toutes eussent besoin d'elle, — s'est trouvée souvent dans la dépendance de sa propre armée. Mais le particularisme provincial de l'Espagne mettait son empreinte sur les complots militaires. Les mesquines rivalités des juntas démontraient seulement que les révolutions en cours n'avaient aucune classe à leur tête. Et c'est précisément ainsi que la monarchie sortait invariablement victorieuse de toute nouvelle révolution. Cependant, peu de temps après le rétablissement de l'ordre, la crise chronique éclatait encore, causée par de



véhémentes indignations. Aucun de ces régimes qui se renversaient les uns les autres ne cherchait à enfoncer profondément le soc dans le terrain. Chacun d'eux avait vite fait d'être mis à quia en luttant contre des difficultés qui provenaient de l'indigence des revenus nationaux, des appétits démesurés et des prétentions des classes dirigeantes. Nous avons vu, notamment, la honteuse fin de la dernière dictature militaire. Le redoutable Primo de Rivera est tombé sans qu'il fût même besoin d'un nouveau pronunciamiento : il a crevé comme un pneu qui passe sur un clou.

Toutes les anciennes révolutions espagnoles ont été des mouvements de minorité contre minorité : les classes dirigeantes ou à demi-dirigeantes se disputaient impatiemment l'assiette au beurre.

Si l'on entend par révolution permanente la montée d'insurrections sociales qui transmettent le pouvoir à la classe la plus résolue, laquelle se sert ensuite de son autorité pour abolir toutes les classes et pour éliminer, par conséquent toutes possibilités de nouvelles révolutions, il faut constater que, malgré la « continuité » des séditions espagnoles, il n'y a rien en elles qui ressemble à la révolution *permanente* : ce ne sont plutôt que des convulsions périodiques qui trahissent la maladie invétérée d'une nation retardataire.

Il est vrai que l'aile gauche de la bourgeoisie, surtout en la personne des jeunes intellectuels, s'assignait depuis longtemps la tâche de faire de



l'Espagne une république. Les étudiants du pays, qui, par des circonstances identiques à celles qui déterminent en général le recrutement des officiers, venaient surtout d'une jeunesse mécontente, se sont habitués à jouer dans le pays un rôle tout à fait disproportionné à leur importance numérique. La prépondérance de la réaction catholique a attisé, dans les universités, l'opposition qui a pris un caractère anticlérical. Cependant, ce ne sont pas les étudiants qui peuvent créer un régime. Dans leurs sphères dirigeantes, les républicains espagnols se distinguent par un programme social extrêmement conservateur : ils voient leur idéal dans la France réactionnaire contemporaine, estimant que la république leur apportera la richesse et ils n'ont nullement l'intention (ils en seraient bien incapables!) de marcher sur les traces des Jacobins français : la peur qu'ils ont des masses est plus forte que leur aversion pour la monarchie.

Si les moindres fissures, les interstices de la société bourgeoise espagnole sont envahis par des déclassés originaires des castes dirigeantes, par d'innombrables amateurs de fonctions et de traitements, il en est de même à la base : les crevasses des fondations regorgent de misérables débris. *Lumpen-Proletariat* des classes laborieuses. La misère en faux-col et celle des lazaroni loqueteux sont, en quelque sorte, les sables mouvants sur lesquels repose la société. Ces éléments sont d'autant plus dangereux pour la révolution qu'elle a moins de points d'appui



réels pour se mouvoir et qu'elle manque plus de direction politique.

Les six années de dictature de Primo de Rivera avaient écrasé et comprimé tous les mécontentements et les révoltes. Mais la dictature était atteinte du vice incurable de la monarchie : forte devant chacune des classes si divisées du pays, elle était impuissante à pourvoir aux besoins imposés par l'histoire. Elle finit par s'échouer sur des difficultés financières et autres embarras, avant même d'avoir été touchée par la première vague révolutionnaire. La chute de Primo de Rivera réveilla tous les mécontentements et toutes les espérances. C'est ainsi que le général Berenguer se trouva être l'huissier introducteur de la révolution.

### III

#### LE PROLÉTARIAT ESPAGNOL ET LA NOUVELLE RÉVOLUTION

En cette nouvelle révolution, nous reconnaissons de prime abord les éléments que nous avons rencontrés dans les révolutions précédentes; une monarchie qui manque de parole; des fractions inconsistantes de conservateurs et de libéraux qui exècrent le roi et se traînent à plat ventre devant lui; une droite républicaine toujours disposée à trahir, et une gauche républicaine toujours prête à se lancer dans une



aventure; des officiers conspirateurs, dont les uns veulent la république tandis que les autres désirent de l'avancement; des étudiants mécontents que les pères de famille considèrent avec inquiétude; enfin, des ouvriers grévistes, répartis entre diverses organisations, et des paysans qui songent à empoigner la fourche ou même le fusil.

On commettrait cependant une très grosse erreur si l'on pensait que la crise actuelle évoluera d'après le modèle et à la ressemblance de toutes les crises précédentes. Ces dernières dizaines d'années, surtout celles de la guerre mondiale, ont apporté de considérables changements dans l'économie du pays et dans la structure sociale de la nation. Bien entendu, l'Espagne reste encore à l'arrière-plan de l'Europe. Cependant, elle a développé son industrie, d'une part celle de l'extraction, d'autre part l'industrie légère. Pendant la guerre, les charbonnages, le textile, les constructions de centrales hydro-électriques, etc., se sont fortement accrus. Des centres et des rayons industriels ont surgi. Il en résulte de nouveaux rapports de forces et de nouvelles perspectives.

Les progrès de l'industrialisation n'ont nullement atténué les antagonismes internes. Au contraire, du fait que l'industrie espagnole, pays neutre, a grandi sous la pluie d'or que déversait la guerre, il reste, après la fin des hostilités, quand on ne reçoit plus de fortes commandes de l'étranger, de nouvelles difficultés. Non seulement l'Espagne a perdu ses mar-



chés extérieurs (sa part, dans le commerce mondial (1,1 %) est même inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (1,2 %), mais la dictature a dû élever la plus haute barrière douanière qui soit en Europe pour protéger son marché intérieur contre l'invasion des marchandises étrangères. L'élévation des droits de douane a provoqué une cherté de vie qui a compromis les capacités d'achat, déjà bien faibles, de la population. C'est pourquoi, depuis la guerre, l'industrie ne sort plus d'un malaise qui se traduit soit par le chômage chronique, soit par de violentes explosions de la lutte de classes.

La bourgeoisie espagnole, actuellement moins encore qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, ne peut prétendre jouer le rôle historique qui a été jadis celui de la bourgeoisie anglaise ou française. Venue trop tard, placée sous la dépendance du capital étranger, suçant comme un vampire le corps du peuple, la grande bourgeoisie industrielle d'Espagne n'est pas capable, même pour quelque temps, de prendre la tête de la « nation » contre les vieilles castes. Les magnats de l'industrie espagnole s'opposent farouchement au peuple et constituent un des groupes les plus réactionnaires dans le bloc intérieurement dévoré de haines des banquiers, des industriels, des gros propriétaires fonciers, de la monarchie, de ses généraux et de ses fonctionnaires. Il suffit de mentionner que les fabricants catalans ont été le principal appui de Primo de Rivera.

Mais le développement de l'industrie a redressé et fortifié le prolétariat. Sur une popula-



tion de 23 millions d'âmes, — qui serait beaucoup plus considérable s'il n'y avait pas d'émigration, — il faut compter environ 1.500.000 travailleurs de l'industrie, du commerce et des transports. A quoi l'on doit ajouter à peu près le même chiffre d'ouvriers agricoles. La vie sociale de l'Espagne était condamnée à tourner dans un même cercle vicieux tant qu'une classe ne s'est pas révélée capable de chercher par elle-même la solution du problème. L'apparition du prolétariat espagnol sur le terrain de l'histoire modifie radicalement la situation et ouvre de nouvelles perspectives. Pour se rendre compte du fait comme il convient, il faut comprendre avant tout que la consolidation de la puissance économique de la grande bourgeoisie et l'importance politique croissante du prolétariat ont définitivement enlevé à la petite bourgeoisie la possibilité d'occuper un poste de direction dans la vie politique du pays. On se demandera si les secousses révolutionnaires qui se produisent actuellement peuvent amener une véritable révolution, capable de reconstruire les bases mêmes de l'existence nationale; c'est, en somme, demander si le prolétariat espagnol est en état de prendre la direction de la vie nationale. Il n'y a pas d'autre prétendant à ce rôle dans toute la nation. Or, l'expérience historique de la Russie nous a suffisamment démontré le poids spécifique d'un prolétariat unifié par la grande industrie, dans un pays dont l'agriculture arriérée reste prise dans les filets d'un régime à demi-féodal.



Il est vrai que les ouvriers espagnols ont déjà participé aux batailles révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle; mais toujours à la traîne de la bourgeoisie, toujours au deuxième plan, en qualité d'auxiliaires. L'autonomie du rôle révolutionnaire des ouvriers s'affirme de plus en plus au cours des vingt-cinq premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Le soulèvement de Barcelone en 1909 montra ce qu'il y avait de forces latentes dans le jeune prolétariat de Catalogne. De nombreuses grèves, qui se transformèrent ouvertement en rébellions, se produisirent en d'autres parties du pays. En 1912 fut déclarée la grande grève des cheminots. Les rayons industriels devinrent le territoire d'audacieuses batailles prolétariennes. Les ouvriers espagnols se montrèrent dégagés de toute routine, capables de répondre vivement à l'appel des événements et de mobiliser leurs troupes; ils firent preuve de hardiesse dans l'offensive.

Les premières années qui ont suivi la guerre, ou, plus exactement, qui ont suivi la révolution russe (1917-1920) furent pour le prolétariat espagnol des années de grands combats. En 1917 eut lieu une grève générale révolutionnaire. Elle fut battue, de même que plusieurs mouvements qui suivirent : ainsi la situation fut préparée pour la dictature de Primo de Rivera. Lorsque l'effondrement de ce dernier posa de nouveau, dans toute son ampleur, la question des destinées du peuple espagnol, lorsque les intrigues poltronnes des vieilles cliques et les efforts impuissants des radicaux



petits-bourgeois eurent montré qu'il n'y avait pas de salut à attendre de ce côté-là, les ouvriers, par une série de grèves hardies, crièrent au peuple : *nous sommes là!*

Les journalistes de *gôche* de l'Europe bourgeoise, qui prétendent parler d'un ton scientifique et, après eux, les social-démocrates essaient de philosopher en disant que l'Espagne se dispose tout simplement à refaire la grande Révolution française, avec un retard de presque cent cinquante ans. Il est impossible de discuter avec ces gens-là de la révolution, de même qu'il ne faudrait pas discourir des couleurs avec un aveugle. Si arriérée qu'elle soit, l'Espagne a dépassé de loin la France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. D'immenses entreprises industrielles, 16.000 kilomètres de voies ferrées, 50.000 kilomètres de lignes télégraphiques sont un facteur de révolution plus important que des souvenirs historiques.

Essayant de faire un pas en avant, une revue hebdomadaire anglaise bien connue, l'*Economist*, parle comme il suit des événements d'Espagne : « On voit ici plutôt l'influence du Paris de 1848 et de 1871 que celle de Moscou 1917. » Or, le Paris de 1871 marque un progrès de 1848 à 1917. Le contraste cherché n'a donc aucune valeur.

Dans *La Lutte de Classes*, l'an dernier, L. Tarquin a écrit avec infiniment plus de sérieux et de profondeur : « Le prolétariat (d'Espagne), appuyé sur les masses paysannes, est la seule force capable de prendre en mains le pouvoir. » Cette perspective est tracée comme suit : « La



révolution doit aboutir à la dictature du prolétariat qui, ayant accompli la révolution bourgeoise, ouvrirait hardiment la voie à la reconstruction socialiste. » Ce n'est qu'ainsi que l'on peut poser actuellement la question.

## IV

## LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION

Le mot d'ordre officiel de la lutte est pour l'instant : la république. Cependant, le développement de la révolution poussera les éléments conservateurs, libéraux et même républicains des classes dirigeantes à se ranger sous le drapeau de la monarchie. Au cours des événements révolutionnaires de 1854, Canovas del Castillo écrivait : « Nous voulons la conservation du trône, mais débarrassé de la camarilla qui le déshonore. » Actuellement, ce sont MM. Romanones et C<sup>ie</sup> qui développent cette haute pensée. Comme si l'on pouvait concevoir une monarchie sans camarilla, et surtout en Espagne!... Il est, il est vrai, loisible de supposer un concours de circonstances dans lequel les classes possédantes se verraient forcées de sacrifier la monarchie pour leur propre salut (nous en avons eu l'exemple en Allemagne!). Néanmoins, il est tout à fait possible que la monarchie de Madrid se maintienne, quoique ayant les yeux



pochés, jusqu'à l'avènement de la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre de *la république* est également, bien entendu, celui du prolétariat. Mais il ne s'agit pas seulement pour les prolétaires de remplacer le roi par un président; il est question pour eux de nettoyer radicalement la société, balayant les ordures laissées par le régime féodal. Et *la question agraire* est ici la première qui vienne se poser.

Les rapports sociaux qui existent dans les campagnes nous donnent le tableau d'une exploitation semi-féodale. La misère des ruraux, surtout en Andalousie et en Castille, l'oppression exercée par les propriétaires fonciers, par les autorités et par les caciques<sup>1</sup> ont déjà poussé plus d'une fois les ouvriers agricoles et les paysans pauvres dans la voie de la révolte ouverte. Faut-il en conclure qu'en Espagne l'on puisse, au besoin par une révolution, débarrasser le régime bourgeois des survivances féodales? Non point. Il faut seulement entendre que, dans la situation actuelle de l'Espagne, le capitalisme ne peut exploiter les paysans autrement qu'en un régime à demi féodal. Diriger l'arme de la révolution contre les survivances du moyen-âge espagnol, c'est attaquer les racines mêmes de la domination bourgeoise.

Pour soustraire les paysans à l'esprit de clocher et aux influences réactionnaires, le prolétariat a besoin d'un clair programme de révolu-

---

1. Suzerains non officiels de certaines régions. — *Note de Trotsky.* —



tion démocratique. Le manque de terre, le manque d'eau, les servitudes du fermage imposent *la confiscation des propriétés privées* au profit des paysans pauvres. Le fardeau des contributions, les dettes écrasantes contractées par l'Etat, les rapines commises par la bureaucratie, les aventureuses expéditions africaines indiquent la nécessité d'un *gouvernement à bon marché* que ne procureront assurément ni les grands propriétaires de terres, ni les banquiers, ni les industriels, ni les libéraux titrés, mais qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. —

La domination du clergé et l'opulence de l'Eglise imposent ce problème démocratique : *séparation de l'Eglise et de l'Etat, désarmement de l'Eglise par transmission de ses richesses au peuple*. Les milieux les plus superstitieux de la classe paysanne approuveront ces mesures décisives quand ils comprendront que les sommes assignées jusqu'à présent sur le budget pour l'entretien de l'Eglise, de même que les biens de celle-ci, n'iront point, par suite de la sécularisation, dans les poches des libéraux libres-penseurs, mais serviront à fertiliser l'économie paysanne si délabrée.

Les tendances séparatistes posent devant la révolution le problème démocratique du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes*. Ces tendances, vues superficiellement, se sont aggravées pendant la dictature. Mais tandis que le séparatisme de la bourgeoisie catalane n'est qu'un moyen pour elle de jouer avec le gouvernement madrilène contre le peuple catalan et



espagnol, le séparatisme des ouvriers et paysans n'est que l'enveloppe d'une révolte intime, d'ordre social. Il faut établir une rigoureuse distinction entre ces deux genres de séparatisme. Cependant et précisément pour disjoindre de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans qui sont opprimés dans leur sentiment national, l'avant-garde prolétarienne doit prendre sur cette question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, la position la plus hardie, la plus sincère. Les ouvriers défendront intégralement et sans réserves le *droit* des Catalans et des Basques à vivre en Etats indépendants, dans le cas où la majorité des nationaux se prononcerait pour une complète séparation. Ce qui ne veut nullement dire que l'élite ouvrière doive pousser les Catalans et les Basques dans la voie du séparatisme. Bien au contraire : l'unité économique du pays, comportant *une large autonomie des nationalités*, offrirait aux ouvriers et aux paysans de grands avantages du point de vue de l'économie et de la culture générales.

Il n'est pas interdit de supposer que la monarchie essaierait bien d'enrayer le développement de la révolution au moyen d'une nouvelle dictature militaire. Mais il n'est pas permis de croire qu'une tentative de cette sorte puisse avoir un succès sérieux et durable. La leçon donnée par Primo de Rivera est trop récente. Les chaînes d'une nouvelle dictature s'appliqueraient forcément sur des plaies qui n'ont pas eu le temps de se cicatriser. A en juger d'après les télégrammes, le roi serait assez disposé à courir



sa chance : il cherche, non sans nervosité, un candidat acceptable, mais ne rencontre pas de volontaires. Ce qui est clair, c'est que l'échec d'une nouvelle dictature militaire coûterait cher à la monarchie et à l'homme qui s'en serait chargé. La révolution trouverait là une nouvelle et puissante impulsion. Les ouvriers peuvent dire aux dirigeants : Faites vos jeux, messieurs!

Peut-on s'attendre à voir la révolution espagnole franchir d'un bond la période du parlementarisme? Théoriquement, c'est plausible. On peut imaginer qu'à une échéance assez rapprochée le mouvement révolutionnaire deviendra tellement puissant qu'il ne laissera aux classes dirigeantes ni temps ni place pour essayer du parlementarisme. Cependant, cette perspective n'est guère probable. Le prolétariat espagnol, quoique doué d'une combativité de premier ordre, n'a pas encore de parti révolutionnaire reconnu par lui, ni l'expérience de l'organisation soviétique. De plus, il n'y a pas d'unité dans les rangs clairsemés des communistes. Il n'existe pas de clair programme d'action unanimement acceptée. Or, la question des Cortès est déjà mise à l'ordre du jour. Dans ces conditions, il faut supposer que la révolution devra passer par l'étape du parlementarisme.

Cela n'exclut nullement la tactique de boycottage à l'égard des illusoires Cortès de Berenguer; les ouvriers russes ont boycotté avec succès, en 1905, la Douma de Boulyguine, et en ont amené la chute. La tactique du boycott-



tage, — question particulière, — doit être résolue d'après les rapports des forces en présence, à l'étape actuelle de la révolution. Mais même en boycottant les Cortès de Berenguer, l'élite ouvrière devrait leur opposer le mot d'ordre de *Cortès révolutionnaires constituantes*. Nous devons implacablement dénoncer le charlatanisme du mot d'ordre des Cortès *constituantes*, lancé par la bourgeoisie de « gauche » qui ne désire en réalité que des Cortès de *conciliation*, par la grâce du roi et de Berenguer, pour traiter avec les vieilles cliques dirigeantes et privilégiées. Seul, un gouvernement révolutionnaire peut convoquer une véritable Assemblée Constituante, à la suite d'une insurrection victorieuse des ouvriers, des soldats et des paysans. Nous pouvons et devons opposer des Cortès révolutionnaires aux Cortès de conciliation; mais ce serait, selon nous, une erreur que de renoncer, dans la phase actuelle, au mot d'ordre des Cortès révolutionnaires.

On agirait en pitoyables doctrinaires, dénués du sens des réalités, si l'on s'orientait vers la dictature du prolétariat, en opposant ce dernier mot d'ordre aux problèmes et aux formules de la démocratie révolutionnaire (république, révolution agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, confiscation des biens du clergé, droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, assemblée constituante révolutionnaire). Les masses populaires, avant d'être en état de conquérir le pouvoir, doivent s'unifier autour d'un parti prolétarien dirigeant. La lutte pour obte-



nir une représentation démocratique, de même que la participation aux Cortès, à telle ou telle étape de la révolution, peuvent être d'une extrême utilité dans cette affaire.

*L'armement des ouvriers et des paysans* (création de milices ouvrières et paysannes) est un mot d'ordre qui, inévitablement, prendra dans la lutte de plus en plus d'importance. Mais, à *l'étape actuelle*, cette formule doit aussi se rattacher de tout près aux problèmes de la défense des organisations ouvrières et paysannes, de la révolution agraire, de la liberté des élections et de la protection du peuple contre les pronunciamientos réactionnaires.

Le programme radical de *législation sociale*, comprenant en particulier des assurances pour les chômeurs, le report des charges fiscales sur les classes possédantes, l'instruction universelle et gratuite, — voilà des mesures qui, avec d'autres, du même genre, ne sortent pas des cadres de la société bourgeoise; mais ces mots d'ordre doivent figurer sur le drapeau du parti prolétarien.

Cependant il faut exiger aussi, dès à présent, certaines mesures de transition : la nationalisation des chemins de fer qui appartiennent tous, en Espagne, à des compagnies privées; la nationalisation du sous-sol; la nationalisation des banques; le contrôle ouvrier sur l'industrie; enfin une réglementation par l'Etat de l'économie publique. Toutes ces revendications se rattachent à la transition nécessaire entre le régime bourgeois et le régime prolétarien, préparent



cette transition et ont pour objet, après la nationalisation des banques et de l'industrie, de se dissoudre dans un système de mesures prises pour une économie rationnelle qui préparera le monde socialiste.

Il n'y a que des pédants pour apercevoir des contradictions dans la combinaison des formules démocratiques avec les mots d'ordre transitoires et les devises purement socialistes. Un programme ainsi combiné, qui représente les antagonismes de structure de la société à laquelle nous avons affaire historiquement, provient inévitablement des problèmes trop divers que nous a légués le passé. Que l'on ramène toutes les contradictions, tous les problèmes, au même dénominateur : *la dictature du prolétariat*, c'est une opération indispensable, mais pas du tout suffisante. Même si l'on prend les devants, si l'on admet que le prolétariat espagnol, en son avant-garde, a déjà compris que, seule, la dictature des prolétaires peut sauver l'Espagne d'un dépérissement prolongé, un problème ne s'en impose pas moins, qui indique une tâche préparatoire : il faut grouper autour de l'avant-garde les forces hétérogènes de la classe ouvrière et les masses encore plus dissemblables des travailleurs ruraux. Si l'on opposait tel quel le mot d'ordre de la dictature du prolétariat à des problèmes posés par l'histoire, qui, actuellement, poussent les masses dans la voie de l'insurrection, on substituerait à la conception marxiste de la révolution sociale celle de Bakounine.



Inutile de dire que les mots d'ordre démocratiques n'ont nullement pour objet de provoquer un rapprochement entre le prolétariat et la bourgeoisie républicaine. Bien au contraire, ces mots d'ordre permettent de combattre victorieusement la gauche bourgeoise dont on peut dénoncer, à chaque pas, le caractère antidémocratique. Plus l'avant-garde prolétarienne combattra hardiment, résolument et implacablement en faveur des mots d'ordre démocratiques, plus vite elle parviendra à s'emparer des masses et à déboulonner les républicains de la bourgeoisie ou les socialistes réformistes; d'autant plus sûrement les meilleurs éléments des masses se rallieront à nous; d'autant plus vite la république démocratique s'identifiera, dans la conscience des masses, à *la république ouvrière*.

Si l'on veut qu'une formule de théorie exactement comprise se transmue en un vivant fait historique, il faut faire passer cette théorie par la conscience des masses, sur la base de leur expérience, de leurs besoins, de leurs aspirations. Dans ce but, il convient de ne pas se perdre dans les détails, de ne pas distraire l'attention des masses; il faut réduire le programme de la révolution à un petit nombre de mots d'ordre clairs et simples, qu'on remplacera suivant la dynamique de la lutte. C'est en cela que consiste une politique révolutionnaire.



## V

LE COMMUNISME, L'ANARCHO-SYNDICALISME,  
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Comme il était à prévoir, la direction de l'I. C. ne s'aperçut pas d'abord de ce qui se passait en Espagne. Manouilsky, « préposé » aux affaires des nations latines, déclarait encore tout récemment que les événements qui se produisaient dans la péninsule ne méritaient aucune attention. Ah! bien sûr! Ces personnages proclamaient, en 1928, que la France était à la veille d'une révolution prolétarienne. Après avoir si longtemps chanté l'épithalame à propos de funérailles, ils ne pouvaient se dispenser d'accueillir une noce aux sons de la marche funèbre. S'ils avaient agi autrement, ils se seraient manqué à eux-mêmes. Néanmoins, quand il fut constaté que les événements d'Espagne, non prévus au calendrier de la « troisième période », continuaient de se développer, les leaders de l'I. C. s'en tinrent à la simple consigne du silence, ce qui était, en tout cas, plus prudent. Mais les événements de décembre ne leur permettaient plus de se taire. Et alors, conformément à la tradition adoptée, le « préposé » aux pays latins se tira de la difficulté en décrivant en l'air un large tour de bras : nous entendons parler de l'article paru dans la *Pravda* du 17 décembre.



La dictature de Berenguer, comme celle de Primo de Rivera, est qualifiée, dans cet article, de « régime fasciste ». Mussolini, Matteoti, Primo de Rivera, Mac Donald, Tchang-Kaï-Chek, Berenguer, Dan ne sont tous que des variétés de l'espèce fasciste. Du moment que l'on a le mot, à quoi bon réfléchir? Il ne reste, pour que le tableau soit complet, qu'à y introduire le régime « fasciste » du Négus d'Abyssinie. En ce qui concerne le prolétariat espagnol, la *Pravda* nous apprend que non seulement « il s'assimile de plus en plus rapidement le programme et les mots d'ordre du parti communiste espagnol », mais qu'il a déjà « pris conscience de son hégémonie dans la révolution ». En même temps, des télégrammes officiels de Paris nous annoncent la formation de soviets paysans en Espagne. On sait que, sous la direction de Staline, ce sont avant tous autres les paysans qui s'assimilent et réalisent le système soviétique (la Chine!). Si le prolétariat a déjà « pris conscience de son hégémonie » et si les paysans se sont mis à constituer des soviets, et si tout cela s'est fait sous la direction du parti communiste officiel, il faut estimer que la révolution espagnole est assurée de vaincre, — du moins jusqu'au moment où les membres de « l'exécutif » madrilène seront accusés par Staline et Manouïlsky d'avoir mal appliqué la ligne générale, — laquelle, dans les colonnes de la *Pravda*, se présente encore à nous comme le tracé de l'ignorance crasse et de l'étourderie illimitée. Gâtés jusqu'à la moelle par leur propre politique, ces



« leaders » ne sont plus capables d'apprendre quoi que ce soit.

En réalité, si vaste et puissante que soit la lutte engagée, les facteurs subjectifs de la révolution, — le parti, les organisations de masses, les mots d'ordre, — sont extrêmement en retard devant les buts que s'assigne le mouvement, — et c'est en ce retard qu'est actuellement le principal danger.

Des explosions de grèves à demi spontanées, qui laissent des victimes, s'achèvent par des défaites, ou finissent en partie nulle, comptent parmi les étapes absolument inévitables de la révolution; c'est la période du réveil des masses, de leur mobilisation et de leur incorporation dans la lutte. Ce n'est pas seulement, en effet, l'élite ouvrière qui participe au mouvement, c'est toute la masse. Les grévistes sont ceux des usines, mais aussi les artisans, les chauffeurs, les boulangers, les gars du bâtiment, ceux des travaux d'irrigation et, enfin, les ouvriers agricoles. Les vétérans se dégourdissent les membres, les nouveaux s'instruisent. Par ces grèves la classe commence à prendre conscience d'elle-même.

Cependant, ce qui fait actuellement la force du mouvement, — ce qui est une poussée des forces élémentaires, — peut devenir une cause de faiblesse. Si l'on admettait que le mouvement restera comme par le passé livré à lui-même, dépourvu de tout programme précis, incapable de pourvoir à sa propre direction, il faudrait désespérer de tout. Car il ne s'agit pas



d'autre chose que de la conquête du pouvoir. Les grèves les plus violentes ne donnent point de solution, d'autant plus qu'elles sont dispersées. Si le prolétariat, au cours de la lutte, ne sentait pas bientôt, dans les mois qui vont suivre, que les tâches à accomplir et les méthodes à suivre lui deviennent plus claires, que ses rangs se resserrent et se renforcent, il se produirait une fatale dislocation dans son propre milieu. Les masses soulevées pour la première fois par le mouvement actuel retomberaient dans une attitude passive. A l'avant-garde, à mesure que le sol se déroberait sous ses pieds, renaîtraient des tendances aux gestes de partisans, et, d'une façon générale, le goût de l'aventure. Ni les paysans, ni les citadins pauvres ne trouveraient en ce cas une direction dûment autorisée. Les espérances qu'on a éveillées se réduiraient bientôt à des désillusions, à de l'exaspération. La situation en Espagne deviendrait, dans une certaine mesure, pareille à celle que nous avons connue en Italie pendant l'automne de 1920. Si la dictature de Primo de Rivera n'a pas été fasciste, si elle a été la dictature typique en Espagne d'une clique militaire, appuyée par certains groupes des classes possédantes, il reste que, dans les conditions indiquées ci-dessus, — passivité et expectative du parti révolutionnaire, mouvement impulsif des masses, — un véritable fascisme pourrait trouver en Espagne un terrain favorable. La haute bourgeoisie pourrait s'emparer des masses petites-bourgeoises, déséquilibrées, déçues, déses-



pérées, et canaliser leur indignation contre le prolétariat. Bien entendu, nous sommes encore loin de ce résultat. Mais il n'y a pas de temps à perdre.

Si même l'on admet pour un instant que le mouvement révolutionnaire, — dirigé par les éléments de gauche de la bourgeoisie, officiers, étudiants, républicains, — puisse mener à la victoire, la pauvreté du succès remporté équivaldrait en définitive à une défaite. Les républicains espagnols restent, comme nous l'avons déjà dit, fixés sur le terrain de la propriété établie. On ne peut attendre d'eux ni l'expropriation des gros propriétaires fonciers, ni la liquidation des biens et privilèges de l'Eglise catholique, ni le nettoyage à fond des écuries d'Augias que sont la bureaucratie civile et militaire. La camarilla monarchique serait purement et simplement remplacée par une camarilla républicaine et nous n'aurions qu'une nouvelle édition de la république éphémère et stérile de 1873-1874.

Il est tout à fait dans l'ordre que les leaders socialistes soient à la traîne des républicains. Hier, la social-démocratie s'appuyait du flanc droit à la dictature de Primo de Rivera. Aujourd'hui, elle coudoie, sur sa gauche, les républicains. Le grand problème, pour les socialistes qui n'ont pas et ne peuvent avoir leur politique particulière, est de participer à un solide gouvernement bourgeois. A cette condition, ils ne refuseraient pas, au pis aller, de se réconcilier même avec la monarchie.



Mais l'aile droite des anarcho-syndicalistes n'est nullement assurée de ne pas s'engager dans le même chemin : à cet égard, les événements de décembre donnent une grande leçon et un sévère avertissement.

La Confédération Nationale du Travail groupe incontestablement les éléments les plus combattifs du prolétariat. La sélection s'est faite au cours de longues années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses est l'impérieux devoir de tout ouvrier avancé et surtout des ouvriers communistes. On peut également contribuer à cette tâche en militant à l'intérieur des syndicats réformistes, en dénonçant infatigablement les trahisons de leurs leaders et en exhortant les ouvriers à serrer les rangs dans les cadres d'une confédération syndicale unitaire. Les circonstances de la période révolutionnaire seront extrêmement favorables à ce genre de travail.

Mais, en même temps, nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur les destinées de l'anarcho-syndicalisme, en tant que doctrine et méthode révolutionnaire. Faute d'un programme de révolution, faute de comprendre quel peut être le rôle d'un parti, l'anarcho-syndicalisme désarme le prolétariat. Les anarchistes « nient » la politique tant qu'elle ne leur saute pas à la gorge : en ce dernier cas, ils cèdent le terrain à la politique de la classe ennemie. C'est ce qui s'est passé en décembre!

Si le parti socialiste s'était assuré, pendant



la révolution, une situation prépondérante dans le prolétariat, il n'eût été capable que de transmettre le pouvoir aux mains infidèles du groupe républicain, qui l'auraient repassé, automatiquement, à ses détenteurs actuels. La montagne eût accouché d'une souris.

Quant aux anarcho-syndicalistes, ils ne pourraient prendre la tête de la révolution que s'ils renonçaient à leurs préjugés anarchistes. Notre devoir est de les y aider. En fait, il faut supposer qu'une partie des chefs syndicalistes passeront aux socialistes ou seront rejetés de côté par la révolution; les véritables révolutionnaires seront avec nous; les masses se rallieront aux communistes, de même que la plupart des ouvriers socialistes.

L'avantage qu'il y a dans les situations révolutionnaires, c'est que les masses s'instruisent rapidement. Leur évolution provoquera inévitablement des dislocations et des scissions non seulement parmi les socialistes, mais parmi les syndicalistes. Il sera nécessaire de conclure des conventions pratiques avec les syndicalistes *révolutionnaires* au cours de la révolution. Nous tiendrons loyalement nos engagements. Mais il serait vraiment périlleux d'introduire dans ces traités des éléments d'équivoque, des réticences, des inexactitudes. Même en ces jours et ces heures où les ouvriers communistes doivent se battre en serrant les coudes avec les ouvriers syndicalistes, il n'est pas permis de supprimer certaine cloison de principe, de taire les divergences d'opinion, ni d'atténuer la cri-



tique des idées fausses de l'allié. Ce n'est qu'à cette condition que les progrès de la révolution seront assurés.

## VI

## LA JUNTE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE PARTI

¶ Dans quelle mesure le prolétariat lui-même s'efforce-t-il d'unifier son action? On en peut juger par ce qui s'est passé le 15 décembre : les ouvriers se soulevèrent simultanément, non seulement dans les grandes villes, mais dans des agglomérations de deuxième ordre. Ils répondirent au signal des républicains parce qu'ils n'avaient pas d'avertisseur à eux qui portât suffisamment loin. Le mouvement fut écrasé, mais il n'en résulta, semble-t-il, pas la moindre défaillance. La masse considère ses manifestations comme des expériences, comme des exercices d'école, comme une préparation. C'est ce qui caractérise au plus haut degré *la montée du sentiment révolutionnaire*.

Pour prendre la grand'route, le prolétariat a immédiatement besoin d'une organisation qui s'élève au-dessus de toutes les divisions actuelles, politiques, nationales, provinciales, professionnelles, dans les rangs du prolétariat, d'une organisation qui corresponde à l'ampleur de la lutte révolutionnaire menée aujourd'hui. L'organisation souhaitable, démocratiquement



élue par les ouvriers des usines, des fabriques, des mines, des entreprises commerciales, des chemins de fer et de la marine marchande, par les prolétariats des villes et des campagnes, ne peut être qu'un soviets. Les épigones ont causé des dommages incommensurables au mouvement révolutionnaire dans le monde entier en implantant dans bien des esprits cette fausse idée que les soviets ne se forment que pour les besoins d'une insurrection armée, et seulement à la veille de cette insurrection. En réalité, les soviets se constituent au moment où le mouvement révolutionnaire des masses, quoique fort éloigné encore de l'insurrection armée, en arrive à réclamer une vaste organisation pourvue d'autorité, capable de présider aux batailles économiques et politiques dans lesquelles s'engagent simultanément diverses entreprises et diverses professions. Il faut que les soviets, durant la période préparatoire de la révolution, prennent corps dans la classe ouvrière pour qu'ils soient capables de jouer un rôle dirigeant lorsque commencera franchement la lutte pour la conquête du pouvoir. Il est vrai que le mot de « soviets », après treize ans d'existence du régime soviétique, a pris un tout autre sens que celui qu'il avait en 1905 ou au début de 1917, lorsque les soviets se fondaient non pas en tant qu'organes du pouvoir, mais comme organisations de combat de la classe ouvrière. Le mot *junte*, qui se rattache de près à toute l'histoire révolutionnaire de l'Espagne, exprime le mieux possible l'idée qu'il faut traduire. Il s'agit main-



tenant de créer en Espagne des *juntas ouvrières*.

Dans l'état actuel du prolétariat, la constitution des *juntas* suppose la participation des communistes, des anarcho-syndicalistes, des social-démocrates et des sans-parti qui dirigent les grèves. Dans quelle mesure peut-on compter sur l'adhésion des anarcho-syndicalistes et des social-démocrates aux soviets? A l'écart du mouvement, on ne peut le prédire. La grandeur de l'effort contraindra sans doute bien des syndicalistes, et peut-être une partie des socialistes, à aller plus loin qu'ils ne voulaient, si les communistes ont assez d'énergie pour poser comme il convient le problème des *juntas ouvrières*.

Devant la poussée des masses, les questions pratiques de constitution des soviets, des normes de représentation, de l'époque et des moyens d'élections, et autres problèmes, peuvent et doivent devenir l'objet d'un *accord* non seulement entre toutes les fractions communistes, mais entre elles et les syndicalistes ou socialistes qui accepteront la création de *juntas*. Bien entendu, à toutes les étapes de la lutte, les communistes marchent drapeau déployé.

En dépit de la toute récente théorie staliniste, les *juntas paysannes*, en tant qu'organisations électives, ne se constitueront, du moins en nombre considérable, guère avant la prise du pouvoir par le prolétariat. Durant la période préparatoire, dans les campagnes, d'autres formes d'organisation se développeront plutôt : elles seront basées non sur l'électivité, mais sur des choix de personnes : associations de paysans,



comités de pauvres, cellules communistes, syndicats d'ouvriers agricoles, etc. Cependant, la propagande du mot d'ordre des *juntas paysannes*, basé sur un programme de révolution agraire, peut être mise dès à présent à l'ordre du jour.

Il est très important de poser comme il faut la question des *juntas de soldats*. Telle que l'armée est organisée, les soviets de soldats ne peuvent se former qu'à la dernière période de la crise révolutionnaire, quand les pouvoirs de l'Etat auront perdu leur contrôle sur les troupes. Dans la période préparatoire, il ne s'agit que d'organisations clandestines, de groupements de soldats révolutionnaires, de cellules du parti, et, bien souvent, de relations personnelles des ouvriers avec des soldats.

Le soulèvement républicain de décembre 1930 sera, sans aucun doute, consigné dans l'histoire comme une ligne de démarcation entre deux époques de la lutte révolutionnaire. Il est vrai que l'aile gauche des républicains s'est mise en liaison avec les leaders des organisations ouvrières pour obtenir une certaine unité d'action. Les ouvriers, démunis d'armes, devaient être le chœur dirigé par les coryphées républicains. Ce but fut atteint, à tel point qu'on se rendit compte, une bonne fois, de l'incompatibilité d'une conspiration d'officiers avec une grève révolutionnaire. Contre le complot militaire qui opposait des corps d'armée à d'autres, le gouvernement trouva des forces suffisantes dans l'armée même. Quant à la grève, comme elle n'avait pas de but particulier ni de direction à



elle, elle dut se réduire à rien dès que la mutinerie des militaires fut écrasée.

Le rôle révolutionnaire de l'armée, non considérée comme instrument pour des expériences d'officiers, mais comme une certaine partie de la population, sera déterminé en fin de compte par ce que feront les masses ouvrières et paysannes au cours de la lutte. Pour qu'une grève révolutionnaire remporte la victoire, elle doit arriver à une confrontation des ouvriers avec l'armée. Si importants que soient les éléments militaires dans cette rencontre, c'est la politique qui doit y prédominer. On ne peut conquérir la masse des soldats qu'en posant clairement les problèmes sociaux de la révolution. Mais ce sont précisément ces problèmes qui effarouchent le corps des officiers. Il est naturel que des prolétaires révolutionnaires portent toute leur attention sur les soldats, créant dans les régiments des cellules de révolutionnaires conscients et intrépides. L'action communiste dans l'armée, qui, au point de vue politique, est subordonnée au travail fait dans le prolétariat et chez les paysans, ne peut se développer qu'au moyen d'un clair programme. Lorsque le moment décisif sera venu les ouvriers devront, par le caractère massif et la violence de leur offensive, entraîner une grande partie de l'armée du côté du peuple, ou bien, du moins, neutraliser les militaires. C'est une façon de poser largement la question révolutionnaire : cela n'empêche pas que l'on puisse prévoir une « conjuration » des soldats les plus avancés et des officiers qui



auraient des sympathies pour la révolution prolétarienne dans une période qui précède de peu la grève générale et l'insurrection. Mais une conjuration de cette sorte n'a rien de commun avec un pronunciamiento; il ne s'agit que de servir, de garantir le succès d'une insurrection prolétarienne.

Si l'on veut arriver à bout de tous ces problèmes, trois conditions se posent : la première est qu'il faut un parti; la deuxième est aussi qu'il faut un parti; la troisième est encore qu'il faut un parti.

Quels seront les rapports des différentes organisations, des différents groupes actuels du communisme, et quel sera leur sort? Il est difficile d'en juger de loin. L'expérience fera la preuve. Les grands événements donnent infailliblement la mesure des idées, des organisations et des gens. Si la direction de l'I. C. se révèle incapable de proposer aux ouvriers espagnols autre chose qu'une fausse politique, des directives bureaucratiques et une scission, le vrai parti communiste espagnol se formera et prendra de la solidité en dehors des cadres officiels de l'Internationale Communiste. D'une façon ou d'une autre, le parti doit être constitué. Il doit être unitaire et centralisé.

La classe ouvrière ne saurait en aucun cas établir son organisation politique d'après les principes du fédéralisme. Le parti communiste n'est pas la préfigure du régime qui sera instauré en Espagne; il est le solide levier qui servira à renverser le régime existant. Il ne peut



être organisé autrement que sur les bases d'un centralisme démocratique.

La junte prolétarienne deviendra le vaste terrain sur lequel chaque parti, chaque groupe seront mis à l'épreuve et donneront leur mesure sous les yeux des masses. Les communistes opposeront le mot d'ordre du front unique ouvrier aux pratiques des socialistes et d'une partie des syndicalistes qui se coalisent avec la bourgeoisie. Le front unique révolutionnaire est le seul qui puisse permettre au prolétariat d'inspirer la confiance nécessaire aux masses opprimées des campagnes et des villes. La réalisation du front unique n'est concevable que sous le drapeau du communisme. La junte a besoin d'un parti dirigeant. A défaut d'une ferme direction, elle resterait une vaine organisation de pure forme et finirait inévitablement par tomber sous la coupe de la bourgeoisie.

Ainsi s'imposent aux communistes espagnols de grandioses tâches historiques. Les ouvriers avancés de tous les pays suivront avec une attention passionnée le développement du grand drame révolutionnaire qui, tôt ou tard, réclamera non seulement leurs sympathies, mais leurs concours. Tenons-nous prêts!

Prinkipo, 24 janvier 1931.



### III

## LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE ET LES DANGERS QUI LA MENACENT

### LA DIRECTION DE L' I. C. EN FACE DES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

**L**A révolution espagnole croît. Dans le processus de la lutte, ses forces internes s'accroissent aussi. Mais, en même temps, s'accroissent les dangers. Nous ne parlons pas de ces dangers dont les foyers sont constitués par les classes dominantes et leur domesticité politique : républicains et socialistes. Ce sont là des ennemis déclarés et la conduite à suivre à leur égard s'impose en toute évidence. Mais il existe des dangers intérieurs.

Les ouvriers espagnols regardent avec confiance l'Union Soviétique, progéniture de la Révolution d'Octobre. Cet état d'esprit constitue un capital précieux pour le communisme. La défense de l'Union Soviétique est le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais il ne faut pas permettre que l'on abuse de la fidélité des ouvriers à la Révolution d'Octobre pour leur



imposer une politique qui va à l'encontre de toutes les leçons et enseignements légués par Octobre.

Il faut parler clairement. Il faut parler de façon à se faire entendre de l'avant-garde du prolétariat espagnol et international : *un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne de la part de la direction actuelle de l'I. C.* Toute révolution peut être anéantie, même la plus prometteuse : cela a été démontré par l'expérience de la révolution allemande de 1923 et, d'une façon encore plus éclatante, par l'expérience de la révolution chinoise de 1925-1927. Dans ces deux cas, la débâcle eut pour cause immédiate une fausse direction. Aujourd'hui, c'est le tour de l'Espagne. Les dirigeants de l'I. C. n'ont rien appris de leurs propres erreurs. Pis encore. Pour dissimuler les erreurs précédentes, ils sont obligés de les justifier et de les amplifier. Dans la mesure où cela dépend d'eux, ils préparent à la révolution espagnole le sort de la révolution chinoise.

Durant deux années, on a leurré les ouvriers avancés avec cette malheureuse théorie de la « troisième période », qui a affaibli et démoralisé l'I. C. Enfin, la direction battit en retraite. Mais quand? Précisément au moment où la crise mondiale marqua un changement radical de la situation et fit apparaître les premières possibilités d'une offensive révolutionnaire. Pendant ce temps, l'I. C. ne s'apercevait même pas de ce qui se passait en Espagne. Manouilsky déclara — et Manouilsky remplit aujourd'hui



les fonctions de chef de l'I. C. — que les événements d'Espagne ne méritaient aucune attention.

Dans l'étude sur la révolution espagnole que nous avons écrite avant les événements d'avril, nous nous sommes prononcés en ce sens que la bourgeoisie, en se parant des diverses nuances du républicanisme, appliquerait tous ses efforts, et jusqu'au dernier moment, à sauvegarder son alliance avec la monarchie. « A vrai dire — écrivions-nous — on ne saurait exclure l'idée d'un concours de circonstances dans lesquelles les classes possédantes se verraient obligées de sacrifier la monarchie pour se sauver elles-mêmes (exemple : l'Allemagne!) » Ces lignes ont donné l'occasion aux staliniens — bien entendu, après les événements, — de parler d'un faux pronostic (1). Des gens qui n'ont eux-mêmes jamais rien prévu réclament des autres non pas des pronostics marxistes, mais des prédictions théosophiques concernant le jour où se produiront les événements et la tournure qu'ils prendront : ainsi des malades ignorants et superstitieux exigent-ils des miracles de la médecine. Un pronostic marxiste a pour objet d'aider l'opinion à s'orienter sur la direction générale des faits et à voir clair dans leurs développements « inattendus ». Que la bourgeoisie espagnole se soit

---

(1) Ce sont les staliniens américains qui font le plus de zèle. Il est difficile d'imaginer jusqu'à quelles Colonnes d'Hercule atteignent la vulgarité et la bêtise de fonctionnaires stipendiés pour dire de telles sottises et qui ne sont contrôlés par personne.



décidée à se séparer de la monarchie, cela s'explique par deux raisons également importantes. Le débordement impétueux de la colère des masses contraignit la bourgeoisie à essayer de faire d'Alfonso, que le peuple avait en horreur, un bouc émissaire. Mais cette manœuvre, qui comportait des risques sérieux, n'a réussi à la bourgeoisie espagnole que grâce à la confiance des masses dans les républicains et les socialistes et parce que, dans le changement de régime, on n'avait pas à compter avec le danger communiste. La variante historique qui s'est réalisée en Espagne est, par conséquent, le résultat de la force de la poussée populaire d'une part, et de la faiblesse de l'I. C., d'autre part. C'est par la constatation de ces faits qu'il faut commencer. La règle générale de la tactique est de ne pas surestimer ses propres forces si l'on veut devenir plus fort. Mais c'est une règle qui ne compte pas pour la bureaucratie des épigones. Si, à la veille des événements, Manouïlsky a prédit que rien de sérieux ne se produirait, au lendemain du coup d'Etat, l'irremplaçable Péri, le fournisseur de fausses informations sur les pays latins, commença à envoyer sans interruption des télégrammes disant que le prolétariat espagnol soutenait presque exclusivement le parti communiste et que les paysans espagnols créaient des Soviets.

La *Pravda* publiait ces fadaïses en y ajoutant d'autres stupidités, prétendant que les « trotskystes » se traînaient à la remorque du gouvernement de Zamora, tandis que Zamora mettait



et met en prison les communistes de gauche... Enfin, le 14 mai, la *Pravda* publiait un éditorial-programme *L'Espagne en feu*, où l'on retrouve, condensées, dans des propos qui s'appliquent à la révolution espagnole, toutes les aberrations et les bévues des épigones.

QUELLE ATTITUDE  
PRENDRE A L'ÉGARD DES CORTÈS?

La *Pravda* cherche à prendre son départ avec cette vérité incontestable que la propagande seule ne suffit pas. « Le P. C. doit dire aux masses ce qu'elles doivent faire aujourd'hui. » Que propose donc à ce sujet la *Pravda*? Grouper les ouvriers « pour le désarmement de la réaction, pour l'armement du prolétariat, pour l'élection des comités d'usines, pour imposer par l'action directe la journée de 7 heures, etc. » « *Etc.* » — le mot y est. Les mots d'ordre énumérés sont indiscutables, quoique ne se rattachant pas intimement les uns aux autres et dépourvus de la logique conséquente que réclame le développement des masses. Mais, ce qui est surprenant, c'est que l'éditorial de la *Pravda* ne mentionne même pas les *élections aux Cortès*, comme si cet événement politique dans la vie de la nation espagnole n'existait pas ou comme si les ouvriers n'avaient pas à s'en occuper. Que signifie ce mutisme?

D'après les apparences, la révolution républicaine s'est produite, comme on sait, au



moyen des élections municipales. Bien entendu, cette révolution procédait de causes beaucoup plus profondes et nous en avons parlé bien avant la chute du ministère Berenguer. Mais la liquidation de la monarchie par des procédés « parlementaires » s'est faite totalement au profit des républicains bourgeois et de la démocratie petite-bourgeoise. Nombreux sont en Espagne les ouvriers qui se figurent, aujourd'hui, que les questions essentielles de la vie sociale peuvent être résolues par des bulletins de vote. Cette illusion ne peut être dissipée que par l'expérience. Il faut pourtant savoir faciliter cette expérience. Comment? En tournant le dos aux Cortès ou, au contraire, en participant aux élections? Il faut répondre à cela.

A part l'éditorial que nous citons plus haut, le même journal publie un article « théorique » (nos des 7 et 10 mai) qui prétend donner une analyse marxiste des forces intérieures de la révolution espagnole et une définition bolchevique de sa stratégie. Cet article non plus ne mentionne pas les Cortès d'un seul mot : faut-il boycotter les élections ou y participer? D'une façon générale la *Pravda* se tait sur les mots d'ordre et les tâches de la démocratie politique quoiqu'elle désigne la révolution comme démocratique. Que signifie cette réticence? On peut *participer* aux élections, on peut les *boycotter*. Mais, peut-on les *passer sous silence*?

Envers les Cortès de Berenguer, la tactique du boycottage était entièrement juste. Il était



clair d'avance qu'Alphonse réussirait pour une certaine période à revenir dans la voie de la dictature militaire, ou bien que le mouvement déborderait Berenguer avec ses Cortès. Dans ces conditions, les communistes devaient prendre l'initiative de la lutte pour le boycottage des Cortès. C'est précisément ce que nous avons essayé de faire comprendre par les faibles moyens que nous avions à notre disposition (1). Si les communistes espagnols s'étaient prononcés à temps et d'une manière décisive pour le boycottage en diffusant dans le pays des tracts, même très courts, à ce sujet, leur autorité au moment du renversement du gouvernement Berenguer se serait considérablement accrue. Les ouvriers avancés se seraient dit : « Ces gens sont capables de prévoir. » Malheureusement, les communistes espagnols, désorientés par la direction de l'I. C., n'ont pas compris la situation et se sont disposés à participer aux élections, sans conviction toutefois. Les événements les ont débordés et la première victoire de la révolution n'a presque pas augmenté l'influence communiste.

Actuellement, c'est le gouvernement Zamora qui se charge de la convocation des Cortès constituantes. Y a-t-il lieu de croire que la convocation de ces Cortès sera entravée par une deuxième révolution? Aucunement. De puissants mouve-

---

(1) L'Opposition de Gauche ne possède pas de presse quotidienne. Nous sommes réduits à développer dans des lettres privées des idées qui devraient former le contenu d'articles quotidiens. Nous donnons en appendice à cette étude dans l'ordre chronologique, des extraits de nos lettres-articles.



ments des masses sont parfaitement possibles; mais, sans programme, sans parti, sans direction, ces mouvements ne peuvent aboutir à une deuxième révolution. Le mot d'ordre de boycottage serait actuellement la formule d'un parti pris d'isolement. Il faut prendre la part la plus active aux élections.

LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE  
DES RÉFORMISTES ET LE CRÉTINISME  
ANTIPARLEMENTAIRE DES ANARCHISTES

Le crétinisme parlementaire est une maladie détestable, mais le crétinisme antiparlementaire ne vaut pas beaucoup mieux. C'est ce que nous démontre le plus clairement le sort des anarcho-syndicalistes espagnols. La révolution pose carrément les questions politiques et, *dans le stade actuel*, elle leur donne la forme parlementaire. L'attention de la classe ouvrière doit nécessairement se porter sur les Cortès et les anarcho-syndicalistes voteront « en catimini » pour les socialistes et même pour les républicains. En Espagne, moins que partout ailleurs, on ne peut lutter contre les illusions parlementaires sans lutter contre la métaphysique antiparlementaire des anarchistes.

Dans une série d'articles et de lettres, nous avons démontré l'importance considérable des mots d'ordre démocratiques pour le développement ultérieur de la révolution espagnole. L'aide aux chômeurs, la journée de 7 heures, la révo-



lution agraire, l'autonomie nationale, toutes ces questions vitales et profondes se rattachent, d'une manière ou d'une autre, dans l'esprit de l'écrasante majorité des ouvriers espagnols, y compris les anarcho-syndicalistes, avec les Cortès de demain. Pendant la période de Berenguer, il fallait boycotter les Cortès gracieusement octroyées par Alphonse, pour obtenir *des Cortès révolutionnaires constituantes*. La propagande devait d'abord poser la question du droit électoral. Oui, en effet : cette prosaïque question du droit électoral ! La démocratie soviétique, cela va de soi, est incomparablement supérieure à la démocratie bourgeoise. Mais les Soviets ne tombent pas du ciel. Il faut monter pour y atteindre.

Il se trouve en ce monde de soi-disant marxistes qui professent un superbe mépris, par exemple, pour le suffrage universel, égalitaire, direct et secret accordé à tous les hommes et toutes les femmes depuis l'âge de 18 ans. Or, si les communistes espagnols avaient exprimé en temps opportun ce mot d'ordre, le défendant par des discours, des articles, des tracts et des papillons, ils auraient acquis une immense popularité. C'est précisément parce que les masses populaires, en Espagne, sont enclines à surestimer les facultés créatrices des Cortès, que chaque ouvrier éduqué, chaque paysanne révolutionnaire veulent participer aux élections. Nous ne nous solidarisons pas un instant avec les illusions des masses ; mais ce qui se cache de *progressif* sous ces illusions, nous devons l'utiliser jusqu'au bout, autre-



ment nous ne serions pas des révolutionnaires, mais de méprisables pédants. Or, si l'on accorde le droit électoral à de plus jeunes, des milliers et milliers d'ouvriers, d'ouvrières, de paysans et de paysannes y sont directement intéressés. Et lesquels? De jeunes et actifs, ceux qui sont appelés à faire la deuxième révolution. Opposer ces jeunes générations aux socialistes, qui cherchent leur appui parmi les ouvriers âgés, est du devoir tout à fait élémentaire et incontestable de l'avant-garde communiste.

Continuons. Le gouvernement Zamora veut faire adopter aux Cortès une constitution instituant deux Chambres. Les masses révolutionnaires qui viennent de renverser la monarchie et qui sont pénétrées d'une aspiration passionnée, quoique très confuse encore, vers l'égalité et la justice, répondront avec ardeur à l'agitation menée par les communistes contre une bourgeoisie dont le dessein est d'imposer au peuple le fardeau d'une « Chambre des Pairs ». Cette question *de détail* peut prendre, dans l'agitation, une énorme importance, elle peut jeter les socialistes dans le plus grand embarras, ouvrir une brèche entre les socialistes et les républicains, c'est-à-dire diviser, tout au moins pour un temps, les ennemis du prolétariat et, ce qui est mille fois plus important, faire la brisure entre les masses ouvrières et les socialistes.

La revendication de la journée de 7 heures, formulée par la *Pravda* est tout à fait juste, extrêmement importante et urgente. Mais peut-on poser cette revendication abstraitement,



sans tenir compte de la situation politique et des tâches révolutionnaires de la démocratie? La *Pravda* parle *uniquement* de la journée de 7 heures, des comités d'usine et de l'armement des ouvriers; elle ignore délibérément la « politique » et, dans tous ses articles, ne trouve pas un mot à dire sur les élections aux Cortès : ainsi la *Pravda* va-t-elle tout à la rencontre de l'anarcho-syndicalisme, elle l'alimente, elle le couvre. Cependant, le jeune ouvrier, à qui les républicains et les socialistes dénie le droit de vote, bien que la législation bourgeoise le juge assez mûr pour l'exploitation capitaliste, ou bien celui à qui l'on prétend imposer une Chambre Haute, se décideront demain à batailler contre de telles coquinerie en tournant le dos aux anarchistes et en empoignant les fusils.

Quand on lance le mot d'ordre de *l'armement des ouvriers* en dépit des réalités de la vie politique qui atteignent au plus profond des masses, on s'isole soi-même des masses et, en même temps, on les détourne de l'emploi des armes.

Le mot d'ordre du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes* est maintenant devenu, en Espagne, d'une importance exceptionnelle. Cependant, ce mot d'ordre est aussi du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer de l'Espagne; mais notre devoir est de militer pour que le droit de séparation leur soit reconnu, s'ils désirent en faire usage. Mais, comment savoir s'ils ont ce désir?



C'est très simple. Il faut un plébiscite des provinces intéressées, sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. Il n'existe pas actuellement d'autre procédé. Par la suite, les questions de nationalités, comme toutes autres questions, seront réglées par des soviets qui seront les organes de la dictature du prolétariat. Or, nous ne pouvons demander aux ouvriers qu'ils instituent des soviets à n'importe quel moment. Nous ne pouvons que les diriger vers cette solution. Encore moins pouvons-nous imposer à un peuple entier les soviets que le prolétariat ne constituera que plus tard. Pourtant, il est indispensable de donner une réponse à la question actuelle. En mai dernier, les municipalités de Catalogne ont été invitées à élire des représentants pour l'élaboration d'une constitution provisoire, particulière à cette province, c'est-à-dire pour déterminer quels seraient les rapports de la Catalogne avec le reste de l'Espagne. Se peut-il que les ouvriers catalans aient pu voir avec indifférence comment la démocratie petite-bourgeoise, soumise comme toujours au gros capital, tentait, au moyen d'élections antidémocratiques, de décider du sort du peuple catalan? Le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, dépourvu de son complément, séparé d'autres mots d'ordre qui lui donnent un sens concret — ceux de la démocratie politique — est une formule vide de sens ou pis encore : c'est de la poudre aux yeux.

Pendant un certain temps, toutes les questions



de la révolution espagnole dévieront, d'une façon ou d'une autre, dans le prisme parlementaire. Les paysans attendront avec anxiété la réponse des Cortès à la *question agraire*. N'est-elle pas claire, l'importance qu'aurait dans les conditions actuelles un programme communiste agraire développé à la tribune des Cortès? Pour cela, il faut avoir un programme agraire et il faut conquérir un accès à la tribune parlementaire. Ce ne sont pas les Cortès qui résoudreont la question de la terre; nous le savons. Il y faut l'initiative hardie des masses paysannes. Mais, pour prendre cette initiative, les masses ont besoin d'un programme et d'une direction. Les communistes ont besoin de la tribune des Cortès pour se mettre en liaison avec les masses. De là viendra une action qui dépassera de haut celle des Cortès. En ce point se révèle justement l'action de la dialectique révolutionnaire à l'égard du parlementarisme.

Comment alors expliquer que la direction de l'I. C. se taise sur cette question? Uniquement parce qu'elle reste prisonnière de son propre passé. Les staliniens ont trop bruyamment rejeté le mot d'ordre d'une Assemblée Constituante pour la Chine. Le 6<sup>e</sup> Congrès a stigmatisé officiellement comme « opportunisme » les mots d'ordre d'une démocratie politique pour les pays coloniaux. L'exemple de l'Espagne, pays incomparablement plus avancé que la Chine ou l'Inde, démontre toute l'inconsistance des décisions du 6<sup>e</sup> Congrès. Mais les staliniens ont pieds et poings liés. N'osant pas appeler à boycotter le



parlementarisme, ils se taisent tout simplement. Périclisse la révolution, mais vive la réputation de l'infaillibilité des leaders (1).

#### QUE SERA LA RÉVOLUTION EN ESPAGNE?

Après l'article de théorie cité ci-dessus, qui semble avoir été spécialement écrit pour un bourrage de crânes, après diverses tentatives pour définir le caractère de classe de la révolution espagnole, il est dit textuellement ceci : « Tout cela étant admis (!) il serait pourtant (!) faux de caractériser la révolution espagnole, dès l'étape actuelle, comme une révolution socialiste » (*Pravda*, 10 mai). Il suffit d'avoir lu cette phrase pour apprécier toute l'analyse. — Voyons, se demandera le lecteur, existe-t-il donc des gens capables d'imaginer, sans courir le risque de se faire interner, qu'à l' « étape actuelle la révolution espagnole puisse être considérée comme socialiste? Où donc la *Pravda* a-t-elle découvert qu'il lui fallait absolument établir cette « délimitation », et encore en des termes si modérés, si conventionnels : « Tout

---

(1). Le groupe italien « Prometeo » (bordiguistes) repousse globalement les mots d'ordre démocratiques-révolutionnaires pour tous les pays et tous les peuples. Ce doctrinarisme de sectaires, qui coïncide pratiquement avec la position des staliniens, n'a rien de commun avec la position des bolcheviks-léninistes. L'Opposition internationale de Gauche doit rejeter toute apparence de responsabilité de cet ultra-gauchisme infantile. L'expérience toute récente de l'Espagne montre que les mots d'ordre de la démocratie politique joueront un rôle indubitablement et extrêmement important dans la ruine du régime de la dictature fasciste en Italie. Entrer dans la révolution espagnole ou italienne avec le programme de « Prometeo », c'est même chose que se lancer à la nage les mains liées derrière le dos; le nageur risque fort de se noyer.



cela étant admis, il serait pourtant faux... » C'est que les épigones ont déniché, pour leur malheur, une phrase de Lénine sur l'« hypertrophie » de la révolution bourgeoise-démocratique qui se transforme en une révolution socialiste. N'ayant pas compris Lénine et ayant oublié ou adultéré les leçons de la révolution russe, ils ont pris cette conception d'« hypertrophie » comme base des plus grossières erreurs opportunistes. Il ne s'agit nullement — disons-le tout de suite — de subtilités académiques; mais il y a là une question de vie ou de mort pour la révolution prolétarienne. Voici peu de temps encore, les épigones espéraient voir la dictature du Kuomintang trouver son « hypertrophie » en une dictature ouvrière et paysanne, laquelle se transformerait en une dictature socialiste du prolétariat. Et ils s'imaginaient — Staline développait ce thème avec une profondeur particulière — que d'un côté de la révolution se détacheraient petit à petit les « éléments de droite », tandis que l'aile gauche serait renforcée; c'est en cela que devait consister le processus organique de « l'hypertrophie ». Malheureusement, la splendide théorie de Staline-Martinov est totalement contraire à la théorie de classe de Marx. Le caractère du régime social et, par conséquent, le caractère de chaque révolution est déterminé par le caractère de la classe qui détient le pouvoir. Le pouvoir ne peut passer des mains d'une classe aux mains d'une autre classe que par un coup d'Etat révolutionnaire et non point par une « hypertrophie » organique.



Cette vérité fondamentale a été brutalement niée par les épigones, d'abord en ce qui concernait la Chine et à présent en ce qui concerne l'Espagne. Et nous voyons dans la *Pravda* les princes de la science coiffer leurs bonnets et prendre la température de Zamora, se demandant si l'on peut admettre que le processus de l'« hypertrophie » ait déjà amené la révolution espagnole à la phase socialiste, Et ces sages — rendons justice à leur sagesse — concluent : Non, on ne peut l'admettre encore.

Après nous avoir donné une expertise sociologique aussi précieuse, la *Pravda* se lance dans le domaine des pronostics et des directives. « En Espagne, dit-elle, la révolution socialiste ne peut pas être la tâche immédiate. La tâche immédiate (!) consiste dans la révolution ouvrière-paysanne contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie » (*Pravda*, 10 mai). Que la révolution socialiste ne soit pas en Espagne « la tâche immédiate », c'est incontestable. Il serait pourtant meilleur et plus exact de dire que l'insurrection armée dans le but de la prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas en Espagne « une tâche immédiate ». Pourquoi? Parce que l'avant-garde morcelée du prolétariat n'entraîne pas encore derrière elle la classe et que la classe n'entraîne pas encore derrière elle les campagnards opprimés. Dans ces conditions, la lutte pour le pouvoir serait une entreprise d'aventuriers. Mais que signifie alors cette phrase complémentaire : « La tâche immédiate consiste en



une révolution ouvrière-paysanne contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie »? Y aura-t-il donc entre le régime bourgeois-républicain actuel et la dictature du prolétariat une révolution *spéciale* « ouvrière-paysanne »? Et il faudrait croire que cette révolution spéciale, intermédiaire, « ouvrière et paysanne », contrairement à ce que peut être la révolution socialiste, est, en Espagne, « une tâche immédiate »? On mettrait donc à l'ordre du jour une nouvelle révolution? Par l'insurrection armée ou par un autre moyen? En quoi précisément la révolution ouvrière et paysanne « contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie » se distinguerait-elle d'une révolution prolétarienne? Quelle combinaison de classes se trouvera à la base? Quel parti dirigera la première révolution, se distinguant ainsi de la deuxième? Quelles peuvent être les différences de programmes et de méthodes entre ces deux révolutions? Nous cherchions en vain des réponses à ces questions. On a effacé ou embrouillé les idées, les dissimulant sous ce vocable d'« hypertrophie »; quelles que soient leurs réticences et leurs contradictions, ces gens rêvent toujours d'une évolution de la révolution bourgeoise vers la révolution socialiste, par une suite de modifications organiques sous différents pseudonymes : Kuo-mintang, « dictature démocratique », « révolution ouvrière et paysanne », « révolution populaire »; et, dans ce processus, le motif essentiel, celui d'une classe arrachant le pouvoir à une autre classe est imperceptiblement dilué.



LE PROBLÈME  
DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Bien entendu, la révolution prolétarienne est en même temps une révolution paysanne; mais une révolution paysanne en dehors de la révolution prolétarienne est impossible actuellement. Nous avons pleinement le droit de dire aux paysans que notre but est de créer une république ouvrière et paysanne, de même que nous avons appelé le gouvernement de la dictature prolétarienne après la Révolution d'Octobre « gouvernement ouvrier et paysan ». Mais, loin d'opposer la révolution ouvrière et paysanne à la révolution prolétarienne, nous les assimilons. C'est la seule façon de poser comme il convient la question.

Ici, nous retombons en plein dans le problème dit de la « révolution permanente ». Combattant cette théorie, les épigones en sont arrivés à rompre complètement avec le point de vue de classe. Il est vrai qu'après l'expérience du « bloc des quatre classes » en Chine ils sont devenus plus prudents. Mais là leur confusionisme n'a pu que s'accroître et ils font tout pour le communiquer à autrui.

Par bonheur, par suite des événements, cette question est sortie du domaine des profondes méditations des professeurs en révolution qui travaillent sur les anciens textes. Il ne s'agit plus de souvenirs historiques, ni d'un choix de textes à citer; il s'agit d'une nouvelle expérience histo-



rique grandiose qui se développe sous les yeux de tous. Ici, deux points de vue sont confrontés sur le champ de la lutte révolutionnaire.

Les événements diront le dernier mot. On ne peut échapper à leur contrôle. Le communiste espagnol qui ne se rendra pas compte en temps opportun de l'essentiel des questions rattachées à la lutte contre le « trotskysme » sera théoriquement désarmé devant les questions fondamentales de la révolution espagnole.

#### QU'EST-CE QUE L' « HYPERTROPHIE » D'UNE RÉVOLUTION?

Oui, Lénine a donné en 1905 la formule hypothétique d'une « dictature bourgeoise-démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». S'il existait un pays où l'on pouvait s'attendre à une révolution agraire démocratique *spontanée précédant* la conquête du pouvoir par le prolétariat, c'était bien la Russie où le problème agraire dominait toute la vie nationale, où les soulèvements de paysans duraient depuis des dizaines d'années, où existait un parti agraire-révolutionnaire indépendant possédant une longue tradition et une influence étendue dans les masses. Et pourtant, même en Russie, il ne se trouva pas de place pour une révolution intermédiaire entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne. En avril 1917, Lénine répéta et répétait constamment à l'adresse de Staline, de Kamenev et d'autres qui s'accrochaient toujours à l'an-



cienne formule bolchevique de 1905 : « Il n'existe pas et il n'y aura pas d'autre « dictature démocratique » que celle de Milioukov-Tseretelli-Tchernov : la dictature démocratique est, par son essence même, une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat; ce n'est que la dictature du prolétariat qui peut prendre la place de la « dictature démocratique ». Quiconque invente des formules intermédiaires mitigées est un pauvre visionnaire ou un charlatan. Telle est la conclusion qu'a tirée Lénine de l'expérience vivante des révolutions de février et d'octobre. Nous nous maintenons intégralement sur la base de cette expérience et de ces conclusions.

Que signifie donc chez Lénine l'« hypertrophie » de la révolution démocratique devenant une révolution socialiste ? Nullement ce que croient discerner les épigones et les phraseurs de l'espèce des professeurs rouges. Il faut comprendre que la dictature du prolétariat ne coïncide pas du tout d'une façon mécanique avec la notion d'une révolution socialiste. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière a lieu dans un milieu national déterminé, dans une période déterminée et pour la solution de tâches déterminées. Pour les nations arriérées, de telles tâches immédiates ont un caractère démocratique : émancipation de toute la nationalité échappant à l'esclavage impérialiste et révolution agraire, comme en Chine; révolution agraire et émancipation des nationalités opprimées comme en Russie. Nous voyons actuelle-



ment en Espagne la même chose, quoique dans une autre disposition. Lénine disait même que le prolétariat russe était arrivé en Octobre 1917 au pouvoir avant tout comme agent de la révolution bourgeoise-démocratique. Le prolétariat vainqueur a commencé par résoudre des problèmes de démocratie et ce n'est que peu à peu, par la logique de son pouvoir, qu'il est parvenu à envisager les problèmes du socialisme; il n'a commencé sérieusement à résoudre la question de la collectivisation de l'économie agraire qu'à la douzième année de son pouvoir. C'est ce que Lénine appela la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste. Ce n'est pas le pouvoir bourgeois qui se transforme par hypertrophie en pouvoir ouvrier-paysan et, ensuite, prolétarien; non, le pouvoir d'une classe ne se « transforme » pas en pouvoir d'une autre classe, mais on l'arrache l'arme à la main. Mais après que la classe ouvrière a conquis le pouvoir, les tâches démocratiques du régime prolétarien s'agrandissent inévitablement en tâches socialistes. Le passage organique et par évolution de la démocratie au socialisme n'est possible que sous la dictature du prolétariat. Voilà l'idée centrale de Lénine. Les épigones ont dénaturé tout cela, tout embrouillé, falsifié et empoisonnent aujourd'hui de leurs idées fausses la conscience du prolétariat international.



DEUX VARIANTES : L'OPPORTUNISME  
OU L'AVENTURE

Il s'agit, répétons-le, non de subtilités académiques, mais des questions vitales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Il est faux de dire qu'en Espagne se pose actuellement « la question d'une révolution ouvrière-paysanne. » Il est faux de dire, qu'en Espagne *le moment* est venu d'entreprendre une nouvelle révolution, c'est-à-dire une lutte immédiate pour la conquête du pouvoir. Non, la question qui se pose, c'est celle de la conquête des masses, dans le dessein de les affranchir de leurs illusions républicaines, de la confiance qu'elles accordent aux socialistes, afin de les grouper pour un mouvement révolutionnaire. La deuxième révolution viendra mais ce sera la révolution du prolétariat qui entraîne à sa suite les paysans pauvres. Entre le régime bourgeois et la dictature du prolétariat il n'y aura de place pour aucune sorte de « révolution ouvrière-paysanne » comprise dans un sens spécial. Compter sur une telle révolution et y adapter sa politique, c'est ramener le prolétariat à un régime de Kuomintang, c'est-à-dire ruiner la révolution.

Les formules confusionnistes de la *Pravda*, ouvrent deux voies que l'on a suivies, répétons-le, jusqu'au bout en Chine : la voie opportuniste et la voie de l'aventure.

Si aujourd'hui la *Pravda* ne se décide pas encore à « caractériser » la révolution espa-



gnole comme une révolution ouvrière-paysanne, qui sait si ce ne sera pas fait demain quand Zamora-Tchang-Kai-Chek sera remplacé par le « fidèle Wan-Tin-Wei », disons par cet homme de gauche, Lerroux. Les sages professeurs, les Martinov, les Kuussinen et C<sup>ie</sup>, ne décideront-ils pas que c'est bien là une république ouvrière et paysanne que « nous devons soutenir à condition que... » (formule de Staline en mars 1917) ou « soutenir entièrement » (formule du même Staline pour le Kuomintang en 1925-1927).

Mais il existe encore une possibilité pour les aventuriers qui répond peut-être mieux à l'état d'esprit centriste d'aujourd'hui. L'éditorial de la *Pravda* dit que les masses espagnoles « commencent à diriger également leurs coups contre le gouvernement ». Le parti communiste espagnol peut-il cependant lancer comme *urgent*, le mot d'ordre du renversement du gouvernement actuel? La *Pravda*, dans sa savante étude, déclare — nous l'avons entendu — qu'il s'agit avant tout de faire une révolution ouvrière et paysanne. Si l'on voit en cette « phase », non point une hypertrophie, mais un renversement du pouvoir, une nouvelle perspective se découvre, celle d'une aventure. Le faible parti communiste peut se dire à Madrid, comme il s'est dit (ou comme on lui a commandé de le dire) en décembre 1927, à Canton : « pour une dictature prolétarienne nous ne sommes, bien entendu, pas encore mûrs; mais puisqu'il s'agit d'un degré intermédiaire, d'une dictature ouvrière et paysanne, essayons,



même avec nos faibles forces, de provoquer un soulèvement : peut-être en sortira-t-il quelque chose! » En effet, il n'est pas difficile de le prévoir, quand on constatera qu'on a laissé criminellement échapper la première année de la révolution espagnole, les responsables de cette perte de temps fustigeront tant et plus leur personnel « exécutif » et pourront les lancer dans une tragique aventure, du genre de celle de Canton.

DES « JOURNÉES DE JUILLET »  
EN PERSPECTIVE

Dans quelle mesure ce danger est-il réel? Au plus haut degré. Il tient aux conditions intrinsèques de la révolution même qui donnent un caractère particulièrement sinistre aux réticences et au confusionnisme des chefs. La situation espagnole actuelle comporte la possibilité d'une nouvelle explosion des masses qui correspondait plus ou moins aux combats qui se sont livrés en 1917 à Pétrograd, et sont entrés dans l'histoire sous la dénomination de « journées de juillet »; si ces batailles n'ont pas abouti à la défaite de la révolution, c'est uniquement parce que la politique des bolcheviks était justement tracée. Il est indispensable d'insister sur cette question qui est brûlante pour l'Espagne.

Nous retrouvons le prototype des « journées de juillet » dans toutes les anciennes révolutions, à commencer par la grande révolution française,



qui eurent des issues fort diverses; mais, en règle générale, malheureuses, souvent catastrophiques. C'est une phase à prévoir dans le mécanisme d'une révolution bourgeoise, dans la mesure où la classe qui se sacrifie le plus pour faire réussir cette révolution et qui en espère le plus, en reçoit le moins. La légitimité de ce processus est tout à fait claire. La classe possédante, ayant accédé au pouvoir par la révolution, tend à croire qu'ainsi la révolution a accompli toute sa mission et ne se soucie plus trop que de prouver ses bonnes dispositions aux réactionnaires. La bourgeoisie « révolutionnaire » provoque l'indignation des masses populaires en prenant des mesures qui ont pour objet d'obtenir l'assentiment des classes dépossédées du pouvoir. Les masses ont tôt fait de se désillusionner, bien avant que leur avant-garde ait eu le temps de se calmer après l'ardeur de la bataille révolutionnaire. Ceux qui sont en tête du mouvement s'imaginent pouvoir, en portant un nouveau coup, parachever ou réparer ce qu'ils n'ont pas fait auparavant avec assez de résolution. De là un élan vers une nouvelle révolution, non préparée, dépourvue de programme, qui ne se connaît point de réserves, qui ne réfléchit pas aux conséquences possibles. D'autre part, la bourgeoisie parvenue au pouvoir semble attendre une montée brutale d'en-bas pour tâcher d'en finir avec le peuple. Telle est la base sociale et psychologique d'une demi-révolution complémentaire qui, plus d'une fois dans l'histoire, a été le point de départ d'une contre-révolution victorieuse.



En 1848, les « journées de juillet » tombaient en France au mois de juin et prirent un caractère incomparablement plus grandiose et plus tragique qu'à Pétrograd en 1917. Ce que l'on appela les « journées de juin » du prolétariat parisien était sorti avec une force irrésistible de la révolution de février. Les ouvriers de Paris, qui s'étaient saisis du fusil en février, ne pouvaient s'empêcher de réagir devant le contraste établi entre un programme mirifique et la pitoyable réalité, contraste intolérable qui, tous les jours, les atteignait au cœur comme au ventre. Le prolétariat n'avait ni plan établi, ni programme, ni direction : aussi les journées de juin 1848 ressemblent-elles à un mouvement réflexe, puissant, inévitable. Les ouvriers insurgés furent écrasés impitoyablement. Ainsi, les démocrates frayaient la voie au bonapartisme.

L'explosion gigantesque de la Commune était aussi au coup d'Etat de septembre 1870 ce que furent les journées de juin à la révolution de février 1848. L'insurrection du prolétariat parisien en mars 1871 était moins que toute autre chose une affaire de calcul stratégique. Elle est née d'une combinaison tragique de circonstances, complétée par une de ces provocations dans lesquelles la bourgeoisie française se montre si ingénieuse, quand la peur stimule sa malveillance. Dans la Commune de Paris, le réflexe de la protestation du prolétariat contre le mensonge de la révolution bourgeoise s'est élevé pour la première fois au niveau d'une



révolution prolétarienne, mais pour être abattu aussitôt après.

Actuellement, la révolution non sanglante, paisible, glorieuse (cette série d'épithètes est toujours la même) qui se produit prépare en Espagne sous nos yeux ses « journées de juin », si l'on s'en tient au calendrier de la France ou ses « journées de juillet » si l'on se reporte aux éphémérides de la Russie. Le gouvernement de Madrid, nageant dans une phraséologie qui semble souvent traduite du russe, promet de larges mesures contre le chômage et la gêne des agriculteurs, mais n'ose toucher à aucune des vieilles plaies sociales. Les socialistes du gouvernement de coalition aident les républicains à saboter les tâches de la révolution. Le chef de la Catalogne, qui est la partie la plus industrialisée et la plus révolutionnaire de l'Espagne, annonce dans ses sermons le royaume millénaire d'une société où il n'y aura plus ni nations ni classes opprimées, mais il ne lèverait pas le petit doigt pour aider le peuple à se débarrasser effectivement des chaînes anciennes les plus odieuses. Macia se cache derrière le gouvernement de Madrid qui, à son tour, se cache derrière l'Assemblée Constituante. Comme si la vie s'était arrêtée en attendant cette Assemblée! Et comme s'il n'était pas clair d'avance que les prochaines Cortès ne seront que la reproduction en plus grand du bloc républicain-socialiste qui ne se soucie que de maintenir toutes choses telles qu'elles étaient auparavant! Est-il difficile de prévoir la montée



fiévreuse de l'indignation des ouvriers et des paysans? Un désaccord entre la marche des masses dans la révolution et la politique des nouvelles classes dirigeantes — telle sera la source du conflit insoluble qui, dans son développement ultérieur, ruinera la première révolution, celle d'avril, ou en amènera une autre.

Si le parti bolchevik s'était obstiné à considérer comme « inopportun » le mouvement qui se produisit à Pétrograd en juillet, s'il avait tourné le dos aux masses, cette demi-insurrection fût inévitablement tombée sous la direction fragmentée et non concertée des anarchistes, d'aventuriers, de ceux qui n'expriment que par hasard la révolte des masses; et, baignant dans son sang, elle se fût épuisée en convulsions stériles. Mais si, par contre, le parti, s'étant mis à la tête du mouvement, avait renoncé à juger de la situation dans son ensemble et s'était laissé entraîner dans la voie des batailles décisives, l'insurrection, sans aucun doute, eût pris une audacieuse ampleur; soldats et paysans, sous la direction des bolcheviks, en juillet, se fussent emparés pour quelque temps du pouvoir à Pétrograd; mais ainsi n'auraient-ils réussi qu'à préparer l'écrasement de la révolution! C'est seulement par une juste direction que le parti bolchevik a su écarter de fatals dangers qui se présentaient sous ces deux aspects : les journées de juin 1848 ou bien celles que vécut la Commune de Paris en 1871. Le coup porté aux masses et au parti en juillet 1917 fut très sensible; mais il ne fut pas décisif. On compta les



victimes par dizaines, mais non point par dizaines de milliers. La classe ouvrière sortit de l'épreuve sans avoir été décapitée de sa direction, sans avoir trop versé de son sang. Elle conservait intacts ses cadres de militants. Ceux-ci avaient beaucoup appris et devaient, en Octobre, conduire le prolétariat à la victoire.

C'est précisément du point de vue des « journées de juillet » qu'apparaît l'extrême péril de cette conception fictive d'une révolution « transitoire », mitigée, qui, prétend-on, s'imposerait pour l'instant en Espagne.

#### LA LUTTE POUR LA CONQUÊTE DES MASSES ET DES JUNTAS OUVRIÈRES

L'opposition de gauche a le devoir de déceler, de dénoncer impitoyablement et de déconsidérer à tout jamais, dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne, la formule d'une certaine « révolution ouvrière et paysanne » qui se distinguerait de la révolution bourgeoise comme de la prolétarienne. Communistes d'Espagne, n'y croyez pas ! Il n'y a là qu'illusion et tromperie. C'est un subterfuge diabolique au moyen duquel on vous mettrait demain la corde au cou. N'y croyez point, Espagnols de l'élite ouvrière ! Méditez les leçons de la révolution russe et celles que vous ont données, par leurs défaites, les épigones. La perspective qui s'ouvre à vous est celle d'une lutte pour *la dictature du prolétariat*. Pour venir à bout de cette tâche, vous



devez grouper étroitement autour de vous la classe ouvrière et soulever, à l'aide de cette classe, des millions de paysans pauvres. C'est une besogne de géants. Vous tous, les communistes d'Espagne, portez l'incalculable responsabilité de la révolution. Vous n'avez pas à fermer les yeux sur votre faiblesse ni à vous bercer d'illusions. La révolution ne fait nul cas des phrases. Elle vérifie tout et elle vérifie par le sang. Pour renverser la domination de la bourgeoisie, il ne peut y avoir que la dictature du prolétariat. Il n'est pas, il ne sera pas, il ne peut être de révolution « transitoire », plus « simple », plus « économique », plus accessible en tenant compte de vos forces. L'histoire n'imaginera pas pour vous une dictature intermédiaire, une dictature deuxième qualité, une dictature au rabais. Quand on vous parle de cette dictature-là, on vous trompe. Préparez-vous à la dictature du prolétariat, préparez-vous sérieusement, obstinément, infatigablement!

Cependant, la tâche immédiate des communistes espagnols *n'est pas de s'emparer du pouvoir; elle est de conquérir les masses*; cette lutte, pour la période la plus prochaine, va se dérouler sur les bases de la république bourgeoise, et, dans une très forte mesure, sous des mots d'ordre de démocratie. La création de juntes ouvrières (soviets) s'impose avant tout, sans aucun doute. Mais il serait absurde d'opposer les juntes aux mots d'ordre de la démocratie.



La lutte engagée contre les privilèges de l'Eglise, contre la puissance abusive des ordres religieux et des couvents — lutte purement démocratique — a provoqué en mai, dans les masses, une effervescence dont on aurait pu profiter pour élire des députés ouvriers; malheureusement, on a laissé échapper l'occasion.

Les juntas, dans la phase actuelle, se présentent comme la forme organisée d'un front unique prolétarien, tant pour les grèves que pour l'expulsion des jésuites et pour la participation aux élections des Cortès, pour établir la liaison avec les soldats comme pour soutenir le mouvement paysan. C'est seulement par des juntas englobant les formations essentielles du prolétariat que les communistes peuvent assurer leur hégémonie sur cette classe et, par conséquent, dominer la révolution. C'est seulement dans la mesure où grandira l'influence des communistes sur la classe ouvrière que les juntas deviendront des organes de lutte pour la conquête du pouvoir. A une des étapes ultérieures — nous ne savons encore laquelle — les juntas, devenues les organes du pouvoir du prolétariat, se trouveront en conflit déclaré avec les institutions démocratiques de la bourgeoisie. Alors seulement sonnera la dernière heure de la démocratie bourgeoise.

Toutes les fois que les masses sont entraînées dans une lutte, elles ressentent invariablement — elles ne peuvent se dispenser de ressentir — le pressant besoin d'une organisation autorisée, qui s'élève au-dessus des partis, des fractions,



des sectes, et soit capable d'unir tous les ouvriers dans une seule et même action. C'est sous cette forme que doivent se manifester les juntas élues par les ouvriers. Il faut que l'on sache suggérer ce mot d'ordre à la masse au moment opportun; or, les moments favorables, au temps présent, s'offrent à chaque pas que l'on fait. Mais si l'on oppose le mot d'ordre des soviets, compris en tant qu'organes de la dictature du prolétariat, aux réalités de la lutte actuelle, on place ce mot d'ordre, comme une chose sacrée, au-dessus de l'histoire, on le suspend comme une icône au-dessus de la révolution; des dévots pourront se prosterner devant la sainte image; les masses révolutionnaires ne la suivront jamais.

#### DU RYTHME DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Mais reste-t-il assez de temps pour appliquer la bonne tactique? Ne serait-il pas trop tard? N'aurait-on pas laissé passer tous les délais?

Il est extrêmement important de définir exactement le rythme dans lequel se développe la révolution —, sinon pour fixer la grande ligne stratégique, du moins pour déterminer la tactique. Car, si la tactique est mauvaise, la meilleure des stratégies peut conduire à une catastrophe. Bien entendu, il est impossible de conjecturer du rythme en question pour une longue période. C'est au cours de la lutte qu'il convient de procéder aux vérifications, et d'après les symptômes



les plus divers. D'ailleurs, au cours des événements, le rythme peut se modifier brusquement. Encore faut-il avoir sous les yeux une certaine perspective pour y faire les retouches indispensables, au fur et à mesure de l'expérience.

La grande révolution française a eu besoin de plus de trois années pour parvenir à son point culminant : la dictature des Jacobins. La révolution russe est arrivée en huit mois à la dictature des bolcheviks. En ceci nous constatons une énorme différence de rythmes. Si, en France, les événements s'étaient développés d'une façon plus rapide, les Jacobins n'auraient pas eu le temps de former leur parti, étant donné qu'ils n'existaient pas à la veille de la révolution. D'autre part, si les Jacobins avaient été une force à la veille de la révolution, les événements se seraient vraisemblablement déroulés plus vite. Voilà un des facteurs qui règlent le rythme. Mais il en est d'autres qui sont, probablement, plus décisifs.

La révolution russe de 1917 a été précédée par celle de 1905 que Lénine appelait une répétition générale. Tous les éléments de la deuxième révolution et de la troisième étaient de longtemps préparés, de sorte que ceux qui prirent part à la lutte n'eurent plus à avancer que comme sur une piste toute tracée dans les neiges. Ainsi fut extrêmement accélérée la montée de la révolution vers son point culminant.

Quoi qu'il en soit, on doit penser qu'en 1917 ce qui décida du rythme de la révolution, ce fut



*la guerre.* La question agraire aurait pu être différée à quelques mois, voire à un an ou deux. Mais la question de la mort dans les tranchées ne permettait plus d'atermoiements. Les soldats disaient : « Que ferai-je de la terre si je n'existe plus ? » La poussée de douze millions de soldats accéléra formidablement la révolution. Sans la guerre, malgré la répétition générale de 1905, malgré l'existence du parti bolchevik, la période d'ouverture de la révolution, avant l'intervention des nôtres, aurait pu durer plus de huit mois, peut-être un an, peut-être deux et plus.

Ces considérations générales ont une importance indubitable si l'on veut voir quel peut être le rythme du développement des événements en Espagne. La nouvelle génération, en ce pays, n'a point connu de révolution, n'a point procédé à « une répétition générale ». Le parti communiste était extrêmement faible quand il s'est mêlé aux événements. L'Espagne n'est pas en guerre avec l'extérieur; ses paysans ne sont pas entassés par millions dans des casernes et des tranchées, ils n'ont pas à redouter d'être immédiatement exterminés. Cet ensemble de circonstances nous oblige à prévoir une plus lente marche des événements et nous permet, par conséquent, d'espérer que le parti aura plus de temps pour se préparer à la conquête du pouvoir.

Mais certains facteurs agissent dans un sens contraire et peuvent provoquer des tentatives prématurées de bataille décisive, lesquelles équivaldraient à une défaite de la révolution : le



parti communiste étant faible, la poussée de l'élément populaire n'en est que plus forte; les traditions anarcho-syndicalistes agissent dans le même sens; enfin, la fausse orientation de l'I. C. ouvre toutes issues aux soudaines manifestations de l'esprit d'aventure.

La conclusion à tirer de ces analogies historiques est claire : si la situation en Espagne (où il n'existe point de neuves traditions révolutionnaires, où il n'y a point de solide parti communiste et qui n'est point en guerre avec l'extérieur) exige, selon toute vraisemblance, que la dictature du prolétariat ne *viennne normalement au jour* que beaucoup plus tard qu'en Russie, il est des circonstances qui aggravent singulièrement *pour la révolution le danger d'avorter*.

La faiblesse du communisme espagnol, qui est le résultat d'une politique officielle erronée, le rend extrêmement capable d'adopter les plus dangereuses conclusions d'après de trompeuses directives. Celui qui est faible n'aime guère à constater *de visu* sa faiblesse, craint toujours d'être en retard, s'énerve et cherche à prendre les devants. En particulier, les communistes espagnols peuvent avoir à craindre les Cortès.

En Russie, l'Assemblée Constituante, dont la bourgeoisie avait différé la convocation, se réunit après un définitif dénouement de la crise et fut dissoute sans aucune peine. Les Cortès constituantes s'assemblent en une période moins avancée de la révolution. Les communistes, en supposant qu'ils trouvent accès aux Cortès, n'y seront qu'une minorité insignifiante. De



cette réflexion il n'y a pas loin jusqu'à cette idée : il faut tenter de renverser le plus tôt possible les Cortès, en utilisant n'importe quelle offensive des masses populaires. Ce serait se lancer dans l'aventure; on ne résoudre pas ainsi le problème du pouvoir; au contraire, on refoulerait bien loin en arrière la révolution, et il est probable qu'elle aurait l'épine dorsale cassée. Le prolétariat ne pourra arracher le pouvoir à la bourgeoisie que si la majorité des ouvriers s'adonne passionnément à cette tâche et si les exploités, dans tout le peuple, font en majorité confiance au prolétariat.

En ce qui concerne précisément les institutions parlementaires de la révolution, les camarades espagnols doivent moins tenir compte de l'expérience russe que de la grande révolution française. La dictature des Jacobins a été précédée par trois Chambres parlementaires. Ce furent trois degrés par lesquels les masses montèrent jusqu'à la dictature des Jacobins. Il est stupide d'imaginer — comme le font les républicains et les socialistes de Madrid — que les Cortès mettront un point final à la révolution. Non, effectivement. Elles ne peuvent que donner une nouvelle impulsion au mouvement révolutionnaire, lui assurant en même temps une évolution mieux réglée. Cette perspective est d'une extrême importance pour quiconque veut s'orienter dans la marche des événements, et remédier aux accès de nervosité comme à l'esprit d'aventure.

Bien entendu, il ne s'agit pas, pour les com-



munistes, de mettre un frein à la révolution. Moins encore serait-il question pour eux de se tenir à l'écart des mouvements et manifestations de masses dans les villes et dans les campagnes. Pareille politique serait la ruine du parti dont la tâche est encore seulement de conquérir la confiance des masses révolutionnaires. C'est uniquement en se plaçant à la tête des ouvriers et des soldats en bataille que les bolcheviks ont réussi, en juillet, à épargner aux masses une catastrophe.

Si les circonstances objectives et la perfidie de la bourgeoisie avaient imposé au prolétariat une bataille décisive dans des conditions défavorables, les communistes auraient, certes, trouvé leur place dans les premiers rangs des combattants. Un parti révolutionnaire préférera toujours s'exposer à une défaite avec sa classe, plutôt que de rester à l'écart, s'occupant de donner des leçons de morale et laissant les ouvriers sans direction en face des baïonnettes de la bourgeoisie. Un parti écrasé dans la bataille trouvera son refuge au fin fond des cœurs, dans les masses, et, tôt ou tard, prendra sa revanche. Mais un parti qui se serait écarté de sa classe à l'heure du danger ne ressusciterait jamais. Les communistes espagnols ne se trouvent cependant pas devant ce dilemme tragique. Au contraire, il y a toutes raisons de penser que la honteuse politique du socialisme au pouvoir et le pitoyable affolement de l'anarcho-syndicalisme pousseront de plus en plus les ouvriers vers le communisme; on peut esti-



mer que le parti — si sa politique est juste — aura assez de temps pour se préparer et pour conduire le prolétariat à la victoire.

POUR LA COHÉSION  
DES RANGS COMMUNISTES!

Un des crimes les plus pernicioeux de la bureaucratie staliniste a été de provoquer systématiquement la scission dans les effectifs peu nombreux des communistes espagnols, scission que n'imposaient point les événements de la révolution d'Espagne, mais qu'indiquaient d'avance les directives de la dite bureaucratie, préoccupée de sauvegarder ses propres positions. Toute révolution pousse le prolétariat vers l'extrême-gauche. En 1917, toutes les tendances, tous les groupes proches des bolcheviks, même ceux qui les avaient précédemment combattus, fusionnèrent avec ces derniers. Le parti s'accrut rapidement; mais, de plus, il avait une vie interne extrêmement agitée. D'avril à octobre et, plus tard, pendant les années de la guerre civile, la lutte des tendances et des groupements dans le parti bolchevik atteignit, à certains moments, la plus grande acuité. Mais nous n'apercevons point là de scissions. Nous ne voyons même pas d'exclusions individuelles. La puissante pression des masses donne de la cohésion au parti. La lutte qui se livre à l'intérieur du parti est pour lui éducatrice, elle lui découvre les voies qu'il doit suivre. En de tels



conflits, tous les membres du parti acquièrent de l'assurance, deviennent profondément convaincus de la justesse de la politique appliquée par les leurs et de la sûreté de la direction révolutionnaire. C'est uniquement cette conviction des militants bolcheviks de la base, acquise par l'expérience et la lutte idéologique, qui permet aux dirigeants de jeter dans la bataille l'ensemble du parti au moment opportun. Et c'est seulement quand le parti est absolument sûr de sa politique qu'il peut inspirer de la confiance aux masses. Des groupements artificiellement formés, d'après des exigences de l'extérieur; l'impossibilité de mener ouvertement et honnêtement une discussion idéologique; les amis traités en ennemis; la création de légendes qui favorisent la scission dans les rangs communistes : tels sont les faits qui paralysent actuellement le parti communiste espagnol. Ce parti doit s'arracher à l'emprise bureaucratique qui le condamne à l'impuissance.

Il convient de rassembler les rangs communistes sur la base d'une discussion ouverte et honnête. Il faut préparer un congrès unificateur du parti communiste espagnol.

La situation est compliquée par ce fait que la bureaucratie officielle de Staline, peu nombreuse et faible, et, en outre, les groupements organisés d'opposition, exclus pour la forme de l'Internationale Communiste — fédération catalane et groupe autonome de Madrid — sont dépourvus d'un clair programme d'action. Pis encore, ils ont été gagnés par les préjugés qu'ont



si largement répandus en ces dernières années, en huit ans, les épigones du bolchevisme. Sur la question d'une révolution « ouvrière et paysanne », d'une « dictature démocratique » et même d'un « parti ouvrier et paysan », les Catalans de l'opposition ne répondent point avec la netteté souhaitable. Le danger n'en est que plus grand. Si l'on veut refaire l'unité des rangs communistes, il faut combattre la corruption idéologique et les falsifications du stalinisme.

Là est la tâche de l'opposition de gauche. Mais encore ici faut-il dire la vérité : l'opposition ne s'est presque pas encore occupée de résoudre ce problème. Il faut constater que les camarades espagnols qui adhèrent à l'opposition de gauche n'ont même pas encore créé leur organe de presse; cette omission est impardonnable et la révolution ne laissera certainement pas cette faute impunie. Nous savons en quelles conditions difficiles se sont trouvés ceux qui partagent nos idées : ils ont connu d'incessantes poursuites policières du temps de Primo de Rivera, puis sous Berenguer et sous Zamora. Le camarade Lacroix, par exemple, ne sort de la prison que pour y rentrer. L'appareil de l'Internationale Communiste, impuissant quand il s'agit de diriger la révolution, s'entend fort bien à persécuter et à calomnier. Tout cela gêne extrêmement notre travail. Cependant, nous devons nous acquitter de notre tâche. Il faut rassembler les forces de l'opposition de gauche dans tout le pays, créer une revue et un bulletin, grouper la jeunesse ouvrière, fonder



des cercles et militer pour l'unification des communistes sur la base d'une politique marxiste.

Kadikoy, 28 mai 1931.

---

## ANNEXE A L'APPENDICE I

### LA RÉVOLUTION ÉTRANGLÉE

J'ai malheureusement lu *Les Conquérants*<sup>1</sup> avec un retard de dix-huit mois ou de deux ans. Le livre est consacré à la révolution chinoise, c'est-à-dire au plus grand sujet de ces cinq dernières années. Un style dense et beau, l'œil précis d'un artiste, l'observation originale et hardie — tout confère au roman une importance exceptionnelle. Si j'en parle ici, ce n'est pas parce que le livre est plein de talent, bien que ce fait ne soit pas négligeable, mais parce qu'il offre une source d'enseignements politiques de la plus haute valeur. Viennent-ils de Malraux? Non, ils découlent du récit même, à l'insu de l'auteur, et témoignent contre lui — ce qui fait honneur à l'observateur et à l'artiste, mais non au révolutionnaire. Cependant, nous sommes en droit d'apprécier également Malraux de ce point de vue : en son nom personnel et surtout au nom de Garine, son second moi,

---

1. Roman d'André Malraux.



l'auteur ne marchandé pas ses jugements sur la révolution.

Le livre s'intitule roman. En fait, nous sommes en face de la chronique romancée de la révolution chinoise dans sa première période, celle de Canton. La chronique n'est pas complète. La poigne sociale fait parfois défaut. En revanche, passent devant le lecteur, non seulement de lumineux épisodes de la révolution, mais encore des silhouettes nettement découpées qui se gravent dans la mémoire comme des symboles sociaux.

Par petites touches colorées, suivant la méthode des pointillistes, Malraux donne un inoubliable tableau de la grève générale, non pas certes comme elle est en bas, non comme on la fait, mais comme elle est aperçue en haut : les Européens n'ont pas leur déjeuner, les Européens étouffent de chaleur — les Chinois ont cessé de travailler aux cuisines et de faire fonctionner les ventilateurs. Ceci n'est pas un reproche à l'adresse de l'auteur : l'étranger-artiste n'aurait sans doute pas pu aborder son thème autrement. Mais on peut lui faire un autre grief qui, lui, est d'importance : il manque au livre une affinité naturelle entre l'écrivain, malgré tout ce qu'il sait et comprend, et son héroïne, la Révolution.

Les sympathies, d'ailleurs actives, de l'auteur pour la Chine insurgée sont indiscutables. Mais elles sont corrodées par les outrances de l'individualisme et du caprice esthétique. En lisant le livre avec une attention soutenue, on éprouve



parfois un sentiment de dépit, lorsque dans le ton du récit, on perçoit une note d'ironie protectrice à l'égard des barbares capables d'enthousiasme. Que la Chine soit arriérée, que certaines de ses manifestations politiques aient un caractère primitif, personne n'exige qu'on le passe sous silence. Mais il faut une juste perspective qui mette tous les objets à leur place. Les événements chinois, sur le fond desquels se déroule le « roman » de Malraux, sont incomparablement plus importants, pour les destins futurs de la culture humaine, que le tapage vain et pitoyable des parlements européens et que les montagnes de produits littéraires des civilisations stagnantes. Malraux semble éprouver une certaine timidité à s'en rendre compte.

Dans le roman, il est des pages, belles par leur intensité, qui montrent comme la haine révolutionnaire naît du joug, de l'ignorance, de l'esclavage et se trempe comme l'acier. Ces pages auraient pu entrer dans l'Anthologie de la Révolution si Malraux avait abordé les masses populaires avec plus de liberté et de hardiesse, s'il n'avait pas introduit dans son étude une petite note de supériorité blasée, semblant s'excuser de sa liaison passagère avec l'insurrection du peuple chinois, aussi bien peut-être à l'égard de lui-même que des mandarins académiques en France et des trafiquants d'opium de l'esprit.



\*  
\* \*

Borodine représente le Komintern et occupe le poste de conseiller près du gouvernement de Canton. Garine, le favori de l'auteur, est chargé de la propagande. Tout le travail se poursuit dans les cadres du Kuomintang. Borodine, Garine, le « général » russe Gallen, le Français Gérard, l'Allemand Klein constituent une originale bureaucratie de la révolution, s'élevant au-dessus du peuple insurgé et menant sa propre « politique révolutionnaire » au lieu de mener la politique de la révolution.

Les organisations locales du Kuomintang sont ainsi définies : « La réunion de quelques fanatiques, évidemment braves, de quelques richards qui cherchent la considération ou la sûreté, de nombreux étudiants, de coolies... » (cf. pp. 29 et 30). Non seulement les bourgeois entrent dans chaque organisation mais ils mènent complètement le parti. Les communistes relèvent du Kuomintang. On persuade aux ouvriers et aux paysans de n'accomplir aucun acte qui puisse rebuter les amis venus de la bourgeoisie. « Telles sont ces sociétés que nous contrôlons (plus ou moins d'ailleurs, ne vous y trompez pas)... » (cf. p. 29). Edifiant aveu ! La bureaucratie du Komintern a essayé de « contrôler » la lutte de classes en Chine, comme l'internationale bancaire contrôle la vie économique des pays arriérés. Mais une révolution ne peut se commander. On peut



seulement donner une expression politique à ses forces intérieures. Il faut savoir à laquelle de ces forces on liera son destin.

« Les coolies sont en train de découvrir qu'ils existent, simplement qu'ils existent » (cf. p. 31). C'est bien visé. Mais pour sentir qu'ils existent, les coolies, les ouvriers industriels et les paysans doivent renverser ceux qui les empêchent d'exister. La domination étrangère est indissolublement liée au joug intérieur. Les coolies doivent, non seulement chasser Baldwin ou Macdonald, mais renverser encore la classe dirigeante. L'un ne peut se réaliser sans l'autre. Ainsi, l'éveil de la personnalité humaine dans les masses de la Chine — qui dépassent dix fois la population de la France — se fond immédiatement dans la lave de la révolution sociale. Spectacle grandiose!

Mais ici, Borodine entre en scène et déclare :

Dans cette révolution, les ouvriers doivent faire le travail des coolies pour la bourgeoisie »<sup>1</sup>. L'asservissement social dont il veut se libérer, le prolétaire le trouve transposé dans la sphère de la politique. A qui doit-on cette opération perfide? A la bureaucratie du Komin-tern. En essayant de « contrôler » le Kuomintang, elle aide, en fait, le bourgeois qui recherche « considération et sécurité » à s'asservir les coolies qui veulent exister.

Borodine qui, tout le temps, reste à l'ar-

---

1. Cf. Lettre de Tchen-Dou-Siou : *La lutte de Classe*. N° 25-26, p. 676.



rière-plan, se caractérise dans le roman comme un homme « d'action », comme un « révolutionnaire professionnel », comme une incarnation vivante du bolchévisme sur le sol de la Chine. Rien n'est plus erroné! Voici la biographie politique de Borodine : en 1903, lorsqu'il avait 19 ans, il émigra en Amérique; en 1918, il revient à Moscou où, grâce à sa connaissance de l'anglais, « il travaille à la liaison avec les partis étrangers »; il fut arrêté en 1922 à Glasgow; ensuite, il fut délégué en Chine en qualité de représentant du Komintern. Ayant quitté la Russie *avant* la première révolution et y étant revenu *après* la troisième, Borodine apparaît comme un représentant accompli de cette bureaucratie de l'Etat et du Parti, qui ne reconnut la révolution qu'après sa victoire. Quand il s'agit de jeunes gens, ce n'est quelquefois rien de plus qu'une question de chronologie. A l'égard d'hommes de 40 à 50 ans, c'est déjà une caractéristique politique. Si Borodine s'est brillamment rallié à la révolution victorieuse en Russie, cela ne signifie pas le moins du monde qu'il soit appelé à assurer la victoire de la révolution en Chine. Les hommes de ce type s'assimilent sans peine les gestes et les intonations des « révolutionnaires professionnels ». Nombre d'entre eux, par leur teinte protectrice, trompent non seulement les autres mais eux-mêmes. Le plus souvent, l'inflexible audace du bolchevik se métamorphose chez eux en ce cynisme du fonctionnaire prêt à tout. Ah! avoir un man-



dat du Comité Central! Cette sauvegarde sacrosainte, Borodine l'avait toujours dans sa poche.

Garine n'est pas un fonctionnaire, il est plus original que Borodine, et peut-être même plus près du type du révolutionnaire. Mais il est dépourvu de la formation indispensable : dilettante et vedette de passage, il s'embrouille désespérément dans les grands événements et cela se révèle à chaque instant. A l'égard des mots d'ordre de la révolution chinoise, il se prononce ainsi : « ... bavardage démocratique, droits du peuple, etc... » (cf. p. 36). Cela a un timbre radical, mais c'est un faux radicalisme. Les mots d'ordre de la démocratie sont un bavardage exécrationnel dans la bouche de Poincaré, Herriot, Léon Blum, escamoteurs de la France et geôliers de l'Indo-Chine, de l'Algérie et du Maroc. Mais lorsque les Chinois s'insurgent au nom des « droits du peuple », cela ressemble aussi peu à du bavardage que les mots d'ordre de la révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle. A Hongkong les rapaces britanniques menaçaient, au temps de la grève, de rétablir les châtimens corporels. « Les droits de l'homme et du citoyen », cela signifiait à Hongkong le droit pour les Chinois de ne pas être fustigés par le fouet britannique. Dévoiler la pourriture démocratique des impérialistes, c'est servir la révolution; appeler bavardage les mots d'ordre de l'insurrection des opprimés, c'est aider involontairement aux impérialistes.

Une bonne inoculation de marxisme aurait



pu préserver l'auteur des fatales méprises de cet ordre. Mais Garine, en général, estime que la doctrine révolutionnaire est un « fatras doctrinal ». Il est, voyez-vous, l'un de ceux pour qui la Révolution n'est qu'un « état de choses déterminé ». N'est-ce pas étonnant? Mais, c'est justement parce que la révolution est un « état de choses » — c'est-à-dire un stade du développement de la société conditionné par des causes objectives et soumis à des lois déterminées, — qu'un esprit scientifique peut prévoir la direction générale du processus. Seule, l'étude de l'anatomie de la société et de sa physiologie permet de réagir sur la marche des événements en se basant sur des prévisions scientifiques et non sur des conjectures de dilettante. Le révolutionnaire qui « méprise » la doctrine révolutionnaire ne vaut pas mieux que le guérisseur méprisant la doctrine médicale qu'il ignore ou que l'ingénieur récusant la technologie. Les hommes qui, sans le secours de la science, essayent de rectifier cet « état de choses » qui a nom de maladie s'appellent sorciers ou charlatans et sont poursuivis conformément aux lois. S'il avait existé un tribunal pour juger les sorciers de la Révolution, il est probable que Borodine, comme ses inspirateurs moscovites, aurait été sévèrement condamné. Garine lui-même, je le crains, ne fût pas sorti indemne de l'affaire.

Deux figures s'opposent l'une à l'autre dans le roman, comme les deux pôles de la révolution nationale : le vieux Tcheng-Daï, autorité



spirituelle de l'aile droite du Kuomintang — le prophète et le saint de la bourgeoisie, et Hong, chef juvénile des terroristes. Tous deux sont représentés avec une force très grande. Tcheng-Daï incarne la vieille culture chinoise traduite dans la langue de la culture européenne; par ce vêtement recherché, il « ennoblit » les intérêts de toutes les classes dirigeantes de la Chine. Certes, Tcheng-Daï veut la libération nationale, mais il redoute plus les masses que les impérialistes; la révolution, il la hait plus que le joug mis sur la nation. S'il marche au devant d'elle, ce n'est que pour l'apaiser, la dompter, l'épuiser. Il mène la politique de la résistance sur deux fronts, contre l'impérialisme et contre la révolution, la politique de Gandhi dans l'Inde, la politique qu'en des périodes déterminées et selon telle ou telle forme, la bourgeoisie mena sous toutes les longitudes et sous toutes les latitudes. La résistance passive naît de la tendance de la bourgeoisie à canaliser les mouvements des masses et à le confisquer.

Lorsque Garine dit que l'influence de Tcheng-Daï s'élève au-dessus de la politique, il n'y a plus qu'à hausser les épaules. La politique masquée du « Juste », en Chine comme dans l'Inde, exprime dans la forme sublime et abstraite, le traitement moralisante, les intérêts conservateurs des possédants. Le désintéressement personnel de Tcheng-Daï ne se trouve nullement en opposition avec sa fonction politique : les exploités ont besoin de « Justes » comme la



hiérarchie ecclésiastique a besoin de saints.

Qui gravite autour de Tcheng-Daï? le roman répond avec une précision méritoire : un monde « de vieux mandarins, contrebandiers d'opium ou photographes, de lettrés devenus marchands de vélos, d'avocats de la faculté de Paris, d'intellectuels de toute sorte » (cf. p. 125). Derrière eux se tient une bourgeoisie solide, liée à l'Angleterre et qui arme le général Tang contre la révolution. Dans l'attente de la victoire, Tang s'apprête à faire de Tcheng-Daï le chef du gouvernement. Tous deux, Tcheng-Daï et Tang, continuent néanmoins d'être membres du Kuomintang que servent Borodine et Garine.

Lorsque Tang fait attaquer la ville par ses armées et qu'il se prépare à égorger les révolutionnaires en commençant par Borodine et Garine, ses camarades de parti, ces derniers, avec l'aide de Hong, mobilisent et arment les sans-travail. Mais après la victoire remportée sur Tang, les chefs essaient de ne rien changer à ce qui existait auparavant. Ils ne peuvent rompre la partie liée doublement avec Tcheng-Daï parce qu'ils n'ont pas confiance dans les ouvriers, les coolies, les masses révolutionnaires. Ils sont eux-mêmes contaminés par les préjugés de Tcheng-Daï dont ils sont l'arme de choix.

Pour ne pas rebuter la bourgeoisie, il leur faut entrer en lutte avec Hong. Qui est-ce, et d'où sort-il? — « De la misère » (cf. p. 41). Il est de ceux qui font la révolution et non de



ceux qui s'y rallient quand elle est victorieuse. Arrivé à l'idée de tuer le gouverneur anglais de Hongkong, Hong ne se soucie que d'une chose : « Quand j'aurai été condamné à la peine capitale, il faudra dire aux jeunes gens de m'imiter » (cf. p. 40). A Hong, il faut donner un programme net : soulever les ouvriers, les ajointer, les armer et les opposer à Tcheng-Daï, comme à leur ennemi. Mais, la bureaucratie du Komintern cherche l'amitié de Tcheng-Daï, repousse Hong et l'exaspère. Hong tue banquiers et marchands, ceux-là mêmes qui « soutiennent le Kuomintang ». Hong tue les missionnaires : « ... ceux qui enseignent aux hommes à supporter la misère doivent être punis, prêtres chrétiens ou autres... » (cf. p. 174). Si Hong ne trouve pas sa juste voie, c'est la faute de Borodine et de Garine qui ont placé la révolution à la remorque des banquiers et des marchands. Hong reflète la masse qui déjà s'éveille, mais qui ne s'est pas encore frotté les yeux ni amolli les mains. Il essaye par le revolver et le poignard d'agir *pour* la masse que paralysent les agents du Komintern. Telle est, sans fard, la vérité sur la révolution chinoise.

\*  
\* \*

Néanmoins le gouvernement de Canton « oscille en s'efforçant de ne pas tomber de Garine et Borodine, qui tiennent police et syndicats, à Tcheng-Daï, qui ne tient rien du tout mais n'en existe pas moins » (cf. p. 72).



Nous avons un tableau presque achevé du duumvirat. Les représentants du Komintern ont pour eux les syndicats ouvriers de Canton, la police, l'école des Cadets de Wampoïa, la sympathie des masses, l'aide de l'Union Soviétique. Tcheng-Daï a une « autorité morale », c'est-à-dire le prestige des possédants mortellement affolés. Les amis de Tcheng-Daï siègent dans un gouvernement impuissant, bénévolement soutenu par les conciliateurs. Mais n'est-ce pas là le régime de la révolution de février, le système de Kerensky et de sa bande, avec cette seule différence que le rôle des menchéviks est tenu par de pseudo-bolchéviks ! Borodine ne s'en doute pas, parce qu'il est grimé en bolchévik et qu'il prend son maquillage au sérieux.

L'idée maîtresse de Garine et de Borodine est d'interdire aux bateaux chinois et étrangers, faisant route vers le port de Canton, de faire escale à Hongkong. Ces hommes qui se considèrent comme des révolutionnaires réalistes espèrent, par le blocus commercial, briser la domination anglaise dans la Chine méridionale. D'ailleurs, ils n'estiment nullement qu'il soit nécessaire, au préalable, de renverser le gouvernement de la bourgeoisie de Canton qui ne fait qu'attendre l'heure de livrer la révolution à l'Angleterre. Non, Borodine et Garine frappent chaque jour à la porte du « gouvernement » et, chapeau bas, demandent que soit promulgué le décret sauveur. Quelqu'un des leurs rappelle à Garine, qu'au fond,



ce gouvernement est un fantôme. Garine ne se trouble pas. « Fantôme ou non — réplique-t-il — qu'il marche, puisque nous avons besoin de lui. » C'est ainsi que le pope a besoin des reliques que lui-même fabrique avec de la cire et du coton. Que se cache-t-il derrière cette politique qui épuise et avilit la révolution? La considération d'un révolutionnaire de la petite bourgeoisie pour un bourgeois d'un conservatisme solide. C'est ainsi que le plus rouge des extrémistes français est toujours prêt à tomber à genoux devant Poincaré.

Mais les masses de Canton ne sont peut-être pas encore mûres pour renverser le gouvernement de la bourgeoisie? De toute cette atmosphère, il se dégage la conviction que, sans l'opposition du Komintern, le gouvernement fantôme aurait depuis longtemps été renversé sous la pression des masses. Admettons que les ouvriers cantonnais soient encore trop faibles pour établir leur propre pouvoir. Quel est, d'une façon générale, le point faible des masses? — Leur préparation à succéder aux exploités. Dans ce cas, le premier devoir des révolutionnaires est d'aider les ouvriers à s'affranchir de la confiance servile. Néanmoins, l'œuvre accomplie par la bureaucratie du Komintern a été diamétralement opposée. Elle a inculqué aux masses la notion de la nécessité de se soumettre à la bourgeoisie et elle a déclaré que les ennemis de la bourgeoisie étaient les siens.



Ne pas rebuter Tcheng-Daï! mais si Tcheng-Daï s'éloigne quand même, ce qui est inévitable, cela ne signifiera pas que Garine et Borodine se seront délivrés de leur vassalité bienveillante à l'égard de la bourgeoisie. Ils auront seulement choisi comme nouvel objet de leur tour de passe-passe, Tchang-Kaï-Chek, fils de la même classe et frère cadet de Tcheng-Daï. Chef de l'École Militaire de Wampoïa que fondent les bolchéviks, Tchang-Kaï-Chek ne se borne pas à une opposition passive, il est prêt à recourir à la force sanglante, non sous la forme plébéienne — celle des masses — mais sous une forme militaire et seulement dans les limites qui permettront à la bourgeoisie de conserver un pouvoir illimité sur l'armée. Borodine et Garine, en armant leurs ennemis, désarment et repoussent leurs amis. Ainsi préparent-ils la catastrophe.

Cependant, ne surestimons-nous pas l'influence de la bureaucratie révolutionnaire sur les événements? Non. Elle s'est montrée plus forte qu'elle-même ne le pensait, sinon pour le bien, du moins pour le mal. Les coolies qui ne font que commencer à exister politiquement, ont besoin d'une direction hardie. Hong a besoin d'un programme hardi. La révolution a besoin de l'énergie des millions d'hommes qui s'éveillent. Mais Borodine et ses bureaucrates ont besoin de Tcheng-Daï et de Tchang-Kaï-Chek. Ils étouffent Hong et empêchent l'ouvrier de relever la tête. Dans quelques mois, ils étoufferont l'insurrection agraire pour



ne pas rebuter toute la gradaille bourgeoise de l'armée. Leur force, c'est qu'ils représentent l'octobre russe, le bolchévisme, l'internationale communiste. Ayant usurpé l'autorité, le drapeau et les subsides de la plus grande des révolutions, la bureaucratie barre la voie à une autre révolution qui avait, elle aussi, toutes les chances d'être grande.

Le dialogue de Borodine et de Hong (cf. p. 181-182) est le plus effroyable réquisitoire contre Borodine et ses inspirateurs moscovites. Hong, comme toujours, est à la recherche d'actions décisives. Il exige le châtement des bourgeois les plus en vue. Borodine trouve cette unique réplique : « Il ne faut pas toucher à ceux qui paient. » « La révolution n'est pas si simple » dit Garine de son côté. « La révolution, c'est payer l'armée » — tranche Borodine. Ces aphorismes contiennent tous les éléments du nœud dans lequel la révolution chinoise fut étranglée. Borodine préservait la bourgeoisie qui, en récompense, faisait des versements pour la « révolution ». L'argent allait à l'armée de Tchang-Kaï-Chek. L'armée de Tchang-Kaï-Chek extermina le prolétariat et liquida la révolution. Était-ce vraiment impossible à prévoir? Et la chose ne fut-elle pas prévue en vérité? La bourgeoisie ne paye volontiers que l'armée qui la sert contre le peuple. L'armée de la Révolution n'attend pas de gratification : elle fait payer. Cela s'appelle la dictature révolutionnaire. Hong intervient avec succès dans les réunions ouvrières et foudroie



les « Russes » porteurs de la ruine de la révolution. Les voies de Hong lui-même ne mènent pas au but mais il a raison contre Borodine. « Est-ce que les chefs des Taï-Ping avaient des conseillers russes? Et ceux des Boxers »! (cf. p. 189). Si la révolution chinoise de 1924-1927 avait été livrée à elle-même, elle ne serait peut-être pas parvenue immédiatement à la victoire, mais elle n'aurait pas eu recours aux méthodes du harakiri, elle n'aurait pas connu de honteuses capitulations et aurait éduqué des cadres révolutionnaires. Entre le duumvirat de Canton et celui de Pétrograd, il y a cette différence tragique, qu'en Chine, il n'exista pas, en fait, de bolchevisme : sous le nom de trotskysme, il fut déclaré doctrine contre-révolutionnaire et fut persécuté par tous les moyens de la calomnie et de la répression. Où Kerensky n'avait pas réussi pendant les journées de juillet, Staline en Chine réussit dix ans plus tard.

Borodine et « tous les bolchéviks de sa génération — nous affirme Garine — ont été marqués par leur lutte contre les anarchistes. » Cette remarque était nécessaire à l'auteur pour préparer le lecteur à la lutte de Borodine contre le groupe de Hong. Historiquement, elle est fautive : l'anarchisme n'a pu dresser la tête en Russie, non parce que les bolchéviks ont lutté avec succès contre lui, mais parce qu'ils avaient auparavant creusé le sol sous ses pas. L'anarchisme, s'il ne demeure pas entre les quatre murs de cafés intellectuels ou de rédactions de



journaux, mais pénètre plus profondément, traduit la psychologie du désespoir dans les masses et représente le châtiment politique des tromperies de la démocratie et des trahisons de l'opportunisme. La hardiesse du bolchévisme à poser les problèmes révolutionnaires et à enseigner leurs solutions, n'a pas laissé de place au développement de l'anarchisme en Russie. Mais, si l'enquête historique de Malraux n'est pas exacte, son récit, en revanche, montre admirablement comment la politique opportuniste de Staline-Borodine a préparé le terrain au terrorisme anarchiste en Chine.

Poussé par la logique de cette politique, Borodine consent à prendre un décret contre les terroristes. Les solides révolutionnaires rejetés dans la voie de l'aventure par les crimes des dirigeants moscovistes, la bourgeoisie de Canton, nantie de la bénédiction du Komintern, les déclare hors la loi. Ils répondent par des actes de terrorisme contre les bureaucrates pseudo-révolutionnaires protégeant la bourgeoisie qui paye. Borodine et Garine s'emparent des terroristes et les exterminent, défendant non plus les bourgeois mais leur propre tête. C'est ainsi que la politique des accommodements glisse fatalement au dernier degré de la félonie.

Le livre s'intitule *Les Conquérants*. Dans l'esprit de l'auteur, ce titre à double sens où la Révolution se farde d'impérialisme, se réfère aux bolchéviks russes ou plus exactement à une certaine fraction d'entre eux. Les Conquérants? Les masses chinoises se sont soulevées pour une



insurrection révolutionnaire, sous l'influence indiscutable du coup d'état d'octobre comme exemple et du bolchévisme comme drapeau. Mais les « Conquérants » n'ont rien conquis. Au contraire, ils ont tout livré à l'ennemi. Si la révolution russe a provoqué la révolution chinoise, les Epigones russes l'ont étouffée. Malraux ne fait pas ces déductions. Il ne semble pas même y penser. Elles ne ressortent que plus clairement sur le fond de son livre remarquable.

Prinkipo, 9 février 1931.

---

### ANNEXE A L'APPENDICE III

#### LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE VUS AU JOUR LE JOUR

Nous avons noté ci-dessus que l'opposition de gauche avait été contrainte d'examiner les problèmes les plus actuels de la révolution espagnole dans une correspondance privée. Nous publions ici quelques passages de nos lettres comme complément à l'étude que l'on vient de lire.

25 mai 1930.

Les événements de la crise que traverse actuellement l'Espagne se déroulent, pour le mo-



ment, avec une remarquable régularité qui laisse à l'avant-garde prolétarienne quelque temps pour se préparer...

Etant donné que la bourgeoisie se refuse, consciemment et obstinément, à prendre sur elle le soin de résoudre les problèmes imposés par la crise où passe son régime; étant donné que le prolétariat n'est pas encore prêt à se charger de résoudre ces problèmes, il n'est pas rare que l'avant-scène soit occupée par des étudiants... L'activité révolutionnaire ou à demi révolutionnaire des étudiants montre que la société bourgeoise traverse une crise très profonde...

Les ouvriers espagnols ont manifesté un instinct révolutionnaire très sûr en donnant leur appui aux manifestations des étudiants. Bien entendu, ils doivent agir ainsi sous le couvert de leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. Il est du devoir du communisme espagnol d'assurer cette action, et, à cet effet, il lui est indispensable d'avoir une juste politique...

Si les communistes s'engagent dans cette voie, il faut admettre qu'ils combattront résolument, hardiment, énergiquement, pour les mots d'ordre de la démocratie. Si l'on n'entendait pas l'affaire ainsi, on commettrait une très grave erreur de sectaire... Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle dépassera fatalement les limites prévues par la bourgeoisie et, en cas de victoire, il faudra que le pouvoir soit transmis au prolétariat.



21 novembre 1930.

Dans mon article, j'ai exprimé d'une façon très circonspecte cette idée qu'après plusieurs années de dictature, après un mouvement d'opposition de la bourgeoisie, après tout le bruit artificiellement soulevé par les républicains, après les manifestations d'étudiants, il convient de s'attendre à une *inévitabile* action ouvrière, et j'ai fait entendre que cette action pourrait prendre au dépourvu les partis révolutionnaires. Si je ne me trompe, certains camarades espagnols ont estimé que j'exagérais l'importance symptomatique des manifestations d'étudiants et, en même temps, les perspectives du mouvement révolutionnaire ouvrier. Depuis lors, cependant, la lutte par la grève a pris, en Espagne, une ampleur formidable. Il est absolument impossible de clairement discerner quels sont ceux qui dirigent ces grèves. Ne pensez-vous pas que l'Espagne pourrait passer par le cycle d'événements qu'a connu l'Italie à dater de 1918-1919 : une fermentation, des grèves, la grève générale, la mainmise sur les usines, le manque de direction, la décadence du mouvement, la montée du fascisme et une dictature contre-révolutionnaire. Le régime de Primo de Rivera n'était pas une dictature fasciste, car il ne s'appuyait pas sur une réaction des masses petites-bourgeoises. Ne croyez-vous pas que, par suite de l'indubitable poussée révolutionnaire qui a lieu actuellement en Espagne, — l'avant-garde prolétarienne, en



tant que parti, demeurant, comme par le passé, passive et incapable, — la situation peut se prêter à un authentique fascisme? Ce qu'il y a de plus dangereux en de telles circonstances, c'est qu'on perde du temps.

12 décembre 1930.

Quelles sont donc les perspectives?... Autant que je puis y voir d'après votre dernière lettre, toutes les organisations, tous les groupes se laissent aller au fil de l'eau, c'est-à-dire participent au mouvement dans la mesure où il les entraîne. Pas une seule des organisations n'a un programme d'action révolutionnaire ni des perspectives suffisamment méditées.

...Il me semble que le mot d'ordre des soviets est suggéré par toute la situation, si l'on entend par là les conseils d'ouvriers qui se créèrent et se développèrent chez nous, en Russie. Ce furent d'abord de puissants comités de grève. Personne de ceux qui y adhérèrent au début ne pouvait supposer que les soviets étaient les futurs organes du pouvoir... Bien entendu, on ne saurait créer artificiellement des soviets. Mais, à chaque grève locale, si elle touche la plupart des métiers et prend un caractère politique, il faut essayer de provoquer la naissance de soviets. C'est le seul genre d'organisation qui, dans les circonstances actuelles, soit capable de prendre la direction du mouvement et d'y instaurer la discipline de l'action révolutionnaire.



Je vous dirai franchement que je crains fort que l'historien de l'avenir n'ait à accuser les révolutionnaires espagnols de n'avoir pas su profiter d'une situation exceptionnelle.

12 janvier 1931.

Les élections auront-elles vraiment lieu le 1<sup>er</sup> mars?... Dans la situation actuelle, il semble que l'on pourrait fort bien faire échouer les élections de Berenguer par une tactique de boycottage énergiquement appliquée : en 1905, c'est ainsi que nous avons fait échouer les élections à une Douma législative qui n'était que consultative. Quelle est en ce point la politique des communistes? Distribuent-ils à ce sujet des tracts, des appels, des proclamations?

Mais si l'on boycotte les Cortès, au nom de quoi? Au nom des soviets? A mon avis, il serait erroné de poser ainsi la question. On ne peut, en ce moment, unir les masses des villes et des campagnes que sous les mots d'ordre de la démocratie. Ici s'inscrivent les Cortès constituantes élues sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. Je ne crois pas que, dans la situation actuelle, vous puissiez vous passer de ce mot d'ordre. Car, enfin, il n'existe pas encore de soviets. Les ouvriers espagnols ne savent point, — du moins par expérience, — ce que sont des soviets. Et que dire alors des paysans! Or, la lutte au sujet et autour des Cortès sera, dans la période prochaine, toute la vie politique



du pays. En de telles circonstances, il serait erroné d'opposer le mot d'ordre des soviets à celui des Cortès. Bien au contraire, dans la période qui va suivre, il semble qu'on ne puisse créer des soviets qu'en mobilisant les masses avec les mots d'ordre de la démocratie. Entendons ceci de la manière suivante : pour empêcher la monarchie de convoquer des Cortès élues par tromperie, truquées et conservatrices, pour assurer la convocation de Cortès constituantes démocratiques, pour que ces Cortès puissent livrer les terres aux paysans et faire bien d'autres choses, il faut créer des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans qui fortifieront les positions des classes laborieuses.

31 janvier 1931.

Les communistes espagnols doivent refaire leur unité : ce mot d'ordre aura sans aucun doute, dans la période qui va suivre, une formidable puissance d'attraction, laquelle s'accroîtra en même temps que l'influence du communisme. Les masses et même leur élite n'accepteront de scissions que celles qui leur seront imposées par leur propre expérience. Voilà pourquoi, me semble-t-il, le mot d'ordre du front unique concernant les ouvriers syndicalistes et socialistes doit s'accompagner de cet autre mot d'ordre : unification des communistes (sur une plateforme déterminée).



5 février 1931.

...Je pense qu'il ne vous sera guère possible de renoncer au mot d'ordre des Cortès constituantes révolutionnaires. La population de l'Espagne ne compte-t-elle pas plus de 70 % de paysans? Comment comprendraient-ils le mot d'ordre d'une « république ouvrière »? Les socialistes et les républicains d'un côté, les curés de l'autre diraient aux paysans que les ouvriers veulent les prendre sous leur coupe et les régenter. Que leur répliqueriez-vous? Je ne vois qu'une seule réponse à faire dans les circonstances présentes : nous voulons que les ouvriers et les paysans délogent les fonctionnaires nommés par le pouvoir supérieur et, d'une façon générale, tous les fauteurs de violences, tous les oppresseurs, et qu'ils expriment leur libre volonté par le suffrage universel. On pourra *amener* les paysans à la république ouvrière, c'est-à-dire à la dictature du prolétariat, au cours de la lutte qui aura lieu pour la conquête des terres et autres objectifs. Mais il n'est pas possible de proposer aux paysans la dictature du prolétariat comme formule fixée *à priori*.

...Les communistes ont évidemment commis une faute en omettant de prendre l'initiative du boycottage. Seuls ils étaient capables, à la tête des ouvriers révolutionnaires, de donner à la campagne du boycottage de l'audace et de la combativité. Pourtant, il semble bien que l'opinion soit très largement disposée au boycottage



dans les partis d'opposition, en quoi se manifesterait le symptôme d'une profonde effervescence dans les masses populaires. Les derniers télégrammes paraissent confirmer que les républicains et les socialistes se sont prononcés pour le boycottage. Si les communistes les avaient cinglés vigoureusement en temps utile, républicains et socialistes auraient infiniment plus de mal à renoncer à ce projet. Entre temps, Berenguer et son gouvernement ont lié partie, fortement, avec les élections du 1<sup>er</sup> mars. Si le boycottage contraignait Berenguer à opérer une retraite dans tel ou tel sens, les conséquences seraient formidables : les masses prendraient mieux conscience de leurs dispositions révolutionnaires, surtout si les communistes avaient agi comme instigateurs et guides dans cette tactique.

13 février 1931.

Au sujet de la « république ouvrière ». On ne peut en aucune façon renoncer à ce mot d'ordre. Mais, actuellement, il convient plus à la propagande qu'à l'agitation. Nous devons expliquer à l'élite ouvrière que nous marchons vers une république ouvrière, mais qu'il faut d'abord amener les paysans à cette idée. Or, convertir les ruraux à la république ouvrière, c'est-à-dire, en fait, à la dictature du prolétariat, nous ne le pourrons guère qu'après plusieurs « expériences » transitoires, dont celle du parlementarisme. Les paysans n'accepteront la dictature du pro-



létariat qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités. Il est vrai qu'en Espagne bien des possibilités ont déjà fait l'objet d'expériences. Il reste pourtant celle d'une démocratie « intégrale », « conséquente », obtenue par la voie révolutionnaire. Je parle des Cortès constituantes. Bien entendu, nous n'avons pas pour cette formule la dévotion qu'on aurait pour un fétiche. Si les événements se développent plus rapidement, nous saurons en temps utile remplacer ce mot d'ordre par un autre.

15 février 1931.

Il me souvient que, sous forme de « rêverie », je vous ai écrit que ce serait bien beau si le boycottage forçait la monarchie à s'agenouiller, ne fût-ce que sur un seul genou. Maintenant, c'est un fait accompli. La démission de Berenguer n'a pas une bien grande importance politique en soi; mais, comme symptôme, elle est extrêmement significative. L'impuissance de la monarchie, la désagrégation des cliques dirigeantes, leur manque de confiance en elles-mêmes, la peur, la peur, la peur, devant le peuple, devant la révolution, la peur du lendemain, les tentatives faites pour prévenir par d'extrêmes concessions les conséquences les plus redoutables, — voilà ce qui ressort de la démission de Berenguer et de la demi-capitulation du roi. C'est splendide! En vérité splendide! On ne saurait



imaginer mieux! Le respect<sup>r</sup> fétichiste du pouvoir dans la conscience des masses populaires en restera mortellement atteint. Des millions de cœurs vont déborder de satisfaction, d'assurance, d'audace; ce flux les réchauffera, les inspirera, les poussera de l'avant.

L'ensemble de la situation révolutionnaire dans laquelle doit agir le parti du prolétariat est actuellement des plus favorables. Toute la question est aujourd'hui de savoir comment se conduira le parti. Malheureusement, les communistes n'ont pas pris le rôle de coryphées dans le concert des boycotteurs. C'est pourquoi ils n'ont pas fait de grandes conquêtes dans la campagne de ces deux ou trois derniers mois. Durant les périodes où le flux révolutionnaire devient impétueux, l'autorité du parti s'accroît rapidement, fièvreusement, à condition que, dans les tournants décisifs, aux nouvelles étapes, le parti lance un mot d'ordre nécessaire dont la justesse sera bientôt confirmée par les événements... Au cours de ces derniers mois, de ces dernières semaines, on a laissé échapper des occasions. Mais à quoi bon revenir sur le passé? Il faut regarder devant soi. La révolution n'en est qu'au début de son développement. On peut regagner au centuple ce que l'on a laissé perdre.

Le problème parlementaire et constitutionnel se place au centre de la vie politique officielle. Nous ne pouvons faire mine de l'ignorer en passant. Il faut, selon moi, redoubler d'énergie à lancer le mot d'ordre des Cortès révolutionnaires constituantes. Il ne faut pas « répu-



gner » à l'emploi de formules nettement démocratiques. On réclamera par exemple l'électorat pour tous sans distinction de sexe, à partir de l'âge de dix-huit ans, et sans aucune restriction. Dix-huit ans, pour ce pays méridional, c'est peut-être même fixer un âge déjà trop avancé : il faut miser sur la jeunesse.

...La question du front unique de toutes les fractions communistes, y compris le parti officiel, sera inévitablement mise à l'ordre du jour. Les masses doivent éprouver, au cours des semaines et des mois qui viennent, un impérieux besoin d'être dirigées par un parti révolutionnaire uni et sérieux. Les dissensions des communistes agaceront les masses. Celles-ci imposeront l'unité, — non pour toujours sans doute, car les événements peuvent encore rejeter les fractions dans diverses directions. Mais, pour la période qui vient, le rapprochement des fractions communistes me paraît tout à fait inévitable. En ce point comme dans la question du boycottage et dans toute autre question politique d'actualité, le gain sera pour la fraction qui aura pris l'initiative de refaire l'unité des rangs communistes. Pour que la gauche communiste soit en mesure de prendre cette initiative, il faut d'abord qu'elle s'unifie elle-même et s'organise. Il est indispensable de créer immédiatement une fraction bien organisée, si peu nombreuse soit-elle au début, de l'opposition communiste de gauche, qui publiera son Bulletin et aura son groupe organique de théoriciens. Bien entendu, cela n'exclut pas la possibilité,



pour les communistes de gauche, de participer à des organisations plus larges; au contraire, cela présuppose une telle participation; mais c'en est en même temps la condition indispensable.

13 mars 1931.

Quelques mots à propos des juntes de soldats. Avons-nous intérêt à ce qu'elles se constituent en organisations *indépendantes*? C'est une question très sérieuse, au sujet de laquelle on doit, dès le début, se tracer une certaine ligne de conduite, tout en se réservant, bien entendu, le droit d'y apporter des amendements d'après ce qu'indiquera l'expérience.

En 1905, en Russie, l'on n'en était pas encore arrivé à créer des soviets de soldats. Des députés de l'armée se montrèrent bien dans les soviets ouvriers, mais ce ne furent là que des épisodes. En 1917, les soviets de soldats ont joué un rôle formidable. A Piter (Pétrograd) le soviet des soldats fusionna avec celui des ouvriers dès le début et les représentants de l'armée formaient l'écrasante majorité. A Moscou, les deux soviets restèrent indépendants l'un de l'autre. Mais, en somme, c'était une question d'organisation technique : en effet, l'immense armée comptait alors de dix à douze millions de paysans.

En Espagne, les effectifs de l'armée sont ceux du temps de paix, ils sont insignifiants par rapport au chiffre global de la population et même



par rapport aux effectifs du prolétariat. Dans ces conditions, est-il inévitable que les soldats se constituent en soviets indépendants? Du point de vue de la politique prolétarienne, nous avons intérêt à attirer les délégués des soldats dans les juntas ouvrières au fur et à mesure de la création de celles-ci. Les juntas uniquement composées de soldats pourraient n'avoir à se former qu'au moment où la révolution atteindra son point culminant, ou bien quand elle aura remporté la victoire. Les juntas ouvrières peuvent (et doivent!) se constituer plus tôt, sur la base des grèves, du boycottage des Cortès et, ensuite, de la participation aux élections. On peut, par conséquent, amener des délégués-soldats aux juntas ouvrières bien longtemps avant que les juntas purement militaires puissent s'organiser. Mais je vais plus loin : si l'on prend en temps utile l'initiative de créer des juntas ouvrières et d'assurer leur action sur l'armée, on réussirait peut-être à éviter par la suite la création de juntas de soldats *indépendantes*, exposées à tomber sous l'influence d'officiers arrivistes et non sous celle des ouvriers révolutionnaires. Le peu d'importance des effectifs de l'armée espagnole parle en faveur de cette hypothèse. D'autre part, cependant, cette armée peu nombreuse a des traditions à elle de politique révolutionnaire que l'on ne trouverait pas aussi marquées dans les troupes de tout autre pays. Circonstance qui pourrait bien empêcher, dans une certaine mesure, la fusion des députés soldats avec les juntas ouvrières.



Vous voyez que, sur ce point, je n'ose me prononcer catégoriquement; au surplus, ceux-là même des camarades qui voient de près la situation ne sont probablement guère en état de donner une solution catégorique. Je me borne à ouvrir le débat : plus tôt on entreprendra, dans les larges cercles de l'élite ouvrière, de discuter certaines questions, plus il sera facile de les résoudre par la suite. En tout cas, il conviendrait de s'orienter dans le sens d'une incorporation des délégués-soldats aux juntas ouvrières. Si cela ne réussit que partiellement, ce sera déjà bien. Mais c'est précisément en vue de ce résultat qu'il faut étudier à temps et minutieusement les dispositions de l'armée, des différents corps, des différentes armes, etc.

En somme, il serait bon d'essayer collectivement de dresser une carte politique de l'Espagne dans le but de définir avec plus de précision les rapports des forces dans chaque région et les relations mutuelles entre les régions. Il faudrait indiquer sur cette carte les régions ouvrières, les foyers révolutionnaires, les organisations syndicales et les partis, les garnisons, les rapports des forces entre rouges et blancs, les régions où se produit un mouvement paysan, etc., etc. Si peu nombreux que soient les oppositionnels, ils pourraient, en divers endroits, prendre l'initiative de cette étude, en s'adjoignant les meilleurs représentants des autres groupes révolutionnaires. Ainsi se constitueraient les éléments d'un grand état-major de la révolution. Le noyau central donnerait à ce travail l'unité



nécessaire. Ce travail préparatoire, qui semblerait d'abord de caractère « académique », serait par la suite d'une extrême valeur, peut-être même d'une importance décisive. A une époque comme celle que traverse l'Espagne, la plus grande faute que l'on puisse commettre est de perdre du temps.

14 avril 1931.

Merci pour les citations du discours de Thaelman sur la révolution « populaire » qui m'avait échappé. On ne saurait imaginer une façon plus stupide et plus sournoise d'embrouiller la question en la posant. Donner ce mot d'ordre d'une « révolution populaire », et encore en alléguant Lénine! Mais voyons, chaque numéro du journal fasciste de Strasser étale le même mot d'ordre, *en contre-partie* de la devise marxiste : révolution de classe! Bien entendu, toute grande révolution est populaire ou nationale en ce sens qu'elle groupe autour de la classe révolutionnaire toutes les forces vives et créatrices de la nation et qu'elle reconstruit celle-ci autour d'un nouvel axe. Mais il n'y a pas là de mot d'ordre, il n'y a qu'une description sociologique de la révolution, une description qui exige d'ailleurs des éclaircissements précis et concrets. Si l'on veut en faire un mot d'ordre, c'est une calembredaine, c'est du charlatanisme; c'est opposer aux fascistes une concurrence de bazar et les



ouvriers feront les frais de ce bourrage de crânes.

Elle est bien étonnante, l'évolution des mots d'ordre de l'I. C. justement sur cette question. Depuis le III<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., la devise « classe contre classe » est devenue l'expression populaire de la politique du *front unique prolétarien*. Formule absolument juste : tous les ouvriers doivent serrer les rangs contre la bourgeoisie. Mais ensuite, on a tiré du même mot d'ordre une alliance avec les bureaucrates réformistes contre les ouvriers (expérience de la grève générale anglaise). Puis, on s'est jeté à l'autre extrémité : point d'accords possibles avec les réformistes; « classe contre classe ». Cette formule qui devait servir au rapprochement des ouvriers social-démocrates et des ouvriers communistes a pris, pendant la « troisième période », le sens d'une lutte contre les ouvriers social-démocrates, comme si ces derniers étaient d'une classe différente. A présent, nouvelle volte-face : révolution populaire et non plus prolétarienne. Le fasciste Strasser dit que 95 % du peuple ont intérêt à la révolution et que, par conséquent, il s'agit d'une révolution populaire, mais non de classe. Thaelman reprend la même chanson. En fait, pourtant, l'ouvrier communiste devrait dire à l'ouvrier fasciste : Oui, bien sûr, 95 %, sinon 98 %, de la population sont exploités par le capital financier. Mais cette exploitation est organisée hiérarchiquement : exploités, sous-exploités, exploités de troisième classe, etc. C'est seulement au moyen de cette gradation que les sur-



exploiteurs maintiennent en servitude la majorité de la nation. Pour que la nation puisse effectivement se reconstituer autour d'un nouvel axe de classe, elle doit se reconstruire idéologiquement, et ce n'est réalisable que si le prolétariat, loin de se laisser absorber par « le peuple », par « la nation », développe son programme particulier de révolution prolétarienne et contraint la petite bourgeoisie à choisir entre les deux régimes. Le mot d'ordre d'une révolution populaire est une endormante berceuse pour la petite bourgeoisie comme pour les larges masses ouvrières, il les engage à se résigner à la structure hiérarchique bourgeoise du « peuple » et ralentit leur émancipation. En Allemagne, dans les conditions actuelles, ce mot d'ordre d'une révolution populaire efface toute démarcation idéologique entre le marxisme et le fascisme, réconcilie une partie des ouvriers et la petite bourgeoisie avec l'idéologie fasciste, leur permettant de penser qu'il n'est pas nécessaire de faire un choix puisque, d'un côté comme de l'autre, il s'agit de révolution populaire. Ces révolutionnaires à la manque, chaque fois qu'ils se heurtent à un ennemi sérieux, songent avant tout à s'accommoder à lui, à se parer de ses couleurs et à conquérir les masses, non par la lutte révolutionnaire, mais par quelque truc ingénieux. Ignominieuse façon, vraiment, de poser la question! Si les faibles communistes espagnols s'assimilaient cette formule, ils en arriveraient chez eux à une politique de Kuomintang.



20 avril 1931.

Bien des traits de ressemblance sautent aux yeux entre le régime de février 1917 en Russie et le régime républicain actuel en Espagne. Mais on aperçoit aussi des différences profondes : a) l'Espagne n'est pas en guerre et vous n'avez pas à lancer un pénétrant mot d'ordre de lutte pour la paix; b) vous n'avez pas encore de soviets ouvriers, ni, — faut-il le dire? — de soviets de soldats; dans la presse, je ne vois même pas que ce mot d'ordre ait été proposé aux masses; c) le gouvernement républicain exerce dès le début la répression contre l'aile gauche du prolétariat, ce qui ne s'est pas produit chez nous en février, car les baïonnettes étaient à la disposition des soviets d'ouvriers et de soldats, et non pas entre les mains du gouvernement libéral.

Ce dernier point est d'une importance énorme pour notre agitation. Le régime de février réalisait du premier coup, dans le domaine politique, une démocratie complète et, en son genre, quasi absolue. La bourgeoisie ne se maintenait que par son crédit dans les masses ouvrières et dans l'armée. Chez vous, la bourgeoisie s'appuie non seulement sur la confiance mais sur la violence organisée qu'elle a reprise à l'ancien régime. Vous n'avez pas la liberté pleine et entière des réunions, de la parole, de la presse, etc. Les bases électorales de vos nouvelles municipalités



sont fort loin de l'esprit démocratique. Or, dans une époque révolutionnaire, les masses sont particulièrement sensibles à toute inégalité de droit, et aux mesures policières de quelque genre qu'elles soient. En d'autres termes, il est indispensable aux communistes, pour l'instant, de se manifester comme le parti démocratique le plus conséquent, le plus résolu et le plus intransigeant.

D'autre part, il faut immédiatement s'occuper de constituer des soviets ouvriers. A cet égard, la lutte pour la démocratie est un excellent point de départ. Ils ont, *eux*, leur municipalité; nous avons besoin, *nous autres* ouvriers, de notre junte locale pour défendre nos droits et nos intérêts.

23 avril 1931.

(*D'une lettre adressée à Barcelone*).

La Fédération Catalane doit s'efforcer d'adhérer à l'organisation communiste pan-espagnole. La Catalogne est une avant-garde. Mais si cette avant-garde ne marche point du même pas que le prolétariat et que, plus tard, les paysans de toute l'Espagne, le mouvement catalan ne s'achèvera tout au plus que par un épisode grandiose, dans le style de la Commune de Paris. La position spéciale de la Catalogne peut amener de tels résultats. Le conflit national peut si bien s'échauffer que l'explosion catalane se produise longtemps avant que l'Espagne, dans



l'ensemble de sa situation, ne soit mûre pour une deuxième révolution. Ce serait un très grand malheur historique si le prolétariat catalan, cédant à l'effervescence, à la fermentation du sentiment national, se laissait entraîner à une lutte décisive avant d'avoir pu se lier étroitement avec toute l'Espagne prolétarienne. La force de l'opposition de gauche, à Barcelone comme à Madrid, pourrait et devrait être d'élever toutes les questions à leur niveau historique.

17 mai 1931.

*(D'une lettre adressée à Madrid).*

Parlons de ce qu'on dit être le « nationalisme » de la Fédération Catalane. C'est une question très importante, très grave. Les erreurs commises sur ce point peuvent avoir des conséquences fatales.

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits-bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant — pour la phase actuelle — de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, comme en général dans tout le mouvement démocratique révolutionnaire, introduit inévitablement dans ce dernier nom-



bre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrèrent également parmi les ouvriers. Telle est, vraisemblablement, dans l'ensemble, la situation en Catalogne, et peut-être jusqu'à un certain point dans la Fédération Catalane. Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère *progressiste, révolutionnaire-démocratique* de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique.

Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. Toute cette confrérie est d'avis de maintenir, d'une part, les servitudes des colonies espagnoles et d'assurer, d'autre part, le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement des Catalans, des Basques et autres nationalités par la bourgeoisie espagnole. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes des forces de classes, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction, qui affecte de l'ignorer, qui ne la met pas en valeur de premier



plan, qui s'efforce au contraire d'en atténuer l'importance, risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne.

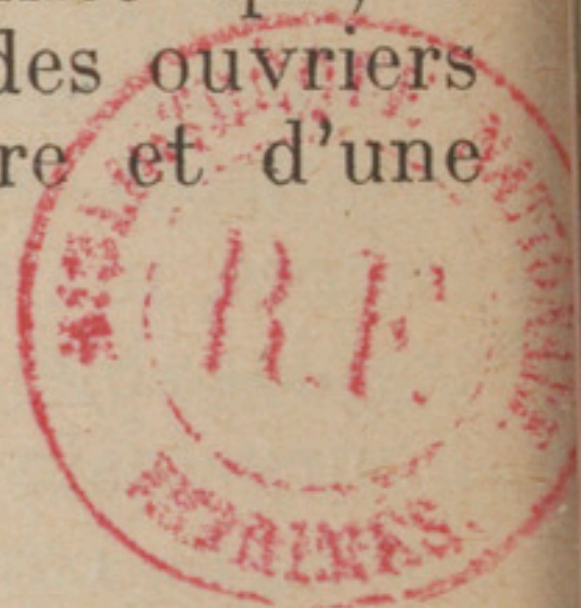
Où est le danger des illusions nationales petites-bourgeoises? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne par sections nationales. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière : en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contre le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

20 mai 1931.

Vous m'écrivez que les mensonges de l'*Humanité* provoquent de l'indignation en Catalogne. Il est facile de se l'imaginer. Mais il ne suffit pas de s'indigner. Il est indispensable que la presse oppositionnelle donne systématiquement le tableau de ce qui se passe en Espagne. C'est une question d'une énorme importance. C'est d'après la vivante expérience de la révolution espagnole que doit se faire la rééducation des cadres du

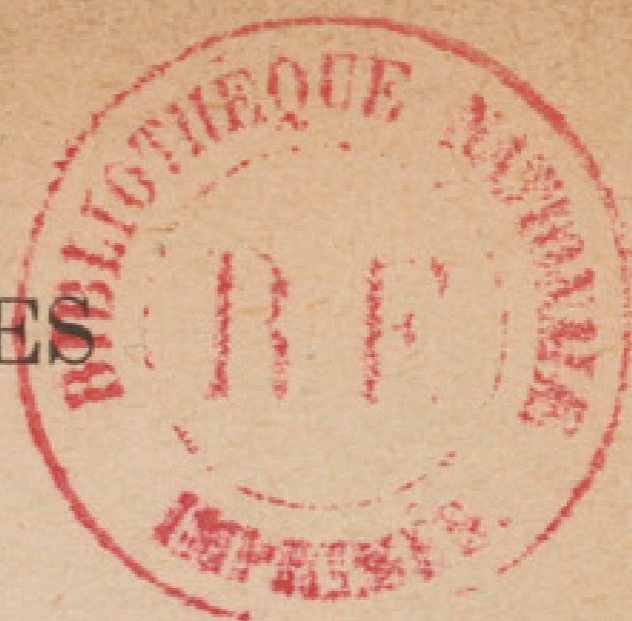


communisme international. Que des correspondances méthodiquement réglées viennent de Barcelone et de Madrid, — il ne s'agit pas simplement de lettres, — ce seront des documents politiques d'une importance de premier ordre. Si cela manque, les stalinistes sont capables de créer autour de la Fédération Catalane une atmosphère d'isolement et d'hostilité qui, à elle seule, pourrait pousser l'élite des ouvriers catalans dans la voie de l'aventure et d'une catastrophe.





# TABLE DES MATIÈRES

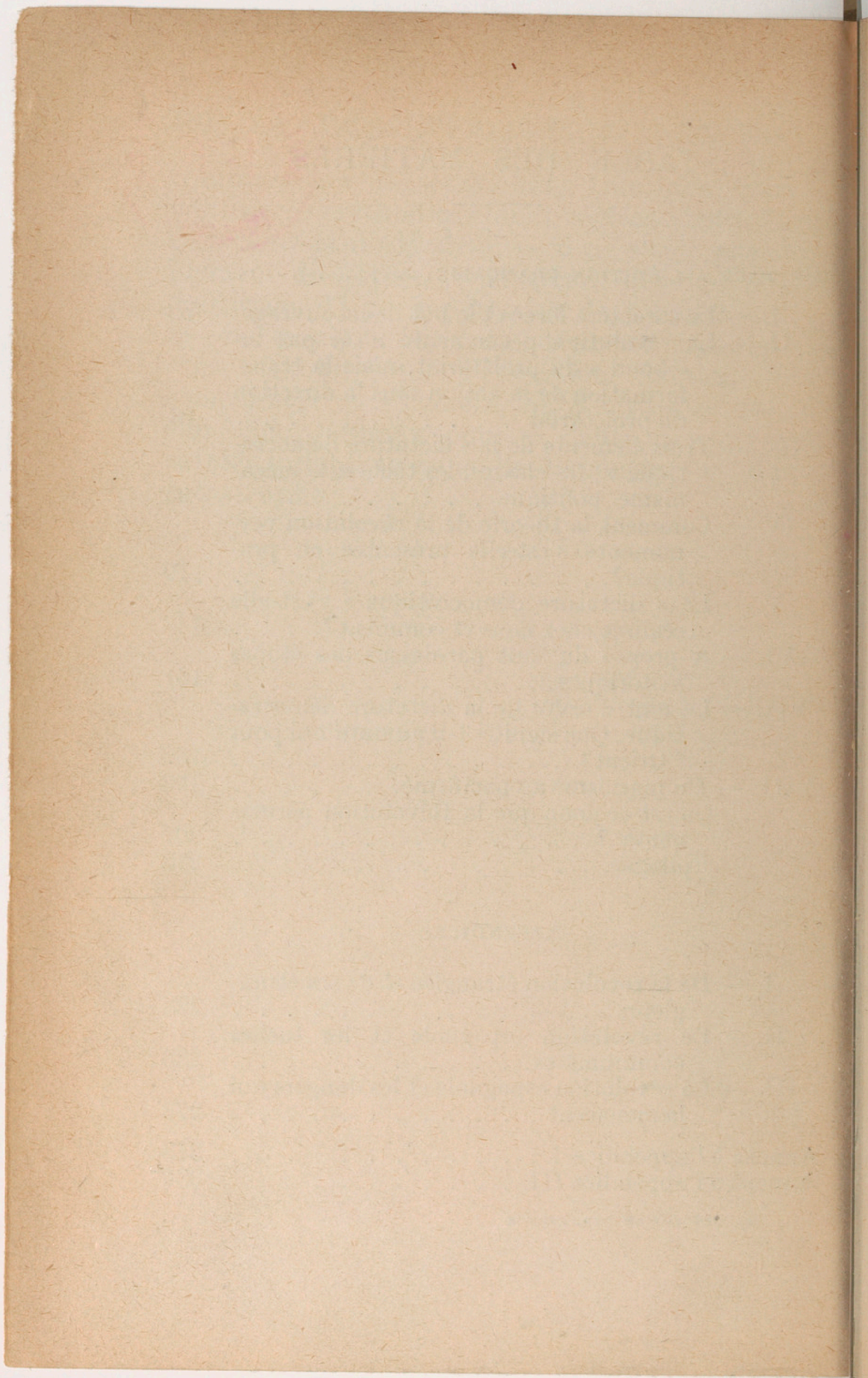


PRÉFACE A L'ÉDITION FRANÇAISE. . . . .	7
I. — Le caractère forcé et le but de cet ouvrage. . . . .	53
II. — La révolution permanente n'est pas un « bond » du prolétariat, mais la transformation de la nation sous la direction du prolétariat . . . . .	81
III. — Trois éléments de la « dictature démocratique » : les classes, les tâches, le mécanisme politique . . . . .	95
IV. — Comment la théorie de la révolution permanente s'est-elle présentée en pratique? . . . . .	119
V. — La « dictature démocratique » s'est-elle réalisée chez nous et comment? . . . . .	143
VI. — A propos du saut par-dessus des étapes historiques. . . . .	161
VII. — Le mot d'ordre de la dictature démocratique. Que signifie-t-il aujourd'hui pour l'Orient? . . . . .	169
VIII. — Du marxisme au pacifisme. . . . .	193
Qu'est-ce donc que la Révolution permanente ? . . . . .	207
Epilogue. . . . .	215

## APPENDICES

I. — De la révolution étranglée et de ses étrangleurs. . . . .	223
II. — La révolution espagnole et les tâches communistes. . . . .	233
III. — La révolution espagnole et les dangers qui la menacent . . . . .	273
Annexe à l'appendice I . . . . .	313
Annexe à l'appendice III. . . . .	330





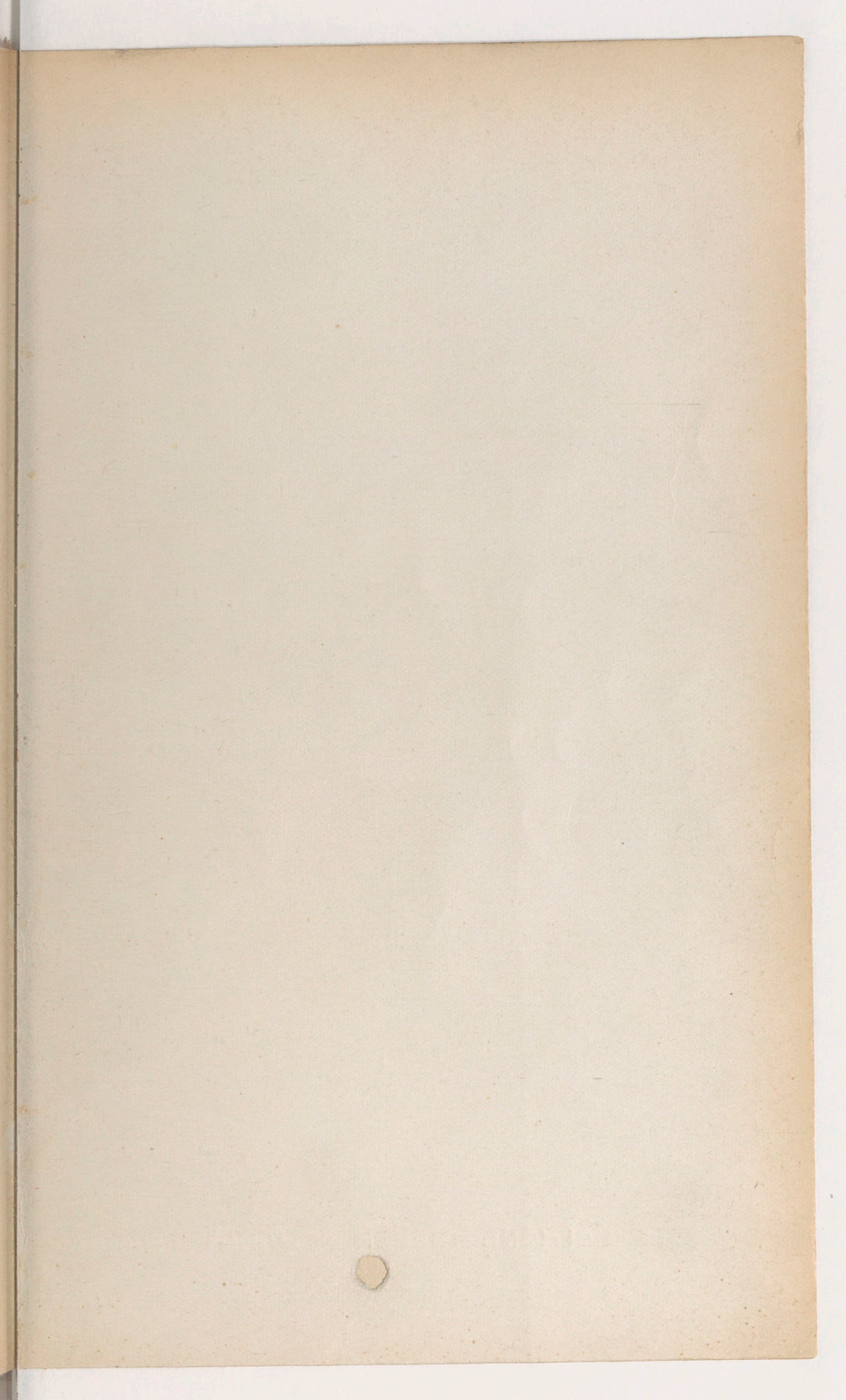


ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 11 MARS 1932  
POUR LES ÉDITIONS RIEDER  
PAR FLOCH A MAYENNE





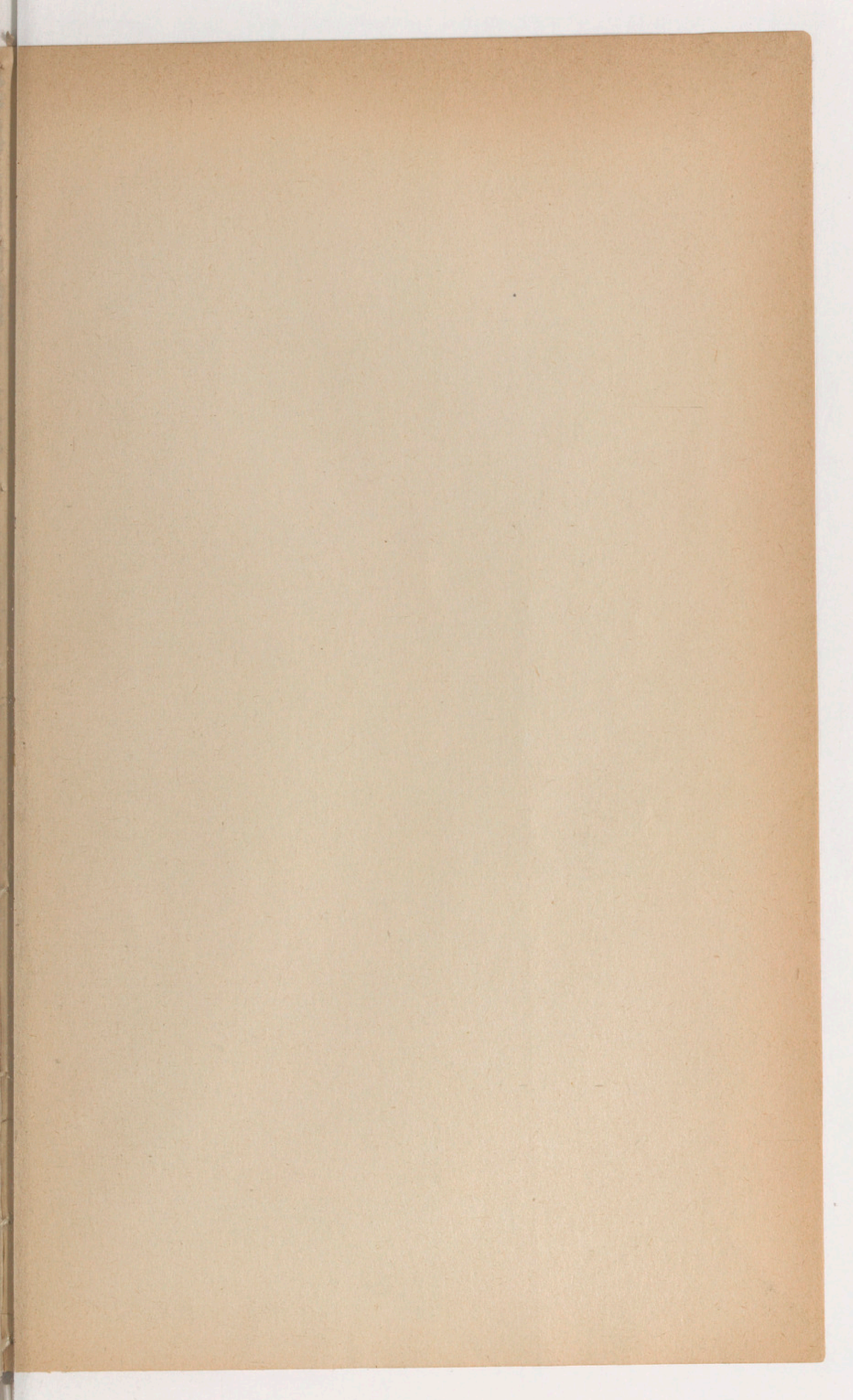




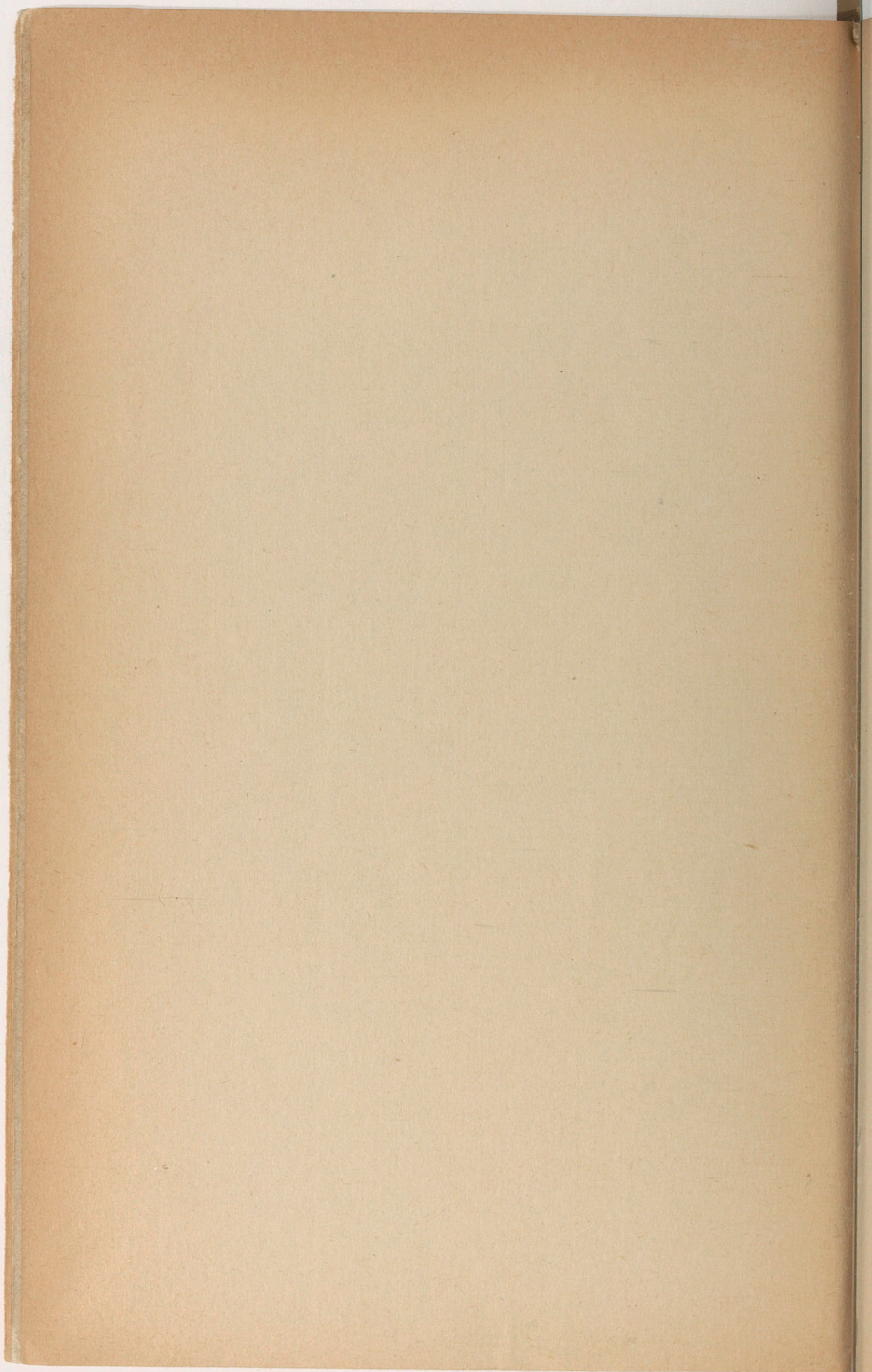


LES ÉDITIONS RIEDER -- VINGT FRANCS

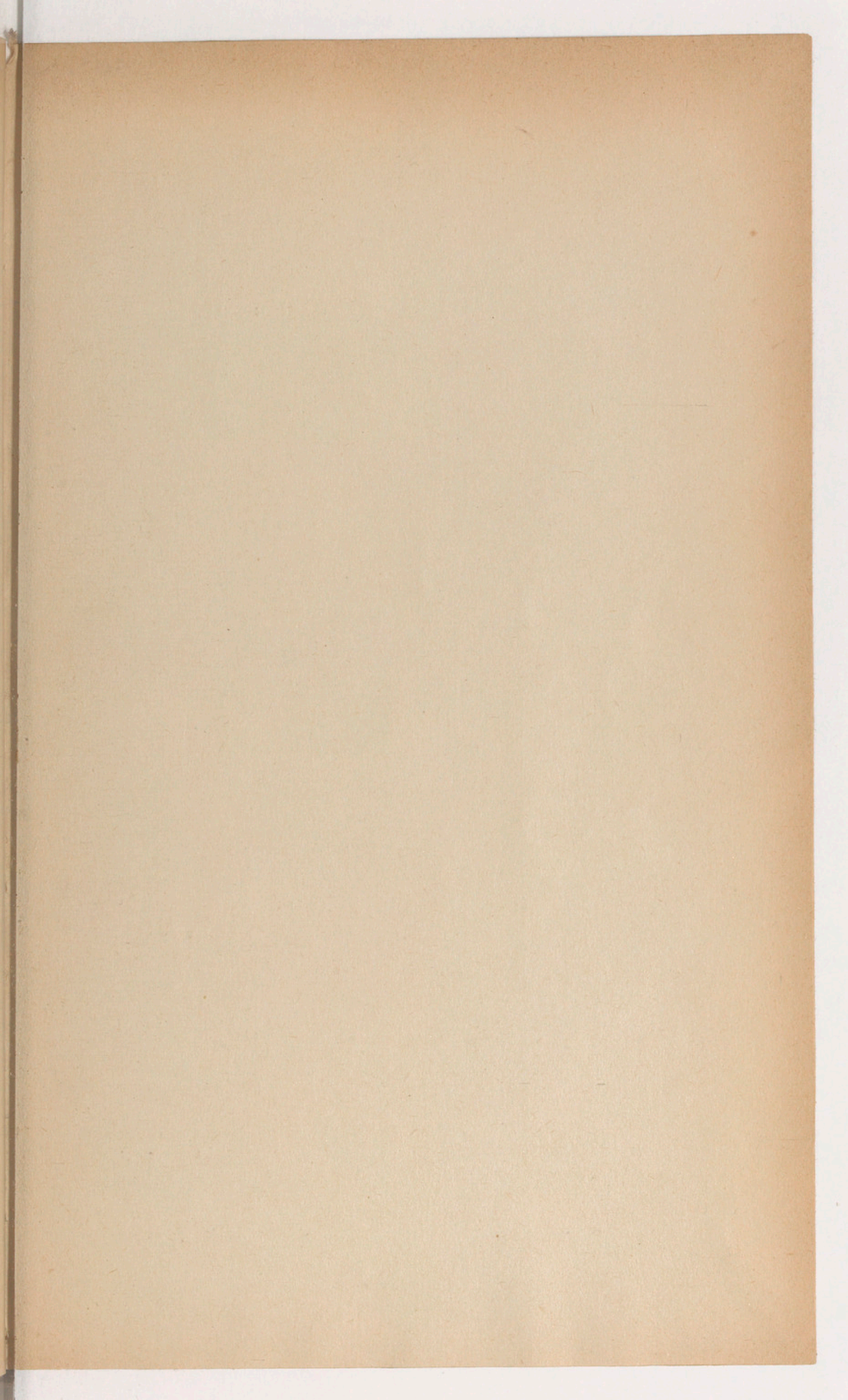








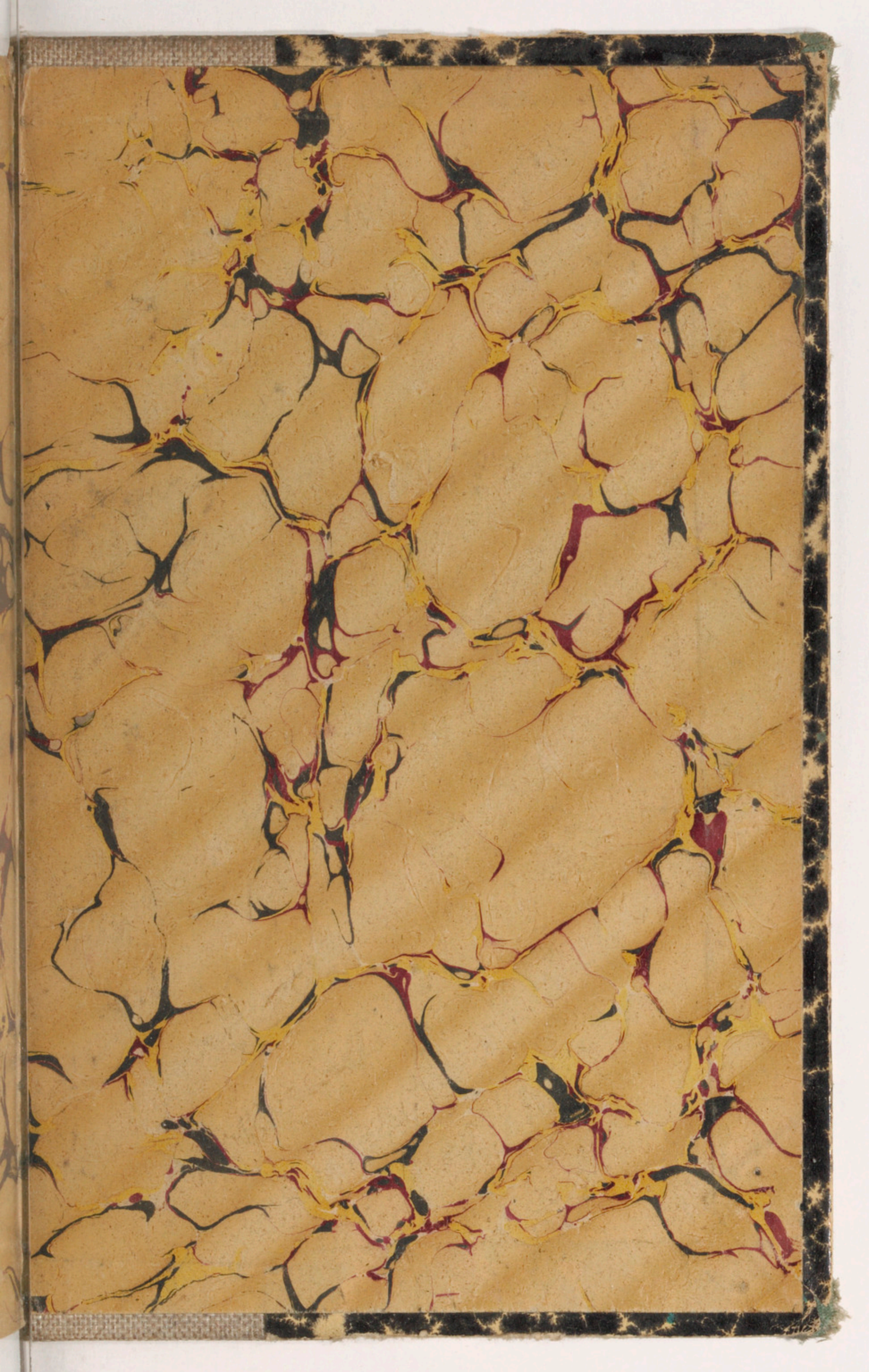














BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7531 05989586 3